

ANNUAIRE STATISTIQUE 2009



DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE



Sommaire

REMERCIEMENTS	DDI
A NOS LECTEURS	II
LE MOT DU MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	III
SIGLES, ABREVIATIONS ET SYMBOLES	V
I. ENVIRONNEMENT	0
Chapitre I.1 Territoire et climatologie	1
Chapitre I.2 Vie politique et administrative	7
II. DEMOGRAPHIE	11
Chapitre II.1 Structure de la population	12
Chapitre II.2 Fécondité et mortalité	14
III. POPULATION ACTIVE, REVENUS, CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET PAUVRETE	18
Chapitre III.1 Population active, emploi et chômage	19
Chapitre III.2 Revenus et transferts sociaux	34
Chapitre III.3 Indice Harmonisé des prix à la consommation des ménages (IHPC)	38
Chapitre III.4 Consommation des ménages	43
Chapitre III.5 Pauvreté dans les ménages	45
Chapitre III.6 Habitat et logement	50
IV. SANTE, EDUCATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN	58
Chapitre IV.1 Santé	59
Chapitre IV.2 Education, formation professionnelle et technique	90
Chapitre IV.3 Développement humain et genre	116
V. DONNEES ECONOMIQUES D'ENSEMBLE	122
Chapitre V.1 Comptabilité nationale.....	123
Chapitre V.2 Finances	138

VI. AGRICULTURE, ELEVAGE, FORET, PECHE ET INDUSTRIES	149
Chapitre VI.1 Agriculture, élevage, forêt et pêche	150
Chapitre VI.2 Industries extractives.....	162
Chapitre VI.3 Autres industries	168
VII. TRANSPORTS, COMMUNICATIONS, CULTURE, TOURISME ET SPORTS.....	179
Chapitre VII.1 Transports	180
Chapitre VII.2 Communications, culture, tourisme et sports.....	190
VIII. ECHANGES EXTERIEURS	203
Chapitre VIII. 1 Commerce extérieur.....	203
Chapitre VIII.2 Balance des paiements	219
LEXIQUE DES INSTITUTIONS FINANCIERES DU GABON	226
1. Banques créatrices de monnaie.....	226
2. Autre institution bancaire éligible	226
3. Autres institutions bancaires non éligibles	226
4. Institutions financières non bancaires	226
NOMENCLATURES GABONAISES DE COMPTABILITE NATIONALE	228
□ Nomenclature gabonaise d'activités économiques	228
• Nomenclature agrégée d'activités économiques	228
SECTIONS DE LA NOMENCLATURE DOUANIERE DU GABON.....	230
LISTE DES PRINCIPAUX ORGANISMES CORRESPONDANTS POUR L'ANNUAIRE 2005-2009.....	231

Remerciements

La Direction Générale de la Statistique tient à remercier les entreprises, les organismes professionnels et les services publics qui ont contribué, par leurs informations, à l'élaboration de l'Annuaire statistique du Gabon 2005-2009.

Directeur de publication	Francis Thierry TIWINOT
Rédacteur en chef	Jean Nestor NGUEMA
Rédacteurs	Nicaise NKOGHE NZE Thierry MENGUE Ghislain WAMBERT
Enquêteurs	Désiré EWONG WOGA Patrick NDONG MEYO Emmanuel ANGOUE EKOMY Stéphane Jean-Baptiste BOUYOUDOU Armand ABESSOLO NKWELE Gustave ABESSOLO Annie Flore MONONGONE Théophile EBI MINKO Ghislain WAMBERT Charles PAMBOU Oroup EYANGUEMEYA
Infographe	Francis EYOGO BEYEME

Comité de lecture

Francis Thierry TIWINOT	Pierre COUAILLAC
Symolin ONDO METO'O	Jean Benoit PONGUI PONGUI
Armel MOUBAMBA	Jean Jacques ONDO MEGNE

Rédaction achevée le 30 octobre 2011 Collecte des données arrêtées le 20 mars 2011

A nos lecteurs

Après l'édition 2010, qui couvrait la période 2004-2008, l'Annuaire statistique du Gabon sera publié dans sa treizième édition. A travers cette édition, la DGS présente à ses lecteurs une synthèse de l'information statistique nationale. Le contenu de cet annuaire s'imprègne du contexte socio-économique.

L'édition 2011 qui couvre la période allant de 2005 à 2009 comprend huit parties scindées en vingt et un chapitres. L'information produite est assez diversifiée.

Chaque chapitre est introduit par :

- *une rubrique « présentation » définissant le cadre général du chapitre ;*
- *une rubrique « sources et méthodologie » décrivant la collecte et le traitement des données en vue de disposer des informations présentées ;*
- *une rubrique « publications de référence » présentant les documents exploités ;*
- *une rubrique « principales définitions » permettant de comprendre les concepts utilisés dans l'élaboration des données.*

A la fin de l'ouvrage se trouve une liste des organismes qui indique tous ceux qui ont apporté, de près ou de loin leur concours pour la réalisation du présent annuaire.

Des lacunes subsistent certainement dans cet ouvrage et toutes les observations constructives seront les bienvenues pour l'amélioration des prochaines parutions.

LE DIRECTEUR DE PUBLICATION

Le mot du Ministre de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

L'édition 2011 de l'Annuaire statistique du Gabon couvre la période 2005-2009.

Cette publication est le fruit d'une laborieuse collecte de données qui a conduit la DGS à solliciter la collaboration de divers organismes publics et privés.

Cette collecte n'a pas été exhaustive car plusieurs administrations n'ont pas rempli les questionnaires qui leur étaient destinés. Par conséquent, de nombreuses informations restent non disponibles.

En effet, nous avons constaté que certains questionnaires déposés auprès des fournisseurs de statistiques n'ont pas été retournés à la DGS, soit parce que certains fournisseurs n'exploitent pas les statistiques qui existent dans leurs administrations, soit parce que les statistiques sollicitées ne sont pas élaborées par ces entités.

En ce qui concerne la DGS, il subsiste des domaines socio-économiques qui ne sont que partiellement ou insuffisamment couverts par la collecte. On citera entre autres, le commerce dans son ensemble, les statistiques carcérales, le tourisme, la culture et les statistiques de l'éducation etc. La DGS a mis en place un programme de travail qui devrait permettre de collecter les données dans ces domaines.

Tous ces manquements altèrent, d'une part le suivi des indicateurs retenus dans le cadre de la mise en œuvre du DSCRP et des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) d'autre part. De même, ils restreignent la qualité et la consistance de cet annuaire tout en réduisant le champ d'information utile aux différents utilisateurs de données statistiques.

Enfin, il faut préciser que la réalisation d'un annuaire statistique rentre dans le cadre de la synthèse des données sectorielles et de la présentation des statistiques officielles de la République gabonaise.

Ainsi, la DGS qui est au centre de cette activité la conduit en conformité avec ses missions essentielles de :

- coordination et de centralisation des données statistiques de toutes origines ;
 - collecte et de traitement des statistiques suivant la norme universelle pour disposer des informations socio-économiques ;
 - publication et de diffusion systématique des statistiques officielles.
-

Dans la perspective d'améliorer ce document de référence, je compte sur l'effort des uns et des autres pour parvenir à une meilleure collaboration entre les fournisseurs d'informations statistiques et la DGS. Dans un tel contexte, nous parviendrons évidemment à une meilleure connaissance du Gabon à travers un annuaire statistique plus exhaustif.

MAGLOIRE NGAMBIA

Sigles, abréviations et symboles

-	Néant
0 et 0,0	Valeur proche de zéro
*	Le renseignement n'existe pas par faute d'enquête
..	Donnée non disponible
///	Absence de donnée due à la nature des choses
°C	Degré Celsius
g	gramme
GWh	Gigawatt heure (10 ⁶ KWh)
hl	Hectolitre
Kg	Kilogramme
KWh	Kilowatt heure
m ³	Mètre cube
mio	Millions
MW	Mégawatt
t	Tonne
ADL	Aéroport de Libreville
AIB	Autres institutions bancaires
AIBE	Autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC
AIBN	Autres institutions bancaires non éligibles au refinancement de la BEAC
APG	Appui au paysannat gabonais
APIP	Agence de Promotion des Investissements privés
ASECNA	Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar
BCM	Banques créatrices de monnaie
BAD	Banque africaine de développement
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale
DED	Direction des études et de la documentation
BGD	Banque Gabonaise de Développement
BICIG	Banque Internationale pour le Gabon et l'Industrie du Gabon
BID	Banque islamique de développement
CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CGPD	Commissariat général au plan et au développement
CIO	Comité international olympique
CNSS	Caisse nationale de Sécurité sociale
CRH	Compte pour le refinancement de l'Habitat
CIRMF	Centre international de recherche médicale de Franceville
COMILOG	Compagnie minière de l'Ogooué
Ct-RCRH	Crédit Refinancé par le CRH
DDICB	Direction du développement des industries et du commerce du bois
DGA	Direction générale de l'agriculture
DGB	Direction générale du Budget
DGCP	Direction générale de la comptabilité publique
DGDDI	Direction générale des douanes et des droits indirects
DGCSP	Direction générale des Caisse de Stabilisation et de péréquation
DGE	Direction générale de l'économie
DGEEH	Direction générale de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures
DGEF	Direction générale de l'Economie forestière
DGPA	Direction générale des pêches et de l'aquaculture
DGRH	Direction générale des ressources humaines
DGS	Direction Générale des Statistiques

DGSEE	<i>Direction générale de la statistique et des études économiques</i>
DGSP	<i>Direction générale de la santé publique</i>
DGSR	<i>Direction générale de la sécurité routière</i>
DGTL	<i>Direction générale du tourisme et des loisirs</i>
DGTP	<i>Direction générale des travaux publics</i>
DMN	<i>Direction de la météorologie nationale</i>
DRS	<i>Direction régionale de santé</i>
SOBOLECO	<i>Société des eaux minérales de Léconi</i>
EBE	<i>Excédent brut d'exploitation</i>
EDML	<i>Enquête Dépenses des Ménages de Libreville</i>
EDSG	<i>Enquête démographique et de Santé du Gabon</i>
EGEP	<i>Enquête Gabonaise pour l'Evaluation et le suivi de la Pauvreté</i>
EI	<i>Entrepreneurs individuels</i>
ENAM	<i>Ecole nationale d'art et manufacture</i>
FBCF	<i>Formation brute de capital fixe</i>
FCFA	<i>Franc de la coopération financière en Afrique centrale</i>
FIDA	<i>Fonds international de développement de l'agriculture</i>
GABOA	<i>Société gabonaise d'oxygène et d'acétylène</i>
GBP	<i>Livre Sterling</i>
GMM	<i>Gabonaise de mousse et matelas</i>
GPL	<i>Gabonaise de peintures et laques</i>
HEVEGAB	<i>Société de développement de l'hévéaculture au Gabon</i>
IBL	<i>Institutions bancaires en liquidation</i>
IDH	<i>Indice de développement humain</i>
IFNB	<i>Institutions financières non bancaires</i>
IGAD	<i>Institut gabonais d'appui au développement</i>
INSEE	<i>Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques</i>
JPY	<i>Yen japonais</i>
MEFBP	<i>Ministère de l'économie, des finances, du budget et de la privatisation, chargé de la Programmation des investissements</i>
MEN	<i>Ministère de l'éducation nationale</i>
MESRIT	<i>Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation technologique</i>
MISPD	<i>Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation</i>
OCAM	<i>Organisation commune africaine et malgache</i>
OCEAC	<i>Organisation de l'Afrique centrale sur les programmes des grandes endémies</i>
ONB	<i>Office national du baccalauréat</i>
ONE	<i>Office national de l'emploi</i>
OPRAG	<i>Office des ports et rades du Gabon</i>
PEV	<i>Programme élargi de Vaccination</i>
PIB	<i>Produit intérieur brut</i>
PIZOLUB	<i>Société Pizo de formulation de lubrifiants</i>
PME	<i>Petites et moyennes entreprises</i>
PNB	<i>Produit national brut</i>
PNLS	<i>Programme national de lutte contre le Sida</i>
PNUD	<i>Programme des Nations unies pour le développement</i>
PPA	<i>Parité des pouvoirs d'achat</i>
RGPH	<i>Recensement général de la population et de l'habitat</i>
S.A	<i>Société anonyme</i>
SARL	<i>Société anonyme à responsabilité limitée</i>
SCG	<i>Société des ciments du gabon</i>
SCN	<i>Système de comptabilité nationale des Nations unies</i>
SECN	<i>Système élargi de comptabilité nationale</i>
SEEG	<i>Société d'énergie et d'eau du Gabon</i>

SEPBG	<i>Société d'exploitation du parc à bois du Gabon</i>
SETRAG	<i>Société d'Exploitation du Transgabonais</i>
SMAG	<i>Société meunière et avicole du Gabon</i>
SOCIGA	<i>Société des cigarettes du Gabon</i>
SOGARA	<i>Société gabonaise de raffinage</i>
SOGATRA	<i>Société gabonaise de transport</i>
SUCAF	<i>Sucrieries d'Afrique Gabon</i>
GABON	
TOFE	<i>Tableau des opérations financières de l'Etat</i>
TVA	<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>
UA	<i>Union Africaine</i>
UE	<i>Union européenne</i>
UEMOA	<i>Union économique et monétaire ouest-africaine</i>
UGB	<i>Union Gabonaise de Banque</i>
UNESCO	<i>Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture</i>
UOB	<i>Université Omar Bongo</i>
URAI	<i>Union des représentants des automobiles industrielles</i>
USD	<i>Dollar américain</i>
VA	<i>Valeur ajoutée</i>
XEU	<i>Euro</i>
Yuan	<i>Yuan chinois</i>
(Renmibi)	



I. ENVIRONNEMENT

Chapitre I.1

Territoire et climatologie

1. Présentation

Logé dans le golfe de Guinée et à cheval sur l'Equateur, le Gabon est situé, d'une part, entre 2°15 Nord et 4° Sud de latitude et, d'autre part, entre 8°30 Ouest et 14°30 Est de longitude. Il est limité au Nord-Ouest par la Guinée Equatoriale, au Nord par le Cameroun, à l'Est et au Sud par le Congo Brazzaville et à l'Ouest par l'océan Atlantique sur 800 km. La longueur des frontières territoriales est de 2 551 km, dont 350 avec la Guinée Equatoriale, 298 avec le Cameroun et 1 903 avec le Congo.

Le territoire a une superficie de 267 667 km² dont 80% couverte par la forêt équatoriale qui, avec plus de 400 essences, présente 180 000 km² de réserves forestières. La superficie des forêts protégées et reboisées est respectivement de 2 490 000 et 30 000 hectares. Tandis que la superficie mise en exploitation représente 9 877 622 hectares.

Le pays présente des paysages assez variés. Son relief est constitué de plaines côtières, de plateaux et de massifs montagneux situés au-dessus de 800 mètres d'altitude. Le point culminant est le mont Iboundji, dans le massif du Chaillu (au Sud du pays), avec 1 575 mètres d'altitude.

Les cours d'eau sont navigables sur 3 000 km environ. Le principal fleuve, l'Ogooué, long de 1 200 km, dont 800 km au Gabon, draine 75% du territoire national et se jette dans l'océan Atlantique à Port-Gentil. La Nyanga, second fleuve gabonais, draine un bassin de 22 500 km².

Le Gabon appartient à un domaine climatique de type équatorial, caractérisé par une chaleur constante, une hygrométrie élevée, des précipitations abondantes et fréquentes. Selon les régions, la pluviométrie varie de 1 500 à 3 000 mm d'eau par an. La température moyenne varie entre 22° et 32° Celsius. Elle présente un maximum de février à avril et un minimum entre juillet et août. Le cycle climatique comporte quatre saisons : une petite saison sèche de janvier à février, une grande saison des pluies de mars à juin, une grande saison sèche de juillet à septembre et une petite saison des pluies d'octobre à décembre.

Au plan administratif, le pays est découpé en différentes entités administratives et territoriales. Le territoire national est ainsi divisé en provinces, départements, districts, cantons, regroupements de villages et villages. Au niveau décentralisé, le Gabon est constitué de collectivités locales où les communes tiennent une place principale.

L'organisation administrative, dans son ensemble, a légèrement varié depuis 2007. Le découpage administratif mis en place porte à 49 le nombre de départements, à 52 le nombre de communes et à 29 le nombre d'arrondissements. Seule la province de l'Estuaire a enregistré deux nouveaux départements (Océan Gongoué et le Cap) et deux nouvelles communes (Ndjomo et Cap Estérias)

Ainsi, le découpage administratif se présente de la manière suivante en 2009 :

	2009
Provinces	9
Départements	49
Cantons	152
Communes	52
Arrondissements	29
Districts	26
Regroupement de villages	911
Villages	2.393

Source : MISPD

Par ailleurs, depuis, l'année 2007, la répartition des départements et communes apparaît de la manière suivante au Gabon :

	2009
Provinces	
Estuaire	
Départements	5
Communes	7
Haut-Ogooué	
Départements	11
Communes	12
Moyen-Ogooué	
Départements	2
Communes	2
Ngounié	
Départements	9
Communes	9
Nyanga	
Départements	6
Communes	6
Ogooué Ivindo	
Départements	4
Communes	4
Ogooué Lolo	
Départements	4
Communes	4
Ogooué Maritime	
Départements	3
Communes	3
Woleu-Ntem	
Départements	5
Communes	5

Source : Quotidien national « l'Union » des 9 et 13 mai 2008

Dans sa politique de protection de l'environnement, le gouvernement gabonais a préservé 11 % du territoire national. Cette politique a permis de créer des espaces de réserves naturels, des aires protégées pour la faune et la flore.

Ainsi, le cumul des espaces naturels protégés au Gabon se présente comme suit :

Types de protection	2009	
	Nombre	Surface (ha)
Réserves naturelles	1	10 000
Aires de gestions de la Faune/Parcs nationaux	13	2 924 000
Réserves présidentielles	1	480 000

Source: DGEF

En outre, les sites inscrits et classés se répartissent de la manière suivante :

	Cumul
	2009
Nombre de sites inscrits	3
Nombre de sites classés	1

Source : DGEF

Par ailleurs, les différentes espèces animales protégées au Gabon en 2008 sont réparties de la manière suivante :

Espèces	Espèces connues nombre	2008		2009	
		Partiellement protégées	Intégralement protégées	Partiellement protégées	Intégralement protégées
		Mammifères	150	18	13
Oiseaux	600	-	2
Poissons	14	-	-
Reptiles	144	3	2
Amphibiens	69	-	-

Source : DGEF

2. Sources et méthodologie

La description des aspects géographiques et du relief a été fournie par l'Institut national de cartographie. Cette description a été complétée par la consultation de l'ouvrage intitulé « Notre pays le Gabon » de Frédéric MEYO BIBANG et Jean Martin NZAMBA.

Les données sur la faune et la flore ont été collectées à la Direction Générale des Eaux et Forêts à travers les statistiques fournies par la Direction des Etudes et de la Documentation.

Les données climatologiques ont été fournies par la Direction de la Météorologie Nationale (DMN) et les stations météorologiques situées dans certaines localités du pays. Sur les quatorze stations météorologiques que comptait le Gabon, il en reste trois (Libreville, Port-gentil et Franceville) qui fonctionnent normalement car elles sont pourvues d'équipements adéquats. Ces stations de la météorologie sont entretenues par l'ASECNA dans le cadre des activités de cet organisme.

Bien que produisant des informations, les autres stations ont des instruments incomplets et obsolètes. Ce qui conduit la DGS de ne plus publier les observations de ces stations.

Les températures indiquées sont prises sous abri à environ deux mètres au-dessus du sol. La température annuelle moyenne est la moyenne arithmétique simple des 12 moyennes mensuelles des « températures moyennes » observées. Les minima et maxima annuels correspondent aux valeurs extrêmes relevées au cours de l'année.

3. Publication de référence

- Frédéric MEYO BIBANG et Jean-Martin NZAMBA - *Notre pays le Gabon : géographie* - Nouvelle édition EDICEF-EDIG - 1992.

4. Principales définitions

- **Animaux intégralement protégés**

Ce sont des animaux dont la chasse, la capture, le commerce et la circulation sont interdits.

- **Animaux partiellement protégés**

Ce sont les animaux dont la chasse, la capture, le commerce et la circulation font l'objet d'une réglementation spéciale.

- **Commune**

C'est une collectivité locale de droit public regroupant les habitants d'une agglomération urbanisée liés par des intérêts socio-économiques. Elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Les communes de grande taille sont subdivisées en arrondissements.

- **Département**

Circonscription administrative subdivisée en districts, cantons, regroupements de villages et villages, le département est une collectivité territoriale de droit public dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

- **District**

C'est une circonscription administrative subdivisée en cantons, regroupements de villages et villages.

- **Province**

La province est une circonscription administrative subdivisée en départements, districts, cantons, regroupements de villages et villages.

- **Regroupement de villages**

C'est une entité administrative constituée d'au moins deux villages, c'est-à-dire d'au moins deux cellules administratives de base. Les villages sont des localités rurales dont les habitants, en majorité, exercent dans le secteur agricole.

- **Température maximale**

C'est la température la plus élevée de la journée, que l'on observe aux environs de 15 heures.

- **Température minimale**

C'est la température la plus basse de la journée ; elle s'observe aux environs de 4 heures.

- **Température moyenne**

C'est la moyenne arithmétique de la température maximale observée aux environs de 15 heures et de la température minimale relevée aux environs de 4 heures.

- **Humidité relative**

C'est le rapport, en pourcentage, entre la quantité de vapeur d'eau de l'air et celle qu'aurait l'air s'il était saturé. L'humidité relative est également représentée par le ratio tension de la vapeur d'eau sur tension maximum correspondant à la température au moment de l'observation.

I.1.1 : Climatologie							
Tableau I.1.1.1: Températures par principales stations climatologiques							
							Unité: °C
		2005	2006	2007	2008	2009	
Franceville	Température moyenne	25	26	25	25	26	
	minimale	21	22	21	21	23	
	maximale	30	30	29	30	30	
Libreville	Température moyenne	27	26	27	27	26	
	minimale	24	24	24	24	23	
	maximale	30	29	29	29	30	
Port-Gentil	Température moyenne	27	27	27	26	27	
	minimale	24	24	25	24	24	
	maximale	29	29	29	29	29	
Source : DMN							

Tableau I.1.1.2 : Pluviométrie par principales stations climatologiques							
		Hauteur des précipitations en mm					
		2005	2006	2007	2008	2009	
Franceville	Nombre de jours de pluies	60	108	102	96	111	
	Hauteur des précipitations	1 104	857	898	939	1399	
Libreville	Nombre de jours de pluies	141	174	189	180	186	
	Hauteur des précipitations	2 437	2 460	3 409	2 743	2 946	
Port-Gentil	Nombre de jours de pluies	129	125	143	105	70	
	Hauteur des précipitations	1 416	1 698	2 235	1 864	1 189	
Source : DMN							

Tableau I.1.1.3 : Humidité relative par principales stations climatologiques							
							Unité: %
		2005	2006	2007	2008	2009	
Franceville	Humidité relative maximale	94	97	97	100	100	
	Humidité relative minimale	63	65	63	66	62	
Libreville	Humidité relative maximale	94	95	96	95	94	
	Humidité relative minimale	72	74	73	72	73	
Port-Gentil	Humidité relative maximale	94	94	93	95	94	
	Humidité relative minimale	74	74	73	74	74	
Source : DMN							

Chapitre I.2

Vie politique et administrative

1. Présentation

Le Gabon est indépendant depuis le 17 août 1960. Sa capitale politique, Libreville, est située dans la province de l'Estuaire où réside près de 50% de la population du Gabon. Les autres principales villes du Gabon sont Port-Gentil, qui est la capitale économique, Franceville, Lambaréné, Oyem et Moanda.

Depuis la dernière modification du code électoral de l'année 2004, le Président de la République, Chef de l'Etat, est élu au suffrage universel direct à la majorité simple (scrutin à un tour) pour un mandat de sept ans, renouvelable. Il nomme le Premier ministre, Chef du Gouvernement.

L'Assemblée nationale et le Sénat, sous leurs formes actuelles, ont vu le jour respectivement en 1990 et 1996. Les députés sont élus au suffrage universel direct à deux tours pour un mandat de cinq ans, tandis que les sénateurs sont élus au suffrage universel indirect pour une durée de six ans.

Au plan local, les conseillers municipaux sont élus au suffrage universel direct pour une durée de cinq ans.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont été renouvelés respectivement en 2006 et 2007. La dernière élection présidentielle a eu lieu le 30 août 2009.

Au titre des relations internationales, le Gabon, dont la langue officielle est le français, entretient des rapports avec de nombreux Etats et organismes internationaux, régionaux ou sous-régionaux. Il est, entre autres, membre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), de l'Union Africaine (UA) et de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes spécialisés.

Le Gabon appartient à la zone Franc et est également membre de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque islamique de développement (BID), de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

2. Sources et méthodologie

Les données sur les consultations électorales, la composition de l'Assemblée nationale et les partis politiques proviennent du Ministère de l'intérieur, de l'Assemblée nationale, de la Cour constitutionnelle et du Sénat.

3. Publications de référence

- Assemblée nationale - *Composition de l'Assemblée nationale et ses organes : Dixième législature (2002-2006)*.
- SENAT- Les élus nationaux et locaux de la République gabonaise, novembre 2006

4. Principales définitions

- **Electeur**

C'est une personne de nationalité gabonaise, âgée de 18 ans et plus, non privée de droits civiques et inscrite sur les listes électorales.

- **Pourcentage de suffrages exprimés**

C'est le rapport entre les suffrages exprimés et le nombre d'électeurs inscrits.

- **Suffrages exprimés**

Ils correspondent au nombre total de bulletins de vote non blancs et non nuls enregistrés lors d'une élection.

- **Suffrage indirect**

C'est l'élection à laquelle participent seulement que les « grands électeurs » (conseillers municipaux).

- **Suffrage universel direct**

C'est une élection à laquelle participe l'ensemble des électeurs.

- **Taux de participation**

C'est le rapport, en pourcentage, entre le nombre de votants et celui des électeurs inscrits.

I.2.1 : Composition du gouvernement de la République					
Tableau I.2.1.1 : Composition du gouvernement					
	Situation en fin d'année				
	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre de ministres ⁽¹⁾	49	..	29
dont nombre de femmes	9	..	6
(1) Ministres et ministres délégués, non compris le Premier ministre en 2009,					
Source : Secrétariat général du gouvernement et le quotidien national d'octobre 2009					

I.2.2 : Assemblée nationale					
Tableau I.2.2.1 : Partis politiques et Assemblée nationale					
	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre de sièges à l'Assemblée	120	120	120	120	120
Nombre de partis politiques					
Légalisés	22
Représentés à l'Assemblée nationale	7	7	13	13	13
Source : Assemblée nationale					

	en début de mandat	
	2002-2006	2007-2011
Parti démocratique gabonais	91	82
Rassemblement national des bûcherons (MBA ABESSOLE) ¹	8	-
Rassemblement pour le Gabon	-	7
Rassemblement national des bûcherons (ANDRE KOMBILA) ¹	1	2
Parti gabonais du progrès	3	1
Parti de l'unité du peuple	0	0
Forum africain pour la reconstruction	0	1
Congrès pour la démocratie et la justice	0	2
Mouvement de redressement national	0	0
Mouvement de redressement national originel	0	0
Alliance démocratique et républicaine	0	4
Parti social démocrate	1	2
Union socialiste gabonaise	0	0
Union du peuple gabonais	0	7
Cercle des libéraux réformateurs	2	2
Renouveau pour la démocratie et le progrès	0	0
Mouvement africain pour le développement	1	1
Rassemblement des démocrates républicains	-	1
Union gabonaise pour la démocratie et le développement	-	4
Indépendants ²	13	4
Total des députés	120	120

(1) Ce parti a été scindé pour donner deux tendances du Rassemblement national des bûcherons. Le Rassemblement national des bûcherons (MBA ABESSOLE) a pris en 2006 le nom de Rassemblement Pour le Gabon

(2) Députés indépendants, c'est-à-dire siégeant pour le compte d'aucun parti politique.

Source : Assemblée nationale

I.2.3 : Activité du Parlement

Tableau I.2.3.1 : Evolution du nombre de lois votées à l'Assemblée nationale par an et par nature

	2005	2006	2007	2008	2009
Administration du territoire	4	1	2
Affaires sociales	3	1	6
Conventions internationales	3	1	4
Défense nationale	0	0	0
Enseignement	0	0	0
Environnement et culture	1	2	2
Etat de droit et pouvoir public	5	2	3
Finances publiques et économie	12	9	22
Fonction publique	0	0	0
Justice	1	0	0
Politique et élection	2	5	2
Non déterminé	4	8	0
Total	35	29	41

Source : Assemblée nationale

I.2.4 : Sénat						
Tableau I.2.4.1 : Composition du Sénat à travers les partis politiques ayant un représentant						
						2002-09
Parti démocratique gabonais						67
Rassemblement pour le Gabon ¹						8
Rassemblement national des bûcherons						0
Parti gabonais du progrès						1
Alliance démocratique et républicaine						3
Parti social démocrate						1
Parti de l'unité du peuple						0
Union du peuple gabonais						1
Gabon avenir						1
Mouvement commun de développement						0
Cercle des libéraux réformateurs						4
Rassemblement pour la démocratie et le progrès						1
Parti gabonais du centre indépendant						1
Autres ⁽²⁾						3
Total des sénateurs						91
(1) Né de la scission du Rassemblement national des bûcherons						
(2) Sénateurs indépendants, c'est-à-dire siégeant pour le compte d'aucun parti politique.						
Source : Sénat						

II. DEMOGRAPHIE

Chapitre II.1

Structure de la population

1. Présentation

Au recensement général de la population et de l'habitat de 1993 (RGPH93), le Gabon comptait un peu plus de 1014976 habitants.

L'évolution de la population gabonaise (en milliers) est la suivante :

	2001	2002	2003
Population au 1 ^{er} juillet	1236,7	1267,6	1511,9

2. Sources et méthodologie

Les statistiques de 2001 à 2002 sont des estimations calculées à partir du taux de croissance de 1993, soit 2,5% par an.

3. Principales définitions

- **Recensement (de la population)**

Selon les Nations Unies, le recensement de la population est l'ensemble des opérations qui consistent à collecter, grouper, évaluer, analyser, publier et diffuser de toute autre manière des données démographiques, économiques et sociales se rapportant à un moment donné à tous les habitants d'un pays ou d'une partie bien déterminée du pays. C'est donc un dénombrement exhaustif de la population d'un pays à une date fixe. Cette opération ne concerne que la population de fait ou population de facto.

- **Population de fait**

C'est l'ensemble des personnes présentes sur le territoire au moment du recensement. On parle aussi de population présente.

- **Accroissement (d'une population)**

C'est la variation de l'effectif d'une population durant une période.

II.1.1 : Structure de la population									
Tableau II.1.1.1 : Estimation de la population gabonaise par milieu de résidence et par sexe									
		Milieu urbain		Milieu rural		Ensemble		Total	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
2001		452 788	451 633	158 591	173 645	611 379	625 279	1 236 657	
2002		464 105	462 920	162 555	177 994	626 660	640 914	1 267 574	
2003		
2004		
2005		
2006		
2007		
2008		
2009		

Source : DGSEE

Tableau II.1.1.2 : Estimation de la population (en milliers) par groupes d'âge et par sexe									
								2001	2002
Population Totale								1 236,7	1 267,6
Masculin								611,4	626,6
Féminin								625,3	641,0

Source : DGSEE

Chapitre II.2

Fécondité et mortalité

1. Présentation

Les statistiques sur la fécondité et la mortalité au Gabon sont fournies par l'Enquête Démographique et de Santé du Gabon (EDSG) réalisée par la DGSEE au cours de l'année 2000.

L'indice synthétique de fécondité est estimé à 4,3 enfants par femme selon les données de l'EDSG 2000.

L'une des caractéristiques de cette fécondité est sa précocité. En effet, une femme sur deux donne sa première naissance à 18,5 ans.

Par ailleurs, la durée médiane de l'intervalle (ou intervalle inter-génésique) qui sépare la naissance d'un enfant de la naissance précédente est généralement supérieure à deux ans et demi (33,9 mois).

Au Gabon, malgré les progrès enregistrés dans le domaine de la santé, la mortalité reste élevée.

Selon les résultats de l'EDSG, durant la période 1996-2000, on a enregistré les taux de mortalité suivants :

- mortalité infantile de : 57 pour 1000 ;
- mortalité infanto-juvénile de : 33 pour 1000 ;
- mortalité maternelle à : 519 décès pour 100 000 naissances.

Cependant, le Gabon prépare sa deuxième enquête démographique et de santé. Cette étude permettra d'actualiser les données sur l'état de santé des populations au Gabon et de mesurer l'évolution des indicateurs relatifs aux objectifs du millénaire dont la conférence bilan aura lieu en 2015.

2. Sources et méthodologie

Les données de ce chapitre proviennent de deux opérations de collecte réalisées par la DGSEE :

1. le recensement général de la population et de l'habitat effectué en 1993 ;
2. l'EDSG réalisée en 2000.

3. Publications de référence

- Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire – Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques – Bureau central du recensement – *Recensement général de la population et de l'habitat de 1993 : principaux résultats.*

- Ministère de la Planification, de l'Environnement et du Tourisme – Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques – Bureau central du recensement – Recensement général de la population et de l'habitat de 1993 : analyse des résultats - Tome III.
- Ministère de la Planification, de l'Environnement et du Tourisme – Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques – Rapport de synthèse de l'Enquête Démographique et de Santé de l'année 2000.

4. Principales définitions

- **Année d'exposition**

C'est le nombre d'année pendant laquelle une femme est soumise au risque de prendre une grossesse.

- **Indice synthétique de fécondité**

C'est le nombre moyen d'enfants nés vivants d'une femme en fin de vie féconde.

- **Intervalle inter-génésique**

C'est la durée médiane qui sépare la naissance d'un enfant de la naissance précédente.

- **Quotient de mortalité néonatale (NN)**

C'est la probabilité de décéder avant d'atteindre un mois.

- **Quotient de mortalité post-néonatale (PNN)**

C'est la probabilité de décéder après la période néonatale, mais avant le premier anniversaire.

- **Quotient de mortalité infantile (1q0)**

C'est la probabilité de décéder avant le premier anniversaire.

- **Quotient de mortalité juvénile (4q1)**

C'est la probabilité de décéder entre le premier et le cinquième anniversaire.

- **Quotient de mortalité infanto-juvénile (5q0)**

C'est la probabilité de décéder avant le cinquième anniversaire.

- **Taux global de fécondité générale**

C'est le nombre moyen de naissances par femme en âge de procréer dans une population et pour une année donnée.

- **Taux brut de natalité**

C'est le nombre de naissances vivantes d'une année par rapport à la population moyenne de cette année.

II.2.1 : Fécondité								
Tableau II.2.1.1 : Taux de fécondité								
Unité : pour 1000								
Groupe d'âges				Libreville et Port-gentil	Autres villes	Urbain	Rural	Ensemble
15 - 19 ans				121	124	131	210	144
15 - 19 ans				156	217	172	284	193
25 - 29 ans				146	210	162	245	178
30 - 34 ans				167	175	169	202	176
35 - 39 ans				72	129	88	143	101
35 - 39 ans				39	66	46	143	101
45 - 49 ans				(11)	(18)	13	8	11

NB : Les taux sont calculés pour la période de 1-60 mois avant l'enquête. Les taux de 45-49 ans peuvent être légèrement biaisés du fait de données incomplètes pour ce groupe d'âge. Les taux calculés sur 125-249 femmes par années d'exploitations non pondérées sont entre parenthèses.

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.1.2 : Indice synthétique de fécondité								
Groupe d'âges				Libreville et Port-Gentil	Autres villes	Urbain	Rural	Ensemble
Indice synthétique de Fécondité 15-49 (pour 1 femme)				3,6	4,8	3,9	5,7	4,3
Indice synthétique de Fécondité 15-49 (pour 1 homme)				3,5	4,8	3,8	5,7	4,2
Taux général de fécondité générale (pour 1000)				129	170	140	206	153
Taux brut de natalité (pour 1 000)				32,1	36,2	33,3	32,4	33,1

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.1.3 : Répartition (en %) des femmes par âge à la première naissance et âge médian à la première naissance selon l'âge actuel en 2000.									
Age actuel	Age à la première naissance							effectif des femmes	âge médian
	femmes sans naissance	moins de 15 ans	15-17	18-19	20-21	22-24	25 et +		
15-19	73,4	3,7	19,6	3,3	A	A	A	1 587	B
20-24	28,3	6,7	28,6	23,1	10,4	2,9	A	1 260	19,2
25-29	12,5	7,8	33,6	23,1	11,0	8,1	3,9	977	18,7
30-34	7,2	8,8	35,6	19,9	11,3	8,4	8,8	864	18,5
35-39	4,5	9,4	35,9	19,4	14,2	8,2	8,3	665	18,4
40-44	3,1	13,2	34,8	21,7	13,4	8,6	5,2	497	18,2
45-49	7,0	12,5	32,6	16,0	13,1	7,9	10,9	332	18,5

(A) : Sans objet.
(B) : Non applicable: moins de 50 % de femmes ont eu un enfant.

Source : DGSEE (EDSG 2000)

II.2.2 : Mortalité						
Tableau II.2.2.1 : Mortalité infantile, mortalité juvénile et mortalité infanto-juvénile sur les cinq années précédant l'enquête						
Unité : pour 1000						
Périodes quinquennales avant l'enquête	mortalité néonatale	mortalité post-néonatale	mortalité infantile	mortalité juvénile	mortalité infanto-juvénile	
0-4 ans	30,1	27,2	57,3	33,2	88,6	
5-9 ans	33,7	31,6	65,2	31,2	94,4	
10-14 ans	26,3	25,8	52,1	33,1	83,5	
15-19 ans	31,6	31,9	63,5	63,5	97,8	

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.2.2 : Estimation directe de la mortalité maternelle à partir des données concernant l'état de suivie des frères et sœurs des enquêtées sur une période de 6 ans avant l'enquête (1994 - 2000)						
Groupe d'âges	décès maternel	années d'exposition	taux par causes maternelles (%)	proportion des décès		
15-19	7	16 893	0,43	21,80		
20-24	14	17 088	0,80	26,30		
25-29	21	14 520	1,47	34,40		
30-34	7	11 439	0,62	13,20		
35-39	5	8 130	0,58	9,70		
40-44	4	4 064	1,06	12,90		
45-49	1	2 081	0,61	5,00		
15-49	59	74 215	0,77	19,30		

NB :
 1- Taux de mortalité maternelle (TMM) est de 519 pour 100 000 naissances
 2- Le risque de mortalité maternelle sur la durée de vie (RDV) est de 0,23

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.2.3: Estimation directe de la mortalité adulte par âges pour la période 0-6 ans avant enquête, par sexe en 1994-2000						
Groupe d'âges	Sexe féminin			Sexe masculin		
	Décès	années d'exposition	Taux (p.1000)	Décès	années d'exposition	Taux (p.1000)
15-19	33	16 893	1,96	29	15 694	1,84
20-24	52	17 088	3,03	46	16 562	2,78
25-29	62	14 520	4,29	62	14 618	4,26
30-34	54	11 439	4,71	59	11 126	5,29
35-39	49	8 130	5,98	47	7 507	6,22
40-44	33	4 064	8,23	58	4 187	13,88
45-49	26	2 081	12,31	29	2 032	14,09
15-49	309	74 215	4,42¹	330	71 726	4,99¹

(1) : Taux standardisés par âge

Source : DGSEE (EDSG 2000)

III. POPULATION ACTIVE, REVENUS, CONDITIONS DE VIE DES
MENAGES ET PAUVRETE

Chapitre III.1 Population active, emploi et chômage

1. Présentation

Le Gabon vient de réaliser sa première enquête nationale sur l'emploi et le chômage. Mais les résultats de cette dernière seront connus au cours de l'année 2011.

L'emploi dans le secteur moderne a varié environ de 2% en 2009 par rapport à 2008. C'est le résultat conjugué de la baisse de l'emploi enregistré dans le secteur parapublic et privé (-1,2%) et l'augmentation de l'emploi dans la fonction publique de 4,3% en 2009 par rapport à 2008. En effet, les recrutements ont été plus accentués au sein des administrations des transports (12,5%), des affaires sociales (7%) et dans l'administration générale (7%).

Au niveau du secteur privé, la baisse d'emploi est observée essentiellement dans le secteur des BTP (-8%), dans les industries (-5%) et dans le secteur bois (-2.5%).

Les inscriptions à l'Office National de l'Emploi (ONE) pour les demandes d'emplois ont rechuté en 2009. En effet, l'ONE a enregistré une variation de -10,5% en 2009 concernant les demandeurs d'emploi.

Les demandes relatives au nouvel emploi ont chuté de 10,3%, avec -25% au niveau du secteur tertiaire. Sur la distribution par genre, la demande des hommes concernant le premier emploi est en baisse de 16,4% tandis qu'elle a augmenté chez les femmes de 1,4% par rapport à l'année précédente.

Contrairement à l'année 2008, les demandeurs diplômés (tous diplômes confondus) sont en retrait de 12,3%, avec -16,2% chez les hommes et -3,4% chez les femmes en 2009.

Pour ce qui est des offres d'emploi par catégorie socioprofessionnelle, elles sont en recul de 27,2% par rapport 2008. Le total des placements (embauches directes et induites) ont suivi la reculé de 34,5%, avec -41,4% et -11,1% respectivement pour les embauches directes et les embauches induites par rapport à l'année 2009.

A la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), on enregistre 105.233 employés cotisants sur un effectif de 6907 employeurs cotisants, soit des variations respectives de 7,4% et 22%.

2. Sources et méthodologie

Les informations contenues dans ce chapitre proviennent de trois grands types de sources : les enquêtes, les fichiers administratifs et les publications.

Les données relatives aux adhésions par secteur au niveau du Patronat gabonais sont issues de la Confédération Patronale Gabonaise (CPG) qui procède régulièrement à la mise à jour de son fichier d'adhérents par secteur d'activité. Les données de 2008 n'ont pu être collectées.

Les statistiques relatives à l'emploi dans la Fonction publique, à l'emploi selon le régime de cotisation à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et aux inscriptions à l'ONE sont proviennent des fichiers respectifs, du Ministère en charge des finances, de la CNSS et des publications de l'ONE.

En ce qui concerne les données sur le secteur moderne du secteur public, il noter que la répartition par catégorie des agents de l'Etat ne prend pas en compte les forces de sécurité.

Les activités de l'ONE sont concentrées à Libreville et à Port-Gentil. Ces activités concernent l'enregistrement des demandeurs d'emploi, la collecte des offres d'emploi et l'intermédiation entre l'offre et la demande pour une éventuelle embauche. Les prestations du FIR concernent les formations des demandeurs d'emploi pour entreprises (stages, formation d'insertion et de réinsertion), des formations relatives à l'auto emploi et les formations à la recherche d'emploi.

La DGS procède actuellement, sur la base des déclarations statistiques et fiscales et des déclarations de salaires versés, à une estimation des effectifs globaux employés par les entreprises privées et parapubliques du secteur moderne, pour les années 2006, 2007 et 2008.

3. Publications de référence

- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation - Direction Générale de l'Economie -Tableaux de Bord de l'Economie : situation 2005, 2006, 2007 et 2008.
- Ministère de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme - Direction Générale de l'Economie et de la Législation Fiscale -Tableaux de Bord de l'Economie, n°40 - situation 2009, Perspectives 2010-2011.
- Ministère de l'Emploi et de la prévoyance sociale - Office Nationale de l'Emploi - Rapports statistiques, 2006, 2007 et 2008.
- Agence de Promotion des Investissements Privés - Service Etudes et Projet - Rapport annuel sur l'investissement privé 2004-2007.

4. Principales définitions

- **Actif**

C'est une personne âgée de 10 ans et plus, travaillant ou cherchant effectivement un emploi rémunéré.

- **Chômeur**

C'est un actif n'ayant pas travaillé depuis six mois, mais qui continue à chercher un emploi rémunéré.

- **Fonctionnaires**

C'est l'ensemble des agents permanents et contractuels employés par l'Etat.

- **Population active occupée**

C'est l'ensemble des actifs ayant effectivement travaillé au moins pendant une semaine au cours des six derniers mois.

- **Secteur moderne**

C'est l'ensemble des organismes publics et privés enregistrés et qui déposent régulièrement à la DGS leurs Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF).

- **Taux d'activité**

C'est le rapport, en pourcentage, entre la population active d'un âge donné et la population totale du même âge.

- **Branche d'activité**

C'est un regroupement des unités de production homogènes, qui fabriquent des produits ou rendent des services.

- **Secteur d'activité**

Un secteur d'activité regroupe des entreprises classées selon leur activité principale.

- **Salarié**

C'est une personne qui travaille, au terme d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou une rétribution équivalente.

- **Salaire**

C'est le paiement du travail convenu entre un salarié et son employeur

- **Secteur Secondaire**

C'est un regroupement de l'ensemble des activités consistant en une transformation plus ou moins élaborée des matières premières.

- **S.A**

C'est une société anonyme où l'exercice de l'activité est séparé de la responsabilité des actionnaires

- **S.A.R.L**

C'est une société regroupant des associés dont la responsabilité est limitée à leur apport personnel.

- **Entreprise**

C'est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

- **Entreprise individuelle**

C'est une entreprise constituée par une personne physique qui décide d'affecter une partie de son patrimoine à l'exercice d'une activité professionnelle. Elle n'a aucun statut juridique et donc aucune personnalité morale.

III.1.1 : Population active au Gabon						
Tableau III.1.1.1 : Population active occupée, de 15 ans et plus, par sexe et par milieu de résidence						
milieu de résidence	Sexe		Total	Ensemble		
	Hommes	Femmes		Urbain	Rural	
Libreville	105 677	79 510	185 187	185 187	0	
Port-Gentil	16 161	14 640	30 801	30 801	0	
Nord	25 497	23 007	48 504	25 002	23 502	
Sud	23 526	19 011	42 537	27 313	15 225	
Est	32 094	26 855	58 949	43 451	15 497	
Ouest ¹	36 297	30 207	66 504	36 271	30 233	
Total	239 252	193 230	432 482	348 025	84 457	
1. Sans Libreville et Port-Gentil						
Source : DGSEE - EGEP 2005						

Tableau III.1.1.2 : Population active occupée au Gabon, des personnes âgées de 15 ans et plus, par sexe et par catégorie socioprofessionnelle					
Catégorie socioprofessionnelle	Sexe		Total		
	Hommes	Femmes			
Cadre	26 798	7 791	34 589		
Employé, ouvrier	83 392	36 488	119 880		
Manceuvre	29 837	13 776	43 613		
Patron, employeur	2 756	758	3 514		
Pour propre compte	83 972	116 824	200 796		
Apprenti	2 968	1 796	4 764		
Aide familiale	9 045	15 260	24 305		
Non déterminés	484	537	1 021		
Total	239 252	193 230	432 482		
Source : DGSEE - EGEP 2005					

Tableau III.1.1.3 : Population active occupée, de 15 ans et plus, par sexe et par employeur en			
Employeur	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
Administration publique	39 601	21 832	61 433
Entreprise publique/parapublique	6 121	1 914	8 035
Grande entreprise privée	53 582	11 431	65 013
Micro-entreprise privée	132 038	142 066	274 104
Personnel de maison	7 452	15 374	22 826
Non déterminés	458	613	1 071
Total	239 252	193 230	432 482
Source : DGSEE - EGEP 2005			

milieu de résidence	Sexe		Total	Ensemble		Total
	Hommes	Femmes		Urbain	Rural	
Libreville	13 696	18 532	32 228	32 228	0	32 228
Port-Gentil	1 689	2 844	4 533	4 533	0	4 533
Nord	2 971	4 246	7 217	3 822	3 395	7 217
Sud	3 739	4 667	8 406	5 290	3 115	8 405
Est	3 100	5 923	9 023	6 369	2 654	9 023
Ouest ¹	4 717	7 010	11 727	6 438	5 290	11 728
Total	29 912	43 222	73 134	58 680	14 454	73 134

1. Sans Libreville et Port-Gentil
Source : DGSEE - EGEP 2005

III.1.2 : Emploi

Tableau III.1.2.1 : Emploi dans le secteur moderne

	2005	2006	2007	2008	2009
Secteurs privé et parapublic	54 884	51 629	54 042	48 068	47 482
Secteur public	56 785	58 809	64 035	68 540	71 455
Fonctionnaires	46 411	48 359	51 488	55 520	57 922
Main d'œuvre non permanente	6 484	6 560	8 657	9 130	9 643
Employés des collectivités locales	3 890	3 890	3 890	3 890	3 890
Total main d'œuvre salariée	111 669	110 438	118 077	116 608	118 937

Source : Direction Générale de l'Economie

Tableau III.1.2.2 : Effectifs dans l'Administration centrale

	2005	2006	2007	2008	2009
Pouvoirs publics	13 969	14 343	14 658	15 483	15 947
Administration générale	6 473	6 595	6 651	6 786	7 253
Administration économique	3 626	4 085	4 265	5 082	5 275
Administration du développement	2 328	1 988	2 845	2 738	2 761
Administration des transports	479	494	612	657	739
Administration de l'éducation	13 401	13 963	14 740	16 564	17 160
Autre Administration sociale	6 108	6 869	7 698	8 156	8 731
Autres	27	22	19	54	56
Total	46 411	48 359	51 488	55 520	57 922

Source : Direction Générale de l'Economie

Tableau III.1.2.3 : Emploi dans la Fonction publique

	2005	2006	2007	2008	2009
Administration centrale	46 411	48 359	51 488	55 520	57 922
Collectivités locales	3 890	3 890	3 890	3 890	3 890
Main d'œuvre non permanente	6 484	6 560	8 657	9 130	9 643
Libreville	3 640	3 716	3 761	4 110	4 079
Intérieur	2 844	2 844	4 896	5 020	5 564
Total salariés	56 785	58 809	64 035	68 540	71 455

Source : Direction Générale de l'Economie

Tableau III.1.2.4 : Evolution des effectifs du personnel civil et par catégorie dans la Fonction publique (suite)

	2005			2006			2007		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Catégorie A1	5 836	1 883	7 719	6 092	2 007	8 099	6 270	2 162	8 432
Catégorie A2	3 416	2 213	5 629	3 625	2 410	6 035	3 840	2 595	6 435
Catégorie B1	4 690	3 896	8 586	4 929	4 176	9 105	5 435	4 618	10 053
Catégorie B2	2 812	3 812	6 624	3 022	4 205	7 227	3 187	4 603	7 790
Catégorie C1	779	1 231	2 010	826	1 314	2 140	882	1 422	2 304
Catégorie C2	446	489	935	485	518	1 003	527	563	1 090
Autre catégorie	291	108	399	321	111	432	342	122	464
Total	18 270	13 632	31 902	19 300	14 741	34 041	20 483	16 085	36 568

Source : Direction de la Solde

Tableau III.1.2.4 : Evolution des effectifs du personnel civil et par catégorie dans la Fonction publique (suite et fin)

	2008			2009		
	H	F	T	H	F	T
Catégorie A1	10 426	3 217	13 643	10 534	3 330	13 864
Catégorie A2	4 626	2 991	7 617	5 064	3 382	8 446
Catégorie B1	11 368	6 332	17 700	11 825	6 616	18 441
Catégorie B2	6 746	5 740	12 486	6 948	6 016	12 964
Catégorie C1	1 722	1 690	3 412	1 803	1 715	3 518
Catégorie C2	702	636	1 338	705	621	1 326
Autre catégorie						
Total	35 590	20 606	56 196	36 879	21 680	58 559

Source : Direction de la Solde

Tableau III.1.2.5 : Emploi dans les sociétés privées et parapubliques¹

	2005	2006	2007	2008	2009
Agriculture	2 011	2 076	2 149	2 090	2 121
Pétrole	1 547	1 678	2 082	2 139	1 927
Mines	1 502	1 479	1 498	1 484	1 477
Bois	9 091	9 134	9 600	6 597	8 637
Industries Agro-alimentaires	1 875	2 203	2 254	2 176	2 248
Autres industries	1 790	1 798	1 820	1 625	1 550
Eau, électricité et raffinage	1 955	1 910	1 918	1 929	1 963
Bâtiment et travaux publics	4 847	4 901	4 941	4 942	3 985
Tranports et Télécommunications	11 193	7 032	7 718	6 720	6 680
Services	11 180	11 505	11 896	12 096	11 371
Commerce	5 732	5 873	6 085	6 085	3 471
Banques et Assurances	2 161	2 040	2 081	2 090	2 052
Total	54 884	51 629	54 042	49 973	47 482

1. les années 2006, 2007 et 2008 sont des estimations

Source : DGE, Comité de privatisation

Tableau III.1.2.6 : Employeurs cotisant au régime général de la CNSS, par province

	2005	2006	2007	2008	2009
Estuaire	3 887	4 397	4 081	5 253	7 263
Haut-Ogooué	140	154	169	176	331
Moyen-Ogooué	43	44	60	66	166
Ngounié	79	85	89	92	200
Nyanga	43	44	46	48	86
Ogooué-Ivindo	36	44	44	44	92
Ogooué-Lolo	21	23	23	24	48
Ogooué-Maritime	801	872	978	1019	1 412
	136	174	180	185	297
Total employeurs identifiés	5 186	5 837	5 670	6 907	9 895
Indéterminé	6	6	6	6	0
Total général	5 192	5 843	5 676	6 913	9 895

Source : CNSS

Tableau III.1.2.6.1 : Salariés cotisant au régime général de la CNSS, par province

	2005	2006	2007	2008	2009
Estuaire	61 147	66 070	71 133	76 342	77 826
Haut-Ogooué	4 073	4 281	4 526	4 841	4 913
Moyen-Ogooué	375	382	396	410	1 294
Ngounié	222	236	249	280	233
Nyanga	145	148	151	158	144
Ogooué-Ivindo	56	67	71	71	61
Ogooué-Lolo	248	282	292	311	323
Ogooué-Maritime	1 753	19 006	20 672	22 336	24 405
Woleu-Ntem	364	417	455	484	515
Etranger				19	3
Total salariés	68 383	90 889	97 945	105 252	109 717

Source : CNSS

Tableau III.1.2.6.2 : Employeurs cotisant au régime "Personnels de maison" de la CNSS, par province

	2005	2006	2007	2008	2009
Estuaire	1 345	1 411	1 481	1 571	1 413
Haut-Ogooué	51	54	54	58	45
Moyen-Ogooué	4	4	5	6	7
Ngounié	30	30	30	32	29
Nyanga	10	10	10	10	9
Ogooué-Ivindo	15	15	15	15	10
Ogooué-Lolo	4	4	4	4	5
Ogooué-Maritime	312	351	373	402	395
Woleu-Ntem	45	46	46	46	35
Total salariés	1 816	1 925	2 018	2 144	1 948

Source : CNSS

	2005	2006	2007	2008	2009
Estuaire	1 313	1 407	1 494	1 135	1 226
Haut-Ogooué	27	31	36	27	33
Moyen-Ogooué	1	1	2	2	3
Ngounié	29	30	31	21	22
Nyanga	3	3	4	2	2
Ogooué-Ivindo	8	8	10	7	9
Ogooué-Lolo	2	2	2	0	0
Ogooué-Maritime	243	266	286	211	227
Woleu-Ntem	46	49	49	31	34
Total salariés	1 672	1 797	1 914	1 436	1 556

Source : CNSS
NB : le caractère fluctuant des données est lié aux déclarations

Secteurs	2005	2006	2007	2008	2009
Primaire	63	64
Secondaire	243	196
Tertiaire	636	642
Non déterminé	70	64
Total	1012	966			

Source : DGSEE

Secteurs	2005				2006				2008			
	Effectif	Hommes (%)	Femmes (%)	N.D (%)	Effectif	Hommes (%)	Femmes (%)	N.D (%)	Effectif	Hommes (%)	Femmes (%)	N.D (%)
Primaire	5 319	87,2	11,3	1,5	5 007	89,6	10,4	0,0	4 692	94,1	5,9	*
Secondaire	10 083	83,3	13,2	3,0	9 473	85,3	14,7	0,1	6 824	82,5	16,3	1,2
Tertiaire	18 407	69,0	23,9	7,1	21 199	76,9	22,9	0,2	26 667	79,7	20,2	0,1
Secteur non déterminé	1 911	69,0	17,2	13,8	1 632	83,3	16,7	0,0	1 650	62,7	35,6	1,8
Total tous secteurs	35 720	75,8	18,7	5,5	37 311	81,0	18,9	0,1	39 833	81,2	18,5	0,3

1. Les années 2001 à 2004 et 2007 sont non disponibles.
ND : non déterminé.

Source : DGSEE

Tableau III.1.3.2.1 : Répartition des salariés par catégories socioprofessionnelles

Secteurs	2005				2006				2008			
	Effectif	Hommes	Femmes	N.D	Effectif	Hommes	Femmes	N.D	Effectif	Hommes	Femmes	N.D
Ensemble	35 720	27 108	6 658	1 955	37 311	30 230	7 038	43	39 833	32 344	7 369	119
Cadres Sup. Ing. et assimilés	2 480	2 031	439	12	2 612	2 090	520	3	2 764	2 214	550	-3 863
Techniciens Supérieurs	1 801	1 344	432	25	2 089	1 661	426	0	1 876	1 403	473	-3 082
Techniciens	3 741	2 817	883	41	3 176	2 287	883	6	3 136	2 264	872	-4 414
Main d'œuvre qualifiée	5 849	4 574	1 111	164	5 718	4 494	1 218	6	5 572	4 452	1 120	-8 368
Main d'œuvre spécialisée	11 225	8 800	2 099	326	11 088	9 159	1 929	0	11 271	9 130	2 141	-16 727
Main d'œuvre Banale	7 094	5 626	1 199	270	8 988	7 559	1 429	0	10 237	8 865	1 372	-13 708
Non Déterminés	3 530	1 917	494	1 117	3 640	2 981	633	28	4 977	4 015	842	-5 431

Source : DGSEE

Tableau III.1.3.3 : Répartition des salariés par secteur d'activité et par nationalité

Secteurs	2005				2006				2008			
	Effectif	hommes	femmes	N.D	Effectif	hommes	femmes	N.D	Effectif	hommes	femmes	N.D
		%	%	%		%	%	%		%	%	%
PRIMAIRE	5 319	87,2	11,3	1,5	5 007	89,6	10,4	0,0	4 692	94,1	5,9	*
Gabonais	4 733	88,1	11,9	0,0	4 371	89,1	10,9	0,0	4 066	94,0	6,0	-
CEMAC	45	93,3	6,7	0,0	139	97,8	2,2	0,0	147	95,9	4,1	-
Autres Africains	170	96,5	3,5	0,0	214	95,3	4,7	0,0	315	96,5	3,5	-
Non Africains	286	89,2	10,8	0,0	186	90,3	9,7	0,0	161	90,1	9,9	-
ND	85	5,9	0,0	94,1	97	87,6	11,3	1,0	3	66,7	-	33,3
SECONDAIRE	10 083	83,8	13,2	3,0	9 473	85,3	14,7	0,1	6 824	82,5	16,3	1,2
Gabonais	8 492	85,4	14,6	0,1	6 986	82,6	17,4	0,0	5 522	82,4	17,5	0,1
CEMAC	316	92,7	7,3	0,0	250	87,2	12,8	0,0	316	90,5	9,5	-
Autres Africains	630	94,3	5,6	0,2	506	91,1	8,9	0,0	235	92,8	7,2	-
Non Africains	485	62,7	6,0	31,3	283	89,4	10,6	0,0	237	89,0	11,0	-
ND	160	6,9	2,5	90,6	1 448	95,1	4,6	0,4	514	70,6	14,4	15,0
TERTIAIRE	18 407	69,0	23,9	7,1	21 199	76,9	22,9	0,2	26 667	79,7	20,2	0,1
Gabonais	15 785	67,9	25,0	7,0	17 518	77,4	22,4	0,2	21 872	79,4	20,5	*
CEMAC	432	81,5	18,3	0,2	967	76,2	23,7	0,1	698	78,7	21,3	-
Autres Africains	1 142	87,7	12,2	0,2	1 018	86,5	13,4	0,1	1 204	88,0	11,9	0,1
Non Africains	818	73,2	26,8	0,0	1 227	74,7	25,0	0,2	887	76,0	24,0	-
ND	230	8,7	5,2	86,1	480	44,0	55,4	0,6	2 006	79,9	19,5	0,6
NON DECLARE	1 911	69,0	17,2	13,8	1 632	83,3	16,7	0,0	1 650	63	36	2
Gabonais	1 432	79,5	20,4	0,1	1 163	80,3	19,7	0,0	1 103	64	36	-
CEMAC	52	78,8	21,2	0,0	45	88,9	11,1	0,0	118	74	26	-
Autres Africains	87	87,4	12,6	0,0	95	87,4	12,6	0,0	150	92	8	-
Non Africains	74	79,7	20,3	0,0	309	94,5	5,5	0,0	239	41	59	-
ND	266	1,5	0,0	98,5	9	44,4	55,6	0,0	40	13	15	73
NON DETERMINES	3 530	54,3	14,0	31,7	3 640	81,9	17,4	0,7	0	0,0	0,0	0,0

Source : DGSEE

Tableau III.1.3.4 : Répartition des salariés par groupe d'âge en 2005, 2006 et 2008

	2005	2006	2008
	Effectif	Effectif	Effectif
ENSEMBLE	39 250	40 951	39 833
16-24 ans	1 987	2 242	2 368
25-29 ans	5 554	6 048	5 841
30-34 ans	6 855	7 728	8 230
35-39 ans	6 198	6 943	6 935
40-44 ans	5 553	5 695	5 616
45-49 ans	4 449	4 503	4 429
50-54 ans	2 919	3 004	3 110
Plus de 55 ans	752	794	820
Non déterminé	4 983	3 994	2 484

Source : DGSEE

III.1.4 : Créations d'entreprises

Tableau III.1.4.1 : Activités de l'APIP

	2005	2006	2007	2008	2009
Entreprises					
Individuelle	1 564	1 483	1 965
Personne Morale	685	988	953
TOTAL	2 249	2 471	2 918

Le total par an représente le nombre de créations annuelles d'entreprises

Source : APIP

Tableau III.1.4.2 : Entreprises créées selon la forme juridique

Forme juridique	2005	2006	2007	2008	2009
Individuelle	1 564	1 483	1 965
SUARL	106	35	52
SARL	563	935	871
SA	16	17	19
SUCCURSALES + AUTRE	0	1	11
Total	2 249	2 471	2 918

Source : APIP

Tableau III.1.4.3 : Entreprises créées selon la branche d'activité

Branches	2005	2006	2007	2008	2009
Agro-Industrie	..	494	292
Transport	..	173	0
Télécom	..	74	0
Prest. de service	..	988	1 167
Autres	..	742	1 459
TOTAL	2 249	2 471	2 918

Source : APIP

	cumul				
	2005	2006	2007	2008	2009
Entreprises	1 238	1 407	1 621

Source : APIP

	2005	2006	2007	2008	2009
Activité fiscale	518	516	610

1. Ce sont des entreprises assujetties à l'activité fiscale

Source : Direction Générale des Impôts

	cumul 2007					
	Libreville	Port-Gentil	Franceville	Moanda	Non déterm.	TOTAL
Portuaire	7	1	0	0	18	26
Maritime	6	1	0	0	2	9
Assurance	12	4	0	0	0	16
Banque	7	0	0	0	0	7
Bâtiment	20	0	0	0	3	23
Cabinet Conseil	12	1	0	0	2	15
Commercial	18	0	0	0	2	20
Communication	13	0	0	0	2	15
Courtage	5	1	0	0	0	6
Energie	6	0	0	0	2	8
Forestier	1	1	0	0	0	2
Hotellerie	4	2	0	0	1	7
Industriel	20	0	1	0	3	24
Mine	1	6	0	1	0	8
Pétrolier	1	0	0	0	53	54
Représentation industrielle	12	0	0	0	0	12
Service	7	0	1	0	2	10
Transport aérien	3	0	0	0	2	5
Transport terrestre	4	0	0	0	0	4
Autres transports	0	0	0	0	7	7
Total	159	17	2	1	99	278

Source : Confédération patronale gabonaise

III.1.5 : Demandeurs d'emploi

Tableau III.1.5.1 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'Office national de l'emploi - Placements

	2005	2006	2007	2008	2009
Demandeurs d'emploi inscrits ⁽¹⁾	3 140	4 569	2 704	3 168	2 836
Embauches directes réalisées	359	692	509	620	363
Embauches induites ⁽²⁾	64	163	150	180	160
Total placement⁽³⁾	423	855	659	800	523
(1) Libreville et Port-Gentil					
(2) Embauches réalisées après stage en entreprise par le biais du FIR .					
(3) Salariés et indépendants					
Source : ONE					

Tableau III.1.5.2 : Offres d'emploi reçues et gérées par l'Office national de l'emploi

	2005	2006	2007	2008	2009
Employeurs	180	217	234	299	241
Offres en cours d'année (1)	551	1 013	758	917	668
(1) y compris les offres non satisfaites l' année antérieure.					
Source : ONE					

Tableau III.1.5.2.1 : Offres d'emploi par catégories socio-professionnelles

	2005	2006	2007	2008	2009
Cadres/ingénieurs	82	77	106	174	133
Techniciens supérieurs	146	171	238	282	224
Techniciens	90	120	169	196	138
Mains d'œuvre qualifiée	97	415	91	117	40
Mains d'œuvre spécialisée	95	192	136	126	101
Autres mains d'œuvre	41	37	18	22	32
Total	551	1 013	758	917	668
Source: ONE					

Tableau III.1.5.3 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'Office national de l'emploi par sexe

	2005	2006	2007	2008	2009
Hommes	2081	2360	1740	2213	1889
Femmes	1059	2209	964	955	947
Total	3 140	4 569	2 704	3 168	2 836
Source : ONE					

Tranche d'âge	2005	2006	2007	2008	2009
16-19	0	33	18	10	17
20-24	253	513	321	389	350
25-29	1 024	1426	1060	1322	1209
30-34	993	1247	840	967	823
35-39	440	674	239	278	253
40-44	235	393	118	102	88
45-49	134	199	65	51	56
49 et +	61	84	43	49	40
Total	3 140	4569	2704	3168	2836

source : ONE

Niveau d'instruction	2005	2006	2007	2008	2009
Aucun	17	35	8	11	25
Primaire	261	441	84	61	58
Secondaire court	1 176	1946	677	654	554
Secondaire long	689	1026	561	702	645
Bac +1	200	243	178	245	216
Bac +2	189	214	261	304	267
Bac + 3	231	277	342	476	519
Bac + 4	204	193	317	335	267
Bac + 5 et plus	173	194	276	380	285
Total	3140	4569	2704	3168	2836

source : ONE

Niveau d'enseignement	2005	2006	2007	2008	2009
Etude supérieur prof.					
Etude secondaire prof.					
Etude supérieur générale	DONNEES A RETRAITER				
Etude secondaire générale					
Etude primaire					
Aucun niveau					
Total	0	0	0	0	0

source : ONE

Tableau III.1.5.5.2 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE par sexe et par niveau d'étude

Niveau d'instruction	2008			2009		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Aucun	8	3	11	18	7	25
Primaire	46	15	61	38	20	58
Secondaire court	468	186	654	383	171	554
Secondaire long	497	205	702	418	227	645
Bac +1	183	62	245	148	68	216
Bac +2	216	88	304	183	84	267
Bac + 3	304	172	476	334	185	519
Bac + 4	218	117	335	162	105	267
Bac + 5 et plus	273	107	380	205	80	285
Total	2 213	955	3 168	1 889	947	2 836

Source : ONE

Tableau III.5.5.3 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE avec ou sans diplôme

Diplôme obtenu	2005	2006	2007	2008	2009
3 ^{ème} cycle	31	46	27	221	217
Ingénieur/DESS	122	178	105	215	146
Maîtrise/Licence	214	311	184	427	388
B.T.S/ D.U.T	323	471	279	492	433
DUEL/ DEUG	25	37	22	37	29
Baccalauréat	35	50	30	50	32
BET	210	306	181	326	342
BEP/BETI	100	146	87	128	111
CAP/CFP	402	585	346	267	224
BEPC	236	343	203	190	164
CEPE	813	1 183	700	474	393
Total des diplômés¹	2 512	3 655	2 164	2 827	2 479
Total sans diplômes	628	914	540	341	357
Total des demandeurs	3 140	4 569	2 704	3 168	2 836

1. Y compris le diplôme de l'Ecole normale de commerce (DENC)

source : ONE

Tableau III.1.5.5.4 : Demandeurs d'emploi inscrits à l'ONE avec ou sans diplôme

	2008			2009		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
3 ^{ème} cycle	139	82	221	135	82	217
Ingénieur/DESS	170	45	215	122	24	146
Maîtrise/Licence	273	154	427	250	138	388
B.T.S/ D.U.T	335	157	492	275	158	433
DUEL/ DEUG	34	3	37	24	5	29
DENC	28	22	50	13	19	32
Baccalauréat	234	92	326	233	109	342
BET/BEP/BETI	105	23	128	85	26	111
CAP/CFP	165	102	267	134	90	224
BEPC	143	47	190	116	48	164
CEPE	345	129	474	265	128	393
Aucun	242	99	341	237	120	357
Total	2 213	955	3 168	1 889	947	2 836

Source : ONE

Raison/nécessité	2005	2006	2007	2008	2009
Premier emploi	1 015	1 780	1 247	1 985	1 775
Nouvel emploi	2 125	2 789	1 457	1 183	1 061
Total	3 140	4 569	2 704	3 168	2 836

Source : ONE

	2008			2009		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Premier emploi	1 331	654	1 985	1 112	663	1 775
Nouvel emploi	882	301	1 183	777	284	1 061
Total	2 213	955	3 168	1 889	947	2 836

Source : ONE

Raison de perte d'emploi	2005	2006	2007	2008	2009
Licenciement économique	173	355	109	147	218
Licenciement	105	328	51	39	83
Fermeture	161	274	67	56	64
Fin CDD	796	1 198	719	486	415
Fin intérim	187	212	143	14	27
Départ volontaire	56	40	17	148	134
Sortie de stage	366	23	0	0	0
Emploi précaire	23	12	7	12	33
Chômage technique	20	0	0	0	0
Actif stable/changer emploi	0	0	0	0	0
Autres	237	347	344	282	87
Total	2 124	2 789	1 457	1 183	1 061

Source : ONE

Secteurs	2005	2006	2007	2008	2009
Primaire	287	296	87	71	133
Secondaire	452	566	255	207	249
Tertiaire	1 385	1 927	1 115	905	679
Total	2 124	2 789	1 457	1 183	1 061

Source : ONE

Chapitre III.2 Revenus et transferts sociaux

1. Présentation

En 2009, l'ensemble des revenus primaires des ménages est évalué à 1692,6 milliards de francs CFA, soit une forte contraction de -14% par rapport à 2008, en raison de la conjoncture économique défavorable et des événements que le Gabon a traversés à cette période. A noter que les revenus primaires des ménages sont essentiellement constitués de la rémunération des salariés et des revenus mixtes issus de leurs activités en tant qu'entrepreneur individuel.

2. Sources et méthodologie

Les informations présentées dans ce chapitre sont établies à partir de trois types de sources : les comptes nationaux, les fichiers administratifs et les collectes.

Les DSF sont exploitées par la DGS pour obtenir, entre autres, les revenus primaires des ménages et la masse salariale du secteur privé. Les traitements et salaires du secteur public et les transferts sociaux sont tirés de différents fichiers administratifs (Direction générale du budget, Caisse nationale de sécurité sociale, Trésor public, Ministère des affaires sociales, etc.). La masse salariale est déterminée par la DGS sur la base de ces informations (2004 et 2005). La DGLF a fourni les estimations de la masse salariale de 2009.

Les transferts sociaux de l'administration sont constitués des versements de pensions aux retraités du secteur public, aux allocataires de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et aux prestations du Ministère des Affaires Sociales fournies aux indigents et aux personnes handicapées, à travers la Direction Générale des Affaires sociales.

3. Publications de référence

- Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement - Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) - édition 2006
- Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques - Les comptes nationaux du Gabon, Résultats synthétiques - Résultats définitifs 2001-2005 - mai 2009.

4. Principales définitions

- **Quartiles**

Les quartiles M1, M5 sont des tranches rassemblant chacune 20 % de la population selon le revenu disponible par tête. Le premier quartile (M1) regroupe les ménages et les populations considérés comme pauvres.

- **Rapport M1/M5**

C'est l'écart qui sépare le revenu national moyen des démunis aux personnes aisées. En 2005, ce rapport indiquait que le revenu moyen des plus démunis était 8 fois inférieur à celui des plus aisés.

- **Revenus**

La notion de revenu suppose des gains en espèces ou en nature perçus, à des périodes plus ou moins régulières, sous forme de rente ou de rémunération d'une activité économique. Parmi les types de revenus, on distingue :

1. le revenu disponible qui correspond au revenu net de transferts privés ;
2. les revenus primaires qui sont des revenus de l'activité des ménages issus du travail salarié (" rémunération des salariés ") ou de l'entreprise individuelle (" revenu brut des entrepreneurs individuels " dorénavant appelé « revenu mixte » dans le cadre du nouveau Système de Comptabilité National de 1993) ;
3. les revenus divers qui comprennent les gains aux jeux d'argent, l'argent ramené de voyages, l'argent trouvé, etc.

- **Transferts sociaux**

Ce sont les ressources monétaires distribuées sous forme de primes, d'aides et/ou de pensions.

III.2.1 : Revenus									
Tableau III.2.1.1 : Revenus primaires des ménages ¹									
					Unité : milliard FCFA				
					2005	2006	2007	2008	2009
Rémunération des salaires					1 178,2	1 277,9	1 375,4	1 417,0	1 265,6
Public					227,8	252,4	301,8	324,1	379,7
Privé					479,1	514,3	523,4	526,1	379,6
Revenu Mixte					471,3	511,2	550,2	566,8	506,2
1. Dans la version du SCN 93, le Revenu Brut des Entrepreneurs Individuels est le Revenu Mixte.									
Source : DGSEE et DGS									

Tableau III.2.1.2 : Masse salariale dans le secteur moderne									
					Unité : milliard FCFA		Unité : milliard FCFA		
					2005	2006	2007	2008	2009
Secteur public ¹					242,5	267,3	295,4	320,8	379,7
Secteur privé et parapublic					542,8	577,1	616,5	763,8	759,5
Total					785,3	844,4	911,9	1 084,6	1 139,2
1. Y compris les différentes Caisses, les collectivités locales et les administrations privées.									
Source : DGSEE et DGE									

	En Francs Cfa						
	Libreville	Port-Genti	Nord	Sud	Est	Ouest	Ensemble
Moyenne générale	964 494	602 305	578 429	527 902	730 151	849 867	799 903
20% les plus riches (M1)	2 355 614	1 311 821	1 293 741	1 181 463	1 743 882	1 947 735	1 929 245
20% les plus pauvres (M5)	307 106	225 224	202 029	185 097	231 722	271 520	245 638
M5/M1	7,7	5,8	6,4	6,4	7,5	7,2	7,9

Sources : EGEP 2005

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
CNSS						
Nombre d'allocataires	Allocataire	..	1 670	5 234	6 401	..
Pension vieillesse		..	1 420	4 357	5 659	..
Pension de survivant		..	186	851	730	..
Pension d'invalidité		..	64	26	12	..
Montant des prestations versées						
	Mio FCFA	..	330 099	634 631	288 208	..
Pension vieillesse	Mio FCFA	..	166 486,9	327 018,3	275 506,0	..
Pension de survivant	Mio FCFA	..	156 081,3	306 853,1	12 350,0	..
Pension d'invalidité	Mio FCFA	..	7 530,3	759,1	352,0	..
FONCTION PUBLIQUE						
Effectif total des retraités	1	10 541	11 298	11 554	11 876	12 814
Hommes	1	6 368	6 783	6 848	6 860	..
Femmes	1	4 173	4 515	4 706	5 016	..
Retraites versées	Mio FCFA	24 993	27 252	30 666	32 278	34 278
AFFAIRES SOCIALES						
	Mio FCFA	262,2	280,0	446,2	480,1	480,0
Prestations aux handicapés	Mio FCFA	198,6	212,6	315,2	329,9	330,7
Prestations aux indigents	Mio FCFA	63,6	67,4	131,0	150,2	149,3

Sources : CNSS, Trésor public et Ministère des affaires sociales

	Unité: million FCFA				
	2005	2006	2007	2008	2009
Allocations familiales	8 182,5	8 461,8	9 021,3	9 808,1	11 116,6
Allocations salaires uniques	1 328,1	1 338,2	1 331,1	1 496,1	1 519,5
Allocations rentrée scolaire	1 127,2	1 164,4	1 225,0	1 481,2	3 989,3
Valeur du smig en francs cfa/mois	44 000	80 000	80 000	80 000	80 000

Source : DGB

Tableau III.2.2.3 : Prestations aux handicapés et indigents								
				Unité: milliers FCFA				
				2005	2006	2007	2008	2009
Prestations totales								
Estuaire				75 125	84 500	127 650	126 600	129 800
Handicapés				58 300	66 250	95 550	95 400	97 200
Indigents				16 825	18 250	32 100	31 200	32 600
Haut-Ogooué				32 650	33 900	53 275	53 350	52 825
Handicapés				27 250	28 200	42 075	40 500	39 975
Indigents				5 400	5 700	11 200	12 850	12 850
Moyen-Ogooué				14 075	13 850	22 125	25 400	25 300
Handicapés				9 300	9 150	13 575	15 300	15 550
Indigents				4 775	4 700	8 550	10 100	9 750
Ngounié				22 100	24 750	43 100	54 475	53 450
Handicapés				18 950	20 350	32 400	39 525	39 000
Indigents				3 150	4 400	10 700	14 950	14 450
Nyanga				12 200	12 550	19 500	22 625	23 325
Handicapés				11 050	11 400	17 100	19 425	19 875
Indigents				1 150	1 150	2 400	3 200	3 450
Ogooué-Ivindo				15 525	16 575	25 625	25 150	25 075
Handicapés				13 300	14 200	20 925	20 400	20 175
Indigents				2 225	2 375	4 700	4 750	4 900
Ogooué-Lolo				21 625	22 025	34 400	34 600	89 750
Handicapés				17 550	17 850	26 250	27 000	26 400
Indigents				4 075	4 175	8 150	7 600	63 350
Ogooué-Maritime				10 950	11 450	18 500	19 325	19 150
Handicapés				8 550	8 900	13 350	13 425	13 350
Indigents				2 400	2 550	5 150	5 900	5 800
Woleu-Ntem				57 750	60 400	102 000	118 475	119 325
Handicapés				34 400	36 300	54 000	58 875	59 175
Indigents				23 350	24 100	48 000	59 600	60 150
Total				262 000	280 000	446 175	480 000	538 000
Source: DGAS								

Chapitre III.3 **Indice Harmonisé des prix à la consommation des ménages (IHPC)**

1. Présentation

En 2009, la variation en moyenne annuelle de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a été de +1,9% contre 5,2% en 2008. A l'origine de cette évolution de l'inflation annuelle la baisse des prix du transport (-6,3%), la décélération des prix des boissons (1,1% contre 2% en 2008), des produits alimentaires (+2,0% contre 9,4% en 2008) et du prix du loyer (1,1% contre 12,4% en 2008).

2. Sources et méthodologie

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) de la République Gabonaise est un indice de type Laspeyres qui couvre la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale. La population de référence est constituée de l'ensemble des ménages africains résidant dans la ville de Libreville.

Le panier de la ménagère comprend 394 variétés qui sont suivies dans 487 points de vente répartis dans la ville de Libreville. L'ensemble des types de points de vente concernés sont : marchés, échoppes dans la rue, boutiques, prestataires de services publics et privés ; 2965 relevés de prix sont effectués chaque mois.

L'année de base de l'IHPC est l'année 2004 durant laquelle l'ensemble des produits a été suivi.

Les pondérations de ce nouvel indice proviennent d'une enquête sur les dépenses des ménages réalisée en 2003 auprès de 1008 ménages de la capitale. La nomenclature de consommation est la COICOP (Classification Of Individual Consumption by Purpose) à 12 fonctions.

Les calculs des indices sont effectués à l'aide d'un logiciel informatique CHAPO (Calcul Harmonisé des Prix par Ordinateur) spécialement élaboré à cet effet.

Le raccordement avec l'indice base 100 en 1975 est possible en utilisant le coefficient de raccordement 4,904. Pour un mois donné, il suffit de diviser les anciens indices par ce coefficient pour les rendre comparables dans la nouvelle base.

La méthodologie utilisée est identique à celle de 17 autres pays d'Afrique subsaharienne francophone, ce qui donne à cet indice un niveau de comparabilité très fort avec ceux de ces pays.

Des compléments méthodologiques sont disponibles au niveau de la DGS.

Les pondérations par fonctions et postes de consommation sont les suivantes :

Fonctions	Pondérations	Fonctions	Pondérations
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	Transports	990
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	185	Communication	355
Articles d'habillement et chaussures	794	Loisirs et culture	503
Logement, eau, gaz, électricité et autres	2053	Enseignement	170
Meubles, articles de ménages et entretien	561	Restaurants et Hôtels	466
Santé	357	Biens et services	275
		Indice général	10000

3. Publications de référence

- Ministère de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme - Direction Générale de la Statistiques (DGS) - publications mensuelles de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages (IHPC) - numéros de janvier 2008 à décembre 2008.

4. Principales définitions

- **Glissement annuel**

Le glissement annuel de l'indice est la variation de l'indice d'un mois donné de l'année n par rapport à celui du même mois de l'année n-1.

- **Indice annuel moyen**

Il correspond à la moyenne arithmétique simple des 12 indices mensuels de l'année.

- **Indice des prix à la consommation**

C'est le nombre permettant de mesurer, d'une période à une autre, l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.

- **Prix annuel moyen**

C'est la moyenne arithmétique simple des 12 prix moyens mensuels d'un produit donné.

- **Variation annuelle moyenne**

Elle correspond à la variation de l'indice annuel moyen de l'année n par rapport à celui de l'année n-1.

- **Contributions aux variations mensuelles**

Elle correspond à la variation pondérée de la différence de l'indice du mois m par rapport à l'indice général du mois m-1.

- **Inflation**

L'inflation d'un mois m est la variation de la moyenne des 12 derniers indices des prix mensuels par rapport à la moyenne des 12 derniers indices des prix mensuels précédant immédiatement.

III.3.1 : Indice des prix à la consommation des ménages

Tableau III.3.1.1 : Indice des prix à la consommation : indices annuels moyens¹

	base 100 = 2004				
	2005	2006	2007	2008	2009
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	102,2	101,1	103,4	113,1	115,3
Boissons alcoolisées et tabac	100,1	98,8	99,5	101,5	102,7
Articles d'habillement et chaussures	96,9	102,3	104,2	101,5	101,7
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	99,2	102,0	111,2	124,9	126,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	99,6	98,3	108,8	112,3	110,5
Santé	102,8	112,6	110,3	114,2	115,7
Transports	98,8	101,7	115,4	112,9	111,7
Communications	188,8	116,0	139,3	143,6	147,8
Loisirs et culture	120,4	108,3	98,7	98,5	98,5
Enseignement	95,8	98,6	99,1	98,0	99,7
Restaurants et hôtels	100,7	99,3	101,5	108,7	107,6
Biens et services divers	98,9	95,7	96,3	102,8	105,9
INDICE GENERAL	103,7	102,2	107,4	113,0	115,1

1. Depuis 2004, l'indice a changé de base. On a procédé au raccordement pour calculer l'indice général de 2001 à 2004.

Tableau III.3.1.2 : Indice des prix à la consommation : variations annuelles moyennes

	Unité: %				
	2005	2006	2007	2008	2009
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées		0,9	2,2	9,4	2,0
Boissons alcoolisées et tabac		-1,3	0,7	2,0	1,1
Articles d'habillement et chaussures		5,6	1,8	-2,5	0,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles		2,8	9,1	12,4	1,1
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison		-1,2	10,6	3,3	-1,6
Santé		9,5	-2,0	3,5	1,3
Transports		3,0	13,5	-2,2	-1,0
Communications		-38,6	20,1	3,0	2,9
Loisirs et culture		-10,1	-8,8	-0,3	0,0
Enseignement		2,9	0,5	-1,1	1,7
Restaurants et hôtels		-1,4	2,3	7,1	-1,0
Biens et services divers		-3,2	0,6	6,7	3,0
INDICE GENERAL		-1,4	5,0	5,2	1,8

Source : DGSEE

	Unité: %				
	2005	2006	2007	2008	2009
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées		2,0	3,4	9,1	6,3
Boissons alcoolisées et tabac		-0,8	1,5	0,8	1,1
Articles d'habillement et chaussures		5,7	0,4	0,1	-4,9
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles		5,9	6,9	9,5	0,2
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison		-0,1	11,0	1,6	-4,6
Santé		9,0	-2,4	3,0	6,7
Transports		3,5	16,2	1,4	-0,9
Communications		-38,6	29,4	-1,0	-14,9
Loisirs et culture		-16,6	-5,2	2,4	-3,2
Enseignement		6,6	-3,8	-0,3	-3,2
Restaurants et hôtels		-2,4	6,7	2,8	-0,1
Biens et services divers		-3,2	2,4	3,9	-5,6
INDICE GENERAL		-0,7	5,9	5,6	0,7

Source : DGSEE

	Base 100 = 2004				
	2005	2006	2007	2008	2009
Janvier	102,1	102,1	101,7	108,8	114,2
Février	103,3	101,3	103,2	108,9	113,7
Mars	103,1	101,6	106,4	110,9	114,4
Avril	103,5	101,8	106,7	112,4	114,5
Mai	103,8	101,7	107,9	112,8	114,7
Juin	103,8	102,3	108,1	113,2	114,9
Juillet	103,7	102,6	108,4	114,1	114,7
Août	104,2	102,7	108,8	114,5	115,7
Septembre	104,0	102,7	109,3	114,7	115,9
Octobre	104,5	102,7	109,7	115,3	117,2
Novembre	104,5	102,2	109,1	115,4	115,7
Décembre	104,0	103,3	109,4	115,5	116,5

Source: DGSEE

	En %				
	2005	2006	2007	2008	2009
Janvier	1,9	-1,8	-1,5	-0,6	-1,2
Février	1,2	-0,8	1,5	0,2	-0,4
Mars	-0,2	0,3	3,1	1,8	0,6
Avril	0,4	0,2	0,3	1,3	0,1
Mai	0,3	-0,1	1,1	0,4	0,2
Juin	0,0	0,6	0,2	0,3	0,1
Juillet	-0,1	0,3	0,3	0,7	-0,2
Août	0,5	0,1	0,4	0,4	0,9
Septembre	-0,2	0,0	0,5	0,2	0,2
Octobre	0,5	0,0	0,4	0,5	1,1
Novembre	0,0	-0,4	-0,6	0,1	-1,2
Décembre	-0,5	1,1	0,4	0,1	0,6

III.3.2 : Prix moyens à la consommation

Tableau III.3.2.1 : Prix annuels moyens de vente au détail de certains articles

	Unités	Unité: FCFA				
		2005	2006	2007	2008	2009
Baguette de pain	250 g	169	125	125	164	169
Manioc en tubercules	Kg	308	293	297	363	368
Manioc en bâtons	Kg	323	336	349	437	417
Manioc Congo	Kg	658	644	672	748	707
Banane plantain	Kg	503	504	496	561	547
Huile de palme raffinée locale	Litre	744	750	925	1 031	944
Ragoût de bœuf	Kg	3 030	3 000	3 415	3 500	3 839
Capitaine frais	Kg	2 000	2 305	2 486	2 458	2 666
Rouget frais	Kg	1 958	2 308	2 500	2 478	2 457
Sardines fraîches	Kg	676	662	650	749	708
Machoirons frais	Kg	1 200	2 433	2 433	2 346	2 351
Bière locale	66 cl	350	350	350	350	360
Whisky	Litre	11 665	12 268	12 615	12 615	8 239
Eau	50 m ³	19 301	19 542	19 963	20 915	21 712
Electricité ¹	100 kwh	14 524	14 931	15 464	16 822	17 624
Lit ordinaire en bois	Unité	25 500	31 667	30 000	35 000	48 750
Consultation médicale généraliste hopital public	Unité	2 250	2 250	2 000	2 000	2 250
Billet d'avion Libreville - Port-Gentil ²	Unité	93 475	67 350	81 000	79 845	68 110
Essence ordinaire	Litre	450	475	573	595	513
Gazole	Litre	345,0	365,0	453,0	470,0	442,9
Timbre poste tarif intérieur	Unité	125,0	125,0	167,0	250,0	250,0
1. La série a été corrigée de 2005 à 2007						
2. Billet d'avion aller/retour.						
Source : DGSEE						

Chapitre III.4 Consommation des ménages

1. Présentation

La consommation finale des ménages est estimée à 1972,3 milliards de francs CFA en l'an 2009, soit une variation en valeur de -6,6% par rapport à l'année 2008.

2. Sources et méthodologie

Les données concernant la consommation des ménages proviennent des dépenses globales de consommation au sens de la comptabilité nationale. La Direction de la Comptabilité Nationale vient de publier des comptes nationaux définitifs (2001-2005) sur la base de la méthodologie de la SCN 93, avec le module ERESTES. Les données portants sur la période 2007-2009 sont tirées des comptes rapides.

La structure de consommation des ménages obtenue en 2003, à partir d'une enquête dépenses des ménages de Libreville n'a pas été révisée.

3. Publications de référence

- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation - Direction Générale de l'Economie - *Tableau de Bord de l'Economie - Situation 2008 - Perspectives 2009 - 2010 - n°39 - août 2009.*
- Ministère de l'Economie du Développement, de la Performance Publique, de la Prospective et de la Statistique- Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques- *Les comptes nationaux du Gabon- version SCN93- Résultats synthétiques - Définitifs 2001-2005, de mai 2009 et - les Comptes rapides 2010 de décembre 2011-.*

4. Principales définitions

- **Consommation finale des ménages**

La consommation finale des ménages est la valeur d'acquisition (toutes taxes comprises) de l'ensemble des biens et services marchands et non marchands utilisés par les ménages pour la satisfaction de leurs besoins. Elle inclut tous les biens d'équipement achetés, en dehors des logements acquis ou produits pour leur propre compte.

- **Corrections territoriales**

C'est une rubrique d'ajustement regroupant, d'un côté, tous les produits consommés par les résidents dans le reste du monde (on parle de « correction territoriale par les résidents ») et, de l'autre, tous les biens et services consommés par les non résidents sur le territoire national (« correction territoriale par les non résidents »).

- **Les quintiles Q1, Q2, Q3, Q4, Q5**

Ce sont des tranches regroupant chacune 20% de la population selon leur consommation monétaire annuelle. La tranche Q1 comprend les 20% des ménages les plus pauvres.

III.4.1 : Structure de la consommation globale des ménages

Tableau III.4.1.1 : Consommation des ménages par catégorie de produits au prix du marché

Groupes de produits	Unité: milliard FCFA				
	2005	2006	2007	2008	2009
Produits agric. de l'élevage, chasse, de la forêt, de la sylv. et de la pêche	214,5	218,6	225,0	220,6	221,7
Produits de l'industrie alimentaire	242,1	248,5	284,1	366,4	354,7
Boissons et tabacs	127,9	140,2	163,2	211,0	216,4
Textiles et habillement	83,1	98,5	111,8	122,5	124,0
Produits de l'industrie de bois et d'ameublement	27,7	31,3	49,7	50,0	49,7
Produits chimiques et parachimiques	54,7	55,4	60,4	66,5	65,6
Produits de matériaux de construction	2,3	2,0	2,3	2,7	2,4
Produits du travail des métaux	31,0	34,7	35,6	38,4	32,4
Produits de l'eau et de l'électricité	42,7	44,0	49,2	48,5	53,1
Services des hôtels, bars et restaurants	75,8	83,4	85,5	102,0	93,5
Transports	80,4	81,8	94,8	115,4	115,7
Poste et télécommunications	81,9	94,2	100,2	112,5	111,5
Autres produits et services	346,0	357,2	450,5	487,0	499,2
Correction territoriale	108,1	120,4	131,0	100,7	100,8
Total	1 518,2	1 610,1	1 843,3	2 044,2	2 040,8

Source: DGS et DGE

Tableau III.4.1.2 : Structure de la consommation des ménages

Groupes de produits	Unité: %				
	2005	2006	2007	2008	2009
Produits agric. de l'élevage, chasse, de la forêt, de la sylv. et de la pêche	14,1	13,6	12,2	10,8	10,9
Produits de l'industrie alimentaire	15,9	15,4	15,4	17,9	17,4
Boissons et tabacs	8,4	8,7	8,9	10,3	10,6
Textiles et habillement	5,5	6,1	6,1	6,0	6,1
Produit de l'industrie de bois et d'ameublement	1,8	1,9	2,7	2,4	2,4
Produits chimiques et parachimiques	3,6	3,4	3,3	3,3	3,2
Produits de matériaux de construction	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Produits du travail des métaux	2,0	2,2	1,9	1,9	1,6
Produits de l'eau et de l'électricité	2,8	2,7	2,7	2,4	2,6
Services des hôtels, bars et restaurants	5,0	5,2	4,6	5,0	4,6
Transports	5,3	5,1	5,1	5,6	5,7
Poste et télécommunications	5,4	5,8	5,4	5,5	5,5
Autres services	22,8	22,2	24,4	23,8	24,5
Corrections territoriales	7,1	7,5	7,1	4,9	4,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGS

Chapitre III.5 Pauvreté dans les ménages

1. Présentation

L'Enquête Gabonaise Pour l'Evaluation et le suivi de la Pauvreté (EGEP) de 2005 a permis d'obtenir les indicateurs de pauvreté au Gabon.

Ainsi, dans le cadre de l'analyse de la pauvreté, seuls les concepts monétaire et humanitaire ont été retenus.

En effet, le concept de pauvreté a été identifié par rapport au niveau de satisfaction résultant de la quantité de biens et de services consommés qu'un individu peut s'offrir à travers son revenu. Tandis que le concept humanitaire est fonction des perceptions et des souhaits émis par un individu dans le cadre de son existence dans un milieu donné.

La prise en compte simultanée de ces deux concepts commande à la fois l'existence d'un minimum de biens et services dans la vie d'un individu et surtout la nécessité de disposer des besoins de base. Ainsi, la pauvreté a été définie comme étant une situation dans laquelle un individu vit en dessous d'un minimum socialement acceptable.

Pour appréhender la pauvreté au Gabon, des indicateurs ont été calculés :

- la ligne de pauvreté qui donne un niveau de revenu ou de dépense, capable de satisfaire le minimum vital d'un individu. Cette ligne permet de classer les pauvres et les non pauvres ;
- l'incidence de la pauvreté qui représente le nombre de pauvres dans la société ;
- la profondeur de la pauvreté ;
- la sévérité de la pauvreté qui mentionne le niveau des écarts entre les pauvres.

En 2005, on a classé 33% de Gabonais comme pauvres car ils vivent en dessous de la ligne de pauvreté nationale qui est établie à 35 778 francs Cfa par mois. Par contre, le revenu national moyen par tête et par mois, mesuré à partir de la dépense totale par tête est de 66 660 francs Cfa.

Toutefois, ce revenu dissimule de fortes inégalités entre les régions du Gabon, à savoir les régions de Libreville, Port-Gentil, le Nord (Woleu-Ntem et de l'Ogooué- Ivindo), le Sud (Ngounié et Ogooué-Lolo), l'Est (Haut Ogooué et Ogooué-Lolo) et l'Ouest (Moyen Ogooué, Estuaire non compris Libreville et l'Ogooué Maritime non compris Port-Gentil).

Les indicateurs sociaux calculés à partir de l'Enquête sur les dépenses des ménages à Libreville (EDML) donnent une certaine dimension de la Pauvreté à Libreville en 2003. Ces résultats ont été comparés avec ceux de l'EGEP en 2005.

L'EDML avait pour objectif principal la mise en place des structures de consommation des ménages pour le calcul de l'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages.

Enfin, il faut remarquer que ces données n'ont pas été actualisées faute de nouvelles enquêtes.

2. Sources et méthodologie

Les données concernant la pauvreté proviennent de l'Enquête Gabonaise Pour l'Évaluation et le suivi de la Pauvreté (EGEP), réalisée en 2005 par la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques, avec l'appui des partenaires au développement (BIRD, UE, BAD, PNUD et la Banque mondiale).

Cette enquête a servi à la rédaction du Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSRP) en République gabonaise.

Sur la base de l'évaluation de la pauvreté à partir de la consommation, un tableau comparatif a présenté les résultats de 2003 et 2005 à partir des principales caractéristiques des ménages.

En effet, sur l'hypothèse de la consommation calorique normative de 2010 kilos joules par jour et par personne, on a dégagé, à partir d'un panier constitué de 31 principaux produits consommés, les dépenses globales des ménages.

3. Publications de référence

- Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques - *Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCRCP)*.
- Banque mondiale / Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement (DGSEE) - *Diagnostic de la pauvreté au Gabon, octobre 2005*.

4. Principales définitions

- **Consommation finale des ménages**

La consommation finale des ménages est la valeur d'acquisition (toutes taxes comprises) de l'ensemble des biens et services marchands et non marchands utilisés par les ménages pour la satisfaction de leurs besoins. Elle inclut tous les biens d'équipement achetés, en dehors des logements acquis ou produits pour leur propre compte.

- **Ligne nationale de pauvreté**

La ligne nationale de pauvreté correspond à la dépense minimale nécessaire pour satisfaire les besoins vitaux de base dans un pays. Pour ce qui est du Gabon, la ligne nationale de pauvreté est évaluée à 429.336 francs Cfa par an.

- **Lignes spécifiques de pauvreté**

Les lignes spécifiques de pauvreté correspondent aux différences de coût de la vie pour la satisfaction des besoins minimaux dans les différentes régions.

III.5.1 : Pauvreté				
Tableau III.5.1.1 : Lignes de Pauvreté par région et écart par rapport à la Ligne Nationale				
Année 2005				
			Ligne (en F.CFA)	Ecart
Libreville ¹			429 336	0
Port-Gentil			707 587	278 251
Nord urbain			388 000	-41 336
Sud urbain			355 503	-73 833
Est urbain			353 443	-75 893
Oust urbain			448 930	19 594
Nord rural			373 796	-55 540
Sud rural			374 579	-54 757
Est rural			405 270	-24 066
Oust rural			390 826	-38 510
Ligne nationale de pauvreté			429 336	-
1. Libreville est la ligne nationale de pauvreté au Gabon. En 2003, cette ligne était évaluée à 404 020 Fcfa				
2. Le signe négatif donne les efforts à fournir pour atteindre la ligne nationale				
Sources : EGEP 2005 et DSCR				

Tableau III.5.1.2 : Incidence, Profondeur et Sévérité de la pauvreté en 2005					
			Incidence de la pauvreté	Profondeur de la pauvreté	Sévérité de la pauvreté
Milieu de résidence					
Urbain			29,8	8,5	3,5
Rural			44,6	16,0	7,5
Région de résidence					
Libreville			22,8	5,8	2,3
Port-Gentil			43,6	13,4	5,7
Nord			47,4	16,0	7,2
Sud			58,9	19,3	9,0
Est			37,2	11,6	5,1
Ouest/Centre			25,8	7,8	3,2
Ensemble			32,7	10,0	4,3
Sources : EGEP 2005 et DSCR					

Tableau III.5.1.3 : Caractéristiques sociodémographiques de la Pauvreté des Ménages

					En 2005
	Incidence de la pauvreté	Profondeur pauvreté	Sévérité de la pauvreté	Répartition de la population	Répartition des pauvres
Milieu de résidence					
Urbain	29.8	8.5	3.5	80.1	73.0
Rural	44.6	16.0	7.5	19.9	27.0
Région de résidence					
Libreville	22.8	5.8	2.3	42.4	29.5
Port- Gentil	43.6	13.4	5.7	7.0	9.4
Nord	47.4	16.0	7.2	11.4	16.5
Sud	53.9	19.3	9.0	10.5	17.4
Est	37.2	11.6	5.1	13.6	15.5
Ouest	25.8	7.8	3.2	15.0	11.8
Sexe du chef					
Homme	31.2	9.2	3.8	73.3	69.9
Femme	36.9	12.2	5.6	26.7	30.1
Nationalité du chef					
Gabonais	35.7	11.1	4.8	84.6	92.3
Non Gabonais	16.5	3.7	1.4	15.4	7.7
Age du chef					
Moins de 30 ans	28.4	8.2	3.4	10.1	8.8
30 à 39 ans	27.9	8.5	3.6	27.5	23.4
40 à 49 ans	33.5	9.8	4.0	30.2	30.8
50 à 59 ans	33.6	11.1	5.1	18.5	19.0
60 et plus	42.9	13.3	5.8	13.7	17.9
Instruction du chef					
Aucun	44.6	15.4	7.2	12.8	17.5
Primaire	43.2	14.1	6.3	22.3	29.4
Secondaire 1	35.7	10.6	4.4	31.4	34.3
Secondaire 2	23.7	6.0	2.3	19.2	13.9
Supérieur	11.3	2.7	0.9	14.3	4.9
GSE du chef					
Cadre	10.3	2.6	0.9	14.3	4.5
Employés/ouvriers	31.5	8.3	3.2	29.8	28.7
Autres salariés	35.5	11.9	5.3	8.2	8.9
Indépendant agricole	52.7	18.7	8.8	15.5	24.9
Indépendant non agricole	25.6	6.6	2.6	13.9	10.9
Chômeurs	44.4	14.4	6.4	5.3	7.2
Inactifs	37.4	12.2	5.5	13.1	15.0
Pluri-activité du chef					
Sans emploi	39.4	12.8	5.8	18.4	22.2
Activité unique	31.0	9.2	3.9	76.9	72.8
Pluri-actif	34.9	11.9	5.7	4.7	5.0
Nombre d'actifs					
Aucun	38.5	12.3	5.6	8.5	10.0
Un actif	29.2	8.5	3.6	40.3	36.0
Deux actifs	29.4	8.7	3.6	32.3	29.0
Trois actifs et plus	43.4	14.4	6.4	18.9	25.1
Total	32.7	10.0	4.3	100.0	100.0

Sources : EGEP 2005 et DSCR

Tableau III.5.1.4 : Synthèse de l'évolution des principaux indicateurs socio-économiques liés à l'analyse de la pauvreté dans la capitale gabonaise (2003) et sur sur le plan national (2005)

Variables	Part dans la		Revenu moyen par tête		Part dans le	
	population (%)		(F CFA)		revenu total (%)	
	2003	2005	2003	2005	2003	2005
Sexe						
Homme	77,5	71,8	842 452	998 308	77,7	74,3
Femme	22,5	28,2	832 727	878 459	22,3	25,7
Typologie du ménage						
Unipersonnel	3,3	5,3	2 092 040	2 400 866	8,2	13,1
Couples sans enfant	3,0	3,6	1 654 431	1 756 719	5,9	6,6
Couples avec enfants	29,8	24,8	814 385	912 348	28,8	23,5
Monoparental nucléaire	5,1	7,4	948 595	1 148 870	5,7	8,8
Monoparental élargi	14,8	19,3	783 864	701 822	13,8	14
Famille élargie	44,0	39,6	715 861	827 450	37,5	34
Niveau d'instruction						
Aucun	7,0	6,6	692 144	946 053	5,8	6,5
Primaire	16,8	15,3	674 790	745 634	13,5	11,8
Secondaire	62,8	58,9	775 591	844 442	57,9	51,6
Supérieur	13,4	19,2	1 427 130	1 513 577	22,8	30,1
Quintile du niveau de vie						
20% plus pauvres	20,0	20,1	303 235	307 906	7,2	6,4
Q40	20,9	19,9	462 029	491 648	11,5	10,1
Q60	19,1	20,0	634 569	688 547	14,4	14,3
Q80	20,0	20,0	892 987	981 992	21,3	20,4
20% plus riches	19,9	20,0	1 923 503	2 355 614	45,5	48,8
Total	100,0	100,0	840 264	964 494	100,0	100,0
Sources : DGSEE - EDML 2003, EGEP 2005						

Chapitre III.6

Habitat et logement

1. Présentation

Le Gabon accuse un important déficit dans le secteur du logement. La production, dans ce secteur, reste mitigée au regard de la demande qui s'accroît chaque année. En effet, dans les grandes villes du pays, la demande en logements est chaque année plus forte que la précédente, en moyenne 1000 demandes par an.

Pourtant, l'accès au logement fait partie des points saillants de la politique du gouvernement qui a mis en place certaines institutions dans le but de faire accéder un maximum de ménages à la propriété. Elles concernent entre autres l'accès à la propriété foncière, l'accès aux logements sociaux et la facilitation des crédits logements.

En 2009, la Direction Générale du Cadastre et des Travaux Topographiques et la Direction Générale de l'Urbanisme et des Aménagements Fonciers gèrent les questions foncières en ce qui concerne l'attribution et la régularisation des parcelles. Elles se chargent aussi de donner à nos villes une meilleure physionomie en réalisant les plans d'aménagement urbains. Toutefois, l'action de ces entités administratives reste très peu ou mal connue des citoyens.

La Société Nationale Immobilière (SNI) est l'opérateur immobilier national. Elle a pour mission de bâtir et d'offrir aux citoyens des logements sociaux accessibles aux populations ayant un revenu modeste. Toutefois, il reste que la production de cette structure reste très faible.

Entre 2001 et 2007, la SNI a produit en moyenne 74 logements par an alors qu'elle enregistre dans la même période 3013 demandes soit 430 demandes par an. Il apparaît donc évident que cet opérateur ne dispose pas en ce moment des capacités à pouvoir satisfaire la demande en logements sociaux au niveau national avec un ratio de 6 demandes pour un logement.

Dans la même période, elle a mis en vente 232 parcelles viabilisées. Au regard de la demande, l'offre de parcelles viabilisées reste également mitigée : 232 parcelles vendues contre 1143 demandes enregistrées soit 1 parcelle pour 5 demandes.

D'autre part, il importe de préciser que les difficultés actuelles de la SNI à mettre sur le marché plus de logements à coûts modérés tiennent de l'absence des mécanismes clairs de subvention. En effet, un logement ne devient social que si une partie des coûts de production est supportée par l'Etat. Or, selon la SNI, la contrepartie de l'Etat n'étant pas toujours assurée, la production des logements se réalise aux coûts réels du marché, les logements qu'elle produit sont de ce fait vendus aux mêmes prix que ceux des opérateurs privés.

Par ailleurs, la SNI officie dans le domaine du logement aux côtés de plusieurs entreprises immobilières privées dont les missions restent pour l'essentiel différentes de l'opérateur national. Toutefois, la DGS n'arrive toujours pas à obtenir les statistiques de ces organismes. De plus, le mutisme dont a fait preuve certains de ces opérateurs, malgré les correspondances de la DGS, a rendu difficile les efforts de collecte de données.

Enfin, le gouvernement gabonais a mis en place des mécanismes financiers permettant de faciliter et d'alléger le crédit immobilier auprès des institutions bancaires de la place.

Le Compte de Refinancement de l'Habitat du Gabon (CRH- Gabon) « refinance à long terme les crédits acquéreurs consentis par les banques agréés ». Les données du CRH-Gabon ne sont pas disponibles. Les quelques informations y relatives contenues dans le présent chapitre ont été fournies par la BICIG. Dans tous les cas, les banques du Gabon interviennent régulièrement dans le secteur du logement par l'entremise des crédits immobiliers accordés aux ménages. Les lecteurs du présent chapitre peuvent en apprécier l'importance et les volumes de crédits immobiliers accordés entre 2001 et 2007.

La finalisation de ce chapitre a nécessité le recours aux données du RGPH 2003, de l'EGEP 2005 pour pallier les nombreux manquements. De plus, produire les statistiques de l'habitat et du logement à partir d'une enquête ou d'un recensement a toujours l'avantage d'assurer une meilleure couverture dans la mesure où la plus grande partie des acquisitions immobilières se fait en dehors des circuits formels.

Ainsi, 46% des ménages enquêtés sont propriétaires en 2005 des logements qu'ils occupent contre 44% de locataires. Autrement dit, un peu plus de deux 2 personnes sur 5 sont locataires.

Dans tous les cas, les données présentées à la suite du chapitre permettront de donner un aperçu de la situation de l'Habitat et du logement au Gabon dans l'édition 2011 de l'annuaire statistique du Gabon 2009.

2. Sources et méthodologie

La question de l'habitat et du logement au Gabon reste difficile à cerner du fait de la multiplicité d'acteurs intervenant à des niveaux divers. On note quatre types d'intervenants dans le domaine du logement. Ce sont entre autres, les particuliers, les administrations publiques chargées des aménagements fonciers, les entreprises de construction de logements et les banques qui proposent les crédits immobiliers. La première catégorie d'intervenants agit pour l'essentiel en dehors des circuits formels. Aussi, la production des statistiques y relatives passe-t-elle nécessairement par une enquête auprès des ménages. Pour ce faire, il a été nécessaire de recourir aux données du RGPH 2003 et de l'EGEP 2005 dans la mesure où, il n'existe aucune base de données récente sur la question.

La production des statistiques qui suivent, a donc nécessité le concours de l'administration du cadastre et de l'urbanisme, des banques, et des promoteurs immobiliers.

La démarche a consisté en l'envoi du courrier et d'un questionnaire élaboré à cet effet dans ces institutions pour y recueillir les données recherchées.

Il a donc été nécessaire, pour assurer une couverture relativement importante, que toutes les administrations dudit secteur soit enquêtées afin d'obtenir les informations chiffrées officielles.

Cette approche qui, de prime à bord semble aisée, s'est heurtée à quelques difficultés.

En effet, l'administration du cadastre n'a donné aucune suite aux requêtes introduites en son sein pendant la période de collecte. Quand à la Direction Générale de l'Urbanisme et des Aménagements Fonciers, seules quelques données concernant Libreville nous ont été fournies. D'où la quasi absence des statistiques foncières observées dans ce chapitre. Il est également à noter le mutisme de l'administration du CRH-Gabon qui a rendu difficile l'appréciation dans la totalité des crédits immobiliers refinancés.

En somme, seules les requêtes introduites à la SNI et aux établissements bancaires ont connu une suite favorable.

3. Principales définitions

- **Logement :**

Par logement on entend, l'ensemble des pièces qui, en tant qu'unité construite, sont destinées à être habitées par un ou plusieurs ménages privés. Un logement comporte un accès autonome depuis l'extérieur ou depuis un espace commun à l'intérieur du bâtiment (cage d'escaliers). Pour être considéré comme tel, un logement doit disposer d'une cuisine ou d'une cuisinette. Sont exclus du champ de la statistique les logements destinés à des fins autres que résidentielles (bureaux, cabinets médicaux, etc.) ainsi que locaux occupés par des ménages collectifs (homes, foyers, hôtels, hôpitaux, etc.).

- **Matériaux précaires :**

Matériaux de récupération, matériaux traditionnels, terre battue, brique de terre.

III.6.1 : habitat et Logement									
III.6.1.1 Logements sociaux									
Tableau III.6.1.1.1 : Répartition des logements construits par province ¹ et par an									
					2005	2006	2007	2008	2009
PROVINCES									
Estuaire					0	505	0	0	0
Haut-Ogooué					0	0	0	0	0
Moyen-Ogooué					0	0	0	0	0
Ngounié					0	0	0	0	0
Nyanga					0	0	0	0	0
Ogooué-Ivindo					0	0	0	0	0
Ogooué-Lolo					0	0	0	0	0
Ogooué-Maritime					0	0	0	0	0
Woleu-Ntem					0	0	0	0	0
Total					0	505	0	0	0
1. Les logements sont construits pour la location et/ou la vente.									
Source : SNI									

Tableau III.6.1.1.2 : Répartition des demandes de logements en location vente par province et par an									
					2005	2006	2007	2008	2009
PROVINCES									
Estuaire					336	1 150	266	655	723
Haut-Ogoué					0	0	0	17	12
Moyen-Ogooué					0	0	0	0	0
Ngounié					0	0	0	0	0
Nyanga					0	0	0	0	0
Ogooué-Ivindo					0	0	0	0	0
Ogooué-Lolo					0	0	0	0	0
Ogooué-Maritime					-	7	11	7	0
Woleu-Ntem					0	0	0	0	0
Total					336	1 157	277	679	735
Source : SNI									

Tableau III.6.1.1.3 : Evolution des demandes de terrains par province et par an									
					2005	2006	2007	2008	2009
PROVINCES									
Estuaire					32	65	380	40	..
Haut-Ogoué					0	0	0	0	..
Moyen-Ogooué					0	0	11	14	..
Ngounié					0	0	0	0	..
Nyanga					0	0	0	0	..
Ogooué-Ivindo					0	0	0	0	..
Ogooué-Lolo					0	0	0	0	..
Ogooué-Maritime					0	0	0	0	..
Woleu-Ntem					0	0	0	0	..
Total					32	65	391	54	
Source : SNI									

	2005	2006	2007	2008	2009
PROVINCES					
Estuaire	30	40	50	26	25
Haut-Ogooué	1	0	0	1	7
Moyen-Ogooué	0	2	0	3	0
Ngounié	1	0	0	1	0
Nyanga	0	0	0	0	0
Ogooué-Ivindo	0	0	0	0	0
Ogooué-Lolo	0	0	0	0	0
Ogooué-Maritime	0	0	0	5	3
Woleu-Ntem	0	0	0	0	0
Total	32	42	50	36	36

Source : SNI

III.6.2. Lotissements et gestion foncière

Tableau III.6.2.1 : Lotissements réservés aux opérateurs immobiliers à Libreville

	2005	2006	2007	2008	2009
Bénéficiaires					
Opérateurs immobiliers	1	5	12
Société nationale immobilière	0	0	1
Autres entreprises et industries	1	0	6
Personnes physiques	0	0	0
Autres bénéficiaires	0	0	1
Total	2	5	20

Source : DGUAF

Tableau III.6.2.2 : Régularisation de parcelles à Libreville

	2005	2006	2007	2008	2009
Régularisation partielle/enquête	305	234	257	608	..
Régularisation partielle/bornage
Demandes	5 051	2 603	5 225	4 822	..

Source: DGUAF

Tableau III.6.2.3 : Attribution des permis de construire à Libreville

	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre de permis de construire attribués (données non cumulées)	59	4	8	95	..

Source: DGUAF

III.6.2.4. Attribution de titres fonciers¹						
	2005	2006	2007	2008	2009	
Estuaire	68	126	183	326	144	
Haut-Ogooué	0	13	67	6	5	
Moyen-Ogooué	4	0	3	10	1	
Ngounié	0	0	1	0	1	
Nyanga	0	0	6	2	5	
Ogooué-Ivindo	0	0	2	0	0	
Ogooué Lolo	0	0	2	0	0	
Ogooué-Maritime	32	30	27	112	202	
Woleu-Ntem	0	0	5	2	0	
1. Données corrigées en 2008						
Source : Conservation foncière						

III.6.3. Les crédits immobiliers						
Tableau III.6.3.1 : Evolution des crédits immobiliers ¹						
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre de crédits accordés	nombre	55	50	28
Capitaux dégagés	mio	1 069	1 457	788
1. Y compris les crédits refinancés au niveau du CRH.						
Sources :BGD, BICIG et UGB						

III.6.4. Situation de l'habitat au Gabon						
Tableau III.6.4.1 : Statut d'occupation du logement des ménages en 2003						
LIEU	Propriétaire	Locataire	Logé gratuitement par l'Etat	Logé gratuitement par l'employeur	Logé gratuitement par un bénéficiaire	Autres
MILIEU DE RESIDENCE						
Urbain	39,1	51,6	3,4	2,9	1,7	0,4
Rural	70,9	8,2	3,3	12,1	3,8	0,5
PROVINCES						
Estuaire	35,6	56,5	2,4	2,8	1,4	0,4
Haut Ogooué	53,7	26,9	5,4	8,9	3,8	0,5
Moyen Ogooué	52,2	28,7	3,8	11,3	2,6	0,3
Ngounié	68,8	17,2	5,3	3,7	3,4	0,5
Nyanga	67	18,2	5,4	3,3	3,6	0,7
Ogooué Ivindo	66,8	14,9	5,2	7,7	3,9	0,3
Ogooué Lolo	62,8	14,8	4,9	12	4,6	0,2
Ogooué Maritime	40,5	49,8	2,8	4,1	1,3	0,4
Woleu- Ntem	64,3	20,2	3,8	7,2	2,8	0,3
ENSEMBLE	45,8	42,5	3,4	4,8	2,2	0,4
Source: RGPH 03						

Tableau III.6.4.2 : Statuts d'occupation et matériaux de construction des logements en 2005 (en%)

	Statut d'occupation du logement					total
	propriétaires	propriétaires	Locataires	logés		
	avec titre	sans titre		gratuit		
Matériaux précaires	13,8	60,3	15,1	10,8		100,0
Bois	13,3	36,9	41,7	8,1		100,0
Semi-dur	18,5	31,4	44,3	5,9		100,0
Parpaing	17,1	15,4	54,9	12,6		100,0
Autres	17,1	42,1	30,8	10,0		100,0
Total	15,4	30,1	44,3	10,2		100,0

Source: DGSEE-EGEP 2005

Tableau III.6.4.3 : Répartition des logements selon la nature des matériaux de construction en 2003

MATERIAUX	Estuaire	Haut-Ogooué	Moyen-Ogooué	Ngounié	Nyanga
MURS					
Récupération	1.1	5.0	2.9	2.0	2.6
Traditionnel	0.5	1.5	2.9	4.2	6.8
Terre battue	0.3	9.5	1.1	16.3	6.1
Bois	37.6	24.8	67.7	44.0	31.6
Semi dur	4.8	12.5	1.9	3.2	5.6
Brique de terre	0.6	1.4	0.4	11.9	33.3
Parpaing	53.0	35.9	20.6	15.8	11.4
Autre	1.3	8.4	1.5	1.5	0.8

Source: DGS

Tableau III.6.4.3 : Répartition des logements selon la nature des matériaux de construction en 2003 (suite et fin)

MATERIAUX	Ogooué-Ivindo	Ogooué Lolo	Ogooué Maritime	Woleu-Ntem	Total général
MURS					
Récupération	2.7	2.5	2.0	2.3	1.9
Traditionnel	2.4	1.4	2.9	2.8	1.6
Terre battue	37.6	27.7	0.6	12.6	5.6
Bois	34.2	42.2	50.0	39.3	39.3
Semi dur	5.4	7.3	8.4	11.1	6.3
Brique de terre	2.7	2.1	2.7	2.9	2.9
Parpaing	11.3	13.7	28.5	22.6	38.8
Autre	2.4	2.4	3.9	4.9	2.6

Source: DGS

	Fréquences	%
Maison individuelle	177 813	62,0
Maison à plusieurs appartements	58 009	20,2
Appartements et duplex	5 002	1,7
Concession	17 918	6,2
Chambre simple et autres	28 327	9,9
Total	287 069	100,0

Source : DGSEE-EGEP 2005

	Sexe du chef de ménage		
	masculin	féminin	total
Propriétaire avec titre	66,5	33,5	100,0
Propriétaire sans titre	67,9	32,1	100,0
Locataires	78,6	21,4	100,0
Logés gratuitement	77,3	22,7	100,0

Source : DGSEE-EGEP 2005

IV. SANTE, EDUCATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN

Chapitre IV.1

Santé

1. Présentation

Le système de santé gabonais est organisé autour de quatre (4) secteurs : public, parapublic, paramilitaire et privé.

Dans le premier secteur, on retrouve l'ensemble des structures sanitaires appartenant à l'Etat et implantées sur l'ensemble du territoire national tandis que le secteur parapublic comprend essentiellement l'ensemble des entités sanitaires appartenant à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), à savoir la Fondation Jeanne Ebori (FJE), l'Hôpital Pédiatrique d'Owendo (HPO), le Centre Médico-Social de Libreville et l'Hôpital Paul Igamba de Port-Gentil.

Il convient également de souligner l'existence, au Gabon, de trois (3) hôpitaux spécialisés que sont : l'Hôpital psychiatrique de Melen, l'Hôpital hansenien d'Ebeigne (Oyem, en charge des lépreux) et celui de Nkembo (pour les tuberculeux).

A côté des structures publiques et parapubliques, on note la présence des structures relevant de la coopération entre le Gabon et d'autres pays partenaires dont les plus importantes sont l'hôpital sino-gabonais de Libreville et l'hôpital Albert Schweitzer de Lambaréné.

Quant au secteur paramilitaire, il comprend l'ensemble des unités sanitaires appartenant au Ministère de la Défense Nationale dont la principale est l'Hôpital d'Instruction des Armées Omar Bongo Ondimba (HIAOBO) de Libreville.

Le secteur privé comprend l'ensemble des entités sanitaires du pays qui appartiennent à des particuliers. Ce sont essentiellement des polycliniques, des cliniques et des groupes médicaux dont les plus importantes se trouvent à Libreville.

Enfin, il convient de noter que l'organisation du système de santé au Gabon repose sur le découpage administratif. A cet effet, on compte une Direction Régionale de Santé (DRS) dans chaque province. L'exception vient de l'Estuaire, où on retrouve deux DRS : la DRS Libreville/Owendo (DRSLO) et la DRS Ouest (pour le reste de la province de l'Estuaire).

En somme, l'architecture globale du système sanitaire montre qu'il existe :

- un niveau central composé de l'ensemble des directions centrales, y compris les programmes et les structures de soins et de diagnostics de référence (Centre hospitalier de Libreville, hôpital de Melen et hôpital de Nkembo) ;
- un niveau stratégique composé essentiellement des DRS, des bases épidémiologiques et de centres hospitaliers régionaux (9) implantés dans les chefs-lieux de province ;
- un niveau opérationnel composé de centres médicaux, de dispensaires, de centres de santé urbain et de district et des cases de santé.

Ainsi, le système permet une bonne couverture du territoire national et facilite l'accès aux structures sanitaires.

Cependant, l'offre de soins reste limitée à cause, entre autres, des problèmes d'équipements et de médicaments.

Toutefois, malgré la présence de quatre centres publics régionaux, d'école sanitaire et d'action sociale et d'une université des sciences de la santé, auxquels s'ajoutent des structures privées de formation, on observe encore une insuffisance quantitative et même qualitative des personnels de santé. En effet, on constate que le personnel existant est très inégalement réparti entre les régions sanitaires et une inadéquation entre les besoins du secteur et les formations du personnel de santé.

En outre, en dépit de l'existence de plusieurs structures sanitaires modernes implantées sur l'ensemble du territoire national, la population gabonaise fait encore largement appel à la médecine traditionnelle (surtout en milieu rural).

Par ailleurs, dans le cadre de la coopération sanitaire, le Gabon est membre du programme de l'Organisation de l'Afrique Centrale sur les programmes des grandes endémies (OCEAC), le Gabon, à l'instar de la plupart des pays du Sud, bénéficie de l'appui de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et, parfois des partenaires au développement (Banque Mondiale, UNICEF, etc.) dans l'accomplissement de ses différents programmes sur la santé.

2. Sources et méthodologie

La Direction Générale des Ressources Humaines et des Moyens Généraux (DGRHMG), par le biais de la Direction de l'Informatique et des Statistiques (DIS), en charge des statistiques sanitaires publiques, ne dispose pas d'informations exhaustives sur les secteurs privés, parapublic et paramilitaire. Dans le souci de mieux coordonner des statistiques sanitaires publiques, il a également été créé au Ministère de la Santé Publique, avec l'appui des partenaires au développement, la Cellule d'Observation de la Santé Publique (COSP) dont les missions s'assimilent à celles de la DIS.

Les données présentées dans ce chapitre concernent globalement le secteur public. En effet, celles des autres secteurs nous sont parvenues partiellement.

Pour les années antérieures à 2009, les données statistiques proviennent des divers rapports, documents de synthèse issus essentiellement de la DIS et de la COSP, d'une part, et des questionnaires dûment remplis par des services appropriés de certaines structures sanitaires particulières (Centre Hospitalier de Libreville, HIAOBO, la Fondation Jeanne Ebori, etc.) et de certains programmes spécifiques tel que le Programme National de Lutte contre le Paludisme ou le Programme élargi de vaccination d'autre part.

En effet, comme signalé dans les précédentes éditions, l'organisation du système sanitaire au Gabon ne permet pas de collecter facilement les données relatives à la santé publique, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. En effet, semble-t-il, les DRS n'ont pas la compétence de centraliser les données statistiques issues des formations sanitaires privées, parapubliques et paramilitaires implantées dans leurs circonscriptions respectives. Ce qui cause d'énormes problèmes de collecte dans ce secteur social.

La mise en place progressive de la SNDS va permettre aux administrations chargées de la collecte et de la centralisation des statistiques sanitaires de mieux s'organiser. Cette organisation sera appuyée par la DGS et le FNUAP dans le cadre d'IMIS Gabon. En conséquence, l'année 2009 n'a quasiment pas été couverte.

3. Publications de référence

- Ministère de la santé publique – Direction des Ressources Humaines et des Moyens Généraux – Direction de l'Informatique et de la Statistique- *Annuaire statistiques de la santé 2005, 2006, 2007 et 2008.*
- Ministère de la santé publique – Cabinet du Ministre – *Fiche des données sanitaires pour la mise à jour du tableau de bord de la santé publique- année 2008.*
- Ministère de la santé publique – Direction Générale de la santé – *Synthèse régionale des rapports PEV- 2002 à 2007.*

4. Principales définitions

- **Naissances vivantes**
C'est un enfant qui, lors de son arrivée au monde, présente un signe de vie marqué par le battement de cœur, un cri.
- **Naissance prématurée**
Naissance pesant moins de 2,5 kg survenue avant la 37ème semaine de la grossesse.
- **Morbidité**
Etat de maladie que présente un individu à un moment donné.
- **Mortalité**
Branche de la démographie qui étudie les décès dans ses différentes composantes.

IV.1.1 : Dépenses de santé							
Tableau IV.1.1 : Dépenses d'investissement sur budget national							
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009	
Montant des dépenses effectuées	Mio FCFA	4 050	4 903	7 719	18 796	..	
Part des dépenses dans le budget général d'investissement	%	6,1	6,0	8,8	5,0	..	
Part des dépenses dans le PIB	%	0,2	0,3	0,0	0,3	..	
Sources : CGPD, DGPIE et DGS							

IV.1.2 : Structures sanitaires publiques et privées							
Tableau IV.1.2.1 : Nombre de centres hospitaliers par Direction Régionale de Santé ¹							
	En unité : nombre						
Directions régionales de santé	2005	2006	2007	2008	2009		
Libreville/Owendo	6	6			
Ouest	2	2	1		
Sud Est	2	4	..		
Centre	2	2	2		
Centre Sud	2	1	1		
Sud	1	1	..		
Est	1	1	..		
Centre Est	1	1	..		
Maritime	2	2	2		
Nord	1	3	..		
Total	20	23	..		
(1) Secteur public et privé							

Tableau IV.1.2.2 : Nombre de centres médicaux		En unité cumulée				
Directions régionales de santé		2005	2006	2007	2008	2009
Libreville/Owendo		1	0	..
Ouest		3	3	3
Sud Est		11	11	..
Centre		2	2	2
Centre Sud		8	8	6
Sud		5	5	..
Est		3	3	..
Centre Est		3	3	..
Maritime		2	2	3
Nord		4	4	..
Total		42	41	..
(1) Secteur public et privé						
Sources : COSP et DRS						

Tableau IV.1.2.3 : Nombre de dispensaires¹		cumulée				
Directions régionales de santé		2005	2006	2007	2008	2009
Libreville/Owendo		..	1	1	4	..
Ouest		..	26	23	23	15
Sud Est		..	56	81	81	..
Centre		..	34	27	30	27
Centre Sud		..	95	86	86	44
Sud		..	31	73	73	..
Est		..	20	45	45	..
Centre Est ¹		..	68	69	69	..
Maritime		..	50	50	50	52
Nord		..	40	55	55	..
Total		..	421	510	516	..
(1). Y compris des dispensaires fermés dans certains DRS. En 2009 non compris dispensaires fermés						
Sources : COSP, DIS, OPN et DRS						

Tableau IV.1.2.4 : Nombre de cases de santé		cumulée cumulée				
Directions régionales de santé		2005	2006	2007	2008	2009
Libreville/Owendo		0	9	..
Ouest		4	4	5
Sud Est		2	2	..
Centre		10	10	..
Centre Sud		12	12	8
Sud		13	12	..
Est		21	21	..
Centre Est		7	7	..
Maritime		4	4	4
Nord		25	25	..
Total		98	106	..
Sources : COSP, OPN et DRS						

Directions régionales de santé	2005	2006	2007	2008	2009
Libreville/Owendo	26	26	..
Ouest	0	0	..
Sud Est	0	0	..
Centre	0	0	..
Centre Sud	1	1	..
Sud	0	0	..
Est	0	0	..
Centre Est	0	0	..
Maritime	8	8	..
Nord	0	0	..
Total	35	35	..

Sources : COSP et DIS

Directions régionales de santé	2005	2006	2007	2008	2009
Libreville/Owendo	36
Ouest	1
Sud Est	8
Centre	0
Centre Sud	0	..	1
Sud	0
Est	0
Centre Est	0
Maritime	8	..	10
Nord	2
Total	55

Source : COSP

Directions régionales de santé	2005	2006	2007	2008	2009
Libreville/Owendo	4	5	..
Ouest	3	0	..
Sud Est	1	2	..
Centre	2	1	1
Centre Sud	1	1	1
Sud	0	1	..
Est	1	1	..
Centre Est	1	2	..
Maritime	1	1	1
Nord	1	1	..
Total	15	15	..

Sources : COSP et DGPIE

Directions régionales de santé	2005	2006	2007	2008	2008
Libreville/Owendo	0	0	..
Ouest	6	6	..
Sud Est	18	18	..
Centre	12	7	6
Centre Sud	20	20	10
Sud	5	5	..
Est	..	10	11	11	..
Centre Est	11	11	..
Maritime	4	4	5
Nord	13	13	..
Total	100	95	..

Sources : OPN et DRS

Directions régionales de santé	2009				
	OPN	cabinets méd.	centres de santé	infirmeries	CTA
Libreville/Owendo	3	5	0
Ouest
Sud Est
Centre	1	..	3	5	1
Centre Sud	4	16	1
Sud
Est
Centre Est
Maritime	1	7	1	15	..
Nord
Total					

1. Les cabinets médicaux, y compris les cabinets dentaires

Source: DRS

Directions régionales de santé	2005	2006	2007	2008	2009
Libreville/Owendo	1 019	1 679	1 588	2 664	..
Ouest	139	100	90	90	80
Sud Est	563	306	160	160	..
Centre	253	259	90	90	..
Centre Sud	549	549	143	143	..
Sud	234	235	120	120	..
Est	74	88	100	100	..
Centre Est	223	186	101	101	..
Maritime	233	233	121	121	199
Nord	657	255	135	135	..
Total	3 944	3 890	2 648	3 724	..

Sources : COSP, DIS, DGSSM, FJE, HPO, DGPIE, CHL, DRS et HCSG

IV.1.3 : Personnel sanitaire							
Tableau IV.1.3.1 : Evolution cumulée du personnel sanitaire par DRS et spécialité							
			2005	2006	2007	2008	2009
DRS LIBREVILLE/OWENDO¹							
Médecins généralistes			..	137	88	88	..
Médecins spécialistes							..
dont: - Chirurgiens dentistes			16	16	..
- Chirurgiens				14	19	19	..
- Pédiatres			..	18	18	18	..
- Gynécologues/Obstétriciens			..	16	12	12	..
- Pharmaciens			..	22	..	31	..
Sages femmes			..	254	317	317	..
Infirmiers d'Etat			..	379	443	443	..
Infirmiers Assistants/SOB			..	773	1 067	1 067	..
Autres		
DRS OUEST (Autre Estuaire)							
Médecins généralistes			..	12	17	17	21
Médecins spécialistes							24
dont: - Chirurgiens dentistes			3	3	4
- Chirurgiens				..	1	1	3
- Pédiatres			..	3	4	4	4
- Gynécologues/Obstétriciens			..	2	4	4	5
- Pharmaciens			12	2
Sages femmes			..	17	38	38	43
Infirmiers d'Etat			..	71	52	52	79
Infirmiers Assistants/SOB			..	140	292	29	321
Autres		
DRS SUD-EST (Haut-Ogooué)							
Médecins généralistes			..	24	23	23	..
Médecins spécialistes							..
dont: - Chirurgiens dentistes			1	1	..
- Chirurgiens				..	3	3	..
- Pédiatres			1	1	..
- Gynécologues/Obstétriciens			2	2	..
- Pharmaciens			3	..
Sages femmes			..	25	21	21	..
Infirmiers d'Etat			..	133	138	138	..
Infirmiers Assistants/SOB			..	440	432	432	..
Autres		
DRS CENTRE (Moyen-Ogooué)							
Médecins généralistes			..	5	4	4	9
Médecins spécialistes							..
dont: - Chirurgiens dentistes			0	0	0
- Chirurgiens				1	0	0	1
- Pédiatres			..	1	1	1	2
- Gynécologues/Obstétriciens			0	0	1
- Pharmaciens			2	2
Sages femmes			..	10	8	8	..
Infirmiers d'Etat			..	8	12	12	..
Infirmiers Assistants/SOB			..	69	82	82	..
Autres		
1. En 2009, il s'agit du secteur public seulement.							
Sources : COSP et DIS							

Tableau IV.1.3.1 : Evolution cumulée du personnel sanitaire par DRS et spécialité (suite)

	2005	2006	2007	2008	2009
DRS CENTRE SUD (Ngounié)					
Médecins généralistes	..	5	6	6	..
Médecins spécialistes					
dont: - Chirurgiens dentistes	..	1	1	1	..
- Chirurgiens	..	1	1	1	..
- Pédiatres	..	1	0	0	..
- Gynécologues/Obstétriciens	0	12	..
- Pharmaciens	..	1	..	0	..
Sages femmes	..	17	16	16	..
Infirmiers d'Etat	..	37	43	43	..
Infirmiers Assistants/SOB	..	258	362	362	..
Autres
DRS SUD (Nyanga)					
Médecins généralistes	..	12	4	4	4
Médecins spécialistes					
dont: - Chirurgiens dentistes	..	1	1
- Chirurgiens	2	2	..
- Pédiatres	..	3	2	2	..
- Gynécologues/Obstétriciens	..	2	1	4	..
- Pharmaciens	..	1	..	1	..
Sages femmes	..	17	8	8	6
Infirmiers d'Etat	..	45	20	20	24
Infirmiers Assistants/SOB	..	159	130	130	151
Autres
DRS EST (Ogooué-Ivindo)					
Médecins généralistes ¹	..	8	5	5	..
Médecins spécialistes					
dont: - Chirurgiens dentistes	1	1	..
- Chirurgiens	..	1	0	0	..
- Pédiatres	..	1	0	0	..
- Gynécologues/Obstétriciens	..	1	0	2	..
- Pharmaciens	..	1	..	2	..
Sages femmes	..	18	3	3	..
Infirmiers d'Etat	..	40	24	24	..
Infirmiers Assistants/SOB	..	210	193	193	..
Autres
DRS CENTRE-EST (Ogooué-Lolo)					
Médecins généralistes ¹	..	11	8
Médecins spécialistes					
dont: - Chirurgiens dentistes	0	8	..
- Chirurgiens	..	1	2	0	..
- Pédiatres	..	1	0	2	..
- Gynécologues/Obstétriciens	1	0	..
- Pharmaciens	..	1	..	1	..
Sages femmes	..	14	13	13	..
Infirmiers d'Etat	..	34	40	40	..
Infirmiers Assistants/SOB	..	179	263	263	..
Autres
Sources : COSP et DIS					

Tableau IV.1.3.1 : Evolution cumulée du personnel sanitaire par DRS et spécialité (suite et fin)

	2005	2006	2007	2008	2009
DRS maritime (Ogooué-Maritime)					
Médecins généralistes	..	14	15	15	13
Médecins spécialistes					13
dont: - Chirurgiens dentistes	..	1	0	0	..
- Chirurgiens		2	1	1	..
- Pédiatres	..	1	2	2	..
- Gynécologues/Obstétriciens	..	3	0	0	..
- Pharmaciens	..	2	..	4	..
Sages femmes	..	24	19	19	22
Infirmiers d'Etat	..	33	30	30	33
Infirmiers Assistants/SOB	..	164	205	205	176
Autres
DRS nord (Woleu-Ntem)					
Médecins généralistes	..	7	4	4	..
Médecins spécialistes					..
dont: - Chirurgiens dentistes	..	1	2	2	..
- Chirurgiens		1	2	2	..
- Pédiatres	..	1	1	1	..
- Gynécologues/Obstétriciens	..	2	1	1	..
- Pharmaciens	..	1	..	7	..
Sages femmes	..	28	17	17	..
Infirmiers d'Etat	..	49	39	39	..
Infirmiers Assistants/SOB	..	238	326	326	..
Autres ²
(1). les variations du nombre de personnel entre année et DRS dépendent des départs en stages, des décès, des affectations et des rétroites.					
(2). Techniciens supérieurs: en santé publique (2), en Biologiste (1), en Biomédical (1), en Anesthésie (1), en Radiologie (1) et en ORL (1)					
Sources : COSP et DIS					

IV.1.3 : Activités de soins préventifs et lutte contre le paludisme

Tableau IV.1.3.1 : Activités de vaccination dans la DRS Libreville Owendo

Antigènes	2005	2006	2007	2008	2009
BCG	13 734	11 741	12 717	17 864	14 893
Polyomyélite 0	10 667	11 439	9 569	14 433	11 151
Polyomyélite 1	12 946	13 867	17 763	20 843	18 223
Polyomyélite 2	11 566	12 189	16 318	18 798	16 641
Polyomyélite 3	10 377	11 362	18 647	22 108	18 065
DTC polyomyélite 1	13 145	13 517	18 185	21 222	18 512
DTC polyomyélite 2	23 438	24 311	32 739	18 860	16 713
DTC polyomyélite 3	21 088	22 666	37 511	22 242	18 248
Rougeole	7 316	10 982	14 704	18 288	16 390
Fièvre jaune	6 531	11 498	15 944	19 871	16 716
Hépatite B	29 478	46 792	52 238	61 926	54 146
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	18 280	21 748	21 475	27 950	25 201
Total	178 566	212 112	267 810	284 405	244 899
Source : PEV					

Tableau IV.1.3.2 : Activités de vaccination dans la DRS Ouest (Autre Estuaire)

	2005	2006	2007	2008	2009
Antigènes					
BCG	905	868	2 390	2 430	3 087
Polyomyélite 0	621	709	2 056	2 012	3 069
Polyomyélite 1	824	1 183	2 421	2 234	3 356
Polyomyélite 2	587	1 122	1 988	1 966	2 938
Polyomyélite 3	482	896	2 030	1 935	2 861
DTC polyomyélite 1	855	1 173	2 335	2 303	3 372
DTC polyomyélite 2	1 384	2 178	4 115	2 036	2 942
DTC polyomyélite 3	973	1 721	4 149	1 998	2 859
Rougeole	388	534	1 075	1 247	1 716
Fièvre jaune	338	370	1 100	1 278	1 715
Hépatite B	1 847	2 748	5 977	6 297	9 154
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	596	1 677	2 978	2 848	3 598
Total	9 800	15 179	32 614	28 584	40 667

Source : PEV

Tableau IV.1.3.3 : Activités de vaccination dans la DRS du Sud (Haut-Ogooué)

	2005	2006	2007	2008	2009
Antigènes					
BCG	2 242	5 240	6 614	6 598	6 964
Polyomyélite 0	987	3 416	4 161	5 691	4 556
Polyomyélite 1	1 281	4 623	5 487	6 557	6 116
Polyomyélite 2	1 051	3 560	5 503	6 322	5 953
Polyomyélite 3	721	3 463	5 480	6 684	5 704
DTC polyomyélite 1	2 619	4 303	6 065	6 526	6 775
DTC polyomyélite 2	3 019	6 844	11 650	6 349	6 761
DTC polyomyélite 3	2 104	6 584	11 828	6 482	6 389
Rougeole	1 400	3 117	4 897	5 298	4 110
Fièvre jaune	849	3 156	5 304	5 302	6 078
Hépatite B	2 682	9 593	17 320	19 912	21 577
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	4 108	10 418	10 412	12 313	16 215
Total	23 063	64 317	94 721	94 034	97 198

Source : PEV

Tableau IV.1.3.4 : Activités de vaccination dans la DRS du Centre (Moyen-Ogooué)

	2005	2006	2007	2008	2009
Antigènes					
BCG	1 436	1 667	1 891	2 114	2 324
Polyomyélite 0	1 300	1 645	2 027	2 080	2 284
Polyomyélite 1	1 395	1 815	2 163	2 026	2 227
Polyomyélite 2	1 180	1 544	2 009	1 980	2 090
Polyomyélite 3	1 054	1 348	2 130	1 998	2 081
DTC polyomyélite 1	1 463	1 808	2 039	2 024	2 227
DTC polyomyélite 2	2 405	3 086	3 907	1 980	2 090
DTC polyomyélite 3	2 156	2 688	4 136	1 998	2 081
Rougeole	831	1 104	1 945	1 927	1 988
Fièvre jaune	830	1 153	1 682	1 928	1 986
Hépatite B	2 515	4 838	6 279	6 005	6 396
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	1 907	2 377	2 627	2 637	3 087
Total	18 472	25 073	32 835	28 697	30 861

Source : PEV

Tableau IV.1.3.5 : Activités de vaccination dans la DRS du Centre-Sud (Ngounié)

Antigènes	2005	2006	2007	2008	2009
BCG	2 918	3 001	3 510	3 723	3 989
Polyomyélite 0	2 219	2 934	3 120	3 275	3 420
Polyomyélite 1	2 250	3 184	3 266	3 307	3 631
Polyomyélite 2	2 405	2 999	3 138	2 836	2 982
Polyomyélite 3	2 445	3 005	2 980	2 849	3 117
DTC polyomyélite 1	2 595	2 814	3 271	3 394	3 787
DTC polyomyélite 2	4 826	5 645	6 276	2 955	3 103
DTC polyomyélite 3	4 878	5 681	5 960	2 967	3 319
Rougeole	1 754	2 589	2 570	2 453	2 579
Fièvre jaune	1 973	2 475	2 627	2 422	3 151
Hépatite B	6 382	8 288	8 639	9 275	10 716
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	3 303	3 880	3 367	3 957	3 630
Total	37 948	46 495	48 724	43 413	47 424

Source : PEV

Tableau IV.1.3.6 : Activités de vaccination dans la DRS du Sud (Nyanga)

Antigènes	2005	2006	2007	2008	2009
BCG	908	869	1 394	1 693	1 430
Polyomyélite 0	511	717	919	841	945
Polyomyélite 1	966	816	1 312	1 582	1 582
Polyomyélite 2	820	632	1 310	1 398	1 479
Polyomyélite 3	700	449	1 208	1 337	1 424
DTC polyomyélite 1	503	512	834	1 574	1 505
DTC polyomyélite 2	1 654	1 094	2 661	1 403	1 421
DTC polyomyélite 3	1 417	800	2 429	1 362	1 402
Rougeole	503	512	834	1 027	1 111
Fièvre jaune	472	490	853	1 034	1 126
Hépatite B	1 940	2 383	6 406	4 263	4 531
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	1 413	1 583	1 263	1 739	1 812
Total	11 807	10 857	21 423	19 253	19 768

Tableau IV.1.3.13 : Activités de vaccination dans la DRS de l'Est (Ogooué-Ivindo)

Antigènes	2005	2006	2007	2008	2009
BCG	908	869	1 394	2 429	2 128
Polyomyélite 0	511	717	919	1 512	1 465
Polyomyélite 1	966	816	1 312	2 391	2 176
Polyomyélite 2	820	632	1 310	2 033	1 975
Polyomyélite 3	700	449	1 208	1 807	1 671
DTC polyomyélite 1	966	678	1 324	2 501	2 173
DTC polyomyélite 2	1 654	1 094	2 661	2 131	1 940
DTC polyomyélite 3	1 417	800	2 429	1 929	1 695
Rougeole	503	512	834	1 648	1 655
Fièvre jaune	472	490	853	1 600	1 660
Hépatite B	1 940	2 383	3 406	6 493	5 825
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	1 413	1 583	1 263	3 520	3 637
Total	12 270	11 023	18 913	29 994	28 000

Source : PEV

Tableau IV.1.3.13 : Activités de vaccination dans la DRS du Centre Est (Ogooué Lolo)

Antigènes	2005	2006	2007	2008	2009
BCG	1 822	2 314	2 426	2 381	2 073
Polyomyélite 0	1 519	1 946	2 078	2 080	1 602
Polyomyélite 1	1 317	1 413	1 797	1 957	1 467
Polyomyélite 2	1 142	1 218	1 657	1 731	1 359
Polyomyélite 3	979	1 099	1 735	1 784	1 357
DTC polyomyélite 1	1 426	1 246	1 902	1 863	1 851
DTC polyomyélite 2	2 413	2 319	3 315	1 785	1 645
DTC polyomyélite 3	2 080	2 097	3 577	1 742	1 705
Rougeole	884	1 061	1 203	1 701	1 421
Fièvre jaune	938	1 100	1 263	1 699	1 655
Hépatite B	2 887	3 581	4 960	5 397	5 299
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	2 182	2 630	3 156	3 578	3 052
Total	19 589	22 024	29 069	27 698	24 486

Source : PEV

Tableau IV.1.3.13 : Activités de vaccination dans la DRS Maritime (Ogooué-Maritime)

Antigènes	2005	2006	2007	2008	2009
BCG	1 838	2 833	3 305	3 750	4 207
Polyomyélite 0	1 633	2 098	3 085	3 554	4 068
Polyomyélite 1	2 633	4 053	4 151	4 309	4 679
Polyomyélite 2	2 541	3 842	4 143	3 896	4 068
Polyomyélite 3	2 236	3 498	5 123	3 855	4 055
DTC polyomyélite 1	2 648	3 566	4 374	4 274	4 278
DTC polyomyélite 2	4 991	6 986	8 825	3 949	3 854
DTC polyomyélite 3	4 471	6 380	10 419	4 010	3 912
Rougeole	1 797	2 847	3 469	3 129	3 717
Fièvre jaune	1 863	3 448	3 672	3 219	3 205
Hépatite B	5 772	12 040	13 079	11 789	13 097
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	2 015	3 608	4 222	4 790	3 739
Total	34 438	55 199	67 867	54 524	56 879

Source : PEV

Tableau IV.1.3.13 : Activités de vaccination dans la DRS Nord (Woleu Ntem)

Antigènes	2005	2006	2007	2008	2009
BCG	2 833	2 519	3 787	3 841	4 025
Polyomyélite 0	2 200	2 573	2 837	3 256	2 903
Polyomyélite 1	2 801	2 594	3 608	3 719	4 165
Polyomyélite 2	1 292	2 033	3 135	3 256	3 726
Polyomyélite 3	1 904	1 664	3 437	3 006	3 913
DTC polyomyélite 1	2 868	2 500	3 848	3 904	4 273
DTC polyomyélite 2	4 566	3 961	6 520	3 353	3 784
DTC polyomyélite 3	3 892	3 210	7 051	3 975	3 947
Rougeole	1 540	1 686	2 967	2 551	2 795
Fièvre jaune	1 544	1 772	3 005	2 428	2 632
Hépatite B	5 630	7 544	10 773	10 225	12 184
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	4 873	5 185	5 044	5 229	5 114
Total	35 943	37 241	56 012	48 743	53 461

Source : PEV

Antigènes	2005	2006	2007	2008	2009
	BCG	30 164	32 283	40 390	46 823
Polyomyélite 0	22 525	28 475	31 247	38 734	35 463
Polyomyélite 1	28 055	35 054	44 315	48 925	47 622
Polyomyélite 2	23 528	30 400	41 307	44 216	43 211
Polyomyélite 3	21 748	27 724	44 476	47 363	44 248
DTC polyomyélite 1	29 940	32 876	45 756	49 585	48 753
DTC polyomyélite 2	50 654	58 856	84 511	44 801	44 253
DTC polyomyélite 3	44 721	53 393	84 829	47 705	45 557
Rougeole	17 206	25 214	35 253	39 332	37 482
Fièvre jaune	16 074	25 989	37 026	40 801	39 924
Hépatite B	61 202	101 955	128 559	141 682	142 925
Antitétanique 1 à 5 (femmes enceintes)	40 644	55 374	57 791	68 561	68 085
Total	386 461	507 593	675 460	658 528	642 643

Source : PEV

IV.1.4 : Activités de lutte contre le paludisme

Tableau IV.1.4.1 : Lutte contre le paludisme: distribution de moustiquaires imprégnées

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	..	108 800	100 750	..
Ouest	..	26 880	3 300
Sud Est	..	16 630	51 000
Centre	..	22 130	10 687
Centre Sud	..	25 380	8 950
Sud	..	20 380	2 500
Est	..	28 380	2 200
Centre Est	..	23 380	18 687
Maritime	..	21 880	63 800
Nord	..	28 980	41 100
Total	..	322 820	302 974

(1). Série corrigée en 2007.

Source : PNL

IV.1.5 : Activités de soins curatifs

IV.1.5.1 : Les soins curatifs

Tableau IV.1.5.1.1 : Consultations au cours de l'année

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	434 249	449 900	102 827	215 515
Ouest	21 057	55 613	22 865
Sud Est	79 750	45 997	5 177	204 072	..
Centre	9 814	47 870	..	63 486	..
Centre Sud	..	110 544	127 621	44 805	..
Sud	78 391	56 791	56 791
Est	19 589	20 380	22 866
Centre Est	45 630	32 179	77 880	81 959	..
Maritime	19 993	115 715	83 620	78 821	55 611
Nord	31 299	40 093	48 421	30 867	..
Total	..	975 082

1. La série sur Libreville et Owendo représente le nombre moyen des consultations annuelles

Sources : DIS, DRS, FJE, HPO, DGSSM et CHL

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
Libreville/Owendo	12 191	11 506	490	13 565	..
Ouest	1 209	204	650
Sud Est	2 640	1 378	..	4 262	..
Centre	1 423	1 761	..
Centre Sud	1 975	1 559	1 565
Sud	1 233	1 222	1 244	1 165	..
Est	950	708	650
Centre Est	1 290	1 245	1 407	1 003	..
Maritime	1 572	1 567	2 491	2 147	1 925
Nord	1 136	2 065	1 979	887	..
Total	25 619

Sources : FJE, DIS, DGSSM et COSP

DRS	2005			2006			2007		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Libreville/Owendo	254	232	486
Ouest	302	338	640
Sud Est	500	962	1462
Centre
Centre Sud	844	806
Sud	664	1244	..	664	1 244	1 908
Est	363	376	..	302	338	640
Centre Est	95	90	..	701	724	1 425
Maritime	900	906	..	1 211	1 267	2 478
Nord	1083	1037	..	1 002	948	1 950
Total	5 348	4 482	10 085

Sources : DIS, FJE et DGSSM

DRS	2008			2009		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Libreville/Owendo
Ouest	2 145	2 282	4 427
Sud Est	866	786	1 652
Centre
Centre Sud	635	623	1 258
Sud
Est
Centre Est	540	547	1 087
Maritime	1 080	1 184	2 264
Nord	513	511	1 024
Total

Sources : DIS, FJE et DGSSM

Tableau IV.1.5.1.4 : Naissances prématurées

DRS	2005			2006			2007		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Libreville/Owendo	48	53	101	77	95	172	34	43	77
Ouest
Sud Est	11	21	32	17	25	42
Centre
Centre Sud	80	82	162	90	182	272
Sud	99	191	290	18	26	44
Est	23	15	38	95	120	215
Centre Est	5	8	13	78	94	172
Maritime	108	131	239
Nord	105	105	210
Total	312

Sources : FJE, CHL, COSP, DGSSM et DIS

Tableau IV.1.5.1.4 : Naissances prématurées (suite et fin)

DRS	2008			2009		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Libreville/Owendo
Ouest
Sud Est	204	248	452
Centre	478	475	953
Centre Sud
Sud	84	85	169
Est
Centre Est	57	74	131
Maritime	131	142	273
Nord	51	53	104
Total

Sources : FJE, CHL, COSP, DGSSM et DIS

Tableau IV.1.5.1.5 : Personnes ayant souffert de tuberculose (tous âges confondus)

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	1 724	122	381	178
Ouest	41
Sud Est	31	3	..	27	..
Centre	134	42	..	283	..
Centre Sud	11	31
Sud	156	5	31	88	..
Est	4	10	56
Centre Est	89	3	252	108	..
Maritime	109	49	132	66	..
Nord	2	47	15	41	..
Total	2 348

Sources : FJE, DGSSM, DIS et CHL

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	29 871	19 030	42 195	59 286
Ouest	21 097	22 540	32 294	11 880	..
Sud Est	25 929	18 237	35 267	13 673	..
Centre	6 352	6 658	16 432	12 672	13 309
Centre Sud	16 706	25 025	10 781	6 146	..
Sud	16 808	12 554	7 912	5 024	..
Est	7 181	14 816	12 177	17 932	..
Centre Est	13 089	5 757	13 475	8 850	..
Maritime	4 888	23 653	8 275	4 514	..
Nord	5 497	12 986	7 271	6 985	..
Total	147 418	161 256	186 079	146 962	..

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	15 673	9 400	15 482	17 570
Ouest	7 631	9 960	11 241	5 699	..
Sud Est	11 944	9 845	14 174	4 431	..
Centre	3 036	2 685	5 513	2 949	..
Centre Sud	12 473	9 632	3 782	1 798	..
Sud	8 120	5 913	2 697	1 428	..
Est	4 538	11 761	5 424	5 606	..
Centre Est	9 121	4 157	4 614	3 018	..
Maritime	1 923	10 717	1 714	1 359	..
Nord	2 695	6 202	2 575	2 239	..
Total	77 154	80 272	67 216	46 097	..

Sources : DIS, DGSSM, DRS, HPO, PNLP et CHL

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	14 198	9 630	26 713	41 716
Ouest	13 466	12 580	21 053	6 181	..
Sud Est	13 985	8 392	21 093	9 242	..
Centre	3 316	3 973	10 919	9 723	..
Centre Sud	4 233	15 393	6 999	4 348	..
Sud	8 688	6 641	5 215	3 596	..
Est	2 643	3 055	6 753	12 326	..
Centre Est	3 968	1 600	8 861	5 832	..
Maritime	2 965	12 936	6 561	3 155	..
Nord	2 802	6 784	4 696	4 746	..
Total	70 264	80 984	118 863	100 865	..

Sources : DIS, DGSSM, FJE, PNLP et CHL

Tableau IV.1.5.1.9 : Femmes enceintes ayant souffert de paludisme au moins une fois dans l'année

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	25	1 852	701	542
Ouest	180	137	..
Sud Est	1 238	400	..
Centre	413	313	..
Centre Sud	..	1 897	280	113	..
Sud	..	1 280	238	24	..
Est	133	451	..
Centre Est	..	181	220	163	..
Maritime	..	341	25	124	..
Nord	..	3 882	307	258	..
Total	3 735	2 525	..

Sources : DIS, DGSSM et PNL

Tableau IV.1.5.1.10 : Personnes ayant souffert de rhinite, pharyngite et angines (tous âges confondus)

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	12 956	4 077	..	26 770
Ouest	22 453	211	999
Sud Est	3 237	1 224	..	4 218	..
Centre	412	1 230	..	4 022	..
Centre Sud	2 464	2 501	4 141
Sud	432	2 611	2 621	3 247	..
Est	389	543	999
Centre Est	374	40	1 108	1 378	..
Maritime	1 828	9 093	2 482	9 130	..
Nord	974	752	796	830	..
Total	45 519	22 282

Sources : DIS, COSP, DGSSM, HPO et CHL

Tableau IV.1.5.1.11 : Personnes ayant souffert de fièvre sans autre indication (tous âges confondus)

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	8 786	3 216
Ouest	1 378	1 515	123	14 180	..
Sud Est	6 934	..
Centre	2 494	3 993
Centre Sud	5 320
Sud	1 966	1 305	..
Est	3 480
Centre Est	1 412	2 205	..
Maritime	125	3 451	..
Nord	1 309	794	..
Total	62 039	19 791

Sources : DGSSM, DIS et CHL

Tableau IV.1.5.1.12 : Personnes ayant souffert de contusion et/ou de plaie (tous âges confondus)

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	3 666	4 968
Ouest	21 231	805	2	2 372	..
Sud Est	1 972	1 833	..	172	..
Centre	410	1 367	..	90	..
Centre Sud	1 339	2 652	26
Sud	1 905	1 240	0	90	..
Est	1 644	106	2
Centre Est	356	2 084	3	8	..
Maritime	1 798	6 921	38	25	..
Nord	558	893	673	5	..
Total	34 879	22 869

Sources : DIS, DGSSM, HPO, CHL, FJE et DRS

Tableau IV.1.5.1.13: Personnes ayant souffert d'affections buccales et des dents (tous âges confondus)

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	14 045	11 497	4 907	12 788
Ouest	..	205	4 390	2 088	..
Sud Est	..	289	..	3 994	..
Centre	..	159	..	2 706	..
Centre Sud	..	831	3 115
Sud	..	882	873	454	..
Est	..	125	309
Centre Est	..	1 009	929	509	..
Maritime	..	5 098	444	1 954	..
Nord	..	356	615	110	..
Total	20 087	20 451

Sources : DIS, DGSSM, FJE, HPO, CHL et DRS

Tableau IV.1.5.1.14 : Personnes ayant souffert d'infection respiratoire aiguës (tous âges confondus)

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	5 124	6 925	6 100	6 872
Ouest	28 440	9 764	84
Sud Est	5 407	419	..	2 857	..
Centre	190	0	..	288	..
Centre Sud	1 175	1 224	2 028
Sud	596	510	510	1 222	..
Est	1 760	0	2 665
Centre Est	1 129	30	1 436	2 146	..
Maritime	190	19	966	387	..
Nord	258	252	366	45	..
Total	44 269	19 143

Sources : DIS, DGSSM, HPO, CHL et DRS

Tableau IV.1.5.1.15 : Personnes ayant souffert de maladies mal définies (tous âges confondus)

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	16 605	781	11 120	7 180
Ouest	25 504	6952	73
Sud Est	2 793	78	..	2 931	..
Centre	66	0	..	977	..
Centre Sud	418	4386	5 547
Sud	805	255	255	496	..
Est	1 239	524	73
Centre Est	741	146	341	608	..
Maritime	541	1285	4 421	4 193	..
Nord	13	314	718	450	..
Total	48 725	14 721	22 548

Sources : DIS, DGSSM, CHL et DRS

Tableau IV.1.5.1.16 : Nombre de personnes souffrant du SIDA ¹

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	2 272	2 257	254	78
Ouest	33	7	99
Sud Est	125	72	..	224	..
Centre	66	34	..	103	..
Centre Sud	48	14	77
Sud	24	130	10	70	..
Est	11	40	230
Centre Est	89	..	182	94	..
Maritime	40	7	578	92	..
Nord	..	72	27	63	..
Total

1. Ces données ne représentent pas le nombre total des personnes malades du SIDA

Sources : DIS, DGSSM et CHL

Tableau IV.1.5.1.17 : Personnes ayant souffert d'anémie (tous âges confondus)

DRS	2005	2006	2007	2008	2009
	Libreville/Owendo	1 398	1 470	2 682	4 486
Ouest	9 443	2 178	1 276	1 293	..
Sud Est	981	641	..	1 349	..
Centre	208	707	..	1 952	..
Centre Sud	997	1 609	1 608
Sud	1 728	922	925	851	..
Est	910	1 623	1 276
Centre Est	1 225	48	891	855	..
Maritime	133	815	1 880	259	..
Nord	356	803	680	944	..
Total	17 379	10 816

Sources : DIS, DGSSM, FJE et HPO

IV.1.6 : Principales pathologies causes de morbidité					
Tableau IV.1.6.1 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les enfants d'un an en 2005					
Rang	Pathologies	0-11 mois			
		Nombre de cas		%	
1.	Infections respiratoires aiguës	9 543	17,1		
2.	Grippe	7 657	13,7		
3.	Fièvre(sans autre indication)	7 613	13,6		
4.	Rhinites, Rhinopharyngites, Angines	6 487	11,6		
5.	Paludisme probable (GE non faite)	6 110	10,9		
6.	Diarrhée aigue, Gastro-entérite (# D.3)	6 076	10,9		
7.	Anémie (en dehors de la grossesse)	3 370	6,0		
8.	Paludisme confirmé (GE positive)	3 127	5,6		
9.	Eczéma, Pruit, Gale	3 031	5,4		
10.	Tous autres états morbides mal définis	2 881	5,2		
<i>Sous-ensemble</i>	<i>nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>	55 895	74,9		
Ensemble		74 612	100,0		
Source: DIS					

Tableau IV.1.6.2 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les enfants âgés de 1-4 ans en 2005					
Rang	Maladies	1-4 ans			
		Nbre de cas		%	
1	Paludisme probable	18 070	17,7		
2	Fièvre	13 136	12,9		
3	Rhinites, Rhinopharyngites, Angines	12 757	12,5		
4	IRA	12 425	12,2		
5	Grippe	9 164	9,0		
6	Diarrhée aigue, Gastroentérite	8 559	8,4		
7	Paludisme confirmé (GE positive)	7 989	7,8		
8	Furocle, panaris, absès, pyodermite	7 648	7,5		
9	Anémie (en dehors de la grossesse)	6 919	6,8		
10	Otites	5 400	5,3		
<i>Nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>		102 067	68,0		
Ensemble des cas enregistrés		150 151	100,0		
Source : DIS					

Tableau IV.1.6.3 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les enfants âgés de 5-14 ans en 2005

Rang	Pathologies	5-14 ans	
		Nbre de cas	%
1	Fièvre (SAI)	20 975	21,3
2	Paludisme probable	15 648	15,9
3	Furocle, Panaris, absès, pyodermite	14 574	14,8
4	Contusions	9 504	9,6
5	Grippe	8 044	8,2
6	IRA	7 066	7,2
7	Affect, de la bouche et des dents	5 986	6,1
8	Autres helminthiases	5 865	6,0
9	Paludisme confirmé (GE positive)	5 570	5,7
10	Eczéma	5 291	5,4
<i>Nombre de cas déclarés pour les 10 affections</i>		98 523	62,6
Ensemble des cas enregistrés		157 475	100,0

Tableau IV.1.6.4 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les personnes âgées de 15-49 ans en 2005

Rang	Pathologies	15-49 ans	
		Nbre de cas	%
1	Tous autres états morbides mal définis	23 162	15,4
2	Paludisme probable	23 010	15,3
3	Furoncles	17 337	11,6
4	Contusions, plaies (sans fractures)	14 006	9,3
5	Fièvre sans autres indications	13 884	9,3
6	Affection génitale féminine	13 334	8,9
7	Paludisme confirmé (GE positive)	12 671	8,5
8	Grippe	12 107	8,1
9	IRA	10 431	7,0
10	Affection de bouche et des dents	9 983	6,7
<i>Nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>		149 925	49,0
Ensemble des cas enregistrés		305 811	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.6.4 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les personnes âgées de 50 ans et plus en 2005

Rang	Pathologies	50 ans et +	
		Nbre de cas	%
1	Tous autres états morbides mal définis	10 838	22,3
2	Paludisme probable (GE non faite)	6 376	13,1
3	HTA	5 501	11,3
4	Fièvre (sans autres indications)	4 400	9,1
5	Contusions, sans autres indications)	4 091	8,4
6	Affections Oesophago-Gastro-Duodénales	4 075	8,4
7	Grippe	4 002	8,2
8	IRA	3 738	7,7
9	Troubles de la vision	2 869	5,9
10	Eczéma, Pruit, Gale	2 721	5,6
<i>Sous-ensemble de cas pour les 10 affections</i>		48 611	50,2
Ensemble		96 888	100,0

Source : DIS

Tableau IV.1.6.5 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon en 2005

(tous âges confondus)				
Rang	Maladies		Nbre de cas	%
1	Paludisme probable (GE non faite)		69 214	16,0
2	Fièvre (sans autres indications)		60 008	13,9
3	Tous autres états morbides mal définis		48 404	11,2
4	IRA		43 203	10,0
5	Furoncles, Panaris, Absès Pyodermite		43 178	10,0
6	Grippe		40 974	9,5
7	Rhinites, Rhinoph, Angines		35 379	8,2
8	Contusions, Plaies (sans fractures)		32 010	7,4
9	Paludisme confirmé (GE positive)		31 087	7,2
10	Diarrhée aiguë, Gastro-entérite		28 840	6,7
<i>Nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>			432 297	55,1
Ensemble			784 929	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.6.7 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les enfants de moins d'un an en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	5 515	5 508	11 023	26,0
2	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	3 158	3 122	6 280	14,8
3	Grippe	2 600	2 720	5 320	12,5
4	Autres infections respiratoires aiguës	1 971	2 040	4 011	9,5
5	Fièvre (sans autre indication)	1 561	2 424	3 985	9,4
6	Paludisme confirmé (GE positive)	1 757	1 752	3 509	8,3
7	Bronchite aiguë	1 395	1 425	2 820	6,6
8	Rhinites	1 077	1 049	2 126	5,0
9	Anémie (en dehors de la grossesse)	991	925	1 916	4,5
10	Gale	763	698	1 461	3,4
Total		20 788	21 663	42 451	100

Source : COSP

Tableau IV.1.6.7 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les enfants de 1-4 ans en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	11 235	11 440	22 675	30,4
2	Grippe	4 238	4 566	8 804	11,8
3	Paludisme confirmé (GE positive)	4 257	4 277	8 534	11,5
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	4 610	3 144	7 754	10,4
5	Autres infections respiratoires aiguës	3 006	3 107	6 113	8,2
6	Fièvre (sans autre indication)	3 205	2 477	5 682	7,6
7	Bronchite aiguë	2 146	1 994	4 140	5,6
8	Anémie (en dehors de la grossesse)	2 045	2 042	4 087	5,5
9	Helminthiases intestinales	2 101	1 953	4 054	5,4
10	Gale	1 338	1 378	2 716	3,6
Total		38 181	36 378	74 559	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.6.8 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les enfants de 5-14 ans en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	10 551	12 067	22 618	34,3
2	Grippe	4 448	4 444	8 892	13,5
3	Paludisme confirmé (GE positive)	3 025	3 141	6 166	9,4
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	2 428	2 625	5 053	7,7
5	Fièvre (sans autre indication)	2 451	2 425	4 876	7,4
6	helminthiases intestinales	2 424	2 227	4 651	7,1
7	Plaies	2 509	1 914	4 423	6,7
8	Autres infections respiratoires aiguës	1 765	1 858	3 623	5,5
9	Tous autres états morbides mal définis	1 579	1 466	3 045	4,6
10	Bronchite aiguë	1 301	1 255	2 556	3,9
Total		32 481	33 422	65 903	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.6.9 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les personnes de 15-49 ans en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	13 944	15 912	29 856	35,31
2	Grippe	4 584	4 983	9 567	11,31
3	Paludisme confirmé (GE positive)	3 316	4 802	8 118	9,6
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	2 626	3 186	5 812	6,87
5	Tous autres Etats morbides mal définis	2 426	3 202	5 628	6,66
6	Fièvre (sans autre indication)	2 476	3 142	5 618	6,64
7	Plaies	3 291	2 214	5 505	6,51
8	Rhumatisme articulaire aiguë	2 518	2 506	5 024	5,94
9	Gastrite aiguë	1 932	3 016	4 948	5,85
10	Autres complications	608	3 878	4 486	5,3
Total		37 721	46 841	84 562	100

Source : COSP

Tableau IV.1.6.10 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon chez les personnes de 50ans et plus en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	4 147	4 910	9 057	24,87
2	Rhumatisme articulaire aigu	2 613	2 571	5 184	14,24
3	Hypertension artérielle	1 922	2 868	4 790	13,15
4	Grippe	1 706	1 825	3 531	9,7
5	Gastrite aiguë	1 234	1 605	2 839	7,8
6	Tous autres Etats morbides mal définis	1 138	1 369	2 507	6,88
7	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	1 141	1 160	2 301	6,32
8	Paludisme confirmé (GE positive)	854	1 298	2 152	5,91
9	Fièvre (sans autre indication)	1 206	885	2 091	5,74
10	Lombalgies	853	1 111	1 964	5,39
Total		16 814	19 602	36 416	100

Source : COSP

Tableau IV.1.6.11 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon en 2006 (tous âges confondus)

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	45 392	49 837	95 229	33,6
2	Grippe	17 576	18 538	36 114	12,8
3	Paludisme confirmé (GE positive)	13 209	15 270	28 479	10,1
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	13 963	13 237	27 200	9,6
5	Fièvre (sans autre indication)	10 899	11 353	22 252	7,9
6	Autres infections respiratoires aiguës	8 594	9 123	17 717	6,3
7	Helminthiases intestinales	7 946	7 758	15 704	5,5
8	Tous autres Etats morbides mal définis	6 725	7 776	14 501	5,1
9	Plaies	6 302	5 776	12 078	4,8
10	Bronchite aiguë	138	6 238	6 376	4,4
Total		130 744	144 906	275 650	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.6.12 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon en 2007 (tous âges confondus)

Rang	Maladies	Nombre de cas			%
		Hommes	Femmes	Total	
1	Paludisme probable	36 661	38 713	75 374	29,0
2	Grippe	14 046	14 332	28 378	10,9
3	Hypoglycémie	14 188	13 413	27 601	10,6
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	12 060	11 518	23 578	9,1
5	Tous autres états morbides mal définis	10 806	11 742	22 548	8,7
6	Paludisme confirmé	10 498	11 663	22 161	8,5
7	Fièvre (sans autre indication)	9 450	9 714	19 164	7,4
8	Helminthiases intestinales	7 507	7 616	15 123	5,8
9	Autres maladies infectieuses et intestinales	6 659	6 513	13 172	5,1
10	Gâle	3 149	9 773	12 922	5,0
Ensemble		125 024	134 997	260 021	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.6.13 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon en 2008 (tous âges confondus)

Rang	Maladies	Nombre de cas			%
		Hommes	Femmes	Total	
1	Paludisme probable (GE non faite)	30 083	36 965	67 048	31,2
2	Grippe	12 971	14 210	27 181	12,6
3	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	11 154	11 371	22 525	10,5
4	Paludisme confirmé	9 048	10 275	19 323	9,0
5	Rhinopharyngite	7 265	7 207	14 472	6,7
6	Fièvre (sans autre indication)	6 541	6 934	13 475	6,3
7	Céphalés	6 232	7 212	13 444	6,3
8	Plaies	7 009	5 809	12 818	6,0
9	Tous autres états morbides mal définis	5 690	6 760	12 450	5,8
10	Helminthiases intestinales	5901	6406	12307	5,7
Ensemble		101 894	113 149	215 043	100,0

Source: DIS

IV.1.7 : Les décès enregistrés

Tableau IV.1.7.1 : Décès enregistrés par sexe dans les Directions régionales de santé (tous âges confondus)

DRS/Sexe	2005			2006		
	H	F	T	H	F	T
Libreville/Owendo	2 897	3 291	6 188
Ouest	518	171	689
Sud Est	52	93	145
Centre	0	4	4
Centre Sud	13	10	23
Sud	9	8	17
Est	21	18	39	18	13	..
Centre Est	7	3	10	132	71	..
Maritime	2	5	7	8	9	..
Nord	6	7	13
Total

2007 et 2008 non disponibles

Sources : FJE, HPO, COSP, DIS et DGSSM

Tableau IV.1.7.3 : Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité chez les enfants de moins d'un an au Gabon en 2005

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Paludisme probable(GE non faite)	365	58,9
2	Anémie(en dehors de la grossesse)	51	8,2
3	Infections respiratoires aiguës	34	5,5
4	Diarrhée aiguë, Gastro-entérite	27	4,4
5	Paludisme Confirmé (GE positive)	17	2,7
6	Autres maux de l'appareil respiratoire	13	2,1
7	Kwashorkor	10	1,6
8	Reougeole	11	1,8
9	Fièvre (sans autre indication)	8	1,3
10	Grippe	8	1,3
<i>Sous-ensemble</i>	<i>Nombre des décès déclarés pour 10 affections</i>	544	87,7
Nombre total des décès enregistrés		620	100,0

Source : DIS

Tableau IV.1.7.4: Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les enfants de 1 à 4 ans en 2005

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Anémie(en dehors de la grossesse)	88	23,6
2	Autres maux de l'appareil respiratoire	43	11,5
3	Drépanocytose	22	5,9
4	Paludisme Confirmé (GE positive)	21	5,6
5	Diarrhée aiguë, Gastro-entérite (# D.3)	19	5,1
6	Convulsions (sans autres indications)	17	4,6
7	Affections respiratoires chroniques	16	4,3
8	Paludisme probable(GE non faite)	14	3,8
9	Diarrhées chroniques (>15 jours)	11	2,9
10	Mycoses cutanées,Teigne (# C.3)	10	2,7
<i>Nombre des décès déclarés pour 10 affections</i>		261	70,0
Nombre total des décès enregistrés		373	100,0

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.5: Les dix principales pathologies déclarées cause de mortalité au Gabon chez les personnes de 5 à 14 ans en 2005

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Autres affections cardio-vasculaires	149	26,8
2	Hypertension artérielle	114	20,5
3	Tous autres états morbides mal définis	21	3,8
4	Autres affections périnatales	20	3,6
5	Anémie(en dehors de la grossesse)	17	3,1
6	Conjonctivites	16	2,9
7	Diarrhée aigue, Gastro-entérite (# D.3)	15	2,7
8	Drépanocytose	13	2,3
9	Appendicite	12	2,2
10	Varicelle	12	2,2
Nombre des décès déclarés pour 10 affections		389	70,1
Nombre total des décès enregistrés		555	100,0

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.6 : Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les personnes âgées de 15 à 49 ans en 2005

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Tous autres états morbides mal définis	54	6,7
2	Affections génitales chez la femme	53	6,6
3	Affections oesophago-Gastro-Duodénales	51	6,4
4	Appendicite	43	5,4
5	Autres affections digestives	43	5,4
6	Autres affections cardio-vasculaires	34	4,2
7	Sida déclaré	28	3,5
8	Autres complications	28	3,5
9	Affections de la bouche et des dents	27	3,4
10	Hypertension artérielle	26	3,2
Nombre des décès déclarés pour 10 affections		387	48,3
Nombre total des décès enregistrés		801	100,0

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.7 : Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les personnes de 50 et plus en 2005

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Tous autres états morbides mal définis	32	10,8
2	Hypertension artérielle	29	9,8
3	Autres affections cardio-vasculaires	29	9,8
4	Infection respiratoire aigue	25	8,4
5	Diabète	18	6,1
6	Anémie(en dehors de la grossesse)	14	4,7
7	Affections respiratoires chronique	13	4,4
8	Autres affections digestives	12	4,1
9	Paludisme Confirmé (GE positive)	7	2,4
10	Brûlures	7	2,4
Sous-ensemble Nombre des décès déclarés pour 10 affections		186	62,8
Nombre total des décès enregistrés		296	100,0

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.8 : Les dix principales pathologies causes de mortalité en 2005
(tous âges confondus)

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Diarrhée aigue, Gastro-entérite	71	19,7
2	Affections génitales chez la femme	54	15,0
3	Affections respiratoires chroniques	52	14,4
4	Contusions, plaies (sans fracture)	42	11,6
5	Fièvre (sans autre indication)	36	10,0
6	Sida déclaré	29	8,0
7	Morsures et piqûres vénimeuses	24	6,7
8	Tous traumatismes, in toxications	23	6,4
9	Rougeole	19	5,3
10	Autres helminthiases intestinales	11	3,1
Nombre des décès déclarés pour 10 affections		361	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.7.9 : Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon
chez les enfants de moins d'un an en 2006

Rang	Pathologies	M	F	T	%
1	Fièvre (sans autre indication)	36	78	114	60,3
2	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	11	7	18	9,5
3	Anémie (en dehors de la grossesse)	8	6	14	7,4
4	Paludisme confirmé (GE positive)	6	5	11	5,8
5	Autres infections respiratoires aiguës	2	6	8	4,2
6	Infections néonatales	3	3	6	3,2
7	Autres mal. de l'appareil respiratoire	1	4	5	2,6
8	Tous autres Etats morbides mal définis	3	2	5	2,6
9	Rougeole	3	1	4	2,1
10	Pneumonies	2	2	4	2,1
Total		75	114	189	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.7.10 : Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon
chez les enfants de 1-4 ans en 2006

Rang	Pathologies	M	F	T	%
1	Fièvre (sans autre indication)	19	18	37	24,3
2	Anémie (en dehors de la grossesse)	10	12	22	14,5
3	Convulsions (sans autre indication)	20	2	22	14,5
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	10	7	17	11,2
5	Paludisme confirmé (GE positive)	8	6	14	9,2
6	Rougeole	9	3	12	7,9
7	Paludisme probable (GE non faite)	7	4	11	7,2
8	Tous autres Etats morbides mal définis	8	1	9	5,9
9	Brûlures	2	2	4	2,6
10	Autres infections respiratoires aiguës	2	2	4	2,6
Total		95	57	152	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.7.11: Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les personnes de 5-14 ans en 2006

Rang	Pathologies	M	F	T	%
1	Fièvre (sans autre indication)	16	10	26	24,1
2	Convulsions (sans autre indication)	16	1	17	15,7
3	Rhinites	5	7	12	11,1
4	Autres mal. de l'appareil respiratoire	6	3	9	8,3
5	Paludisme probable (GE non faite)	5	4	9	8,3
6	Leucémie aigue lymphoblastique	6	2	8	7,4
7	Drépanocytose	4	3	7	6,5
8	Anémie (en dehors de la grossesse)	5	2	7	6,5
9	Paludisme confirmé (GE positive)	1	6	7	6,5
10	Autres infections respiratoires aiguës	3	3	6	5,6
	Total	67	41	108	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.7.12: Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les personnes de 15-49 ans en 2006

Rang	Pathologies	M	F	T	%
1	SIDA déclaré	42	57	99	31,9%
2	Fièvre (sans autre indication)	19	17	36	11,6%
3	Autres affections cardio-vasculaires	16	19	35	11,3%
4	Hypertension artérielle	19	11	30	9,7%
5	Tous autres états morbides mal définis	14	9	23	7,4%
6	Convulsions (sans autre indication)	19	2	21	6,8%
7	Syphilis toutes formes	11	9	20	6,5%
8	Paludisme confirmé (GE positive)	10	6	16	5,2%
9	Tous autres traumatismes ou intoxications	9	7	16	5,2%
10	Annexite	7	7	14	4,5%
	Total	166	144	310	100,0%

Source : COSP

Tableau IV.1.7.13: Les dix principales pathologies déclarées causes de mortalité au Gabon chez les personnes de 50 ans et plus en 2006

Rang	Pathologies	M	F	T	%
1	Hypertension artérielle	24	20	44	17,2%
2	Autres affections cardio-vasculaires	20	22	42	16,4%
3	Fièvre (sans autre indication)	17	16	33	12,9%
4	SIDA déclaré	12	12	24	9,4%
5	Insuffisance cardiaque	11	11	22	8,6%
6	Tous autres états morbides mal définis	12	8	20	7,8%
7	Autres affections du système nerveux et des sens	6	10	16	6,3%
8	Diabète	11	4	15	5,9%
9	Annexite	7	7	14	5,5%
10	Abcès cérébraux	5	8	13	5,1%
11	Rougeole	7	6	13	5,1%
	Total	132	124	256	100,0%

Source : COSP

Tableau : IV.1.7.14 : Les dix principales pathologies causes de mortalité au Gabon en 2006
(tous âges confondus)

Rang	Pathologies	Décès			%
		M	F	T	
1	Fièvre (sans autre indication)	107	139	246	30,2
2	Sida déclaré	57	73	130	16
3	Autres affections cardio-vasculaires	40	44	84	10,3
4	Hypertension artérielle	43	31	74	9,1
5	Convulsions (sans autre indication)	55	9	64	7,9
6	Anémie (en dehors de la grossesse)	32	28	60	7,4
7	Tous états morbides mal définis	38	21	59	6,8
8	Paludisme confirmé (GE positive)	28	27	55	6,4
9	Diarrhée aigue, Gastro-entérite	30	18	48	5,6
10	Rougeole	28	15	43	5,0
Nombre des mortalité au Gabon déclarés pour 10 affections		458	405	863	100

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.15 : Les dix principales pathologies causes de mortalité au Gabon en 2007
(tous âges confondus)

Rang	Pathologies	Décès			%
		M	F	Total	
1	Tuberculose toutes formes	22	10	32	32,0
2	Paludisme Confirmé (GE positive)	3	8	11	11,0
3	Anémie(en dehors de la grossesse)	6	5	11	11,0
4	Broncho-pneumonies	9	2	11	11,0
5	Hypertension artérielle	3	6	9	9,0
6	Plaies	2	5	7	7,0
7	Cirrhose du foie	6	1	7	7,0
8	Toxoplasmose cérébrale	2	3	5	5,0
9	Méningite infectieuse	4	1	5	5,0
10	Hépatite	2	0	2	2,0
Nombre des mortalité au Gabon déclarés pour 10 affections		59	41	100	100,0

Source: DIS

Tableau : IV.1.7.16 : Les dix principales pathologies causes de mortalité au Gabon en 2008
(tous âges confondus)

Rang	Pathologies	Décès			%
		M	F	T	
1	Infections néonatales	4	8	12	13,3
2	Paludisme Confirmé (GE positive)	3	8	11	12,2
3	Anémie (en dehors de la grossesse)	6	5	11	12,2
4	Broncho-pneumonies	9	2	11	12,2
5	Diabète	7	3	10	11,1
6	Hypertension artérielle	3	6	9	10
7	Plaies	2	5	7	7,8
8	Cirrhose du foie	6	1	7	7,8
9	Toxoplasmose cérébrale	2	3	5	5,6
10	Méningite infectieuse	4	1	5	5,6
Nombre des mortalité au Gabon déclarés pour 10 affections		46	42	88	100

Source: DIS

IV.1.8 : Quelques indicateurs de performance

Tableau IV.1.8.1 : Population par médecin par DRS

DRS	2008	2009
	Libreville/Owendo	2 059
Ouest	2 005	..
Sud Est	6 923	..
Centre	10 165	..
Centre Sud	10 142	..
Sud	3 593	..
Est	9 166	..
Centre Est	4 964	..
Maritime	5 363	..
Nord	11 215	..
Ensemble Gabon	3 574	..

Source : DGPIE

Tableau IV.1.8.2: Population par hôpital par DRS

DRS	2008	2009
	Libreville/Owendo	16 408
Ouest	6 014	..
Sud Est	16 319	..
Centre	20 330	..
Centre Sud	11 268	..
Sud	8 383	..
Est	16 041	..
Centre Est	16 134	..
Maritime	32 194	..
Nord	81 703	..
Ensemble Gabon	15 330	..

Source : DGPIE

Tableau IV.1.8.3: Population par case de santé (urbaine ou rurale) par DRS

DRS	2008	2009
	Libreville/Owendo	6 482
Ouest	3 007	..
Sud Est	2 567	..
Centre	2 033	..
Centre Sud	1 127	..
Sud	1 290	..
Est	1 309	..
Centre Est	860	..
Maritime	2 259	..
Nord	9 544	..
Ensemble Gabon	2 594	..

Source : DGPIE

Chapitre IV.2 Education, formation professionnelle et technique

1. Présentation

Le système éducatif gabonais se compose de trois secteurs : le public, le privé et le conventionnel.

En 2009, deux administrations ont géré le système éducatif : Le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MENESRSI) qui coordonne les enseignements pré-primaire, primaire, secondaire général dans les secteurs public, privé et assure la recherche Scientifique et technologique des différents centres de recherches relevant de sa tutelle ; le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Insertion des Jeunes (METFPIJ) qui s'occupe de l'enseignement professionnel et technique.

A côté des universités et grandes écoles de formation affiliées au Ministère de l'Enseignement Supérieur, il existe des instituts et écoles de formation professionnelle post-universitaires publiques et privés, notamment : ENA, ENEF, IEF, ENM, EPCA, ENASS, ENAM.... Ces instituts et grandes écoles préparent aux carrières professionnelles diplômantes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la finance, de l'environnement et de la technologie. L'entrée dans ces écoles se fait par voie de concours. Les diplômes délivrés s'obtiennent pour la plupart en trois et quatre ans de scolarité selon le niveau de formation sollicité.

2. Sources et méthodologie

D'une manière générale, les données de ce chapitre ont été obtenues soit à partir de questionnaires adressés par la DGS aux différentes administrations, soit par l'exploitation de documents administratifs.

Les statistiques relatives à l'exécution du budget d'investissement de l'Etat sont tirées de la base de données constituée par le Commissariat Général au Plan et au Développement pour les années antérieures à 2009. Il s'agit des montants réellement ordonnancés et qui ont été payés par le Trésor public.

La confection des statistiques de l'éducation est du ressort des départements ministériels en charge des différents ordres d'enseignement. Les données de l'enseignement préscolaire sont issues du ministère chargé des Affaires sociales (qui coordonnait jusqu'à une période très récente l'enseignement préscolaire) alors que les statistiques scolaires et universitaires proviennent respectivement du Ministère de l'Education Nationale (MEN) et du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique (MESRSIT).

Les statistiques scolaires et universitaires courantes sont présentées par année scolaire alors que les données concernant les dépenses publiques sont exprimées par année civile.

De manière générale, les administrations chargées de l'éducation n'ont pas toujours répondu aux questionnaires dans la collecte des données pour cet Annuaire 2009. Quelques statistiques de l'année 2008 présentes dans ce chapitre proviennent du bulletin statistique de l'éducation dans l'enseignement primaire en 2008.

3. Publications de référence

- Ministère de l'éducation nationale et de l'Instruction Civique - Délégation Académique du Haut Ogooué - *Annuaire provincial des statistiques scolaires, année 2006-2007*.
- Ministère de l'éducation nationale et de l'Instruction Civique - Délégation Académique de la Ngounié - *Annuaire provincial des statistiques scolaires, année 2007-2008*.
- Ministère de l'éducation nationale et de l'Instruction Civique - Délégation Académique de la Ngounié - *Annuaire provincial des statistiques scolaires, année 2008-2009*.
- Ministère de l'éducation nationale et de l'Instruction Civique ; Ministère du Développement, de la Performance Publique, de la Prospective et de la Statistique - DPPI et DGSEE - Projet IMIS Gabon : Principaux indicateurs dans l'enseignement primaire au Gabon en 2008.
- Ministère de l'éducation nationale et de l'Instruction Civique ; Ministère du Développement, de la Performance Publique, de la Prospective et de la Statistique - DPPI et DGSEE - Projet IMIS Gabon : Bulletin de l'analyse statistique de l'enseignement primaire au Gabon en 2008.

4. Principales définitions

- **Etablissement social**

C'est un établissement d'enseignement préscolaire sous tutelle d'une municipalité ou de la Direction Générale des Affaires Sociales.

- **Etablissement universitaire**

C'est une unité de formation et de recherche comprenant plusieurs filières relevant de l'enseignement supérieur. Au Gabon, on en compte sept, dont trois structures relevant du secteur public et quatre autres établissements privés :

- ✓ l'Université Omar Bongo ;
- ✓ l'Université des Sciences de la Santé ;
- ✓ l'Université des sciences et techniques de Masuku ;
- ✓ l'Université Polytechnique de Kougoueu ;
- ✓ les Hautes Etudes Canadiennes Internationales ;
- ✓ l'Université Africaine des Sciences ;
- ✓ l'Académie Franco-Américaine de Management.

- **Institut de Recherche**

Un institut de Recherche est un établissement public dépendant du Ministère de la recherche. Il participe à des recherches scientifiques et techniques dans les domaines des sciences humaines, de la santé, de la nature et de la technologie. Il concourt à la diffusion

des savoirs dans ces domaines par des publications. Au Gabon, certains instituts de recherche sont régis par le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST) ; il s'agit de :

- ✓ IRAF (Institut de Recherche en Agronomie) ;
- ✓ IRT (Institut de Recherches Technologiques) ;
- ✓ IPHAMETRA (Institut de Pharmacopée et de Médecine traditionnelle) ;
- ✓ IRSH (Institut de Recherche en Sciences humaines) ;
- ✓ IRET (Institut de Recherche en Ecologie Tropicale).
- ✓ Le Centre International de Recherche Médicale de Franceville (CIRMF) a un fonctionnement autonome.

- **Enseignement normal**

C'est un enseignement spécialisé destiné à la formation des instituteurs. Actuellement, on recense trois établissements publics et deux autres du privé, notamment :

- ✓ l'Ecole Normale des Instituteurs de Libreville ;
- ✓ l'Ecole Normale des Instituteurs/Catholique ;
- ✓ l'Ecole Normale des Instituteurs/Protestant ;
- ✓ l'Ecole Normale des Instituteurs de Franceville.
- ✓ l'Ecole Normale des Instituteurs de Mouila.

- **Ecoles de santé**

Une école de santé est un établissement d'utilité publique qui transmet aux apprenants des enseignements et des expériences dans le domaine de la santé. Le Gabon dispose de quatre structures publiques qui forment le personnel de santé dans les catégories inférieures et moyenne, Il s'agit notamment de :

- ✓ l'Ecole Nationale d'Actions Sanitaire et Sociale de Libreville;
- ✓ l'Ecole Interprovinciale de Santé de Franceville ;
- ✓ l'Ecole Interprovinciale de Santé de Mouila ;
- ✓ l'Ecole Interprovinciale de Santé de Makokou.

- **Diplômes du premier cycle :**

- ✓ BEPC : Brevet d'études du premier cycle ;
- ✓ CAP/I : Certificat d'aptitude professionnelle industriel (menuiserie pour bâtiment, électromécanique, construction de bâtiment, ouvrages métalliques, mécanique auto, installation sanitaire, fabrication mécanique) ;
- ✓ CAP/C : Certificat d'aptitude professionnelle commercial (aide comptable, sténo-dactylo) ;
- ✓ BET/I : Brevet d'études techniques industrielles (menuiserie - ébénisterie, construction métallique et électrotechnique, construction de bâtiment, mécanique auto, fabrication mécanique) ;
- ✓ BET/C : Brevet d'études techniques commerciales (secrétariat, comptabilité) ;

- ✓ BT : Brevet technique (froid - climatisation, moteurs industriels diesels maritimes, mécanique d'entretien) ;
- ✓ BP : Brevet professionnel (banque, comptabilité).
- **Séries du baccalauréat :**
 - ✓ A Philosophie, lettres, langues et mathématiques ;
 - ✓ B Sciences économiques et sociales ;
 - ✓ C Mathématiques et sciences physiques ;
 - ✓ D Mathématiques et sciences de la nature ;
 - ✓ E Mathématiques et techniques ;
 - ✓ F1 Construction mécanique ;
 - ✓ F2 Electronique ;
 - ✓ F3 Electrotechnique ;
 - ✓ F4 Génie civil ;
 - ✓ G1 Techniques administratives ;
 - ✓ G2 Techniques quantitatives ;
 - ✓ G3 Techniques commerciales ;
 - ✓ H Génie mécanique ;
 - ✓ MI Mécanique industrielle.

IV.2.1 : Données d'ensemble						
Tableau IV.2.1.1 : Nombre d'établissements						
	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	
Enseignement préprimaire ¹	44	45	45	232	..	
Enseignement primaire	1 563	
Enseignement secondaire	107	..	
Enseignement universitaire	4	4	5	5	..	
1. Les données avant 2007-2008 sont celles des établissements du Ministère des Affaires sociales.						
Sources : MEN et MESRIT						

Tableau IV.2.1.2 : Nombre de salles de classe						
	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	
Enseignement préprimaire	363	
Enseignement primaire	8 356	
Enseignement secondaire	1 993	
Sources : MEN et MESRIT						

Tableau IV.2.1.3 : Nombre de salles de sections						
	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2008/09	
Enseignement préprimaire ¹	
Enseignement primaire	10 493	
Enseignement secondaire	
Sources : MEN et MESRIT						

Tableau IV.2.1.4 : Population scolarisée						
	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	
Enseignement préprimaire ¹	3 827	3 925	3 811	14 032	..	
Enseignement primaire ³	281 504	233 872	..	527 857	..	
Filles	139 251	115 628	..	253 371	..	
Garçons	142 253	118 244	..	274 486	..	
Enseignement secondaire	
1er cycle	
Filles	
Garçons	
2ème cycle	
Filles	
Garçons	
Enseignement universitaire ²	8 644	
Filles	
Garçons	
Total	
1. Les données avant 2007-2008 sont celles des établissements du Ministère des Affaires sociales.						
2. Données de l'USTM non comprises						
3. Les données de l'année 2008-2009 sont des estimations						
Sources : MEN et MESRIT						

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Enseignement primaire	5 576	5 668	..	7 229	..
Hommes	2 984	3 138	..	4 135	..
Femmes	2 592	2 530	..	3 094	..
Enseignement secondaire	2 958	..
Hommes
Femmes
Enseignement universitaire
Hommes
Femmes
Total

1. Les données du primaires sont évaluées à 60% en 2008.

Sources : MEN et MESRIT

	En %	
	2008/09	2009/10
Taux brut d'admission	88,7	..
Taux net de scolarisation	96,0	..
Taux de promotion	58,9	..
Taux de redoublement	38,1	..
Taux d'abandon	3,0	..
Rapport élèves-maîtres	48	..
Rapport élèves-classe	48	..
Rapport élèves-école	273	..

Source : DGS

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Montant des dépenses	Mio FCFA	9 435	8 799	14 444
Enseignement primaire	Mio FCFA	1 972	1 081	1 727
Enseignement secondaire	Mio FCFA	3 205	2 882	7 992
Enseignement universitaire	Mio FCFA	4 258	4 836	4 725
Part des dépenses dans le budget général d'investissement						
Enseignement primaire	%	1,3	1,1	1,5
Enseignement secondaire	%	2,4	2,9	7,1
Enseignement universitaire	%	3,0	4,8	4,2
Part des dépenses dans le PIB						
Enseignement primaire	%	1,4	1,2	1,2
Enseignement secondaire	%	2,0	3,1	6,8
Enseignement universitaire	%	2,9	5,2	3,9

1. Il s'agit des montants décaissés par le trésor public.

Sources : CGPD et DGS

IV.2.2 : Enseignement primaire								
Tableau IV.2.2.1 : Nombre d'écoles primaires ¹								
				2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Enseignement public								
Estuaire			
Haut-Ogooué			
Moyen Ogooué				45
Ngounié				175	175	175
Nyanga				63
Ogooué-Ivindo				115	115
Ogooué-Lolo				67
Ogooué-Maritime				41	45	43
Woleu-Ntem				110
Enseignement privé								
Estuaire				186
Haut-Ogooué				43
Moyen Ogooué				39
Ngounié				124	118
Nyanga				17
Ogooué-Ivindo				..	41	40
Ogooué-Lolo				28
Ogooué-Maritime				77	76	80
Woleu-Ntem				132
Ensemble				1 939	

1. La série est corrigée. Les données de 2008 ont été collectées fournies par les IDA.

Sources : IDA Ogooué-Ivindo et IDA Ngounié)

Tableau IV.2.2.2 : Nombre de classes dans les écoles primaires								
				2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Enseignement public								
Estuaire				3 777	..
Haut-Ogooué				..	180	150
Moyen Ogooué				211
Ngounié				131
Nyanga				69
Ogooué-Ivindo				380	251	243
Ogooué-Lolo				80
Ogooué-Maritime				152
Woleu-Ntem				125
Enseignement privé								
Estuaire				312
Haut-Ogooué				..	96	54
Moyen Ogooué				91
Ngounié				50
Nyanga				13
Ogooué-Ivindo				..	142	131
Ogooué-Lolo				41
Ogooué-Maritime				52
Woleu-Ntem			
Ensemble				11 024	

Source : IDA Ogooué-Ivindo

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Enseignement public					
Estuaire	3 412	..
Haut-Ogooué	320	593	472	714	..
Moyen Ogooué	149	310	..
Ngounié	522	645	390	469	..
Nyanga	214	233	..
Ogooué-Ivindo	673	791	179	289	..
Ogooué-Lolo	258	256	..
Ogooué-Maritime	315	305	334	751	..
Woleu-Ntem	628	795	..
Enseignement privé					
Estuaire	484
Haut-Ogooué	113	259	216
Moyen Ogooué	77	131	..
Ngounié	753	659	161
Nyanga	81
Ogooué-Ivindo	..	136	141	159	..
Ogooué-Lolo	139
Ogooué-Maritime	487	406	396	422	..
Woleu-Ntem	473
Total

Sources : DGS, IDA Ogooué-Ivindo, IDA Ngounié et Service statistique Haut-Ogooué

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2008/10
Enseignement public
Estuaire	57	..
Haut-Ogooué	42	..
Moyen Ogooué	52	..
Ngounié	27	27	..	39	..
Nyanga	32	..
Ogooué-Ivindo	46	..
Ogooué-Lolo	40	..
Ogooué-Maritime	73	..
Woleu-Ntem	26	..
Enseignement privé					
Estuaire
Haut-Ogooué
Moyen Ogooué
Ngounié	39	39
Nyanga
Ogooué-Ivindo
Ogooué-Lolo
Ogooué-Maritime
Woleu-Ntem

1. Les données de 2008-2009 comprennent également l'enseignement privé.

Sources : DGS et IDA Ngounié

IV.2.3 : Résultat aux examens								
Tableau IV.2.3.1 : CEP, Concours d'entrée en 6ème et BEPC								
				2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
CEP								
Candidats						..	19 289	..
Admis						..	14 949	..
Taux de réussite						..	77,5	..
Concours d'entrée en 6ème								
Candidats				19 586	..
Admis				13 518	..
Taux de réussite en %				69,0	..
Candidats au BEPC								
Admis						..	4 425	..
Taux de réussite en %						..	17,0	..
Source : MEN								

IV.2.4 : Enseignement secondaire								
Tableau IV.2.4.1 : Répartition des collèges et lycées par province								
				2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Enseignement public								
Estuaire				19
Haut-Ogooué				..	75	12
Moyen-Ogooué				4
Ngounié				17	17	8
Nyanga				5
Ogooué-Ivindo				6	6	4
Ogooué-Lolo				..	8	4
Ogooué-Maritime				6
Woleu-Ntem				6
Enseignement privé								
Estuaire				12
Haut-Ogooué				..	33	4
Moyen-Ogooué				2
Ngounié				24	22	4
Nyanga				1
Ogooué-Ivindo				2
Ogooué-Lolo				4
Ogooué-Maritime				2
Woleu-Ntem				7
Ensemble								
			
Source : IDA des provinces et Service statistique du Ministère de l'Education nationale								

Tableau IV.2.4.2: Nombre de salles de classe des collèges et lycées								
				2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Enseignement public			
Estuaire						..	519	..
Haut-Ogooué				150	..
Moyen-Ogooué				52	..
Ngounié				131	..
Nyanga				69	..
Ogooué-Ivindo				71	72
Ogooué-Lolo				80	..
Ogooué-Maritime				152	..
Woleu-Ntem				125	..
Enseignement privé			
Estuaire				312	..
Haut-Ogooué				54	..
Moyen-Ogooué				34	..
Ngounié				50	..
Nyanga				13	..
Ogooué-Ivindo				18	..
Ogooué-Lolo				41	..
Ogooué-Maritime				52	..
Woleu-Ntem				96	..
Ensemble			

Source : IDA Ogooué-Ivindo, IDA Ngounié et Service statistique Haut-Ogooué,

Tableau IV.2.5 : Enseignement normal								
Tableau IV.2.5.1 : Enseignement normal : nombre d'écoles								
				2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2008/10
Nombre d'écoles				5	5	5	5	..
Enseignement normal public				3	3	3	3	..
Enseignement normal confessionnel				2	2	2	2	..
Répartition des élèves par niveau d'études			
1ère année			
2ème année			
Nombre d'élèves				624	564	621
Masculin				321	283	297
Féminin				321	281	324
Part des filles dans l'effectif total (%)				50	49,8	52,2
Nombre d'enseignants			
Masculin			
Féminin			
1. Non compris ENI de Franceville et de Mouila								
Sources : ENIC, ENIP, ENIL								

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Ecole Normale des Instituteurs/Libreville	421	359	424
Garçons	212	184	207
Filles	209	175	217
Part des filles dans l'effectif total en %	49,6	48,7	51,2
Ecole Normale des Instituteurs/catholiques	120	126	130
Garçons	69	57	60
Filles	51	69	70
Part des filles dans l'effectif total en %	42,5	54,8	53,8
Ecole Normale des Instituteurs/Protestants	76	79	67
Garçons	40	42	30
Filles	36	37	37
Part des filles dans l'effectif total en %	47,4	46,8	55,2
1. Non compris ENI de Franceville et de Mouila					
Sources : ENIC, ENIP, ENIL					

IV.2.6 : Enseignement technique et professionnel

Tableau IV.2.6.1 : Nombre d'établissements d'enseignement technique et professionnel

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Enseignement public	11	11	11	11	..
Estuaire	3	3	3	3	..
Haut-Ogooué	2	2	2	2	..
Moyen Ogooué	-	-	-	-	..
Ngounié	2	2	2	2	..
Nyanga	1	1	1	1	..
Ogooué-Ivindo	-	-	-	-	..
Ogooué-Lolo	-	-	-	-	..
Ogooué-Maritime	2	2	2	2	..
Woleu-Ntem	1	1	1	1	..
Enseignement privé
Estuaire
Haut-Ogooué
Moyen Ogooué
Ngounié
Nyanga
Ogooué-Ivindo
Ogooué-Lolo
Ogooué-Maritime
Woleu-Ntem
Total

Tableau IV.2.6.2 : Répartition des élèves des établissements professionnels et techniques

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
LTNOBO ¹					
1ère Année
2ème Année
3ème Année
4ème Année
Total
Garçons
Filles
LPI Libreville ²					
1ère Année	214	157	119
2ème Année	173	147	133
3ème Année	157	142	122
4ème Année	157	142	122
Total	701	588	496
Garçons
Filles
LPC Libreville ³					
1ère Année	177	194	157
2ème Année	115	84	85
3ème Année	153	99	51
4ème Année	63	117	110
Total	508	494	403
Garçons
Filles
LPI Fougamou ⁴					
1ère Année	76	0	64
2ème Année	13	0	39
3ème Année	31	0	20
4ème Année	0	0	8
Total	120	0	131
Garçons
Filles
LPCNM de Mouila ⁵					
1ère Année	75	68	61
2ème Année	30	32	59
3ème Année	45	30	33
4ème Année	61	42	48
Total	211	172	201
Garçons
Filles
1. LTNOBO (Lycée technique national Omar BONBO ONDIMBA)					
2. LPI de Libreville (Lycée					
3. LPI de Fougamou					
4. LPC de Libreville					
5. LPCNM de Mouila					
Source : METP					

Tableau IV.2.6.2 : Répartition des élèves des établissements professionnels et techniques (suite et fin)							
			2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
LPIAB de Tchibanga ⁶							
1ère Année			125	106	72
2ème Année			44	56	43
3ème Année			34	24	34
4ème Année			29	38	27
Total			232	224	176
Garçons		
Filles		
LPIBO d'Oyem ⁷							
1ère Année			110	264	169
2ème Année			67	75	68
3ème Année			46	48	44
4ème Année			76	74	63
Total			299	461	344
Garçons		
Filles		
LPCAO de Franceville ⁸							
1ère Année			..	64
2ème Année			..	70
3ème Année			..	30
4ème Année			..	40
Total			531	204	520
Garçons		
Filles		
Ensemble¹			..	2 143
1ère Année			..	853
2ème Année			..	464
3ème Année			..	373
4ème Année			..	453
Garçons		
Filles		
6. LPIAB de Tchibanga							
7. LIPBO d'Oyem							
8. LPCAO de Franceville							

IV.2.8 : Entrée dans l'enseignement universitaire							
Tableau IV.2.8.1 : Résultats à l'examen du baccalauréat							
			2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Résultats d'ensemble	Présentés		13 138	13 273	16 166	18 798	..
	Admis		6 761	5 049	5 608	6 540	..
	Taux de réussite en %		51,5	38,0	34,7	34,8	..
Source : ONB							

Tableau IV.2.8.1.1 : Résultats aux baccalauréats classiques							
			2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Série A	Présentés		4 291	4 511	5 450	6 699	..
	Admis		2 237	1 652	1 998	2 029	..
	Taux de réussite en %		52,1	36,6	36,7	30,3	..
Série B	Présentés		3 576	3 619	4 476	5 916	..
	Admis		1 920	1 489	1 417	1 760	..
	Taux de réussite en %		53,7	41,1	31,7	29,7	..
Série C	Présentés		332	331	405	370	..
	Admis		261	202	256	233	..
	Taux de réussite en %		78,6	61,0	63,2	63,0	..
Série D	Présentés		1 715	1 787	2 122	2 214	..
	Admis		846	675	964	1 010	..
	Taux de réussite en %		49,3	37,8	45,4	45,6	..
Série E	Présentés		32	21	24	28	..
	Admis		27	16	13	16	..
	Taux de réussite en %		84,4	76,2	54,2	57,1	..
Total baccalauréats classiques	Présentés		9 946	10 269	12 477	15 199	..
	Admis		5 291	4 034	4 648	4 815	..
	Taux de réussite en %		53,2	39,3	37,3	31,7	..
Source : ONB							

		2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Série F	Présentés	666	479	544	283	..
	Admis	339	182	260	147	..
	Taux de réussite en %	50,9	38,0	47,8	51,9	..
Série G	Présentés	2 460	2 477	3 070	2 972	..
	Admis	1 070	799	664	1 176	..
	Taux de réussite en %	43,5	32,3	21,6	39,6	..
Série MI	Présentés	66	48	75	95	..
	Admis	61	34	36	84	..
	Taux de réussite en %	92,4	70,8	48,0	88,4	..
Total baccalauréats techniques	Présentés	3 192	3 004	3 689	3 350	..
	Admis	1 470	1 015	960	1 407	..
	Taux de réussite en %	46,1	33,8	26,0	42,0	..

Source : ONB

Centres	Série	Inscrits	Absents	Présents	Admis	%
Libreville	A1	3 584	53	3 531	877	24,8
	A2	493	1	492	178	36,2
	B	3 711	54	3 657	885	24,2
	C	297	1	296	184	62,2
	D	1 582	27	1 555	647	41,6
	E	22	0	22	10	45,5
	F1	119	2	117	57	48,7
	F3	144	2	142	71	50,0
	F4	223	1	222	85	38,3
	ACA	823	12	811	290	35,8
	ACC	1 234	18	1 216	492	40,5
CG	963	18	945	394	41,7	
Total du centre de Libreville		9 611	136	9 475	3 293	34,8
Franceville	A1	467	4	463	193	41,5
	A2	35	1	34	28	82,4
	B	563	1	562	257	45,7
	C	24	0	24	23	95,8
	D	99	0	99	78	78,8
	MI	67	0	67	59	88,1
Total du centre Franceville		1 255	6	1 249	638	51,1

Source : ONB

Tableau IV.2.8.3 : Résultats aux baccalauréats selon la série et le centre d'examen en 2007-2008 (suite et fin)

Centres	Série	Inscrits	Absents	Présents	Admis	%	Ajournés	%
Libreville	A1	3 584	53	3 531	877	24,8	2 654	75,2
	A2	493	1	492	178	36,2	314	63,8
	B	3 711	54	3 657	885	24,2	2 772	75,8
	C	297	1	296	184	62,2	112	37,8
	D	1 582	27	1 555	647	41,6	908	58,4
	E	22	0	22	10	45,5	12	54,5
	F1	119	2	117	57	48,7	60	51,3
	F3	144	2	142	71	50,0	71	50,0
	F4	223	1	222	85	38,3	137	61,7
	ACA	823	12	811	290	35,8	521	64,2
	ACC	1 234	18	1 216	492	40,5	724	59,5
	CG	963	18	945	394	41,7	551	58,3
Total du centre de Libreville		13 195	189	13 006	4 170	32,1	8 836	67,9
Franceville	A1	467	4	463	192	41,5	271	58,5
	A2	35	1	34	28	82,4	6	17,6
	B	563	1	562	257	45,7	305	54,3
	C	24	0	24	23	95,8	1	4,2
	D	99	0	99	78	78,8	21	21,2
	MI	67	0	67	59	88,1	8	11,9
Total du centre de Franceville		1255	6	1249	637	51,0	612	49,0
Lambaréné	A1	247	1	246	62	25,2	184	74,8
	A2	21	0	21	5	23,8	16	76,2
	B	226	4	222	69	31,1	153	68,9
	D	56	0	56	30	53,6	26	46,4
Total du centre de Lambaréné		550	5	545	166	30,5	379	69,5
Mouila	A1	289	0	289	85	29,4	204	70,6
	A2	83	0	83	35	42,2	48	57,8
	B	310	2	308	86	27,9	222	72,1
	C	16	0	16	9	56,3	7	43,8
	D	124	0	124	50	40,3	74	59,7
Total du centre de Mouila		822	2	820	265	32,3	555	67,7
Tchibanga	A1	170	0	170	98	57,6	72	42,4
	A2	35	0	35	29	82,9	6	17,1
	B	69	0	69	47	68,1	22	31,9
	D	18	0	18	15	83,3	3	16,7
Total du centre Tchibanga		3,7E+07	0	3,7E+07	189	0,0	36702459	100,0
Makokou	A1	93	0	93	63	67,7	30	32,3
	A2	98	1	97	85	87,6	12	12,4
	B	19	0	19	17	89,5	2	10,5
Total du centre Makokou		210	1	209	165	78,9	44	21,1
Koula Moutou	A1	194	0	194	80	41,2	114	58,8
	A2	16	0	16	11	68,8	5	31,3
	B	158	1	157	59	37,6	98	62,4
	D	47	0	47	17	36,2	30	63,8
Total du centre Koulamoutou		415	1	414	167	40,3	247	59,7

Source: ONB

Tableau IV.2.8.3 : Résultats aux baccalauréats selon la série et le centre d'examen en 2007-2008 (suite et fin)

Centres	Série	Inscrits	Absents	Présents	Admis	%	Ajournés	%
Port-Gentil	A1	389	3	386	141	36,5	245	63,5
	A2	22	0	22	15	68,2	7	31,8
	B	318	2	316	135	42,7	181	57,3
	C	20	0	20	11	55,0	9	45,0
	D	129	1	128	82	64,1	46	35,9
	E	6	0	6	6	100,0	0	0,0
	F2	24	1	23	19	82,6	4	17,4
	MI	28	0	28	25	89,3	3	10,7
Total du centre Port-Gentil		936	7	929	434	46,7	495	53,3
Oyem	A1	594	1	593	116	19,6	477	80,4
	A2	32	1	31	14	45,2	17	54,8
	B	529	1	528	137	25,9	391	74,1
	C	14	0	14	6	42,9	8	57,1
	D	169	1	168	68	40,5	100	59,5
Total du centre d'Oyem		1 338	4	1334	341	25,6	993	74,4
BAC Général		15 388	161	15227	5 048	33,2	10179	66,8
BAC Technologique		3625	54	3571	1492	41,8	2079	58,2
Total national		19 013	215	18798	6 540	34,8	12258	65,2

Source : ONB

Tableau IV.2.8.4 : Résultats aux baccalauréats selon la série et le centre d'examen en 2008-2009 (suite)

Centres	Série	Inscrits	Absents	Présents	Admis	%	Ajournés	%
Libreville	A1	3893	98	3795	1886	49,7	1909	50,3
	A2	434	7	427	246	57,6	181	42,4
	B	4025	81	3944	1934	49,0	2010	51,0
	C	252	4	248	202	81,5	46	18,5
	D	1546	25	1521	983	64,6	538	35,4
	E	13	0	13	12	92,3	1	7,7
	F1	62	2	60	30	50,0	30	50,0
	F1D	10	0	10	7	70,0	3	30,0
	F3	95	1	94	66	70,2	28	29,8
	F4	165	1	164	25	15,2	139	84,8
	ACA	765	26	739	203	27,5	536	72,5
	ACC	1058	38	1020	370	36,3	650	63,7
	CG	695	22	673	262	38,9	411	61,1
	Total du centre de Libreville		13013	305	12708	6226	49,0	6482
Franceville	A1	591	12	579	280	48,4	299	51,6
	A2	46	0	46	39	84,8	7	15,2
	B	651	4	647	344	53,2	303	46,8
	C	12	0	12	11	91,7	1	8,3
	D	102	3	99	75	75,8	24	24,2
	MI	42	0	42	32	76,2	10	23,8
Total du centre de Franceville		1444	19	1425	781	54,8	644	45,2

Source : ONB

Tableau IV.2.8.4 : Résultats aux baccalauréats selon la série et le centre d'examen en 2008-2009 (suite et fin)

Centres	Série	Inscrits	Absents	Présents	Admis	%	Ajournés	%
Lambaréné	A1	276	1	275	108	39,3	167	60,7
	A2	17	0	17	11	64,7	6	35,3
	B	270	1	269	118	43,9	151	56,1
	C	10	0	10	8	80,0	2	20,0
	D	74	1	73	47	64,4	26	35,6
Total du centre de Lambaréné		647	3	644	292	45,3	352	54,7
Mouila	A1	317	2	315	139	44,1	176	55,9
	A2	83	0	83	54	65,1	29	34,9
	B	386	1	385	202	52,5	183	47,5
	C	13	0	13	11	84,6	2	15,4
	D	135	2	133	72	54,1	61	45,9
Total du centre de Mouila		934	5	929	478	51,5	451	48,5
Tchibanga	A1	210	3	207	102	49,3	105	50,7
	A2	33	0	33	27	81,8	6	18,2
	B	100	0	100	63	63,0	37	37,0
	D	30	0	30	24	80,0	6	20,0
Total du centre Tchibanga		373	3	370	216	58,4	154	41,6
Makokou	A1	169	0	169	109	64,5	60	35,5
	B	121	0	121	83	68,6	38	31,4
	C	5	0	5	5	100,0	0	0,0
	D	31	0	31	28	90,3	3	9,7
Total du centre Makokou		326	0	326	225	69,0	101	31,0
Koula Moutou	A1	232	2	230	165	71,7	65	28,3
	A2	12	0	12	10	83,3	2	16,7
	B	158	0	158	123	77,8	35	22,2
	D	47	0	47	36	76,6	11	23,4
Total du centre Koulamoutou		449	2	447	334	74,7	113	25,3
Port-Gentil	A1	485	8	477	225	47,2	252	52,8
	A2	26	0	26	12	46,2	14	53,8
	B	380	2	378	210	55,6	168	44,4
	C	22	0	22	22	100,0	0	0,0
	D	140	1	139	102	73,4	37	26,6
	E	8	0	8	8	100,0	0	0,0
	F2	33	0	33	20	60,6	13	39,4
	MI	17	1	16	11	68,8	5	31,3
Total du centre Port-Gentil		1111	12	1099	610	55,5	489	44,5
Oyem	A1	552	6	546	322	59,0	224	41,0
	A2	55	0	55	43	78,2	12	21,8
	B	516	3	513	310	60,4	203	39,6
	C	18	0	18	17	94,4	1	5,6
	D	198	1	197	148	75,1	49	24,9
Total du centre d'Oyem		1 339	10	1329	840	63,2	489	36,8
BAC GENERAL		16 694	268	16426	8 976	54,6	7450	45,4
BAC TECHNOLOGIQUE		2942	91	2851	1026	36,0	1825	64,0
Total national		19 636	359	19277	10 002	51,9	9275	48,1

Source : ONB

Tableau IV.2.8.5 : Agence Nationale de Formation et de Perfectionnement Professionnel (ANFPP)

				2008/09	2009/10
Centre de Libreville					
Répartiton des stagiaires de 1ère année				1 328	..
Hommes				585	..
Femmes				743	..
Part des femmes dans l'effectif total en %				55,9	..
Répartiton des stagiaires de 2ème année				..	1 160
Hommes				..	449
Femmes				..	711
Part des femmes dans l'effectif total en %				..	61,3
Centre de Franceville					
Répartiton des stagiaires de 1ère année				321	..
Hommes				157	..
Femmes				164	..
Part des femmes dans l'effectif total en %				51,1	..
Répartiton des stagiaires de 2ème année				..	273
Hommes				..	126
Femmes				..	147
Part des femmes dans l'effectif total en %				..	53,8
Centre de Lambaréné					
Répartiton des stagiaires de 1ère année			
Hommes			
Femmes			
Part des femmes dans l'effectif total en %			
Répartiton des stagiaires de 2ème année			
Hommes			
Femmes			
Part des femmes dans l'effectif total en %			
Centre de Mouila					
Répartiton des stagiaires de 1ère année			
Hommes			
Femmes			
Part des femmes dans l'effectif total en %			
Répartiton des stagiaires de 2ème année			
Hommes			
Femmes			
Part des femmes dans l'effectif total en %			
Source: ANFPP					

Tableau IV.2.8.5 : Agence Nationale de Formation et de Perfectionnement Professionnel (suite et fin)			
		2008/09	2009/10
Centre de Tchibanga			
Répartiton des stagiaires de 1ère année		240	..
Hommes		107	..
Femmes		133	..
Part des femmes dans l'effectif total en %		55,4	..
Répartiton des stagiaires de 2ème année		..	185
Hommes		..	74
Femmes		..	111
Part des femmes dans l'effectif total en %		..	60,0
Centre de Makokou			
Répartiton des stagiaires de 1ère année		92	..
Hommes		37	..
Femmes		55	..
Part des femmes dans l'effectif total en %		59,8	..
Répartiton des stagiaires de 2ème année		..	83
Hommes		..	33
Femmes		..	50
Part des femmes dans l'effectif total en %		..	60,2
Centre de Koulamoutou			
Répartiton des stagiaires de 1ère année		126	..
Hommes		56	..
Femmes		70	..
Part des femmes dans l'effectif total en %		55,6	..
Répartiton des stagiaires de 2ème année		..	100
Hommes		..	45
Femmes		..	55
Part des femmes dans l'effectif total en %		..	55,0
Centre de Port-Gentil			
Répartiton des stagiaires de 1ère année		303	..
Hommes		149	..
Femmes		154	..
Part des femmes dans l'effectif total en %		50,8	..
Répartiton des stagiaires de 2ème année		..	283
Hommes		..	129
Femmes		..	154
Part des femmes dans l'effectif total en %		..	54,4
Centre d'Oyem			
Répartiton des stagiaires de 1ère année		136	..
Hommes		82	..
Femmes		54	..
Part des femmes dans l'effectif total en %		39,7	..
Répartiton des stagiaires de 2ème année		..	118
Hommes		..	66
Femmes		..	54
Part des femmes dans l'effectif total en %		..	45,8
Total national	
Hommes	
Femmes	
Source: ANFPP			

IV.2.9 : Enseignement universitaire					
Tableau IV.2.9.1 : Nombre d'établissements dans l'enseignement universitaire					
	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Nombre d'établissements					
Université Omar Bongo (UOB)	2	2	2	2	..
dont nombre de facultés	8	8	8	8	..
Université des sciences et techniques de Masuku	2	2	2	2	..
Université des Sciences de la Santé (USS)	3	3	3	3	..
Université Africaine des Sciences (UAS)	1	1	1	1	..
Académie Franco-Américaine de Management	1	1	1	1	..

Sources : UOB, USS, UAS, Université des sciences et techniques de Masuku et Académie Franco -Américaine de Managment

Tableau IV.2.9.2: Nombre d'enseignants dans l'enseignement universitaire					
	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Nombre d'enseignants¹
Université Omar Bongo
Proportion des femmes dans l'effectif total en %
Proportion des Gabonais dans l'effectif total en %
Université des Sciences de la Santé	59	45	81
Proportion des femmes dans l'effectif total en %
Proportion des Gabonais dans l'effectif total en %	96,6	95,6	97,5
Académie Franco-Américaine de Management	32
Proportion des femmes dans l'effectif total en %	6,3
Proportion des Gabonais dans l'effectif total en %	65,6
1. Non compris USTM, UPK, HECI et UAS					

Sources : UOB, USS et Académie Franco-Américaine de Managment (AFRAM)

Tableau IV.2.9.3: Nombre d'étudiants par université bénéficiant des financements publics							
			2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Université Omar Bongo							
Fac. des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH)			5 469	6 052	6 448
Garçons			2 658	3 048	3 185
Filles			2 811	3 004	3 263
Part des filles dans l'effectif total en %			51,4	49,6	50,6
Fac. de Droit et des Sciences Economiques (FDSE)			2 385	2 881	2 977
Garçons			1 489	1 711	1 734
Filles			896	1 170	1 243
Part des filles dans l'effectif total en %			37,6	40,6	41,8
Total U.O.B			7 854	8 933	9 425
Garçons			4 147	4 759	4 919
Filles			3 707	4 174	4 506
Université des Sciences de la Santé							
Faculté de Médecine et des Sciences de la Santé			251	265	352
Garçons			132	151	189
Filles			119	114	163
Part des filles dans l'effectif total en %			47,4	43,0	46,3
Ecole de Biologie Médicale			88	100	102
Garçons			59	57	62
Filles			29	43	40
Part des filles dans l'effectif total en %			33,0	43,0	39,2
Ecole de Sages Femmes			33	27	35
Total U.S.S			372	392	489
Nombre de diplômés selon la filière							
Medecine			37	36	43
Sages Femmes		
Université des Sciences et Techniques de Masuku							
Faculté des sciences		
Garçons		
Filles		
Part des filles dans l'effectif total en %		
Ecole Polytechnique de Masuku		
Garçons		
Filles		
Part des filles dans l'effectif total en %		
Ecole d'Agronomie							
Garçons							
Filles							
Part des filles dans l'effectif total en %							
Total Masuku		
Garçons		
Filles							
Sources : UOB , U.S.S et USTM							

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Université Africaine des Sciences	20	39	34
Garçons	9	9	17
Filles	11	30	17
Part des filles dans l'effectif total en %	55,0	76,9	50,0
Hautes Etudes Canadiennes Internationales	121	87	143
Garçons	34	46	76
Filles	87	41	67
Part des filles dans l'effectif total en %	71,9	47,1	46,9
Académie Franco-Américaine de Management	41	111	167
Garçons
Filles
Part des filles dans l'effectif total en %
Université Polytechnique de Kougueleu	48	54
Garçons	25	29
Filles	23	25
Part des filles dans l'effectif total en %	47,9	46,3
Ecole Supérieure des Arts et Métiers	269	283	349	293	532
Garçons	106	170
Filles	187	362
Part des filles dans l'effectif total en %	64	68
Ecole Supérieure de Commerce et de Gestion	103	109	150	361	313
Garçons	53	39	60	81	73
Filles	50	70	90	280	240
Part des filles dans l'effectif total en %	48,5	64,2	60,0	77,6	76,7
Institut des Techniques Avancées	203	373
Garçons	108	231
Filles	95	142
Part des filles dans l'effectif total en %	47	38
Ecole Normale des Instituteurs Protestants	72	..
Garçons	18	..
Filles	54	..
Part des filles dans l'effectif total en %	75,0	..
Ecole Normale des Instituteurs Catholiques	122	..
Garçons	49	..
Filles	73	..
Part des filles dans l'effectif total en %	59,8	..
Ensemble
Garçons
Filles
Part des filles dans l'effectif total en %

Sources : UAS, HECI, AFRAM, UPK, ESAM, ESCG, ITA, ENIP et ENIC

Tableau IV.2.9.5 : Structures de recherche scientifique							
			2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Instituts de recherche							
IPHAMETRA							
			10	12	15
	Hommes		4	5	7
	Femmes		6	7	8
	Part des femmes dans l'effectif total en %		60,0	58,3	53,3
IRSH							
			57	70	95	118	118
	Hommes		52	63	85	100	100
	Femmes		5	7	10	18	18
	Part des femmes dans l'effectif total en %		8,8	10,0	10,5	15,3	15,3
IRAF							
			108	20	21
	Hommes		90	12	13
	Femmes		18	8	8
	Part des femmes dans l'effectif total en %		16,7	40,0	61,5
IRET							
		
	Hommes	
	Femmes	
	Part des femmes dans l'effectif total en %	
CIRMF							
		
	Hommes	
	Femmes	
	Part des femmes dans l'effectif total en %	
Total Instituts de recherche							
		
	Hommes	
	Femmes	

Sources: IPHAMETRA, IRSH et IRAF

IV.2.10 : Structures de formations gérées par les administrations publiques

Tableau IV.2.10.1 : Structures de formation : nombre d'établissements

			2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Nombre d'établissements total							
			7	7	7	7	7
	Administration des finances		1	1	1	1	1
	Administration de la santé		4	4	4	4	4
	Administration générale		2	2	2	2	2

Source : DGSEE

Tableau IV.2.10.2 : Effectifs dans les structures de formation sanitaire : données d'ensemble							
			2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Nombre d'établissements			4	4	4	4	..
Répartition des étudiants par niveau d'études			1 968	1 556	875
1ère année			1010	664	58
2ème année			913	853	491
3ème année			45	39	326
Répartition des étudiants par sexe			1 968	1 556	875
Garçons			690	641	335
Filles			1278	915	540
Part des filles dans l'effectif total en %			64,9	58,8	61,7
Répartition des enseignants par sexe			202	124	110
Hommes			148	82	79
Femmes			54	42	31
Part des femmes dans l'effectif total en %			26,7	33,9	28,2
Répartition des enseignants par nationalité			202	124	110
Gabonais			187	113	103
Etrangers			15	11	7
Part des gabonais dans l'effectif total en %			92,6	91,1	93,6

Source: ENASS

Tableau IV.2.10.3 : Effectifs par structure de formation sanitaire							
			2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Ecole nationale d'actions sanitaire et sociale de Libreville							
Répartition des étudiants par niveau d'études			990	1 130	756
1ère année			610	605	58
2ème année			335	486	413
3ème année			45	39	285
Répartition des étudiants par sexe			990	1130	756
Garçons			352	422	304
Filles			638	708	452
Part des filles dans l'effectif total en %			64,4	62,7	59,8
Répartition des enseignants par sexe			131	68	61
Hommes			90	39	41
Femmes			41	29	20
Part des femmes dans l'effectif total en %			31,3	42,6	32,8

Source : ENASS

Tableau IV.2.10.4 : Effectifs par structure de formation sanitaire (suite et fin)										
					2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	
Ecole nationale d'actions sanitaire et sociale de Franceville										
Nombre d'étudiants par niveau d'études					319	211	91	
1ère année					191	50	0	
2ème année					128	161	50	
3ème année					0	0	41	
Répartition des étudiants par sexe					319	211	91	
Garçons					111	112	34	
Filles					208	99	57	
Part des filles dans l'effectif total en %					65,2	46,9	62,6	
Répartition des enseignants par sexe					37	32	25	
Hommes					31	25	20	
Femmes					6	7	5	
Part des femmes dans l'effectif total en %					16,2	21,9	20,0	
Ecole Interprovinciale de santé de Mouila										
Nombre d'étudiants par niveau d'études					464	126	18	
1ère année					124	0	0	
2ème année					340	126	18	
Répartition des étudiants par sexe					464	126	18	
Garçons					140	63	5	
Filles					324	63	13	
Part des filles dans l'effectif total en %					69,8	50,0	72,2	
Répartition des enseignants par sexe					7	7	7	
Hommes					5	5	5	
Femmes					2	2	2	
Part des femmes dans l'effectif total en %					28,6	28,6	28,6	
Ecole Interprovinciale de santé de Makokou										
Répartition des étudiants par niveau d'études					195	89	10	
1ère année					85	9	0	
2ème année					110	80	10	
Répartition des étudiants par sexe					195	89	10	
Garçons					87	44	6	
Filles					108	45	4	
Part des filles dans l'effectif total en %					55,4	50,6	40,0	
Répartition des enseignants par sexe					27	17	17	
Hommes					22	13	13	
Femmes					5	4	4	
Part des femmes dans l'effectif total en %					18,5	23,5	23,5	
Source : ENASS de Libreville										

Chapitre IV.3

Développement humain et genre

1. Présentation

Le niveau de développement humain atteint par un pays est principalement appréhendé par quatre indicateurs synthétiques conçus par le PNUD. Il s'agit de :

- l'indicateur du développement humain (IDH) ;
- l'indicateur sexo-spécifique du développement humain (ISDH) ;
- l'indicateur de participation des femmes (IPF) ;
- l'indicateur de pauvreté humaine (IPH) ;

L'indicateur du développement humain (IDH) est un indice composite qui mesure les résultats moyens d'un pays autour de trois dimensions fondamentales du développement humain : une vie longue en bonne santé ; l'accès à la connaissance ; et un niveau de vie décent. Ces dimensions fondamentales sont mesurées respectivement par l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation des adultes, le taux de scolarisation brut combiné pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, et le produit intérieur brut (PIB) par habitant en termes de parité de pouvoir d'achat en dollars américains (PPA USD).

L'indice sexo-spécifique du développement humain (ISDH) corrige le niveau de l'IDH de façon à refléter les inégalités sociologiques entre femmes et hommes sous les aspects de longévité et santé, exprimés par l'espérance de vie à la naissance ; d'instruction et d'accès au savoir, exprimés par le taux d'alphabétisation des adultes, et le taux brut de scolarisation ; et de possibilité de bénéficier d'un niveau de vie décent, exprimée par le revenu estimé du travail (en PPA).

L'indicateur de participation des femmes (IPF) quant à lui se concentre sur les opportunités ouvertes aux femmes, plutôt que sur les capacités qui sont les leurs. Il s'attache aux inégalités femmes-hommes dans trois domaines essentiels : la participation et le pouvoir décisionnaire dans la sphère politique ; la participation et le pouvoir décisionnaire dans l'économie et la maîtrise des ressources économiques.

L'indicateur de pauvreté humaine (IPH-1) pour les pays en développement mesure les carences ou manques observables dans les trois dimensions fondamentales envisagées par l'IDH ; à savoir : la longévité et la santé (risque de décéder à un âge relativement précoce) ; l'Instruction et l'accès au savoir (exclusion du monde de la lecture et des communications) ; la possibilité de disposer d'un niveau de vie décent (impossibilité d'accéder à ce que procure l'économie dans son ensemble).

2. Sources et méthodologie

Les statistiques sur le développement humain sont élaborées par le PNUD qui les publie, depuis 1990, dans un rapport mondial sur le développement humain. Ce rapport présente le classement des pays selon le niveau de leur IDH, tout en indiquant leur différentiel de classement par rapport au revenu national.

- **L'indicateur du développement humain (IDH)**

L'IDH est une mesure sommaire du développement humain. Il mesure les réalisations moyennes dans un pays et dans trois dimensions fondamentales du développement humain :

- ✓ Une vie longue et en bonne santé, telle que mesurée par l'espérance de vie à la naissance.
- ✓ Les connaissances, mesurées par le taux d'alphabétisation chez les adultes (avec un coefficient de pondération de deux tiers) et le taux d'enrôlement combiné primaire, secondaire et tertiaire (avec coefficient de pondération d'un tiers).
- ✓ Un niveau de vie décent, mesuré par le PIB par personne en termes de parité du pouvoir d'achat (PPA) en dollars US.

Avant de calculer l'IDH, il convient de créer un indicateur pour chacune de ces dimensions. Pour calculer ces indicateurs (l'espérance de vie, l'éducation et le PIB), des valeurs minimum et maximum sont choisies ainsi qu'il suit :

Indicateur	Valeur minimale	Valeur maximale
Espérance de vie à la naissance	25 ans	85 ans
Taux d'alphabétisation des adultes	0%	100%
Taux de scolarisation	0%	100%
PIB réel par habitant (PPA)	100 USD	40 000 USD

La performance de chaque dimension est exprimée sous la forme d'une valeur comprise entre 0 et 1 en appliquant la formule générale suivante :

$$\text{Indicateur de dimension} = \frac{\text{Valeur réelle} - \text{Valeur minimum}}{\text{Valeur maximum} - \text{Valeur minimum}}$$

L'IDH est ensuite calculé comme une simple moyenne des indicateurs de la dimension.

- **L'indicateur de pauvreté humaine pour les pays en développement (IPH-1)**

Alors que l'IDH mesure les résultats moyens, l'IPH-1 mesure les défavorisations dans les trois dimensions fondamentales du développement humain capturées dans l'IDH :

- ✓ Une vie longue et en bonne santé - vulnérabilité au décès à un âge relativement jeune, telle que mesurée par la probabilité à la naissance de ne pas survivre jusqu'à l'âge de 40 ans.
- ✓ Connaissances - exclusion du monde de la lecture et des communications, telle que mesurée par le taux d'alphabétisation chez les adultes ;

- ✓ Un niveau de vie décent - manque d'accès aux approvisionnements économiques généraux, tel que mesuré par la moyenne non pondérée de deux indicateurs : le pourcentage de la population sans accès à une source d'eau assainie et le pourcentage des enfants en sous poids pour leur âge.

Le calcul de l'IPH-1 est plus simple que le calcul de l'IDH. Les indicateurs de mesure des défavorisations sont déjà normalisés entre 0 et 100 (car elles sont exprimées en tant que pourcentages), donc il n'est pas nécessaire de créer des indicateurs de dimension comme pour l'IDH.

- **L'indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH)**

Tandis que l'IDH mesure des résultats moyens, l'ISDH ajuste le résultat moyen pour traduire les inégalités entre les hommes et les femmes dans les dimensions suivantes :

- ✓ Une vie longue et en bonne santé, telle que mesurée par l'espérance de vie à la naissance ;
- ✓ Connaissances, telles que mesurées par le taux d'alphabétisation chez les adultes et le taux combiné brut d'enrôlement primaire, secondaire et tertiaire.
- ✓ Niveau de vie décent, tel que mesuré par les revenus estimés (PPA USD).
- ✓ Le calcul de l'ISDH comprend trois étapes. Tout d'abord, les indicateurs des hommes et des femmes dans chaque dimension sont calculés en vertu de cette formule générale :

$$\text{Indicateur de dimension} = \frac{\text{Valeur réelle} - \text{valeur minimum}}{\text{Valeur maximum} - \text{valeur minimum}}$$

Puis, les indicateurs des femmes et des hommes dans chaque dimension sont combinés de façon à pénaliser les différences des résultats entre les hommes et les femmes. L'indicateur en résultant, dénommé l'indicateur équitablement réparti, est calculé en vertu de cette formule générale :

$$\text{Indicateur équitablement réparti} =$$

$$\{[\text{Part de la pop. féminine (indicateur féminin}^{1-?})] + [\text{part de la pop. masculine (indicateur masculin}^{1-?})]\}^{1/2}$$

Ensuite, on calcule l'ISDH en combinant les trois indicateurs équitablement répartis dans une moyenne non pondérée.

Indicateur	Valeur minimale	Valeur maximale
Espérance de vie des femmes à la naissance	27,5 ans	87,5 ans
Espérance de vie des hommes à la naissance	22,5 ans	82,5 ans
Taux d'alphabétisation chez les adultes (%)	0	100
Taux d'enrôlement brut combiné (%)	0	100
Revenus estimés (PPA USD)	40 000	100

Les données présentées dans ce chapitre proviennent du rapport du PNUD sur le développement humain des années 2005, 2006, 2007, 2008, 2009. Aussi, d'autres statistiques relatives à la participation de la femme ont été obtenues au niveau du parlement et du fichier de la solde au ministère du budget.

Par contre, les données sur la participation de la femme au niveau des secteurs de l'éducation et de la santé ne sont pas disponibles.

3. Publication de référence

- PNUD - *Rapport mondial sur le développement humain* - Editions de 2005.

4. Principales définitions

- **IDH**

L'IDH est un indicateur composite de développement humain, établi autour des trois éléments que sont : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, mesuré par le taux d'alphabétisation (2/3) et le taux brut de scolarisation (1/3), et le niveau de vie mesuré par le PIB réel par tête exprimé en parité de pouvoir d'achat.

- **Le Genre**

Le concept « genre » est intimement lié à tous les aspects de la vie économique et sociale, quotidienne et privée des individus et à ceux de la société qui a assigné à chacun (hommes et femmes) des rôles spécifiques.

L'approche genre consiste ainsi à considérer les différentes opportunités offertes aux hommes et aux femmes, les rôles qui leur sont assignés socialement et les relations qui existent entre eux. Il s'agit ici de composantes fondamentales qui influent sur le processus de développement de la société et sur l'aboutissement des politiques, des programmes et des projets des organismes internationaux et nationaux.

- **Mortalité des enfants de moins de 5 ans**

C'est la fréquence de décès des enfants avant l'âge de 5 ans.

- **Mortalité infantile**

C'est le nombre de décès d'enfants âgés de moins de 1 an rapporté à l'ensemble des enfants de cet âge.

- **Mortalité maternelle**

Pour 100 000 naissances, c'est le taux de décès de femmes enceintes ou dont l'accouchement a eu lieu depuis moins de 42 jours.

- **Naissances suivies**

Ce sont des naissances suivies par des personnels de santé.

- **Taux d'alphabétisation des adultes**

Il correspond au pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus qui peuvent, en le comprenant, lire et écrire un texte simple concernant leur vie quotidienne.

IV.3.1 : Développement Humain							
Tableau IV.3.1.1 : Composantes des indicateurs du développement humain							
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009	
Espérance de vie à la naissance	Années						
Femmes		56,9	..	61,5	
Hommes		55,6	..	58,7	
Ensemble		56,2	..	60,1	
Indice d'espérance de vie		0,521	..	0,584	
Taux d'alphabétisation des adultes	% des 15ans et plus						
Femmes		79,7	..	82,2	
Hommes		88,5	..	90,2	
Ensemble		84,0	..	86,2	
Taux brut de scolarisation	%						
Femmes		68	..	75,0	132,9	..	
Hommes		72	..	79,8	128,2	..	
Ensemble		72,4	..	80,7	130,5	..	
Indice de niveau d'instruction		0,801	..	0,843	
Produit Interieur Brut (PIB)							
PIB par habitant	PPA	6 954	..	15 167	
Indice de PIB		0,708	..	0,838	
Différence de classement selon le PIB par habitant et l'IDH		-35	..	-49	
1. Le signe négatif signifie que le Gabon obtient de moins bons résultats en termes d'IDH que de PIB réel par habitant.							
Sources : PNUD et DGSEE- EGEP 2005							

Tableau IV.3.1.2 : Indicateurs du développement humain							
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009	
Indice de développement humain (IDH)							
Valeur de l'IDH		0,677	0,750	0,755	
Classement mondial selon l'IDH		119	103	103	
Indice de la pauvreté humaine (IPH-1)							
Valeur de l'IPH-1	%	20,4	..	17,5	
Classement mondial selon l'IPH-1		49e	..	72e	
Indice sexospécifique du développement humain (ISDH)							
Valeur de l'ISDH		0,67	..	0,748	
Classement mondial selon l'ISDH		105e	..	85e	
ISDH en % de la valeur de l'IDH		100	..	99,1	
1. Le signe négatif signifie que le Gabon obtient de moins bons résultats en termes d'IDH que de PIB réel par habitant.							
Sources : PNUD et DGSEE- EGEP 2005							

Tableau IV.3.1.2 : Survie et développement de l'enfant							
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009	
Taux de mortalité infantile	pour 1000	85	
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	pour 1000	143	
Taux de mortalité maternelle ¹		600	
Naissances suivies	%	
1. pour 100 000 naissances							
Sources : PNUD							

IV.3.2 : Participation des femmes									
Tableau IV.3.2.1 : Participation de la femme dans les instances politiques									
					2005	2006	2007	2008	2009
Sénat ⁽¹⁾									
Total sénateurs					91	91	91	91	91
Nombre de femmes sénateurs					14	14	14	14	14
Assemblée nationale									
Total députés					120	120	120	120	120
Nombre de femmes députés					13	13	19	19	19
Gouvernement									
Total membres du gouvernement					30	29
Nombre de femmes au gouvernement					4	6
Municipalités									
Total maires des communes				
Nombre de femmes maires				
Sources : Assemblée nationale, Secrétariat général du gouvernement et Sénat									

Tableau IV.3.2.2 : Fonctionnaires gabonais par catégories hiérarchiques et sexe									
					En nombre				
					2005	2006	2007	2008	2009
A1									
Total					7 719	8 099	8 432	13 643	10 534
Femmes					1 883	2 007	2 162	3 217	3 330
Part des femmes dans l'effectif total en %					24,4	24,8	25,6	23,6	31,6
A2									
Total					5 629	6 035	6 435	7 617	8 446
Femmes					2 213	2 410	2 595	2 991	3 382
Part des femmes dans l'effectif total en %					39,3	39,9	40,3	39,3	40,0
B1									
Total					8 586	9 105	10 053	17 700	18 441
Femmes					3 896	4 176	4 618	6 332	6 616
Part des femmes dans l'effectif total en %					45,4	45,9	46,5	35,8	35,9
B2									
Total					6 624	7 227	7 790	12 486	12 486
Femmes					3 812	4 205	4 603	5 740	6 016
Part des femmes dans l'effectif total en %					57,5	58,2	59,1	46,0	48,2
C1									
Total					2 010	2 140	2 304	3 412	3 518
Femmes					1 891	1 314	1 418	1 690	1 715
Part des femmes dans l'effectif total en %					61,2	61,4	61,7	49,5	48,7
C2									
Total					935	1 003	1 090	1 338	1 326
Femmes					489	518	563	636	621
Part des femmes dans l'effectif total en %					52,3	51,4	51,7	47,5	46,8
Autre									
Total					399	432	464
Femmes					108	111	122
Part des femmes dans l'effectif total en %					27,1	25,7	26,3
Source : MFBP - Direction de la Solde									

V. DONNEES ECONOMIQUES D'ENSEMBLE

Chapitre V.1

Comptabilité nationale

1. Présentation

En 2009, l'activité économique nationale a été marquée par :

- La stabilité de l'activité pétrolière dont la production s'est située à près de 12 millions de tonnes, au même niveau qu'en 2008 ;
- Le redressement des cours du baril dans la deuxième partie de l'année ;
- L'appréciation du taux de change du dollar américain ;
- La baisse de la production de grumes suite à certaines mesures gouvernementales ;
- La chute de la production de manganèse ;

Dans ces conditions et eu égard aux événements particuliers rencontrés par le pays du point de vue institutionnel, l'activité économique s'est contractée de -2,7% par rapport à l'année précédente.

2. Sources et méthodologie

La comptabilité nationale est une présentation des données d'origine statistique visant à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale. Les comptes nationaux gabonais sont établis par la DGS selon le Système de comptabilité nationale des Nations unies de 1993 (SCN 93).

L'élaboration des comptes nationaux se fait grâce à plusieurs sources d'informations, dont les déclarations statistiques et fiscales des entreprises, les sources administratives (finances publiques, enquêtes courantes, etc.) et les résultats d'enquêtes spécifiques.

Les comptes nationaux font l'objet, chaque année, de plusieurs évaluations successives. La version provisoire dite « comptes rapides » repose largement sur des estimations issues de statistiques provisoires ou incomplètes. Au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles données, les comptes sont révisés ; ce qui conduit à une version semi-définitive, puis aux comptes définitifs.

La production mesure la création de biens et services dans l'économie ; elle constitue ainsi, avec les importations, l'intégralité de l'offre de biens et services permettant de satisfaire la demande (consommations, investissements, exportations). La production est également la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes. Pour présenter de façon détaillée l'analyse de la production, on utilise trois types de regroupements :

- les secteurs institutionnels, regroupements des unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages, etc.), qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion et d'une autonomie de décision ;

- les branches, constituées d'unités de production homogène impliquées dans les diverses activités de l'économie nationale définies dans une nomenclature d'activité ;
- les produits, définis en référence à une nomenclature de produits.

Les comptes nationaux gabonais utilisent la nomenclature des biens et services de l'OCAM.

Afin de mieux apprécier l'évolution de l'activité économique, la variation des opérations sur biens et services est, en plus de l'analyse de leurs valeurs courantes (*comptes à prix courants*), mesurée en volume (*comptes à prix constants*). Alors que les valeurs courantes intègrent simultanément les dimensions prix et quantités, les agrégats à prix constants (agrégats réels) visent à enlever l'influence des prix dans les comparaisons. La méthode utilisée est celle dite de la double déflation : on calcule a priori des indices de prix par produits et par rapport à l'année de base qui est 2001, puis on déflaté chaque ligne du Tableau d'entrées et sorties à prix courants pour déduire des agrégats à prix constants.

A ce niveau les données de la DGS et de la DGE sont difficilement comparables. En effet, pour les comptes à prix constants, la DGE utilise les prix de l'année 1991 comme prix de base tandis que le Système de Comptabilité Nationale de 1993 recommande d'utiliser l'année précédente comme année de base. Toutefois, pour « nourrir » les travaux de modélisation, les comptes à prix constants calculés à partir d'une année de base fixe continuent à être calculés. A cet effet, l'année de base retenue par la DGS est 2001. Des travaux sont en cours pour harmoniser l'année de base utilisée par la DGS et celle de la DGE.

Les données présentées dans ce chapitre proviennent de la DGS. Les comptes de l'année 2004-2005 sont définitifs et celles de 2006 sont semi-définitives. Alors que les données allant de 2007 à 2009 sont provisoires.

3. Publications de référence

- Ministère de la planification et de la Programmation du Développement - Direction générale de la statistique et des études économiques - *Comptes Nationaux du Gabon: définitifs 2001-2005, mai 2009.*
- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Programmation des Investissements, chargé de la Privatisation - Direction Générale de l'Economie - *Tableau de Bord de l'Economie, n°39 août 2009.*

4. Principales définitions

- **Administrations privées (SCN68) ou Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM)**

Elles comprennent l'ensemble des unités institutionnelles privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété. Il s'agit, pour l'essentiel, de cultes, syndicats, partis politiques, organisations non gouvernementales, associations de personnes, etc...

- **Administrations publiques**

Ce sont l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Elles comprennent les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

- **Biens**

Ce sont les objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis, et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché.

- **Capacité ou besoin de financement**

C'est le solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels, etc...). On parle de capacité de financement si le solde est positif et de besoin de financement s'il est négatif.

- **Comptes à prix constants**

Ce sont des comptes déflatés des effets des variations de prix, l'année de référence, dans le calcul des comptes nationaux étant actuellement 2001.

- **Consommation finale**

Valeur de l'ensemble des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, individuels ou collectifs, la consommation finale se compose de :

- ✓ **Consommation finale des ménages (consommation finale privée)** : ensemble de la consommation des ménages résidents, qu'elle soit effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde. Elle exclut la consommation finale des ménages non résidents sur le territoire économique. La valeur des biens et services qui la composent est déterminée au prix d'acquisition (TVA comprise).
- ✓ **Consommation finale des administrations publiques (consommation finale publique)** : valeur des services non marchands produits par les branches non marchandes, déduction faite des paiements partiels effectués par les ménages pour la fourniture de ces services.

- **Contribution à la croissance du PIB**

La contribution d'une des composantes des emplois à la croissance du PIB est le rapport, exprimé en pourcentage et à prix constants, entre la variation de cette composante entre les années n-1 et n à la valeur du PIB de l'année n-1.

- **Corrections territoriales**

C'est une rubrique d'ajustement dans l'équilibre général Ressources-Emplois des biens et services. En ressources, elle correspond aux produits consommés par les résidents dans le reste du monde ; en emplois, elle correspond aux produits consommés par les non résidents sur le territoire national.

- **Entreprise individuelle**

C'est l'entreprise qui n'a pas la forme juridique de société. En comptabilité nationale, les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent et sont classées dans le secteur institutionnel des ménages.

- **Epargne brute**

Solde du compte de revenus et dépenses, l'épargne brute correspond à ce qui reste du revenu disponible brut lorsque les dépenses de consommation finale sont réalisées.

- **Excédent brut d'exploitation (EBE)**

Solde du compte d'exploitation des sociétés et des administrations, l'EBE est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmenté des subventions sur les produits.

- **Exportations de biens et de services**

Ce sont l'ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non résidents, à titre onéreux ou gratuit. Elles sont évaluées en prix FAB (franco à bord).

- **Formation brute de capital fixe (FBCF)**

Encore appelée investissement, la FBCF est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

- **FBCF des ménages**

C'est l'acquisition ou la production pour propre compte de logements dans le cadre de l'activité domestique des ménages. Par ailleurs, les biens d'équipement constituent de la FBCF lorsqu'ils sont acquis pour répondre à des fonctions d'entrepreneurs individuels des ménages.

- **Importations de biens et de services**

Ce sont l'ensemble des biens et des services fournis par des non résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit. Elles sont mesurées en prix CAF (coût, assurance, fret).

- **Impôts sur la production et les importations**

Ce sont les versements obligatoires sans contrepartie, prélevés par les administrations publiques et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts indirects sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

- **Impôts sur le revenu**

Il s'agit des impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

- **Institutions financières : voir sociétés financières.**

- **Investissement : voir FBCF.**

- **Ménages**

Ce sont les individus ou les groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

- **Population totale résidente**

C'est l'ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si elles en sont temporairement absentes. La moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaison.

- **Production**

La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.

- **Production marchande**

Production écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché, la production marchande comprend :

- ✓ les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire à un prix qui a une influence significative sur les montants que les producteurs sont disposés à offrir et sur les montants que les acquéreurs souhaitent acheter) ;
- ✓ les produits troqués ;
- ✓ les produits autoconsommés ;
- ✓ les produits stockés.

- **Production non marchande**

C'est l'ensemble des biens et des services individuels ou collectifs produits par les administrations privées ou par les administrations publiques et fournis gratuitement, ou à des prix économiquement non significatifs (c'est-à-dire à des prix qui ont peu ou pas d'influence sur les quantités qu'un producteur est disposé à offrir et qui n'ont, selon toute vraisemblance, qu'une influence marginale sur les quantités demandées), à d'autres unités institutionnelles ou à la communauté dans son ensemble.

- **Produit intérieur brut aux prix du marché (PIB)**

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes, le PIB peut se définir de trois manières :

- ✓ somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ;
- ✓ somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale, FBCF, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;

- ✓ somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

- **Produit national brut (PNB)**

C'est le PIB, augmenté des revenus du travail, de la propriété et de l'entreprise reçus du reste du monde et diminué des revenus, de même nature, versés à des non résidents dans le reste du monde.

- **Revenu disponible brut**

C'est le revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

- **Revenu brut des entrepreneurs individuels (SCN68) ou Revenu Mixte (SCN93)**

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles, le RBEI contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

- **Secteur institutionnel**

C'est l'ensemble des unités institutionnelles regroupées sur la base de leurs fonctions, de leurs comportements, et de leurs objectifs principaux. On distingue cinq secteurs institutionnels :

- ✓ les sociétés et quasi-sociétés non financières ;
- ✓ les sociétés financières ;
- ✓ les administrations publiques ;
- ✓ les ménages ;
- ✓ les ISBLSM.

- **Services**

Ce ne sont pas des entités indépendantes sur lesquelles il est possible d'établir des droits de propriété. Leur commercialisation ne peut être dissociée de leur production. Les services sont des sorties hétérogènes produites sur commande ; ils se traduisent typiquement par un changement de l'état des unités qui les consomment, changement obtenu par l'activité des producteurs à la demande des consommateurs.

- **Sociétés financières**

Il s'agit de l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière et/ou à exercer des activités financières auxiliaires. Le secteur comprend les institutions financières (banques, caisses de dépôts etc.), les auxiliaires financiers et d'assurance et les sociétés d'assurance.

- **Sociétés et quasi-sociétés non financières**

Il s'agit de l'ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

- **Stocks**

Ils représentent la situation, ou la détention, par les unités institutionnelles, des actifs et des passifs à un moment précis dans le temps.

On enregistre la valeur des actifs non financiers, produits et non produits, et celle des actifs et passifs financiers. Les actifs couverts se limitent à ceux qui sont utilisés dans l'activité économique et qui font l'objet de droits de propriété.

- **Subventions**

Ce sont les transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les subventions sur les produits, versées par unité de bien ou de service produite ou importée et les autres subventions sur la production.

- **Taux d'épargne** : Epargne brute / Revenu disponible brut.
- **Taux de marge** : Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée.
- **Taux d'investissement** : FBCF / Valeur ajoutée.
- **Taux d'autofinancement** : Epargne brute / FBCF.

- **Unité institutionnelle**

C'est le centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale.

- **Valeur ajoutée brute**

C'est la valeur de la production moins la valeur de la consommation intermédiaire. Elle se détermine en tant que solde du compte de production. La valeur ajoutée brute totale de l'économie constitue l'élément essentiel du produit intérieur brut.

- **Variation des stocks**

Au cours d'une période, c'est la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.

V.1.1 : Ressources et emplois de biens et services							
Tableau V.1.1.1 : Ressources et emplois de biens et services aux prix courants ¹							
Unité : milliard FCFA							
	2005	2006	2007	2008	2009		
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	4 989,3	5 361,6	5 830,0	6 869,6	5 484,7		
Importations	1 199,8	1 384,2	1 518,8	1 694,8	1 453,4		
Biens	824,1	979,9	1 070,4	1 251,7	1 084,5		
Services	253,9	267,4	299,4	328,5	254,1		
Correction territoriale	121,8	136,9	149,0	114,6	114,7		
par les résidents.....		
Total ressources	6 189,1	6 745,8	7 348,8	8 564,4	6 938,1		
EMPLOIS							
Consommation finale	2 151,6	2 323,4	2 649,0	2 951,6	2 987,5		
Privée	1 518,2	1 610,1	1 843,3	2 044,2	2 040,8		
Publique	633,4	713,3	805,7	907,4	946,7		
Formation brute de capital fixe	987,0	1 086,3	1 149,6	1 297,3	1 097,0		
Secteur pétrolier		
Autres sociétés		
Institutions financières		
Ménages et EI		
Administrations		
Variation de stocks	21,9	29,6	4,5	-28,0	-12,2		
Exportations	3 028,6	3 306,6	3 545,8	4 343,4	2 865,8		
Pétrole	2 446,4	2 660,2	2 758,7	3 186,5	2 252,8		
Produits miniers	140,6	190,9	279,1	632,1	146,7		
Bois et ouvrages en bois	269,8	267,1	332,3	302,4	263,8		
Autres biens	101,3	108,7	96,2	144,5	119,3		
Services	56,8	45,9	61,4	64,1	69,4		
Correction territoriale	13,7	16,6	18,0	13,9	13,9		
par les non résidents.....		
Total emplois	6 189,1	6 745,8	7 348,8	8 564,4	6 938,1		
Sources : DGSEE							

Tableau V.1.1.2 : Ressources et emplois de biens et services à prix constants (base 100 = n-1)

	Valeur 2005	Evolution 06/05	2006 aux prix de 2005	Evolution des Prix 06/05	Valeur 2006	Evolution 07/06	2007 aux prix de 2006	Evolution des Prix 07/06	Valeur 2007	Evolution 08/07	2008 aux prix de 2007	Evolution des Prix 08/07	Valeur 2008	Evolution 09/08	2009 aux prix de 2008	Evolution des Prix 09/08
RESSOURCES																
Produit intérieur brut	4 989	-2,0%	4 890	9,6%	5 362	5,7%	5 665	2,9%	5 830	1,8%	5 933	15,8%	6 870	-2,7%	6 685	-18,0%
Importations	1 200	0,3%	1 250	41,8%	1 384	2,4%	1 440	28,4%	1 519	7,2%	1 566	-3,2%	1 695	17,7%	1 659	-49,2%
Biens	824	10,9%	914	7,2%	980	5,6%	1 035	3,4%	1 070	4,1%	1 114	12,3%	1 252	-3,9%	1 202	-9,8%
Services	254	-20,3%	202	32,2%	267	4,1%	278	7,6%	299	-0,7%	297	10,4%	328	-5,5%	311	-18,2%
Correction territoriale	122	9,8%	134	2,4%	137	-7,3%	127	17,3%	149	3,8%	155	-25,9%	115	27,1%	146	-21,2%
Total ressources	6 189	-1,7%	6 140	51,4%	6 746	8,1%	7 105	31,3%	7 349	9,0%	7 500	12,6%	8 564	15,0%	8 344	-67,1%
EMPLOIS																
Consommation finale	2 152	14,7%	2 287	3,6%	2 323	18,2%	2 555	8,6%	2 649	9,7%	2 770	13,1%	2 952	6,0%	3 020	-1,8%
Privée	1 518	4,7%	1 590	1,3%	1 610	11,4%	1 793	2,8%	1 843	4,1%	1 918	6,6%	2 044	1,2%	2 069	-1,4%
Publique	633	10,0%	697	2,4%	713	6,8%	762	5,8%	806	5,7%	852	6,6%	907	4,7%	950	-0,4%
Formation Brute de Capital Fixe	987	6,7%	1 053	3,1%	1 086	4,4%	1 134	1,4%	1 150	8,3%	1 245	4,2%	1 297	0,2%	1 300	-15,6%
Variation de stocks	22	-1,3%	22	37,0%	30	-160,4%	-18	-125,5%	5	-153,6%	-2	1046,3%	-28	-41,8%	-16	-24,8%
Exportations	3 029	20,3%	2 778	42,5%	3 307	37,6%	3 434	62,0%	3 546	32,7%	3 487	143,1%	4 343	-40,8%	4 040	-101,8%
Pétrole	2 446	-10,6%	2 186	21,7%	2 660	1,4%	2 698	2,2%	2 759	-2,1%	2 700	18,0%	3 187	0,3%	3 196	-29,5%
Produits miniers	141	2,2%	144	32,8%	191	13,5%	217	28,8%	279	-6,7%	260	142,7%	632	-37,7%	394	-62,8%
Bois et ouvrages en bois	270	0,3%	271	5,1%	284	17,6%	334	-0,6%	332	-8,4%	304	-0,6%	302	-23,4%	232	13,9%
Autres biens	101	-1,8%	99	9,3%	109	14,7%	125	-22,8%	96	50,6%	145	-0,3%	144	-3,8%	139	-14,2%
Services	57	7,7%	61	-24,9%	46	-2,3%	45	36,9%	61	-4,5%	59	9,2%	64	-3,3%	62	12,0%
Correction territoriale	14	22,6%	17	-1,4%	17	-7,3%	15	17,3%	18	3,8%	19	-25,9%	14	27,1%	18	-21,2%
Total emplois	6 189	40,5%	6 140	86,3%	6 746	-100,2%	7 105	-53,6%	7 349	-102,9%	7 500	1206,6%	8 564	-76,4%	8 344	-144,0%

Source : DGS

							Unité : milliard FCFA				
							2005	2006	2007	2008	2009
RESSOURCES											
Produit intérieur brut réel							3 864,5	3 790,7	4 030,8	4 100,6	3 989,4
Importations							1 168,3	1 240,2	1 295,9	1 362,4	1 342,7
Total ressources							5 032,8	5 030,9	5 326,6	5 463,1	5 332,1
EMPLOIS											
Consommation finale							2 098,5	2 203,0	2 418,6	2 539,1	2 527,9
Privée							1 468,1	1 540,7	1 678,5	1 756,7	1 708,9
Publique							630,4	662,3	740,1	782,4	819,0
Formation brute de capital fixe							1 022,3	1 009,1	1 103,1	1 171,8	1 139,1
Variation de stocks							8,7	10,4	-38,1	-25,3	34,2
Exportations							1 941,6	1 808,4	1 843,1	1 777,5	1 631,0
Total emplois							5 071,1	5 030,9	5 326,6	5 463,1	5 332,1
Sources : DGS											

							Unité: %				
							2 005	2 006	2 007	2 008	2 009
Contributions											
Consommation finale							2,0	2,7	5,7	3,0	-0,3
Privée							1,6	1,9	3,6	1,9	-1,2
Publique							0,4	0,8	2,1	1,1	0,9
Formation brute de capital fixe							1,8	-0,3	2,5	1,7	-0,8
Variation de stocks							0,4	0,0	-1,3	0,3	1,4
Balance des biens et services							-0,7	-5,3	-0,6	-3,3	-3,1
Exportations								-3,4	0,9	-1,6	-3,6
Importations								1,9	1,5	1,7	-0,5
Taux de croissance réelle du PIB ¹							3,5	-2,9	6,3	1,7	-2,7
Sources : DGS											

V.1.2 : Produit intérieur brut aux prix courants

Tableau V.1.2.1 : Répartition de la valeur ajoutée par branche à prix courants

	Unité: milliard FCFA				
	2005	2006	2007	2008	2009
PRIMAIRE	2 815,4	3 014,9	3 158,5	3 796,0	2 381,6
Agriculture, élevage, pêche	179,6	187,0	193,8	212,8	221,1
Exploitation forestière	60,5	64,5	75,0	62,6	63,2
Pétrole brut	2496,0	2654,5	2746,0	3138,8	2010,1
Mines	79,4	108,9	143,6	381,8	87,2
SECONDAIRE	395,7	446,0	492,3	547,6	556,2
Industries agroalimentaires	67,6	71,8	80,3	92,1	99,8
Industries du bois	31,9	37,3	47,8	44,0	37,7
Autres industries	94,5	113,1	124,8	133,7	151,1
Raffinage	34,5	40,0	43,5	45,2	34,3
Electricité, eau	40,2	43,1	48,8	53,9	56,4
Bâtiment et travaux publics	127,1	140,7	147,1	178,7	176,9
TERTIAIRE	1 367,0	1 449,0	1 660,6	1 924,1	1 940,3
Transports et Télécommunications	248,8	269,8	294,6	354,9	344,3
Autres Services	517,3	568,3	645,2	716,5	732,3
Commerce	220,7	239,5	263,5	288,5	299,5
Droits et taxes à l'importation + TVA nette	276,6	250,0	328,3	428,7	422,5
Services bancaires, assurances	103,7	121,4	129,0	135,5	141,8
SIFIM	62,9	80,9	82,5	77,3	98,2
Total des valeurs ajoutées marchandes	4 515,2	4 828,9	5 228,9	6 190,4	4 780,0
Services non marchands	474,0	532,7	601,1	679,1	704,8
Produit intérieur brut	4 989,3	5 361,6	5 830,0	6 869,6	5 484,7

Source : DGS

V.1.3 : Agrégats divers									
Tableau V.1.3.1 : Principaux agrégats par secteur institutionnel ¹									
					Unité: milliard de FCFA				
					2005	2006	2007	2008	2009
Production					7 271,6	7 953,6	8 672,4	10 038,3	8 345,4
Ménages et entrepreneurs individuels					1 528,7	1 643,3	1 774,6	2 081,5	1 537,2
Administrations					504,4	569,0	642,5	735,9	763,4
Institutions financières					148,4	173,8	184,7	194,1	203,1
Sociétés					5 090,1	5 567,5	6 070,7	7 026,8	5 841,8
Valeur ajoutée					4 712,7	5 111,6	5 501,7	6 440,9	5 062,2
Ménages et entrepreneurs individuels					1 064,0	1 128,3	1 192,9	1 424,5	942,2
Administrations					387,5	437,2	493,7	565,5	586,6
Institutions financières					103,7	121,4	129,0	135,5	141,8
Sociétés					3 157,5	3 424,8	3 686,1	4 315,4	3 391,7
Ajustement pour services bancaires imputés					-62,9	-80,9	-82,5	-77,3	-98,2
Excédent brut d'exploitation					3 676,5	3 987,7	4 292,0	5 024,7	3 949,2
Ménages et entrepreneurs individuels					615,6
Administrations					156,2
Institutions financières					63,0
Sociétés					2 904,7
Ajustement pour services bancaires imputés					-62,9
Revenu disponible brut					4 343,0	4 555,6	5 194,1	5 787,5	5 857,8
Ménages et entrepreneurs individuels					1 613,4	1 712,8	1 961,0	2 174,7	2 171,1
Administrations					1 342,1	1 407,8	1 605,1	1 788,5	1 810,2
Institutions financières					29,9	31,4	35,8	39,8	40,3
Sociétés					1 357,6	1 403,6	1 592,2	1 784,5	1 836,2
Consommation finale					2 151,6	2 323,4	2 649,0	2 951,6	2 987,5
Ménages et entrepreneurs individuels					1 518,2	1 610,1	1 843,3	2 044,2	2 040,8
Administrations					633,4	713,3	805,7	907,4	946,7
Epargne brute					2 191,5	2 232,3	2 545,1	2 835,9	2 870,3
Ménages et entrepreneurs individuels					95,3	102,8	117,7	130,5	130,3
Administrations					708,8	694,5	799,4	881,0	863,6
Institutions financières					29,8	31,4	35,8	39,8	40,3
Sociétés					1 357,6	1 403,6	1 592,2	1 784,5	1 836,2
Formation brute de capital fixe					987,0	1 086,3	1 149,6	1 297,3	1 097,0
Ménages et entrepreneurs individuels					52,1	57,3	60,7	68,5	57,9
Administrations					171,8	189,1	200,1	225,8	191,0
Institutions financières					10,2	11,2	11,9	13,4	11,3
Sociétés					752,9	828,6	876,9	989,6	836,8
Capacité de financement					1 182,6	1 196,1	1 366,3	1 519,1	1 528,3
Ménages et entrepreneurs individuels					45,9	49,5	56,7	62,8	62,7
Administrations					535,6	524,8	604,1	665,8	652,5
Institutions financières					18,8	19,8	22,6	25,1	25,4
Sociétés					582,3	602,0	682,9	765,4	787,6

1. Données 2005 sont définitives. Les données sur la répartition de la richesse créée ne sont pas calculées dans le cadre des comptes rapi seront disponibles qu'après élaboration des comptes définitifs

Source : DGS

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
PIB	1000 FCFA	3 654,9	3 843,2	4 081,0	4 696,0	3 661,4
PIB	USD	6 929,0	7 349,9	8 512,3	10 472,5	7 755,1
Revenu disponible brut des ménages	1000 FCFA	1 175,9	1 227,7	1 372,7	1 486,6	1 449,4
Consommation finale des ménages	1000 FCFA	1 112,2	1 154,1	1 290,3	1 397,4	1 362,4
Epargne brute des ménages	1000 FCFA	69,9	73,7	82,4	89,2	87,0
Capacité de financement des ménages	1000 FCFA	33,7	35,5	39,7	43,0	41,9

1. La série est corrigée pour les années 2004 et 2005 qui sont des données définitives.

	2005	2006	2007	2008	2009	Unité: %
Consommation finale des ménages / PIB	30,4	30,0	31,6	29,8	37,2	
FBCF / PIB	19,8	20,3	19,7	18,9	20,0	
Exportations des biens et services / PIB	60,7	61,7	60,8	63,2	52,3	
Importations des biens et services / PIB	24,0	25,8	26,1	24,7	26,5	
Capacité de financement de la nation / PIB	23,7	22,3	23,4	22,1	27,9	
Capacité financem. des administr. / PIB ¹	10,7	9,8	10,4	9,7	11,9	
Taux d'épargne des ménages	5,9	6,0	6,0	6,0	6,0	
Taux de marge des sociétés	78,0	78,0	78,0	78,0	78,0	
Taux d'investissement des sociétés	23,4	23,7	23,3	22,5	24,0	
Taux d'autofinancement des sociétés	181,8	170,9	183,2	181,9	221,2	

1. Capacité de financement des administrations / PIB.

Sources : DGS

Chapitre V.2

Finances

1. Présentation

En 2009, la baisse du prix du baril de pétrole et la hausse du dollar américain ont permis de rectifier à deux reprises le budget de l'Etat par rapport à la loi de finances initiale, passant ainsi de 2 485,5 à 1 541,5 milliards de Fcfa, soit une baisse de 38%.

Les ressources propres de l'Etat se sont finalement situées à 1 238,5 milliards.

Au niveau des emplois, les dépenses de fonctionnement ont modestement varié d'environ 1% par rapport à l'année 2008, soit 17,2% pour les salaires et traitements et 3,7% pour l'investissement. Aussi, l'Etat a poursuivi son désengagement vis à vis des créanciers intérieurs et extérieurs, soit -61,4% par rapport à 2008. Un accent particulier a été mis sur le paiement de la dette intérieure qui est passée de 103,2 milliards à 204,7 milliards en 2009.

Le secteur financier gabonais est à l'image de celui de la zone BEAC auquel le Gabon appartient. Il comprend quatre types d'institutions financières, à savoir la Banque centrale (BEAC), les banques créatrices de monnaie (BCM), les autres institutions bancaires (AIB) et les institutions financières non bancaires (IFNB).

En 2009, la situation monétaire large se caractérise entre autres par l'augmentation de la masse monétaire M2 (+2,7%). Il faut, toutefois, noter que la contraction de l'activité économique s'est traduite par une baisse des crédits à l'économie (-6,3%). Par contre, le désengagement progressif du pays vis-à-vis de ses partenaires financiers internationaux (FMI, BEAC, BCM, AIBE) a permis d'améliorer la position nette du gouvernement (-177,8 milliards en 2009 contre -214,7 milliards en 2008).

2. Sources et méthodologie

Les réalisations budgétaires sont établies, à travers le tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), par le ministère en charge du budget. Les données relatives aux finances publiques proviennent donc, pour l'essentiel, des fichiers tenus par ce dernier.

Les données relatives à l'encours de la dette publique selon les catégories de crédits sont fournies par la Direction générale de la comptabilité publique.

Les chiffres concernant la situation monétaire et le crédit sont produits par la BEAC à partir des données comptables fournies par les institutions financières. Les résultats des traitements effectués par la BEAC sont régulièrement approuvés par un comité national présidé par l'autorité monétaire (le ministre chargé des Finances et/ou celui de la Planification).

3. Publications de référence

- Ministère en charge du budget - Direction Générale de l'Economie et de la Législation Fiscale - *Tableau de bord de l'économie : situation 2009* - N° 40.

4. Principales définitions

- **Avoirs extérieurs nets**

C'est l'ensemble des créances générées par les transactions courantes et les mouvements de capitaux opérés avec le reste du monde. Ces avoirs mesurent la position nette de la Banque centrale et des autres institutions financières vis-à-vis de l'extérieur.

- **Charges communes**

Elles représentent un ensemble très hétérogène de dépenses d'investissement se rapportant essentiellement aux logements administratifs et aux différentes réfections.

- **Créances nettes sur l'Etat**

C'est l'ensemble des crédits monétaires octroyés à l'Etat, c'est-à-dire la position nette du gouvernement (crédits concédés à l'Etat par les institutions de crédit et dépôts monétaires gérés par le Trésor public) et les autres créances nettes sur l'Etat (titres émis par l'Etat et acquis par les établissements de crédit).

- **Créances sur l'économie**

C'est l'ensemble des crédits et des titres concédés par les institutions financières aux agents économiques autres que l'Etat.

- **Crédit intérieur**

C'est la somme des créances nettes sur l'Etat et des créances sur l'économie.

- **Dépenses afférentes aux équipements administratifs**

Ce sont les dépenses relatives aux réfections et constructions d'immeubles administratifs.

- **Dépenses de renouvellement**

Ce sont les dépenses relatives à la mise en l'état et à l'acquisition d'équipements.

- **Dépenses en capital (d'investissement)**

C'est l'ensemble des dépenses effectuées par l'Etat pour l'acquisition de biens durables et la réalisation de travaux d'intérêt public. Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, les dépenses supportées pour la construction des bâtiments et les autres travaux publics.

- **Dettes publiques**

C'est l'ensemble des emprunts que l'Etat contracte directement ou garantit pour des tiers. La dette publique implique les notions de :

- **Encours de la dette** : stock de la dette, c'est-à-dire l'ensemble des crédits dus par l'Etat à un moment donné ;
- **Service de la dette** : ensemble des dépenses (capital emprunté ou principal, intérêts et autres frais) à charge de l'Etat au titre du remboursement de la dette ;
- **Dettes garanties (ou assurées)** : dette contractée par un tiers (avec l'aval de l'Etat) engageant l'Etat, en cas de défaillance du tiers contractant, à en assurer le remboursement.

- **Disponibilités monétaires (masse monétaire M1)**

Il s'agit de tous les moyens de paiement en vigueur : les billets et les pièces de monnaie en circulation, ainsi que les dépôts à vue mobilisables par chèques.

- **Masse monétaire M2**

Elle regroupe les disponibilités monétaires (M1) et la quasi-monnaie.

- **Quasi-monnaie**

C'est l'ensemble des placements à vue, non mobilisables par chèques, effectués auprès des établissements de crédit et du Trésor public.

V.2.1 : Finances publiques							
Tableau V.2.1.1 : Exécution du budget général de l'Etat : tableau des opérations financières							
Unité : milliard de FCFA							
	2005	2005	2006	2007	2008	2009	
Recettes	1 434,1	1 434,1	1 582,6	1 636,4	2 078,1	1 685,1	
Recettes pétrolières	907,1	907,1	1 012,9	958,5	1 361,5	836,7	
Autres recettes	525,0	525,0	569,7	677,7	716,4	847,9	
Dons	2,0	2,0	0,0	0,2	0,2	0,5	
Dépenses	987,9	987,7	1 122,1	1 165,6	1 296,3	1 376,6	
Dépenses courantes	789,5	789,3	827,5	837,8	906,0	901,9	
Traitements et salaires	227,8	227,8	252,4	301,8	324,1	379,7	
Biens et services	153,2	153,2	167,2	190,4	208,8	215,7	
Transferts et subventions	279,1	279,1	291,3	226,8	258,7	224,3	
Intérêts	129,2	129,2	116,6	118,8	114,4	82,2	
Dépenses en capital	193,4	193,4	238,8	246,8	298,5	309,4	
Prêts nets	5,0	5,0	0,0	9,7	21,2	51,0	
Comptes spéciaux, y compris FER et dons en capital	53,4	53,4	55,8	71,3	70,6	114,3	
Solde Primaire	522,0	522,2	577,1	589,6	896,2	390,7	
Solde (base engagement)	392,8	393,0	460,5	470,8	781,8	308,5	
Variation des arriérés de paiements(1)	-37,4	-37,4	-33,5	-40,1	-67,3	-50,7	
Extérieurs	-2,9	-2,9	-0,3	-0,2	-0,2	0,1	
Intérieurs	-34,5	-34,5	-33,2	-39,9	-67,1	-50,8	
Solde (base caisse)	355,4	355,6	427,0	430,7	714,5	257,8	
Financement	-355,7	-355,7	-427,1	-430,8	-714,6	-208,6	
Financement extérieur net	-92,4	-92,4	-168,3	244,2	-862,3	-53,2	
Tirages	47,3	47,3	63,0	48,2	54,4	99,6	
Rééchelonnement	77,3	77,3	1,2	446,3	-10,5	0,0	
Remise de la dette	2,4	2,4	0,0	2,2	130,3	0,0	
Amortissement	-219,4	-219,4	-232,5	-252,1	-1 036,5	-152,8	
Arriérés (- =réduction)	0,0	0,0	0,0	-0,4	0,0	0,0	
Remboursement par avance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Financement intérieur net	-263,3	-263,3	-258,8	-675,0	147,7	-155,4	
Système bancaire	-110,6	-110,6	-95,3	-474,4	248,0	6,1	
Banque centrale (y compris FMI)	-115,7	30,2	-191,2	63,0	
Banques commerciales (y compris l'ACDT)	20,4	-504,6	439,2	-56,9	
Financement non bancaire	-152,7	-152,7	-163,5	-200,6	-100,3	-161,5	
Gap de financement	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	49,2	

(1) Le signe négatif signifie qu'il y a réduction des arriérés. A cause des arrondis les soldes ne sont pas souvent en équilibres. Série corrigée depuis 2006.

Source : Ministère du Budget, comité statistique.

Secteur	2005	2006	2007	Unité : million de FCFA	
				2008	2009
Secteur productif	8 231	13 258	20 104
Agriculture	1 847	2 928	2 799
Forêt et pêche	3 895	4 033	940
Mines, pétrole énergie et eau	1 949	4 462	5 834
Développement des PME	300	875	9 536
Tourisme	240	960	995
Infrastructures	38 558	54 899	48 154
Routes, ponts et voiries	36 896	43 910	41 255
Chemin de fer et transport	710	3 408	3 200
Marine marchande	243	2 875	2 437
Aviation civile et télécommunication	709	4 706	1 261
Secteurs sociaux	24 910	31 657	62 285
Education nationale	4 300	7 841	20 023
Formation professionnelle	1 388	1 447	2 700
Enseignement supérieur et Rech.sc.	6 590	9 250	11 953
Santé publique	3 885	8 285	21 462
Habitat et logement	8 747	4 834	6 147
Autres secteurs	79 712	107 320	64 412
Equipement administratif ¹	51 949	61 105	44 266
Renouvellement	21 576	29 624	2 014
Planification, cadastre, urbanisme	1 313	4 153	4 896
Charges communes ²	4 874	12 438	13 236
Total	151 411	207 134	194 955
1. Y compris l'équipement militaire.					
2. y compris la participation, la parapublic, promotion de la femme, la lutte contre le SIDA, le travail et l'emploi et le sport ..etc.					
Source : CGPD (2006-2007) -DGB (2008-2009)					

Tableau V.2.1.3 : Structure des dépenses d'investissement ordonnancées						
Secteur	2005	2006	Unité : %			
			2007	2008	2009	
Secteur productif	5,4	6,4	10,3	
Agriculture	1,2	1,4	1,4	
Forêt et pêche	2,6	1,9	0,5	
Mines, pétrole énergie et eau	1,3	2,2	3,0	
Développement des PME	0,2	0,4	4,9	
Tourisme	0,2	0,5	0,5	
Infrastructures	25,5	26,5	24,7	
Routes, ponts et voiries	24,4	21,2	21,2	
Chemin de fer et transport	0,5	1,6	1,6	
Marine marchande	0,2	1,4	1,3	
Aviation civile et télécomm.	0,5	2,3	0,6	
Secteurs sociaux	16,5	15,3	31,9	
Enseignem. primaire et secondaire	2,8	3,8	10,3	
Formation professionnelle	0,9	0,7	1,4	
Enseignement supérieur et reche sc.	4,4	4,5	6,1	
Santé publique	2,6	4,0	11,0	
Habitat et logement	5,8	2,3	3,2	
Autres secteurs	52,6	51,8	33,0	
Equipement administratif ¹	34,3	29,5	22,7	
Renouvellement	14,2	14,3	1,0	
Planification, cadastre	0,9	2,0	2,5	
Charges communes	3,2	6,0	6,8	
Total	100,0	100,0	100,0	
1. Y compris l'équipement militaire.						
Source: CGPD						

Tableau V.2.1.4 : Encours de la dette publique						
Situation au 31 décembre						
	2005	2006	Unité : milliards de FCFA			
			2007	2008	2009	
Dette extérieure	1 770,2	1 594,9	1 924,9	1 033,0	1 112,1	
Dette multilatérale	199,0	174,6	163,4	157,9	188,6	
Dette bilatérale	1 558,9	1 413,7	1 316,5	435,0	511,1	
Dette bancaire	12,3	6,6	0,0	0,0	0,0	
Marché financier	0,0	0,0	445,0	440,1	412,4	
Dette intérieure	124,4	93,5	140,6	147,6	256,0	
Dette directe	124,4	93,5	140,6	147,6	204,7	
Total de l'encours de la dette	1 894,6	1 688,4	2 065,5	1 180,6	1 368,1	
1. série modifiée à partir de 2007.						
Sources : DGCP et DGE						

	2005	2006	2007	2008	2009
Dette extérieure	1 770,1	1 594,9	1 924,9	1 033,0	1 112,2
Dette directe	1 751,6	1 575,5	1 910,4	1 021,7	1 089,7
Dette garantie	18,5	19,4	14,5	11,3	22,5
Dette intérieure	124,4	93,5	140,6	147,6	256,0
Dette directe	124,4	93,5	140,6	147,6	256,0
Dette garantie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Encours	1 894,5	1 688,4	2 065,5	1 180,6	1 368,2

Source: DGD

	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité : milliards de FCFA				
Dette extérieure	245,7	326,6	344,6	967,7	221,2
Dette multilatérale	42,1	36,7	36,7	33,5	39,1
Dette bilatérale	195,0	284,6	303,2	894,4	128,1
Dette bancaire	8,6	5,3	4,7	0,0	0,0
Marché financier	0,0	0,0	0,0	39,8	54,0
Dette intérieure	124,6	96,8	75,3	103,1	204,7
Dette directe	124,6	96,8	75,3	103,1	204,7
Total	370,3	423,4	419,9	1 070,8	425,9

Source: DGD

	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité : milliards de FCFA				
Dette extérieure	77,2	92,2	92,2	82,3	64,4
Dette multilatérale	11,9	11,0	10,9	7,5	9,3
Dette bilatérale	65,1	80,6	81,0	35,1	20,6
Club de Londres	0,2	0,6	0,3	0,0	0,0
Marché financier	0,0	0,0	0,0	39,7	34,5
Dette intérieure	5,6	3,9	2,3	5,3	5,7
Dette directe	5,6	3,9	2,3	5,3	5,7
Total	82,8	96,1	94,5	87,6	70,1

Source: DGD

	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité : %				
Service de la dette / recettes publiques	24,8	26,7	25,1	52,5	25,3
Service dette / exportations de biens et services	13,3	13,5	13,6	24,8	15,2
Intérêts dette / dépenses publiques courantes	16,4	16,4	14,1	12,6	5,1
Encours de la dette / PIB	41,4	33,8	29,6	18,3	..
Encours dette / exportations de biens et services	70,9	53,7	53,6	26,8	48,9

(1). Les recettes publiques et les dépenses publiques sont du tofe. Tandis que les exports sont de la balance des paiements.

Sources : DGCP, DGE et DGS

V.2.2 : Monnaie et crédit						
Tableau V.2.2.1 : Situation monétaire consolidée : ressources et contreparties des ressources						
du système monétaire						
Situation au 31 décembre						
Unité : milliard FCFA						
	2005	2006	2007	2008	2009	
RESSOURCES						
Disponibilités monétaires (M1)	521,7	617,8	688,3	770,9	768,1	
Monnaie fiduciaire hors BCM et AIBE	189,9	218,6	225,4	228,8	247,3	
Monnaie scripturale	331,8	399,2	462,9	542,1	520,8	
Quasi-monnaie	313,1	360,7	358,1	369,5	402,7	
Masse monétaire (M2)	834,8	978,5	1 046,4	1 140,4	1 170,8	
Ressources extra-monétaires	183,7	196,3	178,3	277,1	345,2	
Fonds propres	209,4	208,2	204,2	222,3	240,0	
Allocations de DTS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres postes nets	-25,7	-11,9	0,0	54,8	105,0	
Total des ressources	1 018,5	1 174,8	1 224,7	1 417,5	1 516,0	
CONTREPARTIES DES RESSOURCES						
Avoirs extérieurs nets	536,5	709,2	1 108,9	981,1	1 077,7	
Créances nettes sur l'Etat	17,4	-89,9	-519,8	-236,7	-192,2	
Position nette du gouvernement	60,1	-36,7	-487,6	-214,7	-177,8	
Autres créances nettes sur l'Etat	-42,7	-53,2	-32,2	-22,0	-14,4	
Créances sur l'économie	464,7	555,5	635,6	673,1	630,4	
Crédit intérieur	482,1	465,6	115,8	436,4	438,3	
Total des contreparties	1 018,6	1 174,8	1 224,7	1 417,5	1 516,0	
Source : BEAC						

	2005	2006	2007	2008	2009
	Unité : milliard FCFA				
ACTIF					
Avoirs extérieurs	375,4	558,6	551,7	907,5	907,6
Créances sur l'Etat	174,0	90,0	110,3	0,4	90,2
Créances actives ¹	173,2	89,2	109,8	0,4	90
Créances consolidées	0,8	0,7	0,5	0	0,2
Créances sur les institutions financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BCM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IBL ⁽²⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	12,9	14,4	17,6	9,7	12,5
Total actif	562,3	663,0	679,6	917,6	1010,3
PASSIF					
Base monétaire	342,8	437,1	482,7	657,4	632,5
Monnaie fiduciaire hors BCM	190,2	219,1	225,6	230,0	249,2
Réserves des BCM	148,8	216,2	248,8	414,7	372,4
Dépôts des AIBE	0,8	0,5	1,3	6,7	2,7
Dépôts des IBL ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Dépôts des IFNB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Dépôts des entreprises publiques	2,9	1,2	6,9	5,9	7,9
Dépôts et encaisses de l'Etat	144,6	176,1	163,3	247,6	278,4
Engagements extérieurs ¹	41,4	30,7	20,1	4,5	5,4
Fonds propres	4,2	4,3	1,1	-4,2	-4,1
Autres	29,3	14,8	12,4	12,3	98,1
Total passif	562,3	663,0	679,6	917,6	1010,3
1. Y compris le recours au FMI.					
2. Créances non consolidées.					
Source : BEAC					

Situation au 31 décembre	Unité : milliard FCFA				
	2005	2006	2007	2008	2009
Position nette du gouvernement vis-à-vis de la BEAC	-7,5	-112,6	-64,1	-247,1	-188,8
Créances	136,2	61,6	99,2	0,4	90,2
Avances à court terme	135,4	60,9	98,9	0,0	90,0
Créances consolidées sur l'Etat ¹	0,8	0,7	0,3	0,4	0,2
Engagements	143,7	174,2	163,3	247,5	279,0
dont : - Encaisses du Trésor	25,2	24,3	36,5	42,6	43,6
- Dépôts du gouvernement	150,0	869,0	471,0	10,9	7,8
Position nette du gouvernement vis-à-vis du FMI²	37,8	28,4	11,0	0,4	0,6
Position nette du gouvernement vis-à-vis des BCM et AIBE	29,7	47,5	-434,7	32,4	10,4
Crédits au gouvernement	88,7	90,0	117,8	83,5	83,2
Dépôts du gouvernement	58,9	42,5	552,5	51,1	72,8
Position nette du gouvernement	60,0	-36,7	-487,8	-214,3	-177,8
1. Créances sur les banques en liquidation ou restructurées, consolidées sur l'Etat.					
2. Crédits FMI et divers.					
Source : BEAC					

Situation au 31 décembre	Unité : milliard de FCFA				
	2005	2006	2007	2008	2009
Court terme					
Agriculture et pêche	2 138	1 917	2 842
Sylviculture	300	273	227
Mines	13 300	4 761	2 320
Industries	22 628	11 380	9 356
Eau et électricité	1 851	3 126	17 532
Bâtiment et travaux publics	24 401	23 679	23 083
Commerce intérieur	53 864	59 236	51 657
Exportations	1 993	1 350	1 546
Services	123 145	111 139	112 535
Crédits aux particuliers	38 859	35 535	36 483
Non classés	2 681	2 837	3 108
S/total :	285 160	255 233	260 690
Moyen et Long terme					
Agriculture et pêche	4 202	4 202	3 550
Sylviculture	0	0	0
Mines	6 470	87 094	59 300
Industries	22 100	27 855	17 243
Eau et électricité	66	13 345	11 818
Bâtiment et travaux publics	7 396	9 468	9 237
Commerce intérieur	62 101	78 234	94 165
Exportations	0	0	0
Services	55 927	40 747	49 441
Crédits aux particuliers	31 436	31 117	35 547
Non classés	336	1 136	342
S/total :	190 033	293 198	280 643	0	0
Total	475 193	548 430	541 333
Source : BEAC					

Tableau V2.2.3.5 : Situation résumée des Banques Créatrices de monnaie						
Situation au 31 décembre						Unité : millions FCFA
	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	
Réserves	148 835	216 168	248 853	414 724	372 377	
Dépôts à la BEAC	126 290	188 979	220 992	
Avoirs en monnaie fiduciaire	22 545	27 189	27 861	
Avoirs extérieurs nets	207 995	187 502	582 232	81 664	179 759	
Avoirs extérieurs bruts	265 293	246 700	714 802	161 685	299 208	
Engagements extérieurs à court terme	43 493	53 419	55 102	76 924	72 167	
Engagements extérieurs à moyen et long terme	13 805	5 779	77 468	3 097	47 282	
Créances nettes sur l'Etat	-13 073	-4 342	-466 956	-435 661	-409 602	
Créances brutes	91 776	95 738	127 473	95 937	96 300	
dont : Administration Centrale	86 703	88 332	116 817	82 607	82 703	
Dépôts	104 849	100 080	594 429	531 598	505 902	
dont : Administration Centrale	58 365	41 664	551 817	84 315	98 196	
Crédits à l'Economie	417 877	506 693	595 137	630 379	580 352	
dont : entreprises publiques	7 508	3 985	1 837	1 334	1 107	
Dépôts	638 533	756 829	811 737	898 187	854 500	
Dépôts à vue	326 406	396 992	455 576	531 598	455 576	
dont : entreprises publiques	4 304	5 745	12 946	
Dépôts à terme	312 127	359 837	356 161	366 589	398 924	
dont : entreprises publiques	13 034	10 688	7 724	
Crédits de la BEAC ¹	0	0	0	0	0	
Autres postes nets (fonds propres+divers) ²	227 012	239 479	271 460	334 656	271 460	
1. Y compris les créances sur les IBL et les AIBE						
2. Série corrigée						
Source : BEAC						

Tableau V.2.2.4 : Evolution du taux de change des principales monnaies						
Moyenne annuelle						Unité : FCFA
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Dollar américain	1 USD	527,50	522,90	479,30	447,80	472,10
Yen japonais	100 JPY	0,21	0,22	0,25	0,23	..
Euro ¹	1 XEU	656,60	656,60	656,60	656,60	656,60
Yuan chinois (Renmibi)	1 Yuan	0,02	0,02	0,02	0,02	..
1. La parité entre l'euro et le F.Cfa est fixe.						
Source : Agence Française de Développement						

VI. AGRICULTURE, ELEVAGE, FORET, PECHE ET
INDUSTRIES

Chapitre VI.1 Agriculture, élevage, forêt et pêche

1. Présentation

Le Gabon recourt encore largement à l'extérieur pour la satisfaction de ses besoins alimentaires. Pourtant, il dispose, entre autres, d'un environnement favorable aux activités agricoles, halieutiques et d'élevage : une importante étendue de terres exploitables, 800 km de côtes maritimes, un plateau continental de 46 000 km², un réseau hydrographique riche.

Dans ces conditions, l'Etat s'est engagé à réduire cette dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Pour cause, des structures et des programmes sont mis en place avec le concours des bailleurs de fonds et certains pays pour un développement de l'agriculture au Gabon.

Parmi ces structures on note l'ONADER, le FIDA, le CIAM, bénéficiant des financements de l'Etat. En ce qui concerne les programmes, on retrouve le PSSA (programme spécial pour la sécurité alimentaire), le projet rizicole et l'IGAD.

Au Gabon, le café et le cacao, considérés comme des cultures de rente, ont été développés par la puissance coloniale en tant que cultures d'exportation. Mais au sortir de la période coloniale, les difficultés de production et de commercialisation des produits agricoles de rente se caractériseront par une faible croissance malgré l'injection massive des investissements publics dans ce secteur à la fin des années 70.

Au lendemain des indépendances, les exportations de café connaissent une importante progression, mais éphémère, jusqu'en 1984 où près de 40 000 sacs de 60 kg¹ sont exportés. Soit environ 2 400 tonnes, contre 172,8 tonnes en 1977.

Au début des années 90, la production et les exportations amorcent un déclin irréversible. En dehors de la saison 1994, les productions et les exportations sont en dessous de 300 tonnes. La filière connaît des rendements mitigés.

Cette filière cacao-café est confrontée à deux grands facteurs qui influencent son activité de nos jours :

- *sur le plan économique* : la filière ne bénéficie pas du même niveau d'investissement comparativement au secteur minier et le secteur n'offre pas des revenus plus attrayants ;
- *sur le plan technique* : le vieillissement et le manque d'entretien des plantations résultent surtout de l'absence de bras valides.

Toutefois, la Direction Générale des Caisses de Stabilisation et de Péréquation relance les activités liées à la production du café et cacao, avec la création des plantations et la mise à la disposition des moyens d'entretien des plantations aux producteurs. Les prix aux producteurs n'ont pas chuté malgré les variations enregistrées sur le marché international.

¹ S'agissant du café, l'unité de mesure est le sac de 60 kg.

Pour ce qui est de l'activité de production de caoutchouc, elle est en pleine restructuration, avec la reprise par SIAT des activités d'HEVEGAB. La transformation du caoutchouc humide en granulé est rendue possible grâce à l'acquisition d'une nouvelle usine de production à MITZIC.

Le potentiel forestier couvre 80% du territoire national, avec plus de 400 essences dont 65 constituées de bois divers sont exploitées. Notons que 10 essences seulement (Padouk, Kevazingo, Moabi, Agba, Bilinga, Iroko, Azobe, Bahia, Béli et Movingui) représentent 70 % de la production des bois divers au Gabon. L'Okoumé et l'Ozigo sont les espèces les plus exploitées au Gabon et le taux de déforestation atteint 0,1% par an.

C'est le ministère de l'Economie forestière qui veille sur les intérêts de l'Etat dans le déroulement des activités forestières au Gabon. De ce fait, il contrôle et régule les activités des différents opérateurs.

La loi n°016/01 du 31 décembre 2001 portant code forestier, fixe le cadre réglementaire précis aux engagements contractuels à prendre par les exploitants forestiers afin de préserver la ressource en bois, la biodiversité végétale et animale ainsi que les équilibres sociaux. Il redéfinit les principaux types de permis forestiers, à savoir la Concession Forestière sous Aménagement Durable (CFAD), le Permis Forestier Associé (PFA) et le Permis de Gré à Gré (PGG).

Jusqu'en 2009, dans le cadre de la politique d'industrialisation du secteur bois, cette loi classe les principales activités liées à l'industrialisation dans ce secteur. Ces activités sont de trois niveaux. Le premier niveau de transformation concerne les activités de sciage, de déroulage, de tranchage et de séchage. Le second niveau de transformation comprend les activités de fabrication de panneaux et de produits standards simples, tels que les parquets et les moulures. Enfin le troisième niveau de transformation intègre les activités qui donnent lieu aux produits finis et aux composites de la menuiserie et de l'ébénisterie.

Les activités de première transformation sont les plus usitées par les opérateurs forestiers. Dans cette optique, l'arrêté n°000641/PR/PM/MEFPR-CEPN, du 01/07/2001, donne la possibilité, entre autres, à chaque opérateur économique du secteur bois d'exporter sa production de grumes sous réserve de transformer une partie de cette dernière au Gabon. Ainsi, la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) du fait de cette semi libéralisation voit ainsi son monopole réduit dans cette activité.

Les activités d'élevage restent dominées par la présence de petits opérateurs fermiers disséminés à travers le territoire national. Cet élevage rudimentaire et traditionnel se concentre entre autres sur les poules, les canards, les porcs et les lapins.

Par ailleurs, un petit nombre d'entre eux est suivi par l'IGAD et par la SIAT dans le cadre de l'élevage villageois.

Enfin, sur le plan structurel, SIAT a repris la gestion des ranchs de la Nyanga qui se concentrent dans l'élevage des bovins.

Au Gabon, trois types d'activités de pêche sont pratiqués, à savoir la pêche industrielle, la pêche artisanale maritime et continentale et la pisciculture.

Globalement, l'activité de production dans la branche pêche a légèrement repris en 2009 grâce à l'activité menée au niveau de la pêche continentale (+9%) en 2009.

2. Sources et méthodologie

Les données ont été collectées par la DGS soit à l'aide des questionnaires remplis soit en exploitant des publications des administrations productrices de données.

Dans le domaine de l'agriculture, les statistiques des produits courants ont été collectées à la Direction Générale de l'Agriculture. Les produits maraîchers sont celles de l'IGAD.

Les données relatives à l'élevage sont celles de la SIAT et des services provinciaux du ministère de l'agriculture.

La production forestière a été obtenue à partir des données fournies par la Direction Générale des Eaux et Forêts (déclarations des exploitants forestiers) et la SNBG (achats des grumes par qualité).

La commercialisation de grumes a été fournie par la SEPBG qui gère les parcs à bois de Port-Gentil et Libreville.

En ce qui concerne les achats et la commercialisation par qualité, ces données sont fournies par la SNBG. Cette société est, non seulement le principal acheteur de grumes auprès des exploitants forestiers, mais elle reste la principale entreprise de commercialisation de l'Okoumé et de l'Ozigo.

Par ailleurs, les statistiques sur les différents types de permis accordés pour l'exploitation forestière proviennent de la Direction Générale des Eaux et Forêts.

3. Principales définitions

- **Potentiel forestier exploitable**

Il concerne l'ensemble des essences commercialement connues et ayant atteint le diamètre réglementaire.

- **Aquaculture**

C'est la culture des produits halieutiques (poissons, mollusques, crustacés,...).

- **Armement**

C'est une entreprise agréée qui exerce dans le domaine de la pêche.

- **Cheptel villageois de bovins**

C'est le nombre de tête de bétail disponible en fin d'année.

- **Effort de pêche**

C'est le nombre de jours passés en mer par les bateaux de pêche.

- **Pêche artisanale maritime**

C'est la pêche en mer à l'intérieur des estuaires et de la zone des 3 miles marins.

- **Pêche continentale**
C'est la pêche dans des eaux intérieures du territoire.
- **Pêche industrielle**
C'est la pêche en mer pratiquée au-delà de 3 miles marins.

VI.1.1 : Superficies et productions agricoles

Tableau VI.1.1.1 : Superficie

	1000 hectares	
	2008	2009
Superficies		
Superficie du Gabon	26 767	26 767
dont terre :	25 767	25 767
terres agricoles	5 160	5 160
forêts	20 607	20 607

Source : DGA

Tableau VI.1.1.2 : Production agricole

	Unité : tonne				
	2005	2006	2007	2008	2009
Cultures vivrières					
Manioc	229 333
Banane plantain	270 000
Taro, igname, patate douce	55 000
Régime de palme	24 126	36 167	30 391
Production vivrière suivie par IGAD	3 613	3 857
Production maraîchère					
Aubergine	96
Concombre	23
Gombo	21
Oignon	1
Piment	49
Persil	38
Salade	1
Tomate	334
Production maraîchère suivie par IGAD	1 885	2 066
Principales cultures de rente					
Cacao ¹	195	194	110	167	78
Café ¹	100	..	83	..	122
Caoutchouc humide	31 464	37 333	33 429
Caoutchouc sec (usiné) ²	13 742	18 950	17 852
Scaferlatis	1 732	2 082	1 588	1 635	1 842
Tabac en feuilles (en caisse)	2 826	2 178	2 164	1 609	1 420

Sources : AGRIPOG, DGA, SIAT, IGAD, DGCSP et DGELF

Tableau VI.1.1.2.1 : Commercialisation de caoutchouc

	Unité : tonne				
	2005	2006	2007	2008	2009
Exportation du caoutchouc usiné	12 052	14 526	13 228	21 903	13 039

Source : SIAT-Gabon

		Unité : tonne				
		2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09
Nombre d'exploitations		19
Superficie (ha)		41,2
Provinces						
Woleu-Ntem		5,0	4,4	6,4	4,7	1,0
Ogooué Lolo		1,0	1,5	4,0	0,4	28,1
Ogooué Ivindo		22,0	21,5	24,8	..	8,7
Haut-Ogooué		60,0	..	23,4	56,2	65,5
Ngounié		12,0	..	24,8	29,9	18,9
Total		100,0	..	83,4	..	122,2
Prix du Café cerise aux planteurs en Fcfa		400	400	400	450	450
1. Faute de subventions de l'Etat, la DGCSP n'a pas effectué des achats auprès des planteurs						
Source : DGCSP						

		Unité : tonne				
		2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09
Cacao supérieur (GI)		128,8	38,3	87,0	143,6	123,0
Cacao Courant (GII)		66,0	23,6	22,5	24,7	13,4
Total		194,8	61,9	109,5	168,3	136,4
Source : DGCSP						

		Unité : tonne				
		2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09
Nombre d'exploitations		114
Superficie (ha)		175,6
Provinces						
Woleu-Ntem		159,0	171,0	64,0	139,0	31,7
Ogooué Lolo		30,0	2,0	43,6	27,0	43,4
Ogooué Ivindo		6,0	21,0	1,9	2,1	2,3
Ngounié		0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
Total		195,0	194,0	109,5	168,1	77,4
Prix du Cacao aux planteurs en Fcfa						
Cacao supérieur (GI)		600	600	600	650	650
Cacao Courant (GII)		300	300	300	350	650
Source : DGCSP						

		Unité : tonne				
		2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09
Exportation du Café marchand		23,0	23,5	66,3	25,9	40,8
Exportation du Cacao supérieur		160,0	159,0	93,4	160,1	70,4
Exportation du Cacao courant	
1. Les ventes de l'année en cours peuvent être supérieures à la production de l'année courante à cause des stocks des années antérieures.						
Source : DGCSP						

VI.1.2 : Elevage										
Tableau VI.1.2.1 : Evolution du Cheptel de bovin										
Situation au 31 décembre										
						Unité : tête				
						2005	2006	2007	2008	2009
Cheptel des ranchs						..	1 900	2 214	4 581	7 971
Cheptel villageois ¹						1 916	2 114
Ensemble							4 014
1. Données de la province de l'Ogooué Inwindo seulement										
Sources : SIAT et Service provincial du Ministère de l'Agriculture de l'Ogooué Inwindo en 2006										

Tableau VI.1.2.2 : Ateliers d'élevage de poules pondeuses et de porcs										
Situation au 31 décembre										
						En unité				
						2005	2006	2007	2008	2009
Nbre d'ateliers de poules pondeuses						16	40	49	92	122
Nbre d'ateliers d'élevage de porcs						20	38	57	90	134
1. L'année 2008 est corrigée.										
Source : IGAD										

Tableau VI.1.2.3 : Evolution du Cheptel de porcine										
Situation au 31 décembre										
						Unité : tête				
						2005	2006	2007	2008	2009
Cheptel total (tête)						194	339	572	704	..
Volume de viande produit (tonne)						75	131	220	271	..
Source : IGAD										

Tableau VI.1.2.4 : Activité avicole										
						en milliers				
						2005	2006	2007	2008	2009
Importations de poussins						147,9	138,1	145,8	140,4	143,0
Elevage de poule ¹						231,2	276,6	369,0	384,0	..
Ventes de poules						111,4	99,7	125,0
Production d'œufs ¹						47 149	54 572	67 485	74 128	78 778
1. y compris le cheptel suivi par IGAD à partir de 2005. La série est corrigée.										
Sources : SMAG et IGAD										

VI.1.3 : Exploitation forestière

Tableau VI.1.3.1 : Cumul de permis accordés par type en cours de validité

	2005	2006	2007	2008	2009
Permis industriels (PI)	110	110	110	131	..
Permis zone d'attraction chemin de fer (ZACF)	24	24	24	24	24
Permis forestiers aménagés (PFA)	116	125	137	248	248
Permis d'exploitation temporaire (PTE)	238	238	238	220	220
Permis coupe familiale (C.F)	238	238	238

1. En fait depuis l'année 2004, aucun nouveau permis d'exploitation forestière n'a été accordé

Source: DGEF

Tableau VI.1.3.3 : Cumul des superficies exploitées en cours de validité

	En 1000 ha				
	2005	2006	2007	2008	2009
Superficie (PI)	5 027,6	5 027,6	5 027,6	3 846,6	..
Superficie (ZACF)	1 306,1	1 306,1	1 306,1	1 011,5	1 011,5
Superficies (PFA)	-	-	..	2 285,8	2 285,8
Superficie (PTE)	2 768,5	2 885,5	2 904,4	1 791,8	1 791,8

1. Il n'existe pas de superficie en coupe familiale. Ces permis sont attribués par pieds.

Source : DGEF

VI.1.4 : Production, achat et commercialisation de grumes

Tableau VI.1.4.1 : Production de grumes

	Unité : 1000 m ³				
	2005	2006	2007	2008	2009
Okoumé et Ozigo	2 711	1 500	2 200	1 573	1 537
Autres essences	489	2 000	1 200	1 352	1 320
Total	3 200	3 500	3 400	2 925	2 857

Sources : DGEF et SNBG

		Unité : 1000m ³				
		2005	2006	2007	2008	2009
Okoumé		601,5	446,3	527,9	282,6	201,1
Loyal et marcand		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Qualité seconde		11,6	7,0	2,9	0,0	0,0
Choix industriel		229,5	177,6	144,0	42,4	40,2
Choix économique		281,5	197,1	256,2	98,9	100,6
Choix spécial		73,5	61,7	122,3	141,3	60,3
Irrecevable ¹		5,4	2,9	2,5	0,0	0,0
Ozigo		7,5	1,8	15,7	1,3	0,9
Loyal et marcand		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Qualité seconde		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Choix industriel		0,6	0,3	6,5	0,4	0,3
Choix économique		6,8	1,4	9,1	0,8	0,5
Irrecevable		0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois divers		1,0	12,2	43,6	135,3	130,5
Total achats		610,0	460,2	587,1	419,1	332,5
1. Bois déclassé mais contrôlé par la SNBG et impropre à l'exportation.						
Source : SNBG						

		Prix moyen du m ³ en francs cfa				
		2005	2006	2007	2008	2009
Okoumé		60 816	68 000	61 600	55 014	66 425
Ozigo		43 000	48 000	46 600	///	41 710
Bois divers		98 000	84 000	112 800	101 505	99 559
Sources : SNBG						

		Unité : 1000 m ³				
		2005	2006	2007	2008	2009
Tableau VI.1.5,1 : Exportations de grumes						
Okoumé et Ozigo		814	862	1 065	837	691
Autres essences		772	906	874	813	941
Total		1 586	1 768	1 938	1 650	1 631
Sources : DGEF, SEPBG et SNBG						

		Unité : 1000 m ³				
		2005	2006	2007	2008	2009
Okoumé		639,6	452,7	417,5	369,8	195,0
Loyal et marchand		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Qualité seconde		12,4	7,6	2,8	0,0	0,0
Choix industriel		245,2	182,6	130,9	66,6	39,0
Choix économique		300,5	200,6	204,7	140,5	97,5
Choix spécial		81,1	58,1	77,4	162,7	58,5
Irrecevable		0,4	3,8	1,7	0,0	0,0
Ozigo		7,2	1,3	9,8	2,4	0,9
Loyal et marchand		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Qualité seconde		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Choix industriel		0,5	0,3	5,9	0,9	0,3
Choix économique		6,7	1,0	3,9	1,6	0,5
Bois divers		0,6	8,3	27,4	125,4	147,3
Total exporté		647,5	462,3	454,7	497,6	343,2

1. Pour certaines années les achats de la SNBG sont inférieurs aux exportations à cause des stocks des années antérieures.

Source : SNBG

		Prix moyen du m ³ en francs cfa				
		2005	2006	2007	2008	2009
Okoumé		93 306	99 000	97 700	82 511	85 201
Ozigo		65 870	74 500	81 561	80 770	77 119
Bois divers		105 348	132 464	157 867	161 217	140 321

Source : SNBG

		Unité : 1000 m ³				
		2005	2006	2007	2008	2009
Afrique		66,5	80,0	136,3	69,6	39,0
Amérique		0,1	0,0	0,0	0,1	0,5
Asie		562,5	617,1	718,5	646,8	543,0
Europe		185,2	164,8	209,8	120,0	108,7
Autre		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total		814,3	861,9	1 064,6	836,6	691,3

1. Ce sont les exportations globales d'okoumé et d'ozigo réalisées par la SNBG et tous les autres opérateurs économiques

Source : SEPBG

VI.1.6 : Pêche								
Tableau VI.1.6.1 : Flotte industrielle maritime								
				2005	2006	2007	2008	2009
Armements				17	13	12	12	6
Navires				61	60	53	46	34
Flotte				61	60	53	46	34
Chalutiers				38	25	23	21	20
Crevettiers				22	14	14	12	14
Ligneurs				1	3	0	0	0
Thoniers				0	0	0	0	0
Autres				0	18	16	13	0

Source : DGPA

Tableau VI.1.6.2 : Pêcheurs et parc piroguier dans la pêche artisanale et continentale au Gabon								
							2008	2009
Total pêcheurs							5 045	4 257
dont des femmes (%)							16,3	17,7
dont femmes patrones (%)							10,0	5,7
Equipements								
Total pirogues							3 425	2 161
pirogues avec moteur (%)							32,5	23,2
pirogues sans moteur (%)							67,5	76,8

Source: DGPA

Tableau VI.1.6.3: Production par type de pêche								
			Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Effort de pêche			jours	105 185	92 983	77 102	104 057	86 622
Production			tonnes	43 941	41 647	38 092	27 554	30 096
Pêche industrielle				11 620	9 786	7 016	5 860	3 696
Pêche artisanale maritime				22 543	22 224	21 299	15 666	15 793
Pêche continentale				9 700	9 512	9 653	5 911	10 481
Aquaculture				78	126	124	117	126

Source : DGPA

	Unité : tonne				
	2005	2006	2007	2008	2009
Sardinelle	25,8	0	0	40,9	..
Machoiron	137,7	78,2	53,7	643,1	1 472,6
Mérou	65,4	23,2	14,4	15,7	3,4
Carangue	13,5	0,1	0,6	184,7	14,7
Carpe de mer	9,7	1,5	22,8	0,5	2,9
Rouge	65,8	53,6	10,3	362,0	329,9
Dorade grise	340,8	207,2	144,8	567,6	300,6
Dorade rose	429,7	180,1	75	160,6	160,4
Pageot	32,7	8,5	16,5	65,6	8,2
Bossu	204,8	80,7	400,6	1 058,0	1 394,7
Bar	1939,8	1503,5	1529,9	2 547,3	1 870,8
Disque	9,5	84,3	65,4	71,4	45,9
Rouget	135	36,7	80,5	18,0	69,1
Bécune	402,3	207,3	141,8	392,2	376,3
Capitaine	1608,8	1122	871,8	1 919,4	1 766,3
Chinchard	22,4	0,2	18,8	12,4	2,5
Barbillon	37	23,7	311	94,0	32,1
Maquereau Turbot	6,9	27,7	31,1	61,9	58,8
Turbot	58,5	9	0,4	2,2	1,9
Sole	449,5	227,3	287,2	294,5	239,6
Thon albacore	2,1	0	0	0,8	0,2
Thon obèse (patudo)	0	0	0	0,0	0,0
Thon autre	33,1	3,6	0,1	22,3	22,1
Voilier	1,4	0	0	..	0,0
Raie	27,6	48,9	3,4	75,6	59,7
Requin	24	49,4	160,8	63,2	33,0
Langouste	28,6	0,8	9,9	8,0	12,5
Crevettes grises	344,3	259,4	268	107,8	2,8
Crevettes tigrées	6,8	0	0,9	0,9	9,5
Crevettes roses	8	8,8	3,1	1,3	23,3
Crevette nia	0,5	1,1	0,8	0,0	0,0
Crabe	15,3	11,5	8	..	21,8
Seiche	885,1	423,1	449	22,5	223,2
Espadon	0,6	0	0	0,7	2,0
Tarpon	0,9	0	0	1,5	0,7
Poulpe	0,8	0	0	0,0	0,0
Tortues	0	0	0	4,3	2,2
Autres	549,4	118,4	117,3	17 904,6	12 565,7
Rejets	47,8	153	253,3	0,0	0,0
Divers	1652,4	1519,5	1694,2	828,2	8 966,3
Total	9 624,3	6 472,3	7 045,4	27 553,7	30 095,7

Source : DGPA

	Unité : tonnes				
	2005	2006	2007	2008	2009
Production totale	2 121,3	2 341,0	527,6
Pêche industrielle	2 069,5	2 324,0	503,1	164,8	49,2
Pêche artisanale	35,8	4,6	14,5	10,0	13,8
Pêche continentale	16,0	12,4	10,0

1. Série corrigée

Source : DGPA

Chapitre VI.2

Industries extractives

1. Présentation

Le pétrole et le manganèse demeurent les plus grands produits exploités du sous-sol gabonais.

L'exploitation pétrolière a commencé en 1955 alors que les premières prospections datent de 1929. Elle se fait sur terre (dans des puits souterrains) et en mer (dans des puits sous-marins). Elle couvre toute la côte sud de l'île Mandji (de Port-Gentil à Mayumba). Elle est assurée par sept compagnies (Total-Gabon, Shell-Gabon, Perenco, Marathon, Vaalco, Adaax et Maurel & Prom). La majeure partie du pétrole brut est exportée, le reste étant raffiné, à Port-Gentil, par la Société gabonaise de raffinage (SOGARA).

Dans ce domaine, l'Etat, propriétaire du sous-sol, attribue des concessions pétrolières aux compagnies qui font de l'exploration et l'exploitation dans des domaines miniers pétroliers, sur la base de permis et de contrats. Les permis attribués au Gabon sont des permis en **Contrats d'Exploitation et de Partage de Production (CEPP)**.

L'activité pétrolière a été maintenue grâce aux efforts d'investissements dans le but d'améliorer le rendement des vieux puits et à la mise en production de nouveaux champs. Toutefois, le prix du brut a chuté en 2009, tandis que le taux de change du dollar américain s'est apprécié au cours de l'année 2009.

L'extraction du manganèse, qui a commencé en 1962, est réalisée par la Compagnie minière de l'Ogooué (COMILOG). Le gisement de Moanda, qui est l'un des deux sites mondiaux à très forte teneur en manganèse (> 44 %), place le Gabon au 2e rang mondial des producteurs de manganèse. Les réserves gabonaises représentent environ 25 % des réserves mondiales.

En 2009, la production de manganèse a chuté de 38.7% par rapport à l'année 2008, pour se situer à 2 millions de tonne. En effet, le retournement de la conjoncture internationale lors du 4ème trimestre de l'année 2008 et la chute du prix sur la marché international n'ont pas stimulé la production.

2. Sources et méthodologie

Les données sur le pétrole proviennent de la Direction générale de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures au Ministère des mines, du pétrole et des hydrocarbures.

Les données sur la production d'or proviennent de la Direction Générale des mines et de la Géologie qui appartient au même Ministère.

Les données sur le manganèse sont fournies par la COMILOG.

3. Principales définitions

- **Le Brent**

Référence mondiale en matière de transactions pétrolières, le Brent est un brut léger (exploité en mer du Nord) à faible teneur en soufre. Il donne, après raffinage, plus d'essence que de fuel.

- **Le Mandji**

Le Mandji a une densité de 0,877 à 15° C et une teneur en soufre de 1,09%. C'est un brut plus lourd que le Brent et qui donne un fuel beaucoup plus soufré, avec une teneur de 2,4% contre 1,1% pour le Brent. La proportion de produits légers obtenus à partir du Mandji est de 65%, contre 80% pour le Brent. Son prix de vente est inférieur d'environ 10 % à celui du Brent.

- **Le Rabi**

Le Rabi a une densité de 0,8535 à 15° C et une teneur en soufre de 0,06%. C'est un pétrole de qualité très proche du Brent. Son prix de vente est légèrement inférieur (de 2 à 3 %) à celui du Brent.

- **La concession pétrolière**

C'est un titre minier accordé par un Etat donnant le droit à une société pétrolière d'explorer et/ou d'exploiter un territoire défini.

- **Le Domaine minier Pétrolier**

C'est l'ensemble des zones couvertes par les titres pétroliers exclusifs dans lesquels un intérêt pétrolier est détenu.

VI.2.1 : Production de Pétrole brut							
Tableau VI.2.1.1 : Contrats d'exploitation et de partage de production							
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009	
Permis terrestres							
Nombre de permis attribués		17	17	17	17	..	
Superficies	Km ²	33 353	35 207	36 232	37 691	..	
Permis maritimes							
Nombre de permis attribués		22	21	23	24	..	
Superficies	Km ²	81 346	75 145	86 734	92 644	..	
Source : DGEEH							

Tableau VI.2.1.2 : Production de pétrole brut							
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009	
Production	Mio tonnes	13,3	11,9	12,1	12,7	11,8	
Exportations	Mio tonnes	12,5	11,0	11,3	11,8	11,1	
Cours annuel moyen du Brent	USD/baril	54,38	65,13	72,52	96,99	61,51	
Prix de vente annuel moyen		50,49	61,83	68,87	92,33	58,76	
Cours annuel moyen du dollar US	FCFA	527,5	522,9	479,3	448,4	472,1	
Sources : DGE, DGH , UPEGA , AFD et DGELF							

Tableau VI.2.1.3 : Production de pétrole brut par producteur							
							Unité : 1000 barils
Opérateurs		2005	2006	2007	2008	2009	
Total Gabon		35 610	30 938	29 744	28 133	25 548	
Shell-Gabon		22 918	21 198	20 911	18 609	18 198	
Pérenco		18 599	17 190	16 833	16 148	17 280	
Marathon		11 678	9 396	7 660	6 502	4 959	
Vaalco		6 926	6 357	7 407	7 725	8 148	
Eni-Gabon		0	0	0	0	955	
Addax		1 362	1 987	5 944	8 855	8 271	
Maurel et Prom		0	0	34	95	3 207	
Total		97 092	87 066	88 535	86 067	86 566	
Sources : DGH et UPEGA							

Tableau VI.2.1.4 : Production de pétrole par principal type de brut							
							Unité : 1000 barils
		2005	2006	2007	2008	2009	
Rabi Light		24 532	20 605	22 367	
Rabi Blend		28 886	26 761	26 516	
Mandji		23 999	21 664	20 994	
Lucina		3 883	3 462	3 370	
Oguendjo		8 494	7 900	7 610	
Remboué		372	318	270	
Etame		6 926	6 357	7 407	
Limande					
Olendé Fuel					
Olowi					
Total		97 092	87 066	88 535	
Source : DGH							

Tableau VI.2.1.5 : Production de pétrole brut par qualité et champ d'exploitation											
							Unité : 1000 barils				
							2005	2006	2007	2008	2009
Qualité Rabi et Gamba							53 419	47 366	48 883	48 325	..
Avocette							3 799	3347	3 029	2 716	..
Coucal							3 117	1699	1 424	1 290	..
Gamba/Ivinga							2 699	2622	2 395	2 134	..
Rabi							15 943	13409	12 165	10 007	..
Tchatamba Ouest							1 855	1443	1 426	1 594	..
Tchatamba Sud							9 477	7824	6 138	5 711	..
Atora							4 165	3939	4 091	4 191	..
Echira							661	709	335	285	..
Autres							11 703	12372	17 878	20 397	..
Qualité Mandji							23 999	21664	20 994	20 687	..
Anguille							2 687	2378	2 696	2 575	..
Anguille N.E et S.E							878	698	587	612	..
Barbier Marine							1 072	813	1 040	1 198	..
Baudroie Marine et Nord							5 620	4133	3 552	4 033	..
Gonnelle Marine							3 391	4402	3 235	3 019	..
Grondin Marine							1 123	1219	1 329	1 403	..
Hylia Marine							1 073	958	1 081	1 195	..
Mandaros Marine							1 194	934	1 034	1 108	..
Torpille Marine et N.E							2 052	2036	1 888	1 715	..
Autres							4 908	4092	4 553	3 829	..
Qualité Lucina							3 883	3462	3 370	3 228	..
Lucina							477	417	363	322	..
Mbya							3 008	2720	2 638	2 523	..
Autres							397	324	369	383	..
Qualités Oguendjo							8 494	7900	7 610	7 725	..
Gombé							1 397	1267	460	472	..
Limande							294	407	589	636	..
Obando							1 267	997	777	841	..
Rembo Kotto							1 353	1277	1 208	1 195	..
Turnix							2 103	1455	1 027	935	..
Autres							2 080	2497	3 548	3 646	..
Autres Qualités							7 297	6675	7 677	6 069	..
Remboué							372	318	270	344	..
Etame							6 926	6357	4 928	3 189	..
Avouna							0	0	2 480	2 536	..
Total Général							97 092	87066	88 535	86 034	..

Source : DGH

	Unité : 1000 barils				
	2005	2006	2007	2008	2009
Rabi/blend/Light	53 074	47 439	44 883	46 303	46 499
Tchatamba	0	0	0	0	0
Mandji	18 643	16 828	13 574	13 816	13 431
Oguendjo	8 513	7 479	5 553	6 907	6 419
Lucina	4 043	3 422	2 994	3 043	2 886
Limandé	0	0	0	0	0
Rémboué	342	335	233	260	73
Etame	6 883	6 406	7 377	7 605	8 328
Olendé fuel	0	303	844	1 640	3 014
Olowi					905
Total	91 498	82 212	75 458	79 574	81 555

Source : DGH

	Unité : dollar				
	2005	2006	2007	2008	2009
Rabi/blend/Light	53,17	64,62	71,64	85,71	60,99
Tchatamba	-	-	-	-	-
Mandji	46,56	57,60	66,19	88,11	57,24
Oguendjo	42,87	55,77	63,97	88,84	57,33
Lucina	52,74	64,26	69,16	95,41	58,43
Limandé	-	-	-	-	-
Rémboué	46,84	58,27	66,34	85,57	48,42
Etame	51,78	63,80	72,03	94,07	59,89
Taux de change du dollar/Fcfa	527,5	522,9	479,3	448,4	472,1

Source : DGH

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Etat	1000 bbls	2 405	2 003	2 072	2 913	2 302
Société	1000 bbls	2 777	3 120	3 803	3 032	1 843
Total barils	1000 bbls	5 182	5 122	5 875	5 945	4 145
Total	tonne métrique	823	814	934	815	568

Source : DGH

VI.2.2 : Le Gaz naturel

Tableau VI.2.2.1 : Production de gaz naturel

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Production nationale	Mio m ³	150,9	155,3	167,1	187,3	..
Total Gabon	Mio m ³	91,9	96,2	113,4	132,7	..
Shell Gabon	Mio m ³	58,9	59,1	53,6	54,1	..
Perenco*	Mio m ³	0,0	0,0	0,1	0,5	..
Prix de vente moyen national	USD/m ³	0,1	0,1	0,1	0,1	
Total Gabon	USD/m ³	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Shell Gabon	USD/m ³	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Perenco (Libreville)	USD/m ³	-	-	0,2	0,2	0,2
Perenco (Port-Gentil)	USD/m ³	-	-	0,2	0,2	0,2

Source : DGH

VI.2.3 : Mines						
Tableau VI.2.3.1 : Production de manganèse par qualité						
	Unité : 1000 tonnes					
	2005	2006	2007	2008	2009	
Production de Manganèse	2 753	2 979	3 334	3 248	1 992	
Minerai	2 153	2 333	2 803	2 802	..	
Minerai R1 R2 SD ou minerais métallurgiques	1 616	1 848	2 121	2 078	..	
Hydrométal	537	484	681	257	..	
Minerai F1 F2	0	0	0	467	..	
Bioxydes	44	57	38	52	..	
Agglomérés	555	589	494	394	..	
Exportations	2 887	2 900	3 302	3 200	2 147	
Minerais	2 252	2 291	2 784	2 736	..	
Bioxydes	44	54	47	38	..	
Agglomérés	590	556	470	426	..	
Variation de stocks	-134	79	32	48	..	
Prix à l'exportation en milliers de Fcfa/kg						
Bioxyde	83	93	80	186	..	
Agglomérés	80	96	87	272	..	
Autres minerais	60	58	82	186	..	

Sources : COMILOG et la DGELF

Tableau VI.2.3.2 : Production d'or brut par site						
	Unité : gramme					
	2005	2006	2007	2008	2009	
Etéké	///	///	235	-	..	
Mitzic	///	///	925	2 542	..	
Makokou	///	///	1 169	1 417	..	
Minkébé	///	///	-	2105	..	
Ndangui	///	///	-	-	..	
Autre ¹	///	///	10,3	-	..	
1. Achats effectués à Libreville						

Source : DGMG

Tableau VI.2.3.3 : Activité de production de l'or brut par province						
	Unité : gramme					
	2005	2006	2007	2008	2009	
Estuaire	///	///	10,3	-	..	
Ogooué- Ivindo	///	///	1 404	3 522	..	
Ogooué- Lolo	///	///	-	-	..	
Woleu-Ntem	///	///	925	2 542	..	
Prix de vente moyen national	///	///	7 500	7 500	..	
Collecteurs de l'or brut agréés	///	///	9	9	..	

Source : DGMG

Chapitre VI.3

Autres industries

1. Présentation

Les principales industries présentées dans ce chapitre sont :

- l'industrie agroalimentaire ;
- l'industrie du bois ;
- l'industrie chimique ;
- la raffinerie de pétrole ;
- la production d'eau et d'électricité.

Les principales activités industrielles sont :

- la production d'électricité et d'eau qui est assurée par la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) dont les capacités de production, tant en électricité qu'en eau, ont varié respectivement de +1% environ et +5% en 2009 par rapport à 2008;
- le raffinage des produits pétroliers opéré, depuis 1967, par la Société gabonaise de raffinage (SOGARA) dont le potentiel réel de raffinage est de 800 000 tonnes, n'a traité que 580 milles tonnes métriques de pétrole brut en 2009 ;
- la fabrication de boissons réalisée principalement par la Société des brasseries du Gabon (SOBRAGA) ;
- l'industrialisation de la filière bois qui s'accélère avec l'adoption du nouveau code forestier ;

Par ailleurs, les activités de scierie et de menuiserie restent fortement ancrées dans le secteur informel.

L'agro-industrie représente un domaine assez varié avec, principalement : la production avicole et meunière, la production des huiles et corps gras, la production de sucre, d'eau potable et/ou minérale, des boissons, des cigarettes et des produits laitiers.

L'activité du secteur industriel est restée relativement stable en 2009. A l'intérieur de cette tendance globale, on note, toutefois, une pointe positive dans l'activité de la production sucrière avec une croissance de 5% et une contraction de la production d'huile à -5%.

Dans l'industrie du bois, un pan a été franchi avec l'adoption du nouveau code forestier. Par conséquent, en 2009, les résultats du secteur de l'industrie du bois sont liés à l'adaptation des unités de production aux nouvelles orientations décidées par le gouvernement sur l'activité de bois au Gabon. Cette période d'adaptation a induit une baisse de l'activité en 2009.

Dans l'industrie chimique, où on retrouve les activités de production de peintures, de gaz industriels, de lubrifiants et d'intrants chimiques, les résultats ont globalement chuté en 2009.

Il en est de même dans l'activité de la raffinerie qui chute de 31% en 2009 suite aux problèmes techniques rencontrés par l'outil de production et au mouvement de grève observé par les agents au cours de l'année 2009. Par conséquent les importations de produits pétroliers raffinés ont augmenté de plus de 50%.

2. Sources et méthodologie

Les données sont, en majorité, issues des questionnaires adressés par la DGS aux différentes entreprises industrielles.

Au niveau de l'industrie de bois, les données proviennent du Ministère de l'Economie Forestière, singulièrement de la Direction des Etudes et de la Documentation et de la Direction du Développement des Industries et du Commerce du Bois.

3. Principales définitions

- **Abonnement social**

C'est un abonnement à tarif préférentiel, destiné aux ménages sociaux dont la consommation mensuelle ne dépasse pas 120 KWh d'électricité et 15 m³ d'eau.

- **Cessions internes (d'eau ou d'électricité)**

Elles correspondent à la production autoconsommée par la SEEG pour les besoins de ses activités de production.

- **Industrie du bois**

Elle comprend, au sens strict, les activités de transformation des grumes en placages, contreplacages et sciages.

VI.3 : Les Principales Productions Industrielles											
VI.3.1 : Les Industries agroalimentaires											
Tableau VI.3.1.1 : Production et commercialisation de sucre											
							Unité : tonne				
							2005	2006	2007	2008	2009
Récolte de sucre brut							25 207	21 475	25 935	25 808	26 239
Transformation											
Morceaux							9 346	9 179	10 245	8 813	10 245
Granulé 1 kg et dosettes							4 357	4 686	4 993	4 853	..
Gain ou perte de production							541	-17	193	16	..
Granulé non transformé							10 963	7 627	10 504	12 126	..
Niveau de stock							2 782	2 933	-955	-364	..
Total des ventes (locales + exports)							27 989	24 408	24 980	25 444	26 080
Ventes locales							19 241	21 316	22 996	23 606	..
Exportations							8 748	3 092	1 984	1 779	..
Importations							2 173	1 062	..
NB : en 2009, le détail de la production par produit n'a pas été communiqué											
Source : SUCAF GABON											

Tableau VI.3.1.2 : Production de boissons et de cigarettes												
							Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Bière						1000 hl	852,1	912,5	1 000,0	1 068,1	1 126,2	
Boissons gazeuses						1000 hl	620,2	709,8	800,4	848,7	917,4	
Vins						1000 hl	43,3	38,3	
Eaux minérales						1000 hl	95,4	113,8	143,6	171,8	222,4	
Jus de fruits						1000 litres	..	6 020	6 941	6 788	..	
Produits laitiers						1000 litres	
Cigarettes (paquets)						1000 paquets	27 529	29 195	34 160	37 351	..	
Sources : EAULECO, SOBRAGA, SIGALI et SOCIGA												

Tableau VI.3.1.3 : Autres productions												
							Unité : tonne	2005	2006	2007	2008	2009
Huile de palme rouge ¹							12 079	7 587	6 568	9 024	417	
Huile de palme raffinée							1 223	4 377	3 612	4 100	6 546	
Farine							53 221	56 182	55 917	60 137	61 877	
Blé mis à la consommation							66 899	70 626	69 440	76 434	..	
Issues de blé							0	0	14 164	16 437	16 896	
Aliment pour bétail							12 419	13 358	14 915	15 768	19 225	
1. Une partie de l'huile rouge est utilisée pour produire de l'huile raffinée.												
Sources : SIAT, SIGALLI et SMAG												

VI.3.2 : Industrie du bois								
Tableau VI.3.2.1 : Unités de transformation de bois								
	Unité	2005	2006	2007	2008	2009		
Unités de sciage	1	37	53	57	64	67		
Unités de déroulage	1	7	7	9	10	10		
Unités de tranchage	1	1	1	1	1	0		
Unités de fabrication de contreplaqués	1	4	3	3	4	4		
Total	1	49	64	70	79	81		

Source : DGEF/DDIB

Tableau VI.3.2.2 : Production des bois œuvrés								
	Unité : en 1000 m ³							
	2005	2006	2007	2008	2009			
Sciages	229,7	229,7	287,4	244,6	196,4			
Déroulage/Contreplaqué	210,0	137,3	264,6	263,0	264,1			
Tranchage	3,4	2,7	1,2	0,0	0,0			
Total	443,1	369,7	553,2	507,6	460,5			

Source : DGEF/DDIB

Tableau VI.3.2.3 : Commercialisation du Bois œuvré								
	Unité : en 1000 m ³							
	2005	2006	2007	2008	2009			
Exportations	333,7	450,2	451,8	450,6	350,8			
Déroulage/Contreplaqué	172,5	222,3	190,5	190,5	197,5			
Sciage	157,8	225,2	260,1	260,1	153,3			
Tranchage	3,4	2,7	1,2	0,0	0,0			
Ventes locales	1 098	1 418	1 500	..	50,0			

Source : DGEF/DDIB

VI.3.3 : Industrie chimique								
Tableau VI.3.3.1 : Production chimique								
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009		
Peintures	tonne	3 475	3 977	4 341	4 440	..		
Oxygène	1000 m ³	404 561	274 651	219 137	199 338	..		
Acétylène	1000 m ³	59 140	48 399	36 725	36 260	..		
Azote liquide	1000 m ³	174 100	85 279	412 215	481 832	..		
Azote gazeux	1000 m ³	31 754	25 443	13 847	15 323	..		
Savons	tonne	1 060	1 359	1 773	3 133	2 207		

Sources : AGROGABON, CHIMIE GABON, GABOA, GPL, GMM et SIAT Gabon

VI.3.4 : Raffinage de pétrole**Tableau VI.3.4.1 : Production en produits pétroliers raffinés et lubrifiants**

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Butane	TM	9 533,0	6 748	14 033	13 467	7 006
Essence ²	TM	75 095	70 538	80 944	83 863	49 065
Kérosène ¹	TM	79 801	75 573	77 537	82 302	47 804
Gasoil	TM	214 526	213 113	259 835	257 899	139 945
Fuel oil	TM	313 947	325 224	355 751	363 973	314 784
Bitume	TM	9 533	6 748	3 555	1 674	..
Lubrifiants	tonnes	6 777	6 946	8 541	9 162	7 638

1. Kérosène = Jet A1 + pétrole lampant. 2. Essence y compris le super carburant.

Sources : PIZOLUB et SOGARA

Tableau VI.3.4.2 : Production en produits pétroliers raffinés¹

	Unité : tonne				
	2005	2006	2007	2008	2009
Butane	9 533	6 748	14 033	13 467	7 006
Essence + Supercarburant	54 819	51 493	59 089	61 220	35 817
Kérosène	63 841	60 458	62 030	65 842	34 897
Gasoil	266 855	276 440	302 388	219 214	118 953
Fuel oil	313 947	325 224	355 751	363 973	313 784
Bitume	9 533	6 748	14 033	1 674	..

1. Utilisation les densités pour obtenir les productions en tonnes

Source : DGS

Tableau VI.3.4.3 : Importations de produits pétroliers raffinés

	Unité : tonne-métrique				
	2005	2006	2007	2008	2009
Butane	11 600	15 215
Supercarburant	..	1 999	5 525
Jet A1/Kérosène	15 412	9 937	11 854
Gasoil	105 029	139 188
Bitume

Source : SOGARA

	Unité : tonne				
	2005	2006	2007	2008	2009
Supercarburant	33 843	33 272	13 816
Gaz-oil	15 200	2 310	0
Fuel oil	245 669	291 700	323 661

Source : SOGARA

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
		Butane	t	20 957	21 758	24 488
Essence + supercarburant	m ³	60 316	63 529	64 008	64 414	71 758
Pétrole lampant	m ³	27 821	32 305	38 235	36 239	32 468
Turbine fuel	m ³	78 810	74 373	61 170	66 363	63 369
Jet A1	m ³	77 209
Gasoil	m ³	363 701	458 594	449 434
Fuel oil	t	80 088	55 848	48 734	71 227	31 048
Bitume	t	966	498	719	288	73

Source : SOGARA

	2005	2006	2007	2008	2009
	Butane	20 957	21 758	24 488	25 982
Essence + supercarburant	44 031	46 376	46 726	47 022	52 384
Pétrole lampant	22 257	25 844	30 588	28 991	25 974
Turbine fuel	66 989	63 217	51 995	56 408	53 864
Jet A1	61 767
Gasoil	309 146	458 594	449 434
Fuel oil	80 088	55 848	48 734	71 227	31 048
Bitume	966	498	719	288	73

Source : SOGARA

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
		Nombre de transporteurs	1	12	12	12

Source : DGCSP

Tableau VI.3.4.7 : Nombre de stations service par distributeur à Libreville et à l'intérieur du pays¹

	2005	2006	2007	2008	2009
Libreville :	51	51	52	53	53
Total Gabon	23	23	23	23	23
Pétro Gabon	3	3	4	5	5
Pizo Shell (Engen)	16	16	16	16	16
Mobil (Oilibya Gabon)	9	9	9	9	9
Intérieur du pays :	42	42	45	46	48
Total Gabon	22	22	22	22	22
Pétro Gabon	2	2	5	6	8
Pizo Shell (Engen)	8	8	8	8	8
Mobil (Oilibya Gabon)	10	10	10	10	10

1. Série modifiée
Source : DGCSP

Tableau VI.3.4.8 : Prix des produits pétroliers à la pompe

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Essence Super	F CFA	450	475	595	595	535
Gaz oil	F CFA	470	470	470	470	470
Pétrole lampant	F CFA	225	245	245	245	275
Butane (gaz domestique) à 12,5 kg	F CFA	5 625	5 625	5 625	5 625	6 000

Sources : DGCSP et SOGARA

Tableau VI.3.4.9 : Consommation nationale des hydrocarbures

		2005	2006	2007	2008	2009
Spuer	t	61 446	63 325	64 260	66 153	72 044
Gaz-oil	t	371 250	402 115	455 325	465 177	445 777
Jet A1	t	69 743	73 329	56 122	55 900	67 747
Fuel 380	t	77 649	51 967	47 841	47 340	18 192
Pétrole	t	30 097	31 373	35 608	37 372	33 497
Gaz butane	12,5 kg	23 213	23 160	23 560	25 761	26 713

Source: DGCSP

VL3.5: Eau potable							
Tableau VL3.5.1 : Production d'eau potable							
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009	
Nombre de localités desservies		40	41	42	42	43	
Capacité de production	m3/j	227 074	230 290	259 396	264 964	270 436	
Eaux de surface	m3/j	222 584	225 440	226 160	226 160	232 400	
Eaux souterraines	m3/j	4 490	4 850	33 236	38 804	38 036	
Longueur du réseau	Km	1 688	1 739	1 810	1 842	1 870	
Production	Mio m3	66,8	73,3	74,1	77,5	81,1	
Libreville	Mio m3	47,0	51,3	52,1	55,0	57,0	
Port-Gentil	Mio m3	6,1	7,0	6,8	6,4	7,0	
Franceville	Mio m3	3,3	3,3	3,4	3,6	4,4	
Autres centres	Mio m3	10,5	11,6	11,8	12,5	12,7	

Source : SEEG

Tableau VL3.5.2 : Distribution d'eau potable							
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009	
Nombre d'abonnés	1	100 633	107 089	113 932	121 852	130 149	
Social	1	11 613	12 396	13 484	13 517	13 967	
Non social	1	89 020	94 693	100 448	108 335	116 182	
Ventes et cessions	Mio m3	55,1	59,9	60,6	61,6	62,6	
Ventes domestiques	Mio m3	54,8	59,5	60,3	61,2	62,2	
Cessions internes	Mio m3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	

Source : SEEG

Tableau VL3.5.3 : Consommation d'eau potable par grand centre							
	Unité: million de m3						
		2005	2006	2007	2008	2009	
Libreville		36,4	40,3	40,4	40,0	40,3	
Port-Gentil		6,5	6,6	6,3	6,2	6,8	
Franceville		2,8	2,8	3,1	3,2	3,4	
Autres centres		9,5	10,1	10,8	12,3	12,1	

Source : SEEG

Tableau VL3.5.4 : Nombre d'abonnés en eau potable par grand centre							
	Unité	2005	2006	2007	2008	2009	
Libreville	1	61 237	65 341	69 553	74 413	79 960	
Port-Gentil	1	14 104	14 383	15 079	16 017	16 602	
Franceville	1	4 735	4 972	5 279	5 634	6 015	
Autres centres	1	20 557	22 393	24 021	25 788	27 571	

Source : SEEG

VI.3.6: Electricité							
Tableau VI.3.6.1 : Production d'électricité							
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009	
Nombre de localités desservies		48	48	49	49	49	
Puissance installée	MW	344,0	346,0	380,0	373,9	372,8	
Hydraulique		170	170	170	170	170	
Thermique		174	176	210	204	203	
Longueur du réseau	Km	3 992	4 143	4 397	4 489	4 519	
Transport		626	626	706	706	706	
Distribution (BT/MT)		3 366	3 517	3 691	3 783	3 813	
Postes de transformation MT/BT							
Production	GWh	1 363,8	1 463,0	1 525,1	1 639,1	1 652,0	
Libreville		916,3	981,6	1 015,5	1 099,5	1 122,6	
Port-Gentil		170,5	183,5	196,6	208,6	216,8	
Franceville		185,0	199,4	206,6	214,7	188,6	
Autres centres		92,0	98,5	106,4	116,3	124,0	
Production hydraulique	%	60,0	65,0	53,0	55,0	57,0	

Source : SEEG

Tableau VI.3.6.2 : Distribution d'électricité							
	Unités	2005	2006	2007	2008	2009	
Nombre d'abonnés	1	168 705	179 370	189 804	202 963	216 320	
Basse tension social		31 277	31 806	35 424	38 358	41 961	
Basse tension non social		136 495	146 597	153 380	163 556	173 279	
Moyenne tension		933	967	1 000	1 049	1 080	
Ventes et cessions	GWh	1202,6	1267,9	1377,2	1435,8	1390,5	
Basse tension		635,9	679,0	735,9	781,5	802,2	
Moyenne tension		502,5	517,3	544,6	562,4	518,2	
Cessions internes		64,2	71,6	96,7	91,8	70,1	

Source : SEEG

Tableau VI.3.6.3 : Nombre d'abonnés en électricité par nature du consommateur							
		2005	2006	2007	2008	2008	
Nombre d'abonnés		168 705	179 370	189 804	202 963	216 320	
Domestiques		137 428	147 564	154 380	164 605	174 359	
Sociaux		31 277	31 806	35 424	38 358	41 961	

Source : SEEG

	Unité	2005	2006	2007	2008	2008
Prix moyen de l'eau						
	Franc cfa/m ³					
Tarif social		180,4	125,5	156,2	161,8	170,7
Tarif Normal		286,4	285,5	300,3	311,8	328,6
Prix moyen électricité						
	F.cfa/kwh					
Moyenne tension						
Tarif		52,1	54,4	56,7	56,5	63,6
Basse tension						
Tarif social		54,5	55,1	59,6	61,8	62,3
Tarif normal		80,1	74,3	80,0	84,7	91,8

Source : SEEG

	Unité: tonne				
	2005	2006	2007	2008	2009
Clinker ¹	167 380	145 985	185 109	231 516	206 731
Ciment	287 204	270 833	228 601	267 766	247 276

1. Le clinker est utilisé pour la fabrication du ciment.

Sources : SCG et Cim-Gabon

	Unité: tonne				
	2005	2006	2007	2008	2009
Alga	10	39	39
Tôles	1 639	1 726	1 921

Sources : Sotralga, SOGI, CBL, Friedlander, Sud-Meca Gabon et 3MI

VI.3.8 : Indice de la Production industrielle							
Tableau VI.3.8.1: Indice général et indice par branche en moyenne trimestrielle							
Base 100 en 1989							
			2005	2006	2007	2008	2009
Indice Général			167,3	177,2	187,3	200,0	190,8
Fabrication des produits alimentaires			127,6	135,7	148,4	158,4	166,6
Fabrication des produits à base de tabac			172,6	183,1	214,2	234,2	268,9
Travail du bois			141,7	163,2	183,5	189,5	170,3
Edition, imprimerie			287,5	297,5	276,2	306,1	283,1
Fabrication des produits chimiques			137,7	149,9	174,0	196,6	171,8
Raffinage pétrolier			178,3	174,6	205,8	207,9	127,4
Fabrication du ciment			250,6	236,4	199,5	233,7	215,8
Production et distribution d'énergie et d'e			173,5	187,8	193,4	206,0	210,2
Source : DGS							

VII. TRANSPORTS, COMMUNICATIONS, CULTURE, TOURISME ET
SPORTS

Chapitre VII.1

Transports

1. Présentation

Dans le système de transport gabonais, se côtoient le transport aérien, terrestre, ferroviaire, fluvial et maritime.

Le transport aérien se caractérise par un réseau assez dense qui utilise 27 aéroports dont trois de classe internationale. Le réseau domestique est desservi par des compagnies privées de plus en plus nombreuses et spécialisées dans le transport de personnes et de fret, tandis que le réseau international est exploité par Gabon Airlines, Air Service, et de grandes compagnies internationales (Air France, Royal Air Maroc, Cameroun Airlines, Ethiopian Airlines, Air Ivoire, South Africa Airways, etc.).

Le transport terrestre se fait remarquer actuellement par une organisation progressive du secteur. En effet, on note, avec l'amélioration du réseau routier, la mise en place des compagnies de transport terrestre plus structurées. Ces compagnies sont pour la plupart basées à Libreville et desservent l'ensemble du territoire national. Cependant, la présence des unités informelles reste remarquable.

Les activités de ce secteur se déroulent en zones urbaine (SOGATRA) et périurbaine. A cela s'ajoute le transport interurbain (Sociétés de transport terrestre) et en zone rurale.

En dehors des opérateurs exerçant dans ces différentes branches du secteur du transport terrestre, il y a la présence des auxiliaires de transport (agences de voyages, agences de déménagement, sociétés de transit, d'acconage, manutention, etc.)

Le transport ferroviaire est assuré par la Société d'Exploitation du Transgabonais (SETRAG) en collaboration avec la Compagnie minière de l'Ogooué et la Société nationale des bois du Gabon avec leurs véhicules propres (transport du manganèse et du bois en grumes).

Le transport fluvial et maritime est exploité par plusieurs entreprises spécialisées à partir de deux ports maritimes (Owendo et Port-Gentil) et une vingtaine de ports fluviaux, tous gérés par l'Office des ports et rades du Gabon (OPRAG).

Au niveau du transport fluvial, la Compagnie de Navigation Intérieure (CNI), structure étatique, souffre entre autres de l'absence de matériel d'exploitation et de la concurrence des autres opérateurs du secteur qui assurent le trafic entre Libreville et Port-Gentil et la desserte de Lambaréné et des lacs. Certaines de ces compagnies exploitent le trafic maritime entre le Gabon et d'autres pays de la côte ouest africaine.

Le trafic maritime de grande envergure est sous le contrôle des compagnies multinationales. Elles assurent le trafic des marchandises entre le Gabon et l'extérieur. A côté de ce trafic de marchandises, certains navires (surtout d'Afrique centrale et de l'ouest) exercent dans le transport des personnes, des biens de consommations et de matériaux.

2. Sources et méthodologie

Les données proviennent des questionnaires adressés par la DGS à différents organismes : SETRAG, OPRAG, SOGATRA, URAI, les transporteurs terrestres et des administrations publiques, à savoir le Gouvernorat et la Direction Générale des Travaux Publics.

L'entreprise Aéroport de Libreville (ADL) fournit régulièrement les données sur l'activité commerciale de l'Aéroport de Libreville.

Les statistiques relatives aux immatriculations de véhicules, fournies par les gouvernorats de province, ne prennent pas en compte les véhicules des services de sécurité et des représentations diplomatiques. Les immatriculations sont supérieures aux ventes déclarées par l'Union des représentants des automobiles industrielles (URAI), en raison du développement, à partir de 1996, du marché des véhicules d'occasion importés.

3. Principales définitions

- **Mouvement d'appareil**

Exprimé en tours, le mouvement d'appareil comprend le décollage et l'atterrissage d'un aéronef.

- **Passagers en transit**

Ce sont les passagers des vols domestiques et internationaux en escale à l'Aéroport de Libreville et devant poursuivre leur voyage.

VII.1.1 : Transport terrestre									
Tableau VII.1.1.1: Réseau routier national									
						Unité : Km			
						2007	2008	2009	
Routes nationales bitumées¹						1 098,0	
Routes modernes bitumées						969,0	
Routes ordinaires bitumées						129,0	
							
Routes nationales en terre¹						8 072,0	
Routes modernes larges latéritées						1494,0	
Routes modernes étroites latéritées						907,0	
Routes ordinaires latéritées						2841,0	
Pistes aménagées						0,0	
Pistes et pistes en sables						2830,0	
Total réseau routier national						9 170,0	
1. Non compris les voies urbaines.									
Source : DGTP									

	2005	2006	2007	2008	2009
France	324	504	396	259	201
Allemagne	291	419	319	468	255
Etats Unis d'Amérique	37	53	215	73	178
Japon	3 009	3 500	3 751	3 850	3 578
Corée	9	19	173	365	372
Autres	2	2	5	0	56
Total	3 672	4 497	4 859	5 015	4 640

Source : URAI

	2005	2006	2007	2008	2009
Voitures de tourisme	610	786	755	577	590
Voitures utilitaires	275	315	252	217	230
Véhicules 4x4	2 358	2 809	3 152	3 442	3 333
Autobus	187	211	229	274	230
Poids lourds	122	215	244	425	228
Tracteurs	120	161	227	80	29
Total	3 672	4 497	4 859	5 015	4 640

Source : URAI

	2005	2006	2007	2008	2009
Peugeot	170	285	155	89	67
Renault	122	219	241	170	134
Mercedes VL	12	10	16	12	79
Isuzu	244	345	297	297	184
Mitsubishi	831	986	940	1 020	869
Nissan	402	302	279	304	410
Toyota	1 417	1 479	1 508	1 527	1 455
Autres	474	871	1 423	1 596	1 442
Total	3 672	4 497	4 859	5 015	4 640

Source : URAI

Chefs-lieux de Province	2005	2006	2007	2008	2009
Libreville	8 357	11 884	13 489
Franceville	586	794
Lambaréné
Mouila
Tchibanga
Koulamoutou	156	150
Makokou
Port-Gentil	1 007	1 461
Oyem	720	703
Total

1. les immatriculations concernent les véhicules neufs, d'occasion, le changement de lieu et de propriétaire et les réformes.

Sources : Gouvernorat de l'Estuaire, Services décentralisés du Ministère du transport et de l'aviation civile

Opérateurs	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Transporteurs para-étatique	1	1	1	1	1	1
Nombre de bus disponibles	1	174	150	136
Nombre en circulation	1	28	20	18
Localité desservies ¹	1	2	2	2	2	3
Voyage réalisés/mouvements	1					
Libreville	1000	19	14	13
Autres localités inter-urbaines	
Passagers transportés	1000	7,0	4,9	4,3

1. Cette Société dessert, en dehors de Libreville, la ville de Ntoum située à 40 km de la capitale et celle de Lambaréné qui se trouve à plus de 200 km de Libreville.

Source : SOGATRA

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre d'opérateurs ¹	1	7	8	..	8	9
Nombre de véhicules utilisés ²	1	63	85	83	72	83
Nombre de voyages (Aller / retour)	1	10 037	10 139
Nombre de passagers transportés	1 000	111	142	150	69 905	9 190

1. Seuls les Opérateurs ayant un siège ont été enquêtés. Ces opérateurs assurent le transport terrestre entre les chefs-lieu^x de province.
2. Les véhicules utilisés sont des Pick-up, des mini-bus de 12 à 16 places et des bus de grande capacité ayant plus de 20 places.

Sources : Voyage et loisirs des tropiques ; G.4.A.T.5. ; G.5. Voyages ; Bitam Express ; A.G.T.T ; Molvilois ; Ivindo transport ; Major transport ; C.G.T.T et Loembet transport

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Réseau						
Longueur des lignes exploitées	km	649	649	649	649	649
Passages à niveau	1	43	43	43	43	43
Gares réseau commercial	1					21
Matériel						
Locomotives	1	29	29	29	34	22
Wagons	1	822	812	812	813	..
Voitures	1	54	54	58	58	..
Personnel	1					
Nombre de personnes employées		1 310	1 291	1 328	1 313	..

Source : SETRAG

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Trafic voyageurs et colis						
Nombre de voyageurs transportés	1	218 252	229 816	215 279	220 210	211 895
Colis acheminés	tonnes	3 013	4 116	4 264	3 958	4 263
Marchandises transportées	1000 tonnes	3 924	3 966	4 382	..	2 878
Bois		796	771	767	699	..
Clinker		22	27	36	39	..
Fuel		45	43	51	48	..
Matériel de carrière		4	11	16
Manganèse		2 842	2 886	3 290	3 335	..
Divers		215	228	223	216	..
Accidents ferroviaires						
Nombre de tués	1					3

Source : SETRAG

VII.1.3 : Transport fluvial lagunaire et maritime						
VII.1.3.1 : Transport fluvial et lagunaire						
Tableau VII.1.3.1 : Activités de la Compagnie de navigation intérieure ¹						
	2005	2006	2007	2008	2009	
Nombre de bateaux utilisés par la CNI	6	3	3	
1-Trafic Libreville - Port-Gentil (A)						
nombre de voyages	10	11	6	16	73	
nombre de passagers	975	1 379	337	2 800	5 256	
poids transportés en kg	600 660	1 224 900	6 640	
prix moyens des billets	12 000	12 000	12 000	17 000	9 000	
prix moyens des bagages en kg	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	
4-Trafic Port-Gentil - Libreville (R)						
nombre de voyages	10	..	5	16	72	
nombre de passagers	460	..	494	3 040	6 872	
poids transportés en kg	59 000	..	929 410	5 600	335	
prix moyens des billets	12 000	..	12 000	17 000	9 000	
prix moyens des bagages en kg	5 000	..	5 000	500	500	
3-Trafic Libreville - Etranger (A/R)						
nombre de voyages	..	5	3	1	0	
nombre de passagers	..	806	492	228	0	
poids transportés en kg	..	1 443 800	544 860	..	0	
prix moyens des billets	..	47 000	47 000	120 000	0	
prix moyens des bagages en kg	..	11 200	11 200	1 500	0	
4-Trafic Port-Gentil lacs et lagunes (A/R)						
nombre de voyages	5	8	165	
nombre de passagers	413	1 120	10 051	
poids transportés en kg	487 110	..	773 609	
prix moyens des billets	4 375	7 000	11 550	
prix moyens des bagages en kg	800	300	500	
1. La série a été corrigée						
Source : CNI						

VII.1.3.2 : Transport maritime						
Tableau VII.1.3.2.1 : Mouvements de navires (Owendo et Port-Gentil)						
	2005	2006	2007	2008	2009	
Nombre de navires en entrée	1 529	1 493	1 546	1 401	1 250	
Nombre de navires en sortie	1 529	1 493	1 546	1 401	1 250	
Total des mouvements	3 058	2 986	3 092	2 802	2 500	
Source : OPRAG						

	2005	2006	2007	2008	2009
Porte-conteneurs	334	330	382	414	384
Porte-voitures	16	24	12	20	50
Navires frigorifiques	10	0	6	4	10
Pinardiers	12	14	18	10	10
Cargos grumiers	58	88	86	102	78
Cargos	234	212	260	224	242
Tankers	234	0	36	86	108
Grumiers	404	420	346	392	396
Minéraliers	162	162	170	150	114
Pétroliers	958	986	914	830	570
Divers	636	750	862	570	538
Total des mouvements	3 058	2 986	3 092	2 802	2 500

Source : OPRAG

	Unité: 1000 tonnes				
	2005	2006	2007	2008	2009
PORT D'OWENDO					
Entrées	986 546	1 113 233	1 301 236	1 392 319	1 285 126
Produits agricoles	95 963	89 650	99 635	115 407	111 761
Produits alimentaires	128 361	186 652	234 077	236 840	225 896
Produits de consom. domest.	35 573	51 838	71 478	81 684	86 137
Biens d'équipement	93 624	87 412	101 100	115 768	114 274
Produits énergétiques et dérivés	376 884	374 571	432 198	392 432	352 897
Matériaux de construction	107 021	137 471	176 687	251 496	255 585
Transactions spéciales	149 120	185 639	186 061	198 692	138 576
Sorties	3 733 082	4 047 153	4 525 956	4 302 932	3 122 810
Produits agricoles	25 211	23 586	25 232	28 586	28 944
Produits alimentaires	7 324	5 932	1 732	4 023	4 306
Produits forestiers	658 368	857 034	928 864	793 086	928 780
Produits de consom. domest.	2 154	3 005	2 835	3 016	1 815
Biens d'équipement	6 182	3 969	5 236	4 153	10 552
Produits énergétiques et dérivés	35	0	0	0	0
Matériaux de construction	141 413	183 296	208 487	201 519	167 677
Transactions spéciales	2 899 719	2 976 263	3 355 302	3 268 549	1 980 736
Total manipulé à Owendo	4 719 628	5 160 386	5 827 192	5 695 251	4 407 936

1. Série corrigée depuis 2004.

Source : OPRAG

Tableau VII.1.3.2.3 : Trafic par port et par grandes catégories (Libreville et Port-Gentil) (suite et fin)¹

Unité: 1000 tonnes						
	2005	2006	2007	2008	2009	
PORT DE PORT-GENTIL						
Entrées	240 001	216 990	186 605	218 659	294 354	
Produits agricoles	2 362	22 162	16 873	2 451	2 164	
Produits alimentaires	14 702			20 533	19 269	
Produits de consom. domest.	7 422	5 016	4 329	8 606	10 905	
Biens d'équipement	84 524	79 479	79 523	102 789	83 919	
Produits énergétiques et dérivés	118 579	79 112	59 912	58 958	127 874	
Matériaux de construction	5 022	9 674	4 060	10 631	22 187	
Transactions spéciales	7 391	21 546	21 909	14 690	28 036	
Sorties	879 077	910 113	1 066 818	967 277	853 769	
Produits agricoles	0	0	0	0	0	
Produits alimentaires	2 230	4 414	1 022	360	2 378	
Produits forestiers	353 991	357 426	391 830	342 749	351 654	
Produits de consom. domest.	374	1 084	492	684	2 144	
Biens d'équipement	21 692	6 192	5 778	4 914	9 416	
Produits énergétiques et dérivés	425 260	462 669	589 609	545 906	419 439	
Matériaux de construction	37 342	43 414	46 248	47 754	31 507	
Transactions spéciales	38 188	34 913	31 840	24 910	37 231	
Total manipulé à Port-Gentil	1 119 078	1 127 103	1 253 424	1 185 936	1 148 123	
Total général manipulé	5 838 706	6 287 489	7 080 615	6 881 187	5 556 059	
1. Série corrigée à partir de 2005. 2004, non comparable avec les autres années.						
Source : OPRAG						

Tableau VII.1.3.2.4 : Trafic maritime par type de marchandises (Owendo et Port-Gentil)

Unité: 1000 tonnes						
	2005	2006	2007	2008	2009	
Entrées de marchandises	1 226 547	1 330 223	1 487 841	1 610 978	1 579 298	
Marchandises générales	543 153	684 777	805 891	972 168	940 196	
Vracs liquides	487 454	439 413	487 127	436 405	461 709	
Vracs solides	195 939	206 033	194 824	202 405	177 393	
Sorties de marchandises	4 612 159	4 957 266	5 592 775	1 134 375	2 696 146	
Marchandises générales	297 937	337 620	370 214	368 569	344 632	
Vracs liquides	424 314	462 669	588 489	543 713	417 786	
Vracs solides	2 877 549	2 942 512	3 313 378	222 093	1 933 728	
Bois en grumes	1 012 359	1 214 460	1 320 694	1 135 834	1 280 434	
Total entrées + sorties	5 838 706	6 287 489	7 080 616	2 745 353	4 275 444	
Marchandises générales	841 091	1 023 279	1 176 105	1 340 737	1 284 828	
Vracs liquides	911 768	901 199	1 075 615	980 118	879 495	
Vracs solides	3 073 489	500 284	3 508 201	424 498	2 111 121	
Bois en grumes	1 012 359	1 214 460	1 320 694	1 135 834	1 280 434	
Source : OPRAG						

VII.1.4 : Transport aérien						
Tableau VII.1.4.1 : Infrastructures et opérateurs						
	2005	2006	2007	2008	2009	
Aéroports						
Aéroports internationaux	3	3	3	3	3	
Aérodrômes locaux ¹	60	60	60	
dont Aérodrômes à vocation commerciale	30	30	30	
Agences de voyages	7	
Compagnies desservant le Gabon²	23	21	21	
1. Aéroports situés dans les chefs-lieux de province et dans les chefs-lieux de département. 13 d'entre-eux peuvent accueillir des avions de taille moyenne.						
2. Il s'agit des compagnies n'assurant que des vols domestiques et internationaux						
Source : ADL						

Tableau VII.1.4.2: Compagnies desservant le Gabon						
	2005	2006	2007	2008	2009	
Compagnies desservant le Gabon	23	21	21	
Compagnies commerciales régulières locales	9	
Compagnies commerciales régulières étrangères	14	
Source : ADL						

Tableau VII.1.4.3 : Mouvements d'appareils à l'aéroport de Libreville						
	2005	2006	2007	2008	2009	
Vols commerciaux	22 784	24 484	26 186	26 508	24 876	
national	13 740	15 276	16 018	16 444	14 247	
régional	5 274	5 476	5 500	5 267	5 360	
international	3 770	3 732	4 668	4 797	5 269	
Vols non commerciaux	5 602	3 475	6 581	5 609	5 331	
national	3 763	2 100	3 514	3 280	3 153	
régional	785	790	1 582	1 102	1 148	
international	1 054	585	1 485	1 227	1 030	
Total	28 386	27 959	32 767	32 117	30 207	
Source : ADL						

Tableau VII.1.4.4 : Activité commerciale de l'aéroport de Libreville ¹									
				Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Mouvements d'appareils ²				tour	28 386	27 959	32 767	32 117	30 237
A l'arrivée					14 167	13 816	16 397	16 117	15 167
Au départ					14 219	14 143	16 370	16 000	15 070
Mouvements de passagers				1	635 422	603 374	666 928	776 956	721 297
A l'arrivée				1	301 690	285 857	308 723	339 793	329 861
Au départ				1	310 231	295 010	319 039	388 650	341 265
En transit				1	23 501	22 507	39 166	48 513	50 171
Fret et Poste				tonne	14 839	20 174	25 425	22 227	20 111
A l'arrivée					9 223	13 997	17 135	14 104	12 953
Au départ					5 616	6 178	8 290	8 123	7 158
Tonnage atterrissage				tonne	464 966	452 174	478 839	517 009	597 735
1. Mouvements domestiques et internationaux.									
2. Arrivée + départ									
Source : ADL									

Chapitre VII.2 Communications, culture, tourisme et sports

1. Présentation

Le secteur des communications est composé de plusieurs opérateurs économiques. On note la présence :

- De la Poste, née à la suite de la privatisation de Gabon-Poste en novembre 2006. Cette société est spécialisée dans le traitement et l'acheminement du courrier, des colis postaux, et de la gestion des boîtes aux lettres. Dans cet acheminement de courrier, on retrouve aussi la présence de EMS Delta plus et DHL dans le traitement du courrier accéléré ;
- du groupe Gabon-Télécom-Libertis, né de la privatisation de Gabon Télécom et de la fusion avec l'opérateur de la téléphonie mobile Libertis, en novembre 2006.
- des opérateurs de la téléphonie mobile, Libertis, MOOV, ZAIN, AZUR et des opérateurs spécialisés en télécommunication et en gestion des fournitures d'accès à l'Internet ;
- d'une Société Gabonaise de Télécommunication spécialisée dans la gestion des fréquences d'émissions et des ventes de terminaux ;
- de TV SAT, opérant dans l'installation des équipements pour les réseaux de télévision satellitaire.

La circulation de l'information est régulée par le Conseil national de la communication qui octroie, suspend et abroge le droit d'exercer, sur le territoire national, dans le domaine de la presse. Le paysage médiatique se développe lentement. On observe que le nombre de titres hebdomadaires et de périodiques varie considérablement d'une année à l'autre.

L'Agence de Régulation des Télécommunications (ARTEL) organise les activités dans le secteur des télécommunications.

Le ministère de la culture, du sport, des Arts et des Droits de l'homme a en charge la promotion, la protection du domaine culturel et son développement en République gabonaise. Ce département ministériel est en pleine structuration de ses organes. De plus La Direction Générale de la culture ne dispose pas d'un fichier permettant la lisibilité des activités effectuées par des structures privées et/ou publiques relevant de sa compétence (maisons d'édition de livres et de supports audiovisuels, des salles de cinéma, etc.). Cependant, elle vient d'effectuer des missions à l'intérieur du pays dans le cadre du dénombrement du patrimoine culturel gabonais.

Les activités culturelles (spectacles, expositions, concerts) réalisées ne sont pas enregistrées par le ministère de tutelle.

En ce qui concerne le tourisme, Le Gabon dispose d'un potentiel remarquable. Avec un peu plus de 50 sites et monuments touristiques puis la création de 13 parcs nationaux (voir annexe) de spécificités attractives, ce pays a mis en place des moyens pour développer davantage l'écotourisme. La LOPE, l'un des sites, a été déclaré patrimoine mondial.

Cependant, avec la fermeture des principales structures hôtelières, le volume des arrivées des touristes au Gabon reste assez stable. La tendance est relativement défavorable dans le domaine du tourisme de congrès (séminaires, conférences, rencontres inter-Etats).

En effet, la capacité du parc hôtelier de classe internationale continue de baisser progressivement depuis 2006. Le nombre de chambres disponibles aujourd'hui est environ de 1000 chambres.

Par contre, les hôtels de capacités standards (plus de 20 chambres) sont les plus nombreux aujourd'hui. Le volume de chambres disponibles dans ces structures est en progression. Les activités se développent pour suppléer aux hôtels de classe internationale.

D'autre part, malgré l'existence d'agences touristiques (Gabon contact, Gabon tour, Eurafrique voyages, etc.) qui œuvrent, entre autres, dans l'organisation des voyages, la réception des touristes et les visites des sites touristiques, les difficultés telles que les aménagements des sites, les coûts de transports élevés freinent le développement des activités touristiques.

Les activités sportives sont sous la responsabilité du ministère de la jeunesse et des sports. C'est le comité olympique et les fédérations de sports olympiques qui assurent le développement et la gestion de la pratique du sport au Gabon.

Dans ce domaine, des centres sportifs (tennis, Aéro-club), l'activité des expositions et le développement des jeux de hasard (PMUG, Fortune's club) assurent les loisirs et les divertissements.

Aussi, depuis quelques années, outre l'Institut National de la Jeunesse et des Sports, les structures privées s'installent pour la formation des jeunes à travers le territoire national. On note l'ouverture d'écoles de football, de hand-ball, etc.

2. Sources et méthodologie

L'essentiel des informations contenues dans ce chapitre est tiré des questionnaires émis par la DGS.

Les statistiques sur les structures d'hébergement par province concernent toutes les structures (hôtels de classe internationale et autres hôtels disposant d'une capacité d'accueil de 20 chambres au moins). Le dénombrement de ces structures a été fait par la Direction Générale du Tourisme dans l'Estuaire uniquement.

3. Principales définitions

- **Carte postale ordinaire**

C'est un courrier sur carte postale non recommandé et sans enveloppe.

- **Périodique**

C'est un journal dont la périodicité de parution est supérieure à la semaine.

- **Pli ordinaire**

C'est une lettre ou un paquet simple sans valeur déclarée.

- **Titulaire (d'une carte « bibliothèque »)**

C'est un usager ayant déposé une caution à la bibliothèque afin de pouvoir bénéficier de prêts d'ouvrages pour la consultation à domicile.

- **Recettes des produits financiers de la Poste**

Elles se composent, entre autres, des mandats, des produits de la caisse d'épargne postale et des produits budgétaires des chèques postaux.

- **Effectif client par chambre**

C'est le rapport entre le nombre de clients logés et le nombre de chambres loués ou occupés au cours d'une période.

- **Flux clientèle**

C'est le rapport entre le nombre de nuitées et le nombre d'unité de temps sur une période.

VII.2.1 : Postes									
Tableau VII.2.1.1 : Personnel et infrastructures									
					2005	2006	2007	2008	2009
Personnel des services postaux					407	462	..
Infrastructures									
Nombre de bureaux de poste					57	57	57	57	..
dont Libreville					11	11	11	11	..
Nombre de boîtes postales					40 437	40 437	51 002	51 002	..
Nombre de boîtes aux lettres					50	..
Véhicules utilisés¹					58	..
1. Données du 31-12									
Sources : Gabon Poste et La Poste									

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Courrier au départ du Gabon	1					
Correspondance émise						
Lettres et envois ordinaires		470 000	420 000	358 000	336 000	395 000
Lettres recommandées		11 950	9 200	6 000	9 272	7 068
Colis postaux	1	86	92	145	169	134
Courrier à l'arrivée au Gabon	1					
Correspondance reçue						
Lettres et envois ordinaires		1 800 000	1 550 000	1 294 000	1 380 000	1 250 000
Lettres recommandées		14 120	14 640	8 145	6 400	9 411
Colis postaux	1	2 100	2 700	2 740	3 325	3 995
Sources : Gabon Poste et La Poste						

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Régime extérieur						
Mandats émis par zones de destination.....	1000 Cfa					
CEMAC		165	125	0
UEMOA		222	30	0
Union européenne (express et ordinaires)		91 764	72 744	67 551	41 058	..
Reste du monde		0	0	0
Montant des mandats émis		92 151	72 899	67 551	41 058	0
Mandats reçus par zones de provenance....	1000 Cfa					
CEMAC		263	40	0
UEMOA		0	0	0
Union européenne (express et ordinaires)		45 150	32 335	26 186	25 509	..
Reste du monde		0	0	0
Montant des mandats payés	Mio Cfa	45 413	32 375	26 186	25 509	0
Régime intérieur	1					
Nombre de mandats émis		60 740	47 464	22 212	19 819	..
Nombre de mandats payés		62 223	49 062	22 234	19 328	..
Sources : Gabon Poste et La Poste						

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Régime intérieur						
1. Emission des mandats express						
Nombre	1	600	45 764	129 574
Montant	Mio Fcfa	54,6	4 203,9	11 137,0
2. Paiement des mandats express						
Nombre	1	546	45 764	128 194
Montant	Mio Fcfa	48,9	4 203,9	11 067,0

Source : La Poste SA

	Unités	2005	2006	2007	2008	2009
Régime Extérieur						
1. Emission des mandats express						
Nombre	1	617	4 818	20 135
Montant	Mio Fcfa	220,6	1 216,0	4 032,0
2. Paiement des mandats express						
Nombre	1	49	345	905
Montant	Mio Fcfa	10,1	65,3	213,0

Source : La Poste SA

	Unité : million de Fcfa				
	2005	2006	2007	2008	2009
Vente de timbre poste	126,7	76,9	68,4	92,2	..
Taxes de dédouanement	7,0	5,0	6,8	11,5	9,3
Taxes sur colis postaux nat. +inter. ²	3,6	2,0	2,5	3,2	5,2
Quotes parts colis	30,2	27,0	33,7	22,9	13,6
Frais terminaux	152,9	169,0	166,9	124,0	122,0
Total des recettes	320,4	279,9	278,3	253,8	..

1. Les Recettes diverses sont composées entre autres des redevances de boîtes postales et Affranchissements spéciaux .
 2. Taxes sur colis national seulement.

Sources : Gabon Poste et La Poste

VII.2.2 : Télécommunications

Tableau VII.2.2.1 : Equipements et abonnements en téléphone

	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre de lignes téléphoniques	32 611	31 448	26 512	33 165	37 399
Téléphone ordinaire (TRC)	32 055	31 055	26 078	27 807	29 211
Filaire	32 055	30 780	26 078	27 807	29 211
Téléphone Officiels (administrations)	3 679	5 396	5 153	6 118	6 507
Résidentiels (privé)	15 980	14 199	9 595	6 835	6 551
Sociétés/entreprise ⁴	12 396	11 185	11 330	14 854	16 153
GSM ¹					
Téléphone cellulaire AMPS ²	556	-	-	-	-
Téléphone cellulaire GSM ¹	639 505	913 307	1 150 215	1 447 061	
CDMA ³	-	-	434	5 358	8 188

1. Stock abonnés au réseau GSM en fin d'année. Les statistiques sont fournies par la DGE.
2. Les téléphones AMPS ont disparus à partir de l'année 2006.
3. Téléphone sans fil permettant de se connecter sur internet. Il a été lancé en novembre 2007.
4. Y compris les téléboutiques en 2009.

Sources : DGE, Celtel, Libertis, Télécel, Zain, Moov, OPT, Gabon Télécom et La poste

Tableau VII.2.2.2 : Abonnements aux réseaux et services à valeur ajoutée (RSVA)

	2005	2006	2007	2008	2009
Abonnés Internet	6 924	8 848	10 036	13 839	12 017
Abonnés TV SAT ¹	1 100	900	1 000	1 100	..
LS x 25	25	18
LS IP	55	48	22	..	157
Enrégistrement domaine	14	48	14
Hébergement site Web	5	5
Adsl	860	903	1 531	..	3 529
Gshdsl	31	38	56	..	107
VPN	8	8	11
NUI	5	5	5

1. Données de la DGE

Sources : DGE et Gabon Télécom

Tableau VII.2.2.3 : Répartition des recettes en télécommunication (hors GSM)

	Unité : million de F cfa				
	2005	2006	2007	2008	2009
Téléphone ⁽¹⁾	51 777	16 785	19 489
recettes du trafic	47 821	7 182	3 165
Télex	90	-	-	-	-
Internet	4 108	-	-	2 979	-
Divers	11 063	8 928	9 532
Total recettes	67 037	28 692	..

1. Redevance et trafic de Gabon télécom du téléphone fixe, non compris les recettes de Libertis

Sources : Gabon Télécom

VII.2.3 : Autres communications, culture, sport et tourisme								
Tableau VII.2.3.1 : Radiodiffusion, télévision et presse écrite								
				2005	2006	2007	2008	2009
Nombre de chaînes locales								
Radiodiffusion ¹								
chaînes nationales				2	2	2	2	2
chaînes privées				17	25	38	43	44
Télévision								
chaînes nationales				2	2	2	2	2
chaînes privées				5	9	19	18	18
Nombre de chaînes étrangères ³								
Radiodiffusions				2	2	2	2	2
Télévision				0	0	0	1	1
Presse écrite locale								
Quotidiens								
Nombre de titres				1	1	1	1	1
Nombre de jours de tirage				303	300	301	304	300
Tirage annuel				4 559 987	4 409 532	5 443 086
ventes ordinaires				4 077 858	5 348 715	4 580 918		
spécimens gratuits et abon.				21 960	22 260	26 436		..
invendus				987 300	929 189	954 362		..
Hebdomadaires								
Nombre de titres				9	10	11	11	11
Bimensuels								
Nombre de titres				23
Mensuels								
Nombre de titres				13	..	24
Périodiques								
Nombre de titres				7	..	31
Tirage annuel total				1 576 082	1 490 777	1 516 222
ventes				814 873	857 818	947 392
Invendus				761 209	270 141	568 830
Presse écrite étrangère ²								
Quotidiens				108 935	97 447	88 747
Revue et périodiques				700 235	730 740	638 455
Autres			
1. Chaînes de radiodiffusion ayant ou non signé des conventions avec le Conseil National de la Communication (CNC).								
2. Presse importée et distribuée en nombre d'exemplaires								
3. Chaînes de radio étrangères ayant obtenu une fréquence d'émission au niveau du C.N.C								
Sources : Conseil National de la Communication (CNC) et SONAPRESSE								

Tableau VII.2.3.1.1 : Activités de la radio et de la télévision nationale					2005	2006	2007	2008 ^a	2009
Activités de la radio									
Volume total des horaires de programmes					6 552	6 552	6 552	6 552	..
dont en % :									
Information					20,0	20,0	20,0	16,7	..
Musique et divertissement					40,0	40,0	40,0	29,2	..
Sport et jeux					5,0	5,0	5,0	4,2	..
Emissions culturelles					15,0	2,0	2,0	25,0	..
Emission destinées aux enfants					10,0	12,0	12,0	1,0	..
Publicité					5,0	6,0	6,0	8,3	..
Volumes horaires en langues locales					4,4	3,7	3,7	9,8	..
Autres ¹					0,6	11,3	11,3	5,8	..
Activités de la télévision									
Volume total des horaires de programmes					2 016	2 031	2 520	8 008	..
dont en % :									
Informations					6,3	6,2	10,0	9,1	..
Documentaires					12,4	13,8	11,2	13,6	..
Films et séries					17,9	19,6	19,8	18,2	..
Musique et divertissements					10,9	11,3	10,8	18,2	..
Sport et jeux					22,3	23,1	19,0	13,6	..
Emissions culturelles					19,8	20,3	19,2	9,1	..
Autres ¹					10,4	5,7	10,0	18,2	..
1. Santé, agriculture, consommation, religion, émissions jeunesse et enfants etc.									
a. Depuis 2008, la télévision émet 24h/24									
Source : Radio et télévision nationale chaîne n°1									

VII.2.3.2 : Culture					2005	2006	2007	2008	2009
Tableau VII.2.3.2.1 : Bibliothèques									
Bibliothèque nationale									
Fréquentation annuelle					2 867	1 992	0	0	0
Ouvrages disponibles					25 561	25 730	25 758	25 772	30 283
Nombre de titres de livres déposés					51	18	28	14	20
Acquisitions annuelles de livres					25	202	218	291	5 522
Personnels employés					11	13	..	13	..
Bibliothèque du centre culturel français									
Fréquentation annuelle					124 581
Emprunteurs annuels					18 275	..	45 465
Ouvrages disponibles					40 000	..	48 048
Nombre d'abonnés					..	3 055	3 291	..	3 458
Nombre de titres de livres déposés					15 496
Bibliothèque universitaire									
Fréquentation annuelle					28 925	27 809	29 006	32 904	..
Consultations des ouvrages					1 165	13 419	10 641	15 052	..
Ouvrages disponibles					24 356	24 356	24 356	24 356	..
Acquisitions annuelles ¹					-	-	-	-	..
Personnels employés					35	36	39	46	..
dont expatriés					3	3	3	3	..
A partir de juillet 2006, les fréquentations à la bibliothèque nationale sont suspendues pour cause de réfection des bâtiments.									
Sources : Bibliothèque nationale, Bibliothèque du Centre culturel français, Bibliothèque de l'université Omar Bongo Ondimba									

	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre d'étudiants	..	177	412	378	..
dont nombre de femmes	..	55	108	119	..
Année préparatoire		54	289	89	..
Art dramatique					
Théâtre	..	5	33	70	..
Art plastique					
Sculpture	..	9	7	31	..
Arts graphiques		14	14	24	..
Céramique	..	35	28	39	..
Peinture	..	17	15	39	..
Architecture d'intérieur	..	43	36	52	..
Personnels enseignants					
Personnels enseignants spécialisés	..	25	30	40	..
permanents spécialisés	..	16	19	19	..
permanents spécialisés-Femmes		3	3	3	..
Personnels d'administration et autres	..	29	29	29	..

Source: ENAM

	2005	2006	2007	2008	2009
Centre culturel Français					
Concerts de musique	..	34	32	..	26
Soirées théâtrales	..	25	28	..	17
Expositions	..	7	9	..	11
Musée National					
nombre de musées nationaux	1	1	1	1	1
Objets d'arts disponibles
Fréquentation annuelle
Gabonais
Autres

Sources : Musée national et la Bibliothèque du Centre culturel français

	cumul				
	2005	2006	2007	2008	2009
Infrastructures					
Nombre de salles de cinéma	2	2	2	2	2
Nombre de maison de production de films	4	5	5	5	5

Source : CENACI

Tableau VII.2.3.2.5 : Production cinématographique au Gabon					Cumul				
					2005	2006	2007	2008	2009
Productions locales									
Longs métrages					2	3	3	3	..
Court métrages					2	2	2	4	..
Feuilletons					6	7	10	11	..
Documentaires					13	15	18	20	..
Coproductions									
Longs métrages					4	5	5	5	..
Court métrages					3	3	3	3	..
Feuilletons					0	1	1	1	..
Documentaires					1	2	2	2	..

Source : CENACI

VII.2.3.3 : Sports									
Tableau VII.2.3.3.1 : Formation des encadreurs de sport au Gabon									
					2005	2006	2007	2008	2009
Formation									
Conseillers sportifs					11	11	15	15	..
Hommes					10	10	10	10	..
Femmes					1	1	5	5	..
Instructeurs des activités socio-éducatives et Jeunesse					17	18	34	30	..
Hommes					7	10	15	12	..
Femmes					10	8	19	18	..
Conseillers des activités socio-éducatives et Jeunesse					12	12	15
Hommes					8	8	12
Femmes					4	4	3
Professeurs Adjoints d'EPS					67	44	92	70	..
Hommes					57	37	70	52	..
Femmes					10	7	22	18	..
Maîtres d'Education Physique et Sportive					26	37	57	50	..
Hommes					19	31	47	42	..
Femmes					7	6	10	8	..

Source : INJS

Tableau VII.2.3.3.2 : Structures sportives et licences par sport olympique					En nombre				
					2005	2006	2007	2008	2009
Fédérations de sports olympiques					11	11	11	11	..
Licences délivrées pour les sports olympiques									
Athlétisme					400	300	300
Basketball					850	950	950
Boxe					520	600	750
Cyclisme					400	450	450
Football					10 000	12 000	12 000
Handball					850	875	875
Judo					800	800	800
Karaté					800	800	800
Volleyball					450	450	500
Taekwondo					800	850	950
Tennis					450	600	600
Equipements sportifs ¹									
Terrains de football aux normes FIFA					1	1	1	1	..
Terrains de basketball aux normes FIFA					1	1	1	1	..
Piste d'athlétisme aux normes CIO					0	1	1	1	..
Fédérations de sports non olympiques					8	9	9	9	..
1. Equipements opérationnels									

Source : DGJS

Tableau VII.2.3.3.3 : Etablissements de formation									
					2005	2006	2007	2008	2009
Etablissements de formation					1	1	1	1	..
1. Ministère de la Jeunesse									
- Nombre d'établissements multisports					1	1	1	1	..
nombre d'étudiants dans ces établissements					125	118	197
nombre d'encadreurs gabonais				
nombre d'encadreurs non gabonais				
nombre de professeurs de sport				
- Nombre d'établissements spécialisés					0	0	0	0	..
nombre d'étudiants dans ces établissements					0	0	0	0	..
nombre d'encadreurs gabonais					0	0	0	0	..
nombre d'encadreurs non gabonais					0	0	0	0	..

Source : Direction des Sports et du Plein Air

	cumul					
	2007		2008		2009	
Infrastructures sportives	Ministère	Privé	Ministère	Privé	Ministère	Privé
Stades omnisport	1	0
Pistes d'athlétisme	1	0
Autres stade aux normes FIFA	0	1
Complexes sportifs	1	3
Etablissements de Jeunesse						
Maison de jeunesse	-	-	-	-	-	-
Auberges de jeunesse	-	-	-	-	-	-
Salles de sports	2
Stades ou aires de jeu pluridisciplinaire	1	3

Source : Direction des Sport et du Plein Air

	Affiliés aux fédérations nationales de sport		
	2007	2008	2009
Athlétisme	11
Basketball	11
Boxe	9
Cyclisme	4
Football	21
Handball	10
Judo	7	-	-
Karaté	10	-	-
Volleyball	10
Taekwendo	8
Tennis	6

Source : Direction des Sports et du Plein Air

	En nombre				
	2005	2006	2007	2008	2009
Total arrivées (nationaux)	150 379	136 015	149 461	145 534	91 385
Total arrivées (internationaux)	151 368	149 680	159 412	185 572	185 534
dont CEMAC	38 710	30 296	28 402	25 017	..

Source : DGT

Tableau VII.2.3. 4.1.1.1 : Activités de Gabontour									
					En nombre				
					2005	2006	2007	2008	2009
Touristes enregistrés au niveau des sites touristiques					14 140	14 988	16 941	17 105	..
Nombre d'agences touristiques connues					19	22	26	36	..
Nombre de sites et monuments touristiques connus					40	43	48	54	..
1. Les touristes enregistrés par Gabontour									
Source : Gabontour									

VII.2.3.4.2 : Structures hôtelières									
Tableau VII.2.3.4.2.1 : Structures hôtelières et d'hébergement									
					En nombre				
					2005	2006	2007	2008	2009
Structures appartenant à l'Etat					7	7	5	5	5
Libreville					2	2	1	1	1
Franceville					1	1	1	1	1
Oyem					1	1	1	1	1
Makokou					1	1	1	1	1
Port-Gentil					1	1	0	0	0
Tchibanga					1	1	1	1	1
Structures hôtelières privées¹					10	10	14	16	..
Estuaire									
Libreville					10	10	14	16	..
1. Ce sont des hôtels ayant une capacité de 20 chambres au moins (y compris les chaînes internationales)									
Sources : Structures hôtelières et DGS									

Tableau VII.2.3.4.2.2: Activités des autres structures hôtelières ¹									
					2005	2006	2007	2008	2009
Nombre de chambres ordinaires² (cumul)									
Estuaire									
Libreville					..	603	603	903	..
Nombre de chambres structures d'Etat									486
Nombre de chambres structures privées									995
Activités³									
Nombres de clients					..	26 519	37 814	92 038	..
Nombre de nuités ⁴					99 929	169 225	..
Prix moyen des chambres ordinaires ⁵					19 760	21 957	24 525	25 401	..
Effectif client par chambre⁶					..	4 398	6 271	10 192	..
Flux clientèle à Libreville par mois					..		8 327	14 102	..
1. Structures de 20 chambres et plus. Cette série a été corrigée. Non comprises les données de laïco Palace.									
2. Non compris les suites et les appartements									
3. Non compris hôtel Bananas, hôtel du centre, Somotel et Tropicana car n'ayant pas fourni de données.									
4. Non compris hôtel Bananas, hôtel du centre, Somotel et Tropicana.									
5. C'est la moyenne des prix de chambre dans ces structures. Le Méridien Ré-Ndama et Hôtel Laïco n'ont pas été pris en compte.									
6. Pour le calcul sur l'effectif par chambre, on fait l'hypothèse que toutes les chambres disponibles ont été occupées sur les périodes considérées. Aussi le calcul a été fait sur 12 structures ayant rempli les questionnaires.									
Sources : DGHCH et DGS									

VIII. ECHANGES EXTERIEURS

Chapitre VIII. 1

Commerce extérieur

1. Présentation

La balance commerciale du Gabon est restée positive au cours de l'année 2009, mais elle a chuté de 57% en valeur.

En effet, en dehors du pétrole (+2%), les ventes, sur le marché international, des principaux produits d'exportation ont continué à chuter fortement en 2009, à savoir le manganèse (-32%), le caoutchouc usiné et humide, respectivement de 11% et 6%, le café (-55%) et le bois (-1%).

Par ailleurs, le taux de couverture (FAB/CAF) positif a perdu tout de même plus de 150 points en 2009.

Par ailleurs, les données incluses dans ce chapitre ne prennent pas en compte les statistiques de la province du Haut-Ogooué en 2009.

2. Sources et méthodologie

La principale source de données sur le commerce extérieur est la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI) qui produit les statistiques douanières relatives aux échanges entre le Gabon et l'extérieur.

Il existe d'autres sources de données dont les plus importantes sont :

- la balance des paiements, élaborée par la Banque Centrale ;
- les comptes nationaux élaborés par la Direction générale de la Statistiques.

Les résultats en provenance de ces différentes sources présentent souvent des écarts.

- Ecarts entre Banque Centrale, DGDDI et la DGS

Concernant les exportations de produits du secteur primaire, la Banque Centrale corrige les données relatives aux échanges entre les pays membres de la CEMAC en procédant à une estimation de la valeur des mouvements de marchandises non contrôlée aux postes douaniers.

Les statistiques du commerce extérieur sont aussi établies par les comptes nationaux dans le cadre de la présentation de l'équilibre ressources-emplois des biens et services. La valeur des importations de biens, issue de la DGDDI, est ajustée par la Direction Générale de la Statistiques (DGS) à partir de petites enquêtes menées auprès de quelques entreprises. Celle des exportations de biens est tirée des déclarations statistiques et fiscales. Dans tous les cas, des écarts existent entre la DGDDI et les deux autres.

Les tableaux publiés dans ce chapitre proviennent de l'exploitation, par la DGS, d'un fichier des enregistrements des statistiques douanières qui lui a été fourni par la DGDDI en 2009.

Ainsi, la DGS procède au traitement des données douanières selon les nomenclatures internationales pour aboutir aux statistiques du commerce extérieur. Seules les valeurs statistiques des échanges sont prises en compte.

Les valeurs *franco à bord* (FAB) sont estimées à partir d'un coefficient issu d'une enquête menée par la BEAC auprès des transitaires et des gros importateurs. L'estimation porte sur les frais d'assurance et de transport. Cet estimateur n'a plus été révisé depuis plusieurs années.

3. Principales définitions

- **Taux de Couverture**

Le taux de couverture est le rapport, en pourcentage, entre la valeur des exportations et celle des importations. Il permet d'apprécier la « couverture » des importations par les exportations.

- **Importations totales**

Les importations totales sont données en valeur FAB (franco à bord) de manière à faire apparaître le solde exact du commerce extérieur au sens strict du terme. On passe de la valeur CAF (coût de la marchandise, assurance, fret) à la valeur FAB en retranchant le coût d'acheminement de la marchandise importée de la frontière du pays producteur à la frontière gabonaise. Le taux de passage CAF-FAB fait l'objet, par la BEAC, d'une évaluation périodique portant uniquement sur le niveau global. Pour la période sous-revue, ce taux était de 0,799 (importations FAB = importations CAF x 0,799).

- **Valeur des marchandises**

La valeur dont il est fait état dans les statistiques du commerce extérieur est, à l'importation comme à l'exportation, une valeur franco-frontière nationale. Les valeurs retenues sont :

- à l'importation : la valeur CAF, valeur de la marchandise à son point d'entrée au Gabon ;
- à l'exportation : la valeur FAB, valeur de la marchandise à son point de sortie du Gabon.

VIII.1.1 : Données d'ensemble							
Tableau VIII.1.1.1 : Balance commerciale globale							
Unité : million de FCFA							
	2005	2006	2007	2008	2009		
Balance FAB/CAF	1 895 519	2 240 486	2 014 187	3 116 232	1 348 496		
Exportations FAB	2 671 804	3 144 365	3 023 707	4 256 807	2 529 662		
Importations CAF	776 285	903 879	1 009 520	1 140 575	1 181 166		
Taux de couverture (%)	344,2	347,9	299,5	373,2	214,2		
Balance FAB/FAB	2 051 552	2 422 166	2 217 100	3 345 487	1 585 910		
Taux de couverture (%)	430,8	435,4	374,9	467,1	268,0		
Source : DGS							

Tableau VIII.1.1.2 : Balance commerciale par continent (FAB/CAF)							
Unité : million de FCFA							
	2005	2006	2007	2008	2009		
Europe	-53 252	-120 674	-110 933	17 076	1 128 182		
Afrique	49 151	89 503	25 508	36 712	31 441		
Amérique	1 701 959	1 744 656	1 556 622	2 212 897	-30 399		
Asie	171 136	542 640	561 703	847 888	219 284		
Australie-Océanie	33 902	-953	-1 344	-2 116	-3		
Pays et territoires non déterminés	-7 376	-14 686	-17 370	3 774	-11		
Total balance	1 895 520	2 240 486	2 014 186	3 116 232	1 348 496		
Source : DGS							

Tableau VIII.1.2.1: Exportations vers les principaux pays partenaires					
	Volume : en tonnes		Valeur : en millions de Fcfa		
	2005		2006		
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	
EUROPE	3 564 960	455 493	2 703 999	486 766	
Union européenne	1 384 442	261 863	1 739 746	378 962	
France	579 966	123 150	836 296	222 071	
Pays Bas	13 184	15 358	18 918	11 570	
Espagne	310 770	56 616	289 499	43 065	
Portugal	35 302	5 128	23 877	4 041	
Grande-Bretagne	1 501	849	130 012	38 845	
Italie	145 556	33 392	161 579	35 379	
Grèce	51 278	5 640	155 896	9 252	
Belgique/Luxembourg	132 367	6 061	35 253	5 017	
Allemagne	40 665	5 233	34 825	5 074	
Islande	0	0	4 691	148	
Autres	73 853	10 436	48 901	4 501	
Autres pays d'Europe	2 180 517	193 630	964 253	107 803	
Suisse/Liechtenstein	881 837	144 085	328 342	81 713	
Turquie	56 777	5 978	48 368	4 870	
Gibraltar	0	0	0	0	
Norvège	620 823	21 720	293 698	10 550	
Chypre	248	124	148	120	
Autres	620 831	21 724	293 698	10 550	
Sources : DGDDI et DGS					

	Volume : en tonnes		Valeur : en millions de Fcfa	
	2005		2006	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur
AFRIQUE	705 547	122 927	674 962	168 446
Afrique du Nord	52 158	9 720	62 909	10 683
Maroc	48 103	9 396	58 099	10 195
Algérie	4 039	318	4 701	431
Autres	16	6	109	57
Afrique occidentale	253 423	25 456	270 789	64 080
Sénégal	59 850	4 533	117 617	22 619
Guinée (Conakry)	51 792	6 803	21 005	3 267
Mali	76 194	86	23	17
Togo	16 255	3 765	13 808	2 282
Bénin	151	45	4 600	628
Côte d'Ivoire	-	-	15 345	2 413
Autres	49 181	10 225	98 390	32 853

Sources : DGDDI et DGS

	Volume : en tonnes		Valeur : en millions de Fcfa	
	2005		2006	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Afrique centrale	90 647	38 438	46 461	32 036
Zone CEMAC	61 238	27 991	15 265	22 456
Congo	9 613	7 323	3 999	8 865
Cameroun	6 365	4 097	3 448	4 471
Guinée Equatoriale	37 858	7 491	5 092	1 720
Tchad	783	5 271	659	5 057
Centrafrique	6 620	3 810	2 067	2 343
Autres pays d'Afrique centrale	29 409	10 447	31 196	9 580
République démocratique du Congo	24 076	4 438	30 027	8 480
Autres	5 333	6 009	1 169	1 100
Afrique australe et orientale	309 319	49 314	294 802	61 647
Afrique du Sud	309 293	49 307	294 548	61 560
Autres	27	6	254	87
AMERIQUE	7 753 427	1 778 603	5 601 815	1 840 418
Amérique du Nord	7 546 530	1 751 243	5 540 872	1 836 668
Etats-Unis	7 546 530	1 751 066	5 540 872	1 836 486
Canada	0	177	0	182
Autres	0	0	0	0
Amérique centrale, latine et Caraïbe	206 897	27 360	60 942	3 749
Antilles néerlandaises	0	0	0	0
Chili	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0
Brésil	0	0	0	16
Argentine	0	2	735	235
Trinidad et Tobago	0	0	6 310	1 728
Bahamas/Bermudes	0	0	19	7
Mexique	38 736	1 103	12 014	354
Autres	168 161	26 255	41 864	1 410

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.2.1 : Exportations vers les principaux pays partenaires (suite)						
			Volume : en tonnes		Valeur : en millions de Fcfa	
			2005		2006	
			Volume	Valeur	Volume	Valeur
ASIE			2 469 339	254 842	4 315 778	642 166
Proche et Moyen-Orient			5 759	836	30 403	1 812
Israël			2 973	665	2 245	430
Autres			2 786	171	28 159	1 382
Asie centrale et du Sud			449 642	52 543	575 402	67 257
Inde			414 342	50 039	575 198	67 085
Autres			35 300	2 504	204	172
Extrême-Orient			2 013 938	201 462	3 709 973	573 097
Chine			1 298 076	106 968	2 968 506	332 236
Japon			54 935	2 758	33 997	1 909
Corée du Sud			47 756	1 786	74 095	2 622
Philippines			0	0	21	10
Singapour			156 814	22 524	265 983	166 352
Corée du Nord			287 983	33 591	15 135	490
Taïwan			27 715	3 559	16 941	2 217
Hong-Kong			2 763	407	1 178	377
Thaïlande			136 244	29 628	330 868	66 362
Autres			1 652	241	3 248	523
AUSTRALIE-OCEANIE			718	34 522	14 297	11
Australie			179	34 427	0	0
Autres			539	95	14 297	11
Autres pays et territoires			113 563	25 416	36 264	6 558
MONDE			14 607 554	2 671 804	13 347 115	3 144 365
Sources : DGDDI et DGS						

Tableau VIII.1.2.1 : Exportations vers les principaux pays partenaires (suite)								
			Volume : tonnes		Valeur : en millions de Fcfa			
			2007		2008		2009	
			Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
EUROPE			6 460 764	553 658	..	732 634	2 670 668	423 310
Union européenne			5 588 081	517 725	..	689 427	2 307 439	405 814
France			4 636 380	341 382	..	255 435	458 780	115 478
Pays Bas			35 305	15 008	..	154 374	484 064	75 242
Espagne			283 674	45 735	..	140 073	735 026	133 256
Portugal			27 702	4 613	..	2 511	10 755	2 177
Grande-Bretagne			174 392	46 620	..	882	222 142	5 310
Italie			173 449	36 180	..	118 703	74 183	17 108
Grèce			108 731	13 305	..	5 645	32 972	4 024
Belgique/Luxembourg			89 678	7 522	..	6 625	41 761	4 745
Allemagne			37 185	4 266	..	3 289	84 580	13 370
Irlande			32	120	..	0	129 962	28 200
Autres			21 552	2 975	..	1 889	33 215	6 904
Autres pays d'Europe			872 683	35 933	..	43 207	363 229	17 496
Suisse/Liechtenstein ¹			0	23	..	10865	570	145
Turquie			39 895	4 385	..	6642	17 525	2543
Gibraltar			0	0	..	1 337	0	0
Norvège			440 105	15 466	..	15 838	344 685	14 653
Chypre			682	443	..	487	449	155
Autres			392 000	15 615	..	8 038		
					..			
AFRIQUE			402 621	114 693	..	160 669	399 897	190 500
Afrique du Nord			97 628	21 183	..	15 053	40 042	67 822
Maroc			93 934	19 991	..	11 022	29 839	63 724
Algérie			1 641	105	..	162	2	6
Autres			2 053	1 087	..	3 869	10 202	4 093
Afrique occidentale			151 902	40 061	..	88 165	174 469	32 911
Sénégal			1 700	559	..	9 794	6 616	2 820
Guinée (Conakry)			8 006	1 452	..	16 121	49 972	8 678
Mali			29	128	..	63	123	214
Togo			5 613	1 764	..	61	30	74
Bénin			51 601	9 449	..	11 108	60 173	11 862
Côte-d'Ivoire			4 567	747	..	510	8 872	818
Autres			80 386	25 962	..	50 508	48 683	8 445
1. Volume de moins de 100 kg en 2007								
Sources : DGDDI et DGS								

		Volume : tonnes		Valeur : en millions de Fcfa			
		2007	2008		2009		
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Afrique centrale		117 371	43 699	..	45 686	49 737	61 191
Zone CEMAC		98 636	39 859	..	32 640	40 092	57 465
Congo		4 356	8 300	..	12 982	7 032	38 937
Cameroun		8 892	6 199	..	7 807	13 993	8 013
Guinée Equatoriale		85 058	23 496	..	9 501	18 525	7 415
Tchad		21	6	..	29	288	1 194
Centrafrique		308	1 858	..	2 322	254	1 907
Autres pays d'Afrique centrale		18 735	3 840	..	13 046	9 645	3 725
République démocratique du Congo		15 645	2 747	..	11 418	5 451	1 103
Autres		3 090	1 094	..	1 627	4 194	2 622
				..			
Afrique australe et orientale		35 721	9 749	..	11 765	135 649	28 576
Afrique du Sud		35 717	9 747	..	11 684	135 310	28 405
Autres		4	2	..	80	339	171
AMERIQUE		6 465 879	1 651 933	..	2 337 275	7 665 728	1 493 613
				..			
Amérique du Nord		6 363 284	1 639 922	..	2 204 130	7 651 513	1 493 033
Etats-Unis		6 230 801	1 604 663	..	2 204 057	7 643 811	1 492 654
Canada		132 482	35 259	..	73	7 702	379
Autres		0	0	..	0	0	0
Amérique centrale, latine et Caraïbes		102 596	12 011	..	133 144	14 215	580
Antilles néerlandaises		0	0	..	0	9	30
Chili		0	0	..	0	0	0
Martinique		0	0	..	0	2	4
Brésil		0	6	..	3 574	10	26
Argentine		0	0	..	136	104	30
Trinidad et Tobago		55 504	10 617	..	72 604	0	0
Bahamas/Bermudes		0	0	..	55 655	0	0
Mexique		47 011	1 316	..	960	14 001	421
Autres		81	72	..	215	89	69

Sources : DGDDI et DGS

	Volume : tonnes		Valeur : en millions de Fcfa					
	2007		2008		2009			
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur		
ASIE	5 110 709	688 083	..	1 001 845	3 889 244	400 628		
Proche et Moyen-Orient	75 448	3 706	..	11 253	7 265	2 627		
Israël	33	44	..	91	179	93		
Autres	75 415	3 662	..	11 162	7 086	2 534		
Asie centrale et du Sud	377 145	27 800	..	272 865	842 382	122 244		
Inde	376 999	27 660	..	272 854	190 584	20 471		
Autres	146	141	..	11	651 798	101 773		
Extrême-Orient	4 658 116	656 577	..	717 727	3 039 597	275 757		
Chine	3 097 363	287 732	..	560 698	2 468 833	202 111		
Japon	748 678	167 470	..	29 394	70 144	2 571		
Corée du Sud	123 461	3 951	..	926	295 192	40 670		
Philippines	0	0	..	0	0	1		
Singapour	50 862	13 996	..	5 060	60 204	11 336		
Corée du Nord	42	4	..	1 533	254	37		
Taiwan	22 239	3 105	..	3 219	3 615	709		
Hong-Kong	2 091	832	..	38 962	116 629	16 177		
Thaïlande	487 600	95 203	..	133	4 557	536		
Autres	125 780	84 283	..	77 802	20 170	1 609		
AUSTRALIE-OCEANIE	0	0	..	70	25	80		
Australie	0	0	..	70	25	80		
Autres	0	0	..	0	0	0		
Pays et territoires non déterminés	30 291	15 340	..	24 314	199 793	21 531		
MONDE	18 470 264	3 023 707	..	4 256 807	14 825 355	2 529 662		

Sources : DGDDI et DGS

	2007		2008		2009		Unité : %	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur		
	Europe	35,0	18,3	..	17,2	18,0	16,7	
Afrique	2,2	3,8	..	3,8	2,7	7,5		
Amérique	35,0	54,6	..	54,9	51,7	59,0		
Asie	27,7	22,8	..	23,5	26,2	15,8		
Australie-Océanie	0,0	0,0	..	0,0	0,0	0,0		
Pays et territoires non déterminés	0,2	0,5	..	0,6	1,3	0,9		
Ensemble	100,0	100,0	..	100,0	100,0	100,0		

Source : DGSEE

Tableau VIII.1.2.2 : Importations par principaux pays partenaires					
		Volume : en tonnes		Valeur : en million de Fcfa	
		2005		2006	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur
EUROPE		421 789	508 746	1 229 820	607 429
Union européenne		419 378	500 797	1 228 506	603 303
France		215 733	305 230	1 028 461	362 030
Grande-Bretagne		8 028	18 253	11 074	17 151
Allemagne		5 404	10 883	4 404	18 196
Pays Bas		22 033	20 839	27 485	25 224
Belgique/Luxembourg		87 617	94 450	118 343	128 102
Italie		22 070	19 701	17 041	17 007
Espagne		43 014	15 419	17 411	21 681
Islande		0	1	0	1
Suède		0	0	0	0
Autres		1 918	7 064	2 781	12 493
Autres pays d'Europe		2 411	7 948	1 314	4 126
AFRIQUE		132 103	73 776	147 515	78 943
Afrique du Nord		8 569	6 128	12 848	7 242
Maroc		6 673	4 991	9 611	3 649
Autres pays		1 897	1 137	3 238	1 593
Afrique occidentale		37 689	20 009	38 574	18 057
Côte d'Ivoire		11 041	5 399	15 902	7 369
Sénégal		3 848	6 237	5 138	2 879
Nigéria		0	0	0	0
Autres pays		22 800	8 373	7 026	3 987
Afrique centrale		69 570	35 877	76 068	37 402
Zone CEMAC		68 045	34 723	75 837	37 021
Cameroun		53 628	28 204	65 573	31 324
Congo		12 821	5 374	4 096	3 308
Guinée Equatoriale		1 568	1 111	6 164	2 361
Centrafrique		0	6	0	0
Tchad		27	28	3	28
Autres pays d'Afrique centrale		1 525	1 154	231	380
Afrique australe et orientale		16 275	11 763	20 023	16 242
Afrique du Sud		15 866	11 448	19 887	16 180
Autres		410	315	137	62
AMERIQUE		95 213	76 644	102 559	95 762
Amérique du Nord		55 778	52 529	61 749	69 572
Etats-Unis		52 659	50 259	59 216	66 169
Canada		3 119	2 270	2 533	3 403
Autres		0	0	0	0
Sources: DGDDI et DGS					

Tableau VIII.1.2.2 : Importations par principaux pays partenaires (suite)							
		Volume : en tonnes		Valeur : en millions de Fcfa			
		2007		2008		2009	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
EUROPE		746 839	664 591	444 754	715 557	679 511	788 858
Union européenne		743 659	659 790	434 509	710 655	668 787	777 535
France		507 454	365 473	164 097	403 915	289 818	389 033
Pays Bas		41 038	32 337	49 577	38 994	65 762	48 768
Espagne		27 308	27 919	40 851	21 372	31 223	21 715
Portugal		602	797	938	1 255	5 395	2 575
Grande-Bretagne		6 508	15 929	34 263	28 503	10 723	34 057
Italie		23 687	27 396	24 644	25 202	29 243	60 813
Grèce		20 454	15 531	1 909	2 771	35	59
Belgique/Luxembourg		107 340	131 696	101 413	157 325	218 595	185 439
Allemagne		5 406	24 069	13 261	19 582	8 991	17 466
Islande ¹		11	33	41	17	13	144
Autres		3 851	18 609	3 515	11 720	8 991	17 466
Autres pays d'Europe		3 180	4 801	10 245	4 902	10 724	11 323
AFRIQUE		148 793	89 185	161 120	123 956	98 181	75 709
Afrique du Nord		13 956	8 723	23 675	16 893	22 449	16 146
Maroc		9 539	6 377	11 480	10 037	10 579	6 775
Autres pays		4 417	2 346	12 194	6 856	11 871	9 371
Afrique occidentale		39 703	17 272	78 025	33 786		
Sénégal		3 302	2 320	4 170	3 959	2 595	2 799
Guinée (Conakry)		0,021,274	4	0	1	5	9
Mali		0	13	3	7	47	11
Togo		18 894	5 289	46 182	13 258	3 413	1 670
Bénin		2 224	778	3 884	2 295	43 950	11 563
Côte-d'Ivoire		11 809	5 749	14 740	7 150	10 190	6 114
Autres		3 473	3 118	9 046	7 117	12 119	5 675
Afrique centrale		77 988	41 515	44 389	54 526	61 184	38 425
Zone CEMAC		77 693	40 994	41 335	53 086	60 455	37 214
Congo		12 275	7 324	2 457	25 083	10 874	9 214
Cameroun		59 649	31 364	37 053	26 814	42 067	24 623
Guinée Equatoriale		5 768	2 289	1 825	1 185	7 512	3 358
Centrafrique ¹		0	1	0	0	0	0
Tchad		0	15	0	3	2	20
Autres pays d'Afrique centrale ²		295	521	3 054	1 440	729	1 211
Afrique australe et orientale		17 146	21 675	15 030	18 751	14 548	21 138
Afrique du Sud		17 097	21 484	15 030	18 751	14 548	21 138
Autres		50	191	438	252	234	1 235
AMERIQUE		127 335	95 311	99 869	124 378	107 420	123 389
Amérique du Nord		69 446	64 259	55 368	91 702	63 481	93 188
Etats-Unis		66 240	60 118	51 305	84 854	57 510	84 254
Canada		3 207	4 141	4 024	6 756	5 960	8 906
Autres		0	0	39	92	12	28

1. Le volume des importations de l'Islande (2005, 2006) et celui de la Centrafrique (2005, 2007) représentent moins

2. Y compris l'Angola

Sources : DGDDI et DGS

		Volume : en tonnes				Valeur : en millions de Fcfa	
		2007		2008		2009	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Amérique centrale, latine et Caraïbes		57 776	30 930	44 501	32 674	43 938	30 201
Brésil		43 342	20 777	35 252	26 226	34 628	21 407
Argentine		12 102	8 620	5 874	4 140	6 526	5 907
Autres		2 333	1 533	3 374	2 308	2 784	2 887
Autres pays d'Amérique non déterminés		112	122	0	2	0	
ASIE		279 410	126 380	315 131	153 958	305 260	127 770
Proche et Moyen-Orient		18 183	13 839	27 482	22 414	15 966	17 146
Asie centrale et du sud		17 194	10 616	12 648	9 304	16 280	9 276
Extrême Orient		244 033	101 925	275 002	122 239	273 014	101 348
Japon		5 692	27 024	5 436	23 374	7 362	24 854
Thaïlande		53 849	20 927	56 204	32 336	3 413	1 670
Vietnam		16 152	4 352	13 208	4 921	15 909	4 131
Corée du Sud		821	1 454	1 392	10 341	1 849	4 921
Hong-Kong		2 744	2 359	1 710	3 858	2 597	7 734
Chine		146 629	39 237	196 273	44 964	241 511	57 733
Autres		18 145	6 572	779	2 445	373	305
AUSTRALIE ET OCEANIE		1 238	1 344	2 066	2 186	1 375	1 224
Pays et territoires non déterminés		53 204	32 710	23 104	20 540	140 794	64 216
MONDE		1 356 819	1 009 520	1 046 044	1 140 575	1 332 541	1 181 166

Sources : DGDDI et DGS

		2006		2007		2008	
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
		Unité : %					
Europe		70,6	67,2	55,0	65,8	42,5	62,7
Afrique		8,5	8,7	11,0	8,8	15,4	10,9
Amérique		5,9	10,6	9,4	9,4	9,5	10,9
Asie		11,2	11,0	20,6	12,5	30,2	13,5
Australie-Océanie		0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Pays et territoires non déterminés		3,8	2,4	3,9	3,2	2,2	1,8
Ensemble		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGS

VIII.1.3 : Commerce extérieur du Gabon selon les continents								
Tableau VIII.1.3.1 : Exportations par continents en valeur FAB								
Unité : millions de FCFA								
				2005	2006	2007	2008	2009
Europe				455 493	486 756	553 658	732 634	423 310
Afrique				122 927	168 446	114 693	160 669	190 500
Amérique				1 778 603	1 840 418	1 651 933	2 337 275	1 493 613
Asie				254 842	642 166	688 083	1 001 845	400 628
Australie-Océanie ¹				34 522	11	0	70	80
Pays et territoires non déterminés				25 416	6 568	15 340	24 314	21 531
Total exportations				2 671 804	3 144 365	3 023 707	4 256 807	2 529 662
1. Le 0 en 2007 désigne une valeur en dessous de 500 kg								
Sources : DGDDI et DGS								

Tableau VIII.1.3.2 : Exportations par continent en volume FAB								
Unité : millier de tonne								
				2005	2006	2007	2008	2009
Europe				3 565	2 704	6 461	..	2 671
Afrique				706	675	403	..	400
Amérique				7 753	5 602	6 466	..	7 666
Asie				2 469	4 316	5 111	..	3 889
Australie-Océanie ¹				1	14	0	..	0
Pays et territoires non déterminés				114	36	30	..	199
Total exportations				14 608	13 347	18 470	..	14 825
1. Le 0 en 2007 et 2009 désigne une valeur en dessous de 500 kg								
Sources : DGDDI et DGS								

Tableau VIII.1.3.3 : Importations par continents en valeur CAF								
Unité : million de FCFA								
				2005	2006	2007	2008	2009
Europe				508 746	607 429	664 591	715 557	788 858
Afrique				73 776	78 943	89 185	123 956	75 709
Amérique				76 644	95 762	95 311	124 378	123 389
Asie				83 706	99 526	126 380	153 958	127 770
Australie-Océanie				620	965	1 344	2 186	1 224
Pays et territoires non déterminés				32 792	21 254	32 710	20 540	64 216
Total importations				776 285	903 879	1 009 520	1 140 575	1 181 166
Sources : DGDDI et DGS								

		Unité : millier de tonne				
		2005	2006	2007	2008	2009
Europe		422	1 230	747	445	680
Afrique		132	148	149	161	98
Amérique		95	103	127	100	107
Asie		134	194	279	315	305
Australie-Océanie		1	1	1	2	1
Pays et territoires non déterminés		59	66	53	23	141
Total importations		843	1 741	1 357	1 046	1 332

Sources : DGDDI et DGS

		Unité : millions de FCFA				
		2005	2006	2007	2008	2009
I	Animaux vivants et produits du r.a.	12 844	8 333	7 146	3 785	1 124
II	Produits du règne végétal	45	36	39	77	26
III	Graisses et huiles animales ou végét.	240	946	238	0	1 141
IV	Produits des industries alimentaires	16 928	17 075	11 850	13 740	16 836
V	Produits minéraux	2 341 472	2 789 017	2 629 463	3 888 351	2 178 965
VI	Produits des industries chimiques	945	559	1 948	1 291	1 937
VII	Matières plastiques et ouvrages	5 853	11 756	13 981	24 987	13 939
VIII	Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages	1	2	14	1	28
IX	Bois, charbon de bois et ouvrages	250 481	262 211	318 816	281 969	263 766
X	Pâtes de bois ou d'autres matières fibr.	3 149	134	81	71	102
XI	Matières textiles et ouvrages	103	36	361	134	515
XII	Chaussures, coiffures, parapluies	22	23	28	31	19
XIII	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	209	51	252	282	145
XIV	Perles fines ou de culture, pierres g.	0	1 117	7	1 733	0
XV	Métaux communs et ouvrages	4 626	3 430	3 350	5 605	4 891
XVI	Machines et appareils, matériel électr.	13 820	4 804	6 422	9 968	32 396
XVII	Matériel de transport	19 545	42 555	26 874	22 666	10 577
XVIII	Instruments et appareils d'optique	1 014	1 558	1 547	1 466	3 031
XIX	Armes, munitions et leurs parties	50	540	802	226	161
XX	Marchandises et produits divers	319	156	481	481	54
XXI	Objets d'art, de collection ou d'antiq.	138	27	6	16	9
	Total	2 671 804	3 144 365	3 023 707	4 256 881	2 529 662

1. Les rubriques de cette nomenclature sont mieux présentées à l'annexe.

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.4.2 : Exportations selon les sections de la nomenclature douanière en volume ¹

		Unité : en tonnes				
		2005	2006	2007	2008	2009
I	Animaux vivants et produits du r.a.	4 899	4 461	2 259	3 071	1 674
II	Produits du règne végétal	385	94	88	266	53
III	Graisses et huiles animales ou végét.	750	4 043	997	0	3 725
IV	Produits des industries alimentaires	25 115	17 034	17 543	18 866	16 653
V	Produits minéraux	12 942 306	11 623 759	16 528 300	14 284 932	13 016 836
VI	Produits des industries chimiques	1 029	478	1 155	909	1 935
VII	Matières plastiques et ouvrages	9 321	11 777	13 754	18 693	220 199
VIII	Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages	2	0	1	0	2
IX	Bois, charbon de bois et ouvrages	1 516 451	1 638 919	1 856 205	1 568 258	1 524 692
X	Pâtes de bois ou d'autres matières fibr.	162	39	36	19	24
XI	Matières textiles et ouvrages	21	22	43	49	88
XII	Chaussures, coiffures, parapluies	13	17	20	17	2
XIII	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	624	227	904	435	805
XIV	Perles fines ou de culture, pierres g.	0	134	56	44 826	0
XV	Métaux communs et ouvrages	62 858	40 069	44 594	3 126	33 600
XVI	Machines et appareils, matériel électr.	1 671	1 950	2 081	2 178	2 715
XVII	Matériel de transport	41 430	3 814	1 955	1 628	2 178
XVIII	Instruments et appareils d'optique	106	164	54	120	115
XX	Armes, munitions et leurs parties	2	17	8	6	5
XX	Marchandises et produits divers	172	83	195	56	52
XXI	Objets d'art, de collection ou d'antiq.	237	14	17	44	3
Total		14 607 554	13 347 115	18 470 264	15 947 500	14 825 355

1. Les rubriques de cette nomenclature sont mieux présentées à l'annexe.

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.4.3 : Importations selon les sections de la nomenclature douanière en valeur ¹

		Unité : millions de FCFA				
		2005	2006	2007	2008	2009
I	Animaux vivants et produits du r.a.	49 051	51 683	65 924	74 431	70 714
II	Produits du règne végétal	34 423	33 017	46 163	49 090	56 348
III	Graisses et huiles animales ou végét.	11 323	9 782	11 217	17 322	11 224
IV	Produits des industries alimentaires	53 306	57 131	60 826	62 160	67 312
V	Produits minéraux	35 466	47 609	62 385	75 857	100 359
VI	Produits des industries chimiques	67 033	75 530	83 806	136 015	103 359
VII	Matières plastiques et ouvrages	31 849	33 968	40 266	43 690	43 928
VIII	Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages	1 163	1 572	1 527	1 775	1 411
IX	Bois, charbon de bois et ouvrages	856	1 031	1 136	1 276	1 299
X	Pâtes de bois ou d'autres matières fibr.	19 238	21 000	26 714	23 151	20 307
XI	Matières textiles et ouvrages	11 957	15 909	15 936	14 423	14 880
XII	Chaussures, coiffures, parapluies	3 468	4 464	4 917	4 731	3 987
XIII	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	11 755	10 937	12 821	15 477	14 676
XIV	Perles fines ou de culture, pierres g.	42	2 308	1 454	192	73
XV	Métaux communs et ouvrages	93 737	115 091	148 954	125 911	205 062
XVI	Machines et appareils, matériel électr.	210 419	246 900	271 099	311 869	305 417
XVII	Matériel de transport	101 715	139 323	112 030	132 738	111 760
XVIII	Instruments et appareils d'optique	22 518	22 061	23 167	27 200	29 605
XX	Armes, munitions et leurs parties	2 140	1 721	2 156	1 517	1 308
XX	Marchandises et produits divers	14 826	12 698	16 966	21 628	18 119
XXI	Objets d'art, de collection ou d'antiq.	0	144	58	122	20
Total		776 285	903 879	1 009 520	1 140 575	1 181 166

1. Les rubriques de cette nomenclature sont mieux présentées à l'annexe.

Sources : DGDDI et DGS

Tableau VIII.1.4.4 : Importations selon les sections de la nomenclature douanière en volume ¹

		Unité : en tonnes				
		2005	2006	2007	2008	2009
I	Animaux vivants et produits du r.a.	71 048	76 870	87 969	88 681	91 993
II	Produits du règne végétal	167 132	149 465	177 800	103 768	202 676
III	Graisses et huiles animales ou végét.	20 508	19 350	17 932	24 676	20 738
IV	Produits des industries alimentaires	54 808	61 526	71 544	64 461	73 334
V	Produits minéraux	198 898	432 559	350 780	375 915	520 558
VI	Produits des industries chimiques	46 919	194 389	146 634	57 240	74 671
VII	Matières plastiques et ouvrages	17 353	18 054	23 318	24 657	27 814
VIII	Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages	643	595	576	758	720
IX	Bois, charbon de bois et ouvrages	1 284	1 211	1 671	1 650	1 830
X	Pâtes de bois ou d'autres matières fibr.	11 032	12 459	12 149	12 758	13 709
XI	Matières textiles et ouvrages	7 796	9 802	10 993	10 568	10 817
XII	Chaussures, coiffures, parapluies	2 005	2 438	2 586	2 732	2 713
XIII	Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	26 673	25 179	30 157	35 124	34 628
XIV	Perles fines ou de culture, pierres g.	7	439	272	9	3
XV	Métaux communs et ouvrages	107 521	512 173	262 258	134 549	162 662
XVI	Machines et appareils, matériel électr.	51 109	179 821	111 770	54 663	47 716
XVII	Matériel de transport	50 762	37 436	39 262	42 261	34 586
XVIII	Instruments et appareils d'optique	1 291	1 066	1 241	1 429	1 225
XX	Armes, munitions et leurs parties	355	113	109	130	114
XXI	Marchandises et produits divers	6 213	5 864	7 751	9 991	10 012
XXII	Objets d'art, de collection ou d'antiqu.	0	41	44	24	10
Total		843 356	1 740 852	1 356 819	1 046 044	1 332 529
1. Les rubriques de cette nomenclature sont mieux présentées à l'annexe.						
Sources : DGDDI et DGS						

Chapitre VIII.2

Balance des paiements

1. Présentation

Le déficit de la balance des paiements du Gabon s'est creusé en 2009. En effet le solde débiteur de cette balance s'est situé à 0,4 milliards de francs CFA, soit un taux de variation de -100,1% par rapport à l'année 2008. Selon les données de la Banque Centrale, depuis environ cinq ans (5) la balance des paiements du Gabon est déficitaire.

A contrario, le solde de la balance des transactions courantes demeure toujours excédentaire, même s'il est en forte diminution à -70%.

2. Sources et méthodologie

La balance des paiements, qui retrace l'ensemble des transactions réalisées entre le Gabon et le reste du monde, est établie, depuis une trentaine d'années, par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Jusqu'en 1994, les comptes étaient élaborés, en collaboration avec les administrations économiques et financières, selon la méthodologie du 4e Manuel du Fonds Monétaire International (FMI) - édition de 1979. A partir de 1995, les résultats sont présentés selon la version V (édition de 1997) du Manuel afin de tenir compte des recommandations du FMI en matière d'établissement des balances des paiements.

Le Comité national de la balance des paiements se réunit de manière ponctuelle pour approuver les résultats établis par la BEAC. Cependant, les données de 2006 à 2009 sont des estimations.

3. Publication de référence

- La Balance des paiements de la République Gabonaise avec l'Extérieur, définitif 2005.

4. Principales définitions

- **Balance des paiements**

C'est un état statistique où sont systématiquement résumées de manière comptable, pour une période déterminée, les transactions réelles, financières et monétaires opérées entre les résidents du Gabon et les non résidents.

- **Compte des transactions courantes**

Encore appelé compte des opérations courantes ou des paiements courants, ce compte retrace l'ensemble des transactions liées aux marchandises, services, revenus des facteurs et transferts unilatéraux.

- **Compte de capital**

C'est l'ensemble des transferts de capital (aides à l'investissement, remises de dette, transferts d'épargne des migrants) et des échanges d'actifs incorporels tels que les brevets, les droits d'auteurs, les marques, etc.

- **Compte d'opérations financières**

Il concerne l'ensemble des investissements classés selon leur ventilation fonctionnelle. Il comprend :

- les opérations d'investissements directs qui sont subdivisées en capital social, bénéfiques réinvestis et autres transactions entre entreprises apparentées ;
- la rubrique investissements de portefeuilles qui recouvre les transactions portant sur les titres de participation et les titres de créance ;
- la rubrique « autres investissements » qui recouvre les crédits commerciaux et les prêts à court et long terme ;
- le poste avoirs de réserve qui enregistre les transactions relatives aux avoirs dont les autorités monétaires du Gabon considèrent qu'elles disposent pour répondre aux besoins de financement de la balance des paiements et, dans certains cas, à d'autres besoins.

- **Erreurs et omissions nettes**

C'est un poste d'ajustement qui permet de compenser la surévaluation ou la sous-évaluation des composantes enregistrées dans la balance des paiements.

VIII.2.1: Balance des paiements: crédits, débits et soldes						
Tableau VIII.2.1.1 : Balance des paiements ¹						
Unité: milliard FCFA						
	2005	2006	2007	2008	2009	
Balance des transactions courantes						
Débit	1 941,7	
Crédit	2 987,7	
Solde	1 046,0	919,9	1 050,7	1 650,3	503,5	
Balance commerciale						
Débit	716,7	827,8	892,7	1 002,8	1 086,5	
Crédit	2 882,0	3 165,6	3 445,6	4 352,3	2 796,5	
Solde	2 165,3	2 337,8	2 552,9	3 349,5	1 710,0	
Balance des services						
Débit	549,4	..	678,3	750,8	729,5	
Crédit	77,1	..	82,1	101,3	93,4	
Solde	-472,3	..	-596,2	-649,5	-636,1	
Balance des revenus						
Débit	524,4	505,1	
Crédit	19,3	35,5	
Solde	-505,1	-710,8	-812,4	-944,6	-469,6	
Balance des transferts courants						
Débit	151,2	
Crédit	9,3	
Solde	-141,9	-91,3	-93,6	-105,1	-100,8	
Balance de capital et d'opérations financières						
Débit	1 036,2	
Crédit	230,9	
Solde	-805,3	-385,0	-815,3	-959,8	-360,6	
Capital						
Débit	0,0	
Crédit	0,0	
Solde	0,0	
Acquisitions et cessions d'actifs NFNP ²						
Débit	0,0	
Crédit	0,0	
Solde	0,0	
Opérations financières						
Débit	1 036,2	
Crédit	230,9	
Solde	-805,3	
Erreurs et omissions						
Débit	140,8	-198,3	-220,6	-319,5	-143,3	
Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Solde	-140,8	-198,3	-220,6	-208,6	-143,3	
Solde global						
Débit	3 118,7	
Crédit	3 218,6	
Solde	99,9	193,9	0,6	371,0	-0,4	
1. Présentation selon la 5 ^e version du Manuel du FMI.						
2. Acquisitions et Cessions d'actifs non financiers non productifs.						
3. Les années 2006, 2007, 2008 et 2009 sont des estimations.						
4. La série est corrigée depuis 2006. Les estimations de 2008 ont été revues.						
Source : BEAC						

VIII.2.2 : Balances diverses						
Tableau VIII.2.2.1 : Principaux soldes de la balance des paiements de 2005 à 2009 ¹						
				Unité: milliard FCFA		
		2005	2006	2007	2008	2009
Solde des transactions courantes		1 046,0	919,9	874,4	1 729,4	503,5
Solde des biens et services		1 693,0	1 023,4	1 857,6	2 779,1	1 710,0
Solde des revenus		-505,1	..	-1 397,2	-944,6	-469,6
Solde des transferts courants		-141,9	..	-158,4	-105,1	-100,8
Solde des capitaux et d'opérations financières		-805,3	-610,4	-653,1	-1 150,0	-360,6
Transferts de capital		0,0	..	0,0	0,0	0,0
Acq/cessions d'actifs non financiers non prod.		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Opérat. fin. autres que finan. du solde		-805,3	-610,4	-653,1	-1 150,0	-360,6
Erreurs et omissions nettes		-140,8	-115,6	-220,7	-208,6	-143,3
Solde global		99,9	193,9	0,6	370,8	-0,4
1. Présentation selon la 5 ^e version du Manuel du FMI. Données 2006 à 2008 estimées.						
Source : BEAC						

Tableau VIII.2.2.2 : Structure du solde de la Balance bilatérale des échanges géographiques						
					En %	
PAYS		2005	2006	2007	2008	2009
Afrique Centrale (Pays de la CEMAC)		-37,6
Cameroun		-39,8
Centrafrique		0,9
Congo		-2,9
Guinée Equatoriale		2,2
Tchad		1,4
Autres pays d'Afrique Centrale		1,6
Pays d'Afrique Centrale		-24,5
Autres pays de l'Afrique de l'Ouest		-0,8
Pays de l'Afrique du Nord		-7,2
Pays de l'Afrique de l'Est		0,0
Pays de l'Afrique Australe		30,5
Union Européenne		-659,3
Belgique		-23,9
Espagne		43,5
France		-1215,8
Italie		-93,6
Pays-Bas		-71,7
Royaume-Unie		723,3
Source : BEAC						

PAYS	2005	2006	2007	2008	2009	En %
Autres pays d'Europe Occidentale	-14,3
Suisse	-6,4
Pays de l'Europe centrale et orientale	-1,3
Communauté des Etats Indépendants	34,8
Pays de l'Amérique du Nord	749,7
Etats-Unis	766,7
Pays de l'Amérique Centrale	28,5
Pays de l'Amérique du Sud	37,5
Japon et Nouveaux Industrialisés d'Asie	101,3
Japon	-20,3
Corée du Sud	41,5
Pays du Moyen et du Proche Orient	-27,3
Chine	98,9
Autres pays d'Asie	99,0
Océanie	0,9
Reste du Monde	-209,3
Source : BEAC						

QUELQUES AGENCES TOURISTIQUES

NOMS	ADRESSES/ FAX	EMAIL/SITE WEB
MISTRAL VOYAGES	BP. 2106 Lbv -TEL: 761222	WWW.ecotourisme-gabon.com/mistral.lbv@internetgabon.com
EUROAFRIQUE VOYAGES	BP. 4026 Lbv -TEL: 762787	WWW.euroafriquevoyages.c.la eurovoyages@internet.ga
GABON CONTACT VOYAGES	BP. 17012 Lbv-Fax: 746889	
GLOBE TROTTER GABON	TEL: 773576/77	
GUENAR VOYAGES	PB. 4321 Lbv- TEL: 07528785	guenarvoyages@yahoo.fr voyage.lbv@sdv-gabon.com
SDV VOYAGES	BP. 77 Lbv -TEL: 761634 BP. 2106 POG -TEL: 07399618	reservation-iguela@ine.ga
AFRICA'S EDEN CHICA VOYAGES		
GLOBAL SERVICES	BP. 20155 Lbv -TEL: 07894535	Global lbv@yahoo.fr
OGOOUE VOYAGES PREVOYANCE VOYAGES		
INTINERIS GABON	BP. 12817 Lbv -FAX: 721007	fabrice@itinerisgabon.com
JOSMA SERVICES	BP. 8128 Lbv -TEL: 07449608	Josma77@yahoo.fr
GABON GROUPE VOYAGES GLOBAL VOYAGES	BP. 8215 Lbv -TEL: 06272109	gabongroupvoyage@yahoo.fr

QUELQUES COMPAGNIES AERIENNES DESSERVANT LE GABON

NOMS DES COMPAGNIES	CONTACTS LOCAUX	NOMS DES COMPAGNIES	CONTACTS LOCAUX
GABON AIRLINES	241.77 02 02	BENIN GOLF AIR	241.765780
AIR SERVICE GABON	241.732407	INTERAIR	241.7241191
NOUVELLES AIR AFFAIRE GABON	241.730192	VIRGIN NIGERIA	241.77 02 02
GABON 2AG	241.730880	AIR IVOIRE	241.773626
AIR FRANCE	241.773677	ROYAL AIR MAROC	241.731025
ETHIOPIAN AIRLINES	241.760145	BELLVIEW	..
INTER SOUTH AFRICA	241.729574	AIR BURKINA	..

SITES TOURISTIQUES DU GABON

Noms	Localisations	Noms	Localisation
Pointe Denis	Estuaire	Sette Cama	Ogooué Maritime
Nyonié	Estuaire	Loango	Estuaire
Wingombè village	Estuaire	Gavilo	
Cap caravane	Estuaire	Musée Albert Schweitzer	Moyen-Ogooué
Traversée de l'Equateur à Oyane 4	Estuaire	Ile Samory Touré	Moyen-Ogooué
Akanda	Estuaire	Village touristique de Minkongo	
Eva Rose Pk 27	Estuaire	La Lopé	Ogooué-Lolo
Pont de Lianes et Chutes de Poubara	Haut-Ogooué	Ivindo	Ogooué-Ivindo

Les Canyons de Léconie	Haut-Ogooué	Mayumba	Nyanga
Le Parc animalier de Bakoumba	Haut-Ogooué		
Iguela	Port-Gentil		

LES PARCS NATIONAUX DU GABON

NOMS DU PARC	Superficies. en 1000 hectares	Localisation	Attractions touristiques
Parc National d'Akanda	53,7	Nord -Est de Libreville	Les plus grandes concentrations d'oiseaux du monde
Parc National des Monts Birougou	69,0	Massif du Chaillu	Refuge forestier des époques passées Prés. des grands éléphants et gorilles
Parc National de l'Ivindo	300,0	Makokou Lagunes de	
Parc National de Loango	155,2	Ndogo	Prés. des hippopotames et baleines
Parc National de la Lopé	491,3	Koulamoutou	Concentrations de mandrilles Premier site de ponte des œufs des tortues
Parc National de Mayumba	97,2	Mayumba	
Parc National de Minkebé	756,6	Ogooué Ivindo	Rochers dominant la forêt
Parc National des Monts de Cristal	119,6	Medouneu	Zone plus riche en plantes
Parc National de Moukalaba-Doudou	449,5	Nyanga	Faunes, cop défassa, chacal,
Parc National de Mwangné	116,5	Makokou	Les plus grandes baies
Parc National des Plateaux Batéké	204,9	Haut-Ogooué Face de	Derniers .refuges faune téké
Parc National de Pongara	92,9	Libreville	Belles plages
Parc National de la Waka	106,9	Fougamou/Lopé	

Source : Journal HEBDO informations, n°463 – du 14 décembre 2002

LEXIQUE DES INSTITUTIONS FINANCIERES DU GABON

1. Banques créatrices de monnaie

BGFI BANK	Banque gabonaise et française internationale
BICIG	Banque internationale pour le commerce et l'industrie
CCP	Centre de chèques postaux
CITIBANK GABON SA	First National City Bank
FIBA	Banque française intercontinentale
UGB	Union gabonaise de banque
FINANCIAL BANK	Financial Bank
ECOBANK	La Banque Panafricaine
UBA	United Banck for Africa

2. Autre institution bancaire éligible

BGD	Banque gabonaise de développement
BNH	Banque nationale de l'habitat

3. Autres institutions bancaires non éligibles

CNE	Caisse nationale d'épargne
FODEX	Fonds d'expansion et de développement des petites et moyennes entreprises

4. Institutions financières non bancaires

BICIBAIL	
BGFIBAIL	
FIGADIM	Financière gabonaise de développement immobilier et mobilier
SDHO	Société de développement du Haut-Ogooué
SOGACA	Société gabonaise de crédit automobile (devenue ALIOS FINANCE)
SOGABAIL	Société gabonaise de crédit-bail
SOGALIM	Société gabonaise de leasing immobilier
SOGAPAR	Société gabonaise de participation
SONADIG	Société nationale d'investissement du Gabon
FINATRA	
ALOIS	
Toutes les compagnies d'assurance et de réassurance du Gabon	

NOMENCLATURES GABONAISES DE COMPTABILITE NATIONALE

• Nomenclature gabonaise d'activités économiques

N°	Libellé	CITI (1)
01	Agriculture, élevage, chasse et pêche	11 + 13
02	Exploitation forestière et sylviculture	12
03	Production de pétrole brut et de gaz naturel	22
04	Extraction de minerais métalliques	23
05	Extraction d'autres minéraux	21 + 29
06	Industries agro-alimentaires	311 + 312
07	Fabrication de boissons et de glaces, industries du tabac	313 + 314
08	Industrie textile, de l'habillement et du cuir	32
09.1	Industrie du bois et de l'ameublement	33
09.2	Fabrication du papier, imprimerie, presse et édition	34
10	Industrie chimique, fabrication d'ouvrages en caoutchouc et en matière plastique	(35)
11	Raffinage du pétrole	353
12	Fabrication de matériaux de construction et industrie du verre	36
13	Fabrication d'ouvrages en métaux, machines et appareils mécaniques et autres industries manufacturières	38 + 39
14	Services de réparation	951
15	Production et distribution d'eau et d'électricité	4
16	Bâtiment, travaux publics et génie civil	5
17	Forage, recherche pétrolière et minière - Travaux connexes et tous services spécifiques à ces activités	...
18	Hôtels, cafés et restaurants	63
19.1	Transports terrestres et auxiliaires directs	711
19.2	Transports maritimes et auxiliaires directs	712
19.3	Transports aériens et auxiliaires directs	713
19.4	Auxiliaires des transports	719
20	Postes et communications	72
21	Services immobiliers	831
22	Services rendus aux entreprises dont : informatique, comptabilité, gestion, services juridiques, services d'ingénieurs, d'architectes et services techniques	832
23	Services rendus aux particuliers	(95)
24	Commerce, import-export et distribution	61 + 62
25	Institutions financières (crédit et assurances)	81 + 82
26	Services non marchands (administrations et services domestiques)	(9)

(1) CITI = Classification internationale type d'industries.

• Nomenclature agrégée d'activités économiques

Intitulé	Correspondance nomenclature des activités économiques
Agriculture, élevage et pêche	1
Bois et industrie du bois	02, 091
Production de pétrole et de gaz naturel	3
Mines	4
Industries alimentaires et du tabac	06, 07
Autres industries	05, 08, 092, 10, 12, 13, 14
Raffinage	11
Electricité et eau	15
Bâtiment et travaux publics	16
Forage et recherche pétrolière	17
Transport	19 à 20

Services	18, 21, 22, 23
Commerce	24
Banques et assurances	25

SECTIONS DE LA NOMENCLATURE DOUANIERE DU GABON

N ^{os} de section	Intitulés
I	<i>Animaux vivants et produits du règne animal</i>
II	<i>Produits du règne végétal</i>
III	<i>Graisses et huiles animales ou végétales ; produits de leur dissociation ; graisses alimentaires élaborées ; cires d'origine animale ou végétale</i>
IV	<i>Produits des industries alimentaires ; boissons, liquides alcooliques et vinaigres ; tabacs et succédanés de tabac fabriqués</i>
V	<i>Produits minéraux</i>
VI	<i>Produits des industries chimiques ou des industries connexes</i>
VII	<i>Matières plastiques et ouvrages en ces matières ; caoutchoucs et ouvrages en caoutchouc</i>
VIII	<i>Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières ; articles de bourrellerie ou de sellerie ; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires ; ouvrages en boyaux</i>
IX	<i>Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège et ouvrages en liège ; ouvrages de sparterie ou de vannerie</i>
X	<i>Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques ; papier ou carton à recycler (déchets et rebuts) ; papier et ses applications</i>
XI	<i>Matières textiles et ouvrages en ces matières</i>
XII	<i>Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes, fouets, cravaches et leurs parties ; plumes apprêtées et articles en plumes ; fleurs artificielles; ouvrages en cheveux</i>
XIII	<i>Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues ; produits céramiques ; verre et ouvrages en verre</i>
XIV	<i>Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières ; bijouterie de fantaisie ; monnaies</i>
XV	<i>Métaux communs et ouvrages en ces métaux</i>
XVI	<i>Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties ; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils</i>
XVII	<i>Matériel de transport</i>
XVIII	<i>Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précisions ; instruments et appareils médico-chirurgicaux ; horlogerie ; instruments de musique ; parties et accessoires de ces instruments ou appareils</i>
XIX	<i>Armes, munitions et leurs parties et accessoires</i>
XX	<i>Marchandises et produits divers</i>
XXI	<i>Objets d'art, de collection ou d'antiquité</i>

LISTE DES PRINCIPAUX ORGANISMES CORRESPONDANTS POUR L'ANNUAIRE 2005-2009

Aéroport de Libreville
 Académie franco – américaine de management
 Agence de Promotion des Investissements privés
 Agence française de développement
 Assemblée nationale
 Auberge d'Ambowe
 Appart hôtel
 Banque gabonaise de développement
 Banque des Etats de l'Afrique centrale
 Banque Internationale pour le Gabon et l'Industrie du Gabon
 Bibliothèque nationale
 Centre culturel français
 Commissariat Général au plan et au développement
 Caisse nationale de Sécurité sociale
 Centre international de recherche médicale de Franceville
 Centre national de cinéma
 Compagnie minière de l'Ogooué
 Conseil national de la communication
 Cellule d'observation de la santé publique
 Compagnie de navigation intérieure
 Direction Générale des Statistiques
 Direction des études et de la documentation au Ministère des Eaux et Forêts
 Direction du développement des industries et du commerce du bois
 Direction générale de l'agriculture
 Direction générale des affaires sociales
 Direction générale des impôts
 Direction de la dépense
 Direction de la solde
 Direction des sports et du plein air
 Direction de l'informatique et de la statistique au ministère de la santé
 Direction générale de la comptabilité publique
 Direction générale des douanes et des droits indirects
 Direction générale des Caisse de Stabilisation et de péréquation
 Direction générale de l'économie
 Direction générale de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures
 Direction générale de l'Economie forestière
 Direction générale des pêches et de l'aquaculture
 Direction Générale de la Statistique
 Direction Générale de la santé publique
 Direction Générale du Tourisme et des Loisirs
 Direction Générale des Travaux Publics
 Direction de la Météorologie Nationale
 Ecole Nationale d'Art et Manufacture
 Ecole nationale des instituteurs de Libreville
 Ecole nationale des instituteurs (catholique)
 Ecole Nationale des Instituteurs (protestante)
 Ecole Nationale de Santé et d'Action Sociale
 Ecole Normale Supérieure
 Ecole Nationale des Eaux et Forêts
 Gabontour
 Gabon poste

Gabon télécom et Libertis

Gabonaise de mousse et matelas

Gabonaise de peintures et laques

Gouvernorat de l'Estuaire

Gouvernorat du Haut-Ogooué

Gouvernorat de l'Ogooué-Lolo

Gouvernorat de l'Ogooué-Maritime

Gouvernorat du Woleu-Ntem

Hautes Etudes canadiennes internationales

Hôtel hibicus

Hôtel du centre

Hôtel du stade

Hôtel Re-Ndama

Hôpital général de Libreville

Institut Gabonais d'Appui au Développement

Institut National de la Jeunesse et des Sports

Institut des Sciences de la Technologie

Institut National des Sciences et de Gestion

Institut de pharmacopée et de médecine traditionnelle

Institut de recherche en sciences humaines

Institut pour la recherche agronomique et forestière

Ministère de l'économie, des finances, du budget et de la privatisation, chargé de la

Programmation des investissements

Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation
technologique

Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation

Ministère de l'enseignement technique et professionnel, chargé de l'insertion des
jeunes

Moabi hôtel

Motel Lac Bleu

Office national du baccalauréat

Office national de l'emploi

Office des ports et rades du Gabon

Programme élargi de Vaccination

Société de formulation de lubrifiants

Programme des Nations unies pour le développement

Programme national de lutte contre le paludisme

Senat

Société des eaux minérales de Léconi

Société des ciments du Gabon

Société d'énergie et d'eau du Gabon

Société d'exploitation du parc à bois du Gabon

Société gabonaise d'oxygène et d'acétylène

Société de développement de l'hévéaculture au Gabon

Société nationale immobilière

Société de transport terrestre NDONG-Sima

Société de transport terrestre G4.A.T.S

Société de transport terrestre G 5 voyage

Société de transport terrestre Bitam express

Société de transport terrestre A.G.T.T

Société de transport terrestre Molvilois

Société de transport terrestre Ivindo transport

Société de transport terrestre Major transport

Société de transport terrestre C.G.T.T

Société meunière et avicole du Gabon
Société des cigarettes du Gabon
Société gabonaise de raffinage
Société gabonaise de transport
SIAT Gabon
Sucrieries d'Afrique Gabon
Sunset beach
Studio M'plaza
Trésor public
Université Omar Bongo Ondimba
Université des sciences de la santé
Université africaine des sciences
Union Gabonaise de Banque
Université Omar Bongo
Union des représentants des automobiles industrielles
UPEGA
ZAIN

DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE
B.P. 2119 Libreville - Gabon
Téléphone : (241) 72 13 69, 76 06 71, 76 14 12
Télécopie : (241) 72 04 57
Site Web : www.stat-gabon.com ou (www.stat-gabon.org)
Courrier : plan.dgsee@yahoo.fr

DIRECTEUR GENERAL	Francis-Thierry Tiwinot
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	Paolo OVONO OVONO
ASSISTANT TECHNIQUE	Pierre COUALLAC
DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE NATIONALE	
<i>CHEF DE SERVICE DES COMPTES NATIONAUX</i> <i>CHEF DE SERVICE DES ETUDES ECONOMIQUES</i>	<i>Césaire MBADINGA KOMBILA</i> <i>Jean-Jacques ONDO MEGNE</i>
DIRECTEUR DES ETUDES, DE LA COORDINATION STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE	Symolin ONDO METO'O
<i>CHEF DE SERVICE DES ETUDES ET DE LA COORDINATION STATISTIQUE</i> <i>CHEF DE SERVICE DE L'INFORMATIQUE</i>	<i>Jean-Benoît PONGUI</i>
DIRECTEUR DES STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES	Jean-Noël BIYOGO
<i>CHEF DE SERVICE DES ETUDES DEMOGRAPHIQUES</i> <i>CHEF DE SERVICE DES MOUVEMENTS DE POPULATION ET DE L'ETAT-CIVIL</i> <i>CHEF DE SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE</i>	<i>Noël MOUSSAVOU</i> <i>Edwige OYE NDONG</i> <i>Désiré ZE NGUEMA</i>
DIRECTEUR DES STATISTIQUES GENERALES	Jean-Nestor NGUEMA
<i>CHEF DE SERVICE DES PRIX ET DES INDICATEURS SOCIAUX</i> <i>CHEF DE SERVICE DES ENQUETES</i> <i>CHEF DE SERVICE DES STATISTIQUES DE PRODUCTION ET DU COMMERCE</i> <i>EXTERIEUR</i>	<i>Nicole NGUEMA</i> <i>Louis Bernard MOUANDA</i> <i>François Nicaise NKOGHE NZE</i>

ANNUAIRE STATISTIQUE 2009

DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE



B.P 2119 Quartier Lalala, Libreville (République Gabonaise).

Téléphone : 72.04.55 / 72.13.69 / 76.06.71 / 76.14.12

Fax : [241] 72.04.57

Courriels : dgsee@yahoo.fr plan.dgsee@yahoo.fr

Site web : www.stat-gabon.com ou www.stat-gabon.org